This book is DUE

UNIVERSITY of CALIFORNIA
AT
LOS ANGELES
LIBRARY

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT.

IMPRIMERIE DE E. DUVERGER,
rue de Verneuil, n. 5.

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT

SUR

LES CAUSES SECRÈTES QUI ONT DÉTERMINÉ LA POLITIQUE DES CABINETS DANS LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TOME DIXIÈME.

A PARIS,

CHEZ L.-G. MICHAUD, LIBRAIRE,

RUE DE RICHELIEU, N° 67.

1835

91539

UNIV. OF CALIFORNIA
AT LOS ANGELES LIBRARY

DC
145
A44m
v.10

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT.

1807

Situation politique de Napoléon. — Sa popularité. — Armée anglaise. — Effet militaire du système continental. La Prusse y accède ainsi que la Russie. — La Suède s'y refuse. — Suppression du tribunat. — Royaume de Westphalie. — Jérôme. — Mécontentement du tzar. — Intrigue anglaise. — Louis Bonaparte. — Ses résistances. — Son esprit de justice. — Mécontente Napoléon. — Arrêt de représailles des Anglais. — Malaise de l'Italie. — Voyage de Napoléon. — Changemens dans le gouvernement lombard. — Décret de Milan. — Fausse politique. — Position de la Russie. — Sa politique. — Savary. — Notes et contre-notes anglaises et russes. — Lord Gower. — Budberg. — Soltikoff. — Romanzoff. — Danemarck. — Refus constant de communiquer les articles secrets. — Rupture. — Affaire de Copenhague. — Turquie. — Chicanes de Savary. — Entrevue avec Romanzoff. — Réflexions sur ce ministre. — La France, la Prusse et la Russie. — Souffrance des états germaniques. — Ses effets. — Caractère allemand. — Tugenbund. — Sa constitution.

Nous avons exposé dans le précédent volume

Chaumet 1826.

les stipulations tant secrètes que publiques du traité de Tilsitt, ainsi que leurs premières et promptes conséquences ; mais celles-ci ne furent cependant que les préliminaires des résultats politiques beaucoup plus importans de ce même traité et qui fourniront la matière des volumes subséquens.

Jamais, certes, depuis le règne de Charlemagne, de ce phare lumineux qui n'éclaira qu'une courte époque du moyen-âge, sans en dissiper les ténèbres, la France n'avait acquis un aussi grand lustre, une influence aussi prépondérante, une telle extension de territoire, et cela, non sur des peuples à demi sauvages, mais sur les nations les plus civilisées. Enfin, cette monarchie universelle, que Rome antique obtint par les armes et Rome moderne par ses doctrines religieuses, vers laquelle tendit Charles-Quint, sans pouvoir y parvenir, et qu'on soupçonna Louis XIV d'avoir ambitionnée, Napoléon était sur le point de la réaliser. Il avait atteint son apogée de puissance et de gloire ; peu d'années avaient suffi pour soumettre trois grandes monarchies à son glaive ou à sa politique, et il se montrait l'homme le plus brillant comme le plus extraordinaire que les annales humaines eussent encore offert à l'étonnement des contemporains et à l'étude de la pos-

térité. Son astucieuse adresse, son indomptable volonté, le prestigieux éclat de ses talens militaires, car nul avant lui n'avait remporté autant de victoires, l'absence de rivaux dignes de lui, la lassitude des factions, enfin des circonstances heureuses dont il sut habilement profiter, l'avaient rapidement élevé au pouvoir absolu, devenu nécessaire au moment même où il put raisonnablement le convoiter. Entouré de satellites dévoués à ses moindres caprices, espoir de la France gémissante, qu'il trouva prête à s'engloutir dans une impuissante anarchie, il rétablit par des triomphes l'indépendance menacée de l'état; il substitua aux bavardages d'une liberté politique illusoire les réalités d'une liberté usuelle moins licencieuse, dans un état nouveau de calme, d'ordre et de sécurité; il flatta l'amour de l'égalité qui charme la multitude; l'amour de la gloire qui exalte l'ambition des uns, la vanité de tous, et ses œuvres durent être applaudies par la sagesse même qu'elles affranchissaient de la tourmente révolutionnaire. Son gouvernement régulier, paisible, économique, rallia les gens de bien, séduisit même des royalistes par l'attrait des emplois militaires, des places de cour et des bienfaits particuliers. Les Bourbons étaient presque généralement oubliés; une grande partie de la généra-

tion vivante ne les avait pas connus; la France était prospère, illustrée, admirée, redoutée; que pouvait-on désirer de plus? Voilà ce que la grande masse des Français sentait, pensait et espérait pour l'avenir, comme elle en jouissait pour le présent.

Quelques brouillons seulement murmuraient, mais tout bas, contre un pouvoir né de la révolution, aidé des instrumens qu'elle avait forgés, et qui semblait vouloir lui assigner un terme. Ignoraient-ils que tout gouvernement doit tendre à sa propre conservation, et chercher à se renforcer pour la défendre et se perpétuer? Ignoraient-ils que l'esprit révolutionnaire est l'amalgame de ces deux sentimens, la haine de l'obéissance et l'amour de l'autorité, et que si, dans l'action des masses, il produit une anarchie tyrannique, cette action individualisée enfante et doit nécessairement enfanter un maître? D'ailleurs l'autorité impériale se montrait bienfaisante et conservatrice; l'étranger seul avait à se plaindre d'elle, et la guerre qui venait de se terminer était aussi utile au trésor public qu'à la gloire de la France. Si, d'une part, ses armées, son gouvernement même, vivaient des produits de cette gloire oppressive, d'un autre côté on voyait toutes les parties de l'administration fran-

çaise se perfectionner; les impôts se percevaient avec facilité, les lois étaient protectrices; nulle opinion n'était un crime, à moins qu'elle ne troublât l'ordre public; la sécurité était générale, et si le commerce maritime souffrait, celui qui se faisait avec les états continentaux ne manquait pas de prospérité, dans un système d'industrie qui prenait chaque jour un nouvel essor. Rien donc ne devait troubler les esprits, et jamais Napoléon n'avait été aussi populaire qu'à cette époque.

Il semblait que ce prince ne pût dès lors augmenter sa gloire et sa puissance, tant au dedans qu'au dehors, que par une modération propre à les ennoblir et à les justifier aux yeux de ses *sujets;* car il n'était plus permis de le chicaner sur ce mot, qui désignait déjà jusqu'à des rois. Ses humbles sujets ne rêvaient sous son règne que félicité durable et journellement croissante; lui, trouvait son ambition satisfaite, jusque dans les misérables calculs d'une vanité qui rabaissait la hauteur de son génie, en accueillant ces flatteries serviles qu'un grand caractère eût écrasées de son mépris.

Les peuples ne savent jamais vers quel but ils marchent, leurs chefs s'en doutent rarement eux-mêmes; car si les hommes donnent plus ou moins d'impulsion aux choses sociales, celles-ci

entraînent à leur insu, et contrairement à leurs vues ou à leurs espérances, ceux qui crurent ou les diriger ou les prévoir. Napoléon et la plus grande masse des Français en offrent ici la preuve : ils allaient avoir, ceux-ci à contempler, celui-là à démontrer, dans une longue et ruineuse suite d'erreurs politiques et d'égaremens moraux, ce que peuvent produire au dehors, et par contre-coup dans l'intérieur des états, les effets enivrans des triomphes d'un orgueil sans frein chez un homme qui, ayant facilement atteint les bornes du possible, se supposait capable de les dépasser, et qui, vivement irrité du seul obstacle placé encore sur sa route, devait tout tenter et tout sacrifier pour le briser.

L'Angleterre était cet obstacle jusqu'alors insurmontable; cette puissance avait détruit la marine française, et il la menaça vainement d'une descente devenue presque impossible, avec le concours même des marines du Danemarck et du Portugal, dont il eût voulu renforcer la sienne. Sa haine aveugle contre le gouvernement britannique l'empêchait de voir la révolution qui s'était opérée dans l'esprit public et dans l'armée de sa redoutable rivale; cette armée s'était successivement élevée jusqu'à 200,000 hommes de troupes réglées indépendamment des corps mi-

litaires étrangers et des troupes de l'Inde ; puis les terreurs imprimées aux populations par la flotte de Boulogne avaient fait lever de nombreuses milices, bientôt comparables aux troupes réglées par leur formation, leur élan et leur instruction. Une autre révolution opérée dans l'esprit du peuple anglais, c'était une exaltation toute nouvelle et son désir d'obtenir sur terre des succès rivaux de ceux qu'il avait dus tout récemment à sa marine.

Napoléon, qui ne se doutait ni de cette émulation belliqueuse ni des moyens qu'elle pouvait mettre en œuvre, nourrissait, après la paix de Tilsitt, le projet de miner une puissance qu'il ne pouvait attaquer de front. Cette puissance, selon lui, était uniquement fondée sur son crédit, et celui-ci sur l'immensité de son commerce; ruiner, ce commerce, c'était donc faire crouler tout l'échafaudage artificiel du seul état européen qui résistait encore à sa politique et à ses armes.

La chose lui semblait sûre et facile ; ce fut dans cette vue qu'il publia le décret de Berlin, sans se douter des embarras innombrables et ruineux dans lesquels son exécution l'entraînerait.

Tel fut en effet le premier chaînon de cette

suite de décrets et de mesures arbitraires que l'empereur des Français se vit contraint à ordonner pour interdire tout commerce maritime aux pays soumis à son influence. Dès lors l'adoption du système continental devint la condition expresse à laquelle était attachée l'alternative de la paix ou de la guerre, le refus de s'y conformer étant considéré comme une déclaration hostile. Ainsi, pour vivre en paix avec l'ennemi de toute indépendance nationale, il fallait que les souverains consentissent à détruire le commerce de leurs sujets, à ruiner leurs propriétés. L'ignorance avait conçu, la bassesse avait applaudi à un système qui devait, disait-on, arracher à l'Angleterre le sceptre des mers. Ce fut vainement que le système continental plongea le continent de l'Europe dans la misère; cette mesure produisit, il est vrai, une stagnation momentanée dans l'industrie et le commerce de la Grande-Bretagne, mais ce pays prouva bientôt que si le commerce européen avait été jusqu'alors la principale source de ses richesses, il n'en était pas la seule; il porta vers d'autres parties du globe son activité commerciale et l'emploi de ses capitaux, sans négliger pourtant les bénéfices d'une contrebande favorisée par des intérêts privés et par les besoins du continent, ainsi que par des repré-

sailles, surcroît de ruine pour les peuples soumis à Napoléon. La Prusse avait fait défendre aux navires anglais l'entrée de ses ports; la Russie adopta peu après ce même système, dont les bases avaient été essentiellement convenues dans les conférences de Tilsitt. La Suède résista aux offres séduisantes par lesquelles on tenta de la faire entrer dans ce système qui motivait contre elle l'emploi des armes, conformément à cette opposition prévue et aux arrangemens politiques nés de cette prévision; mais on crut plus facile d'entraîner le Danemarck en l'effrayant; aussi était-il dit dans un bulletin français publié après la bataille de Friedland : « Bientôt le blocus du continent ne sera plus un vain mot. » Cette phrase avait tellement en vue le Danemarck qu'en lui donnant connaissance du décret de Berlin on lui faisait la demande de retirer ses troupes du Holstein et celle de fermer ses ports aux commerces de l'Angleterre et de la Suède.

Ce système désastreux prit un aspect vraiment alarmant dès que l'on vit y entrer l'empereur Alexandre, et la liaison intime qui durant quatre années sembla régner entre ces deux puissans monarques fut l'un des résultats le plus malheureux du traité de Tilsitt.

Quant aux avantages obtenus par le tzar dans

ce traité, c'était l'aquiescement de la France à la double occupation de la Finlande et des hospodarats de Moldavie et de Valachie, transaction qui n'avait pas été étrangère aux négociations du traité de concert de 1805; mais alors la Suède eût été suffisamment dédommagée de ses pertes. Quant à Napoléon, il y obtint aussi toute sécurité, du moins il le croyait, relativement à l'Angleterre, exclue dès lors de toute influence sur le continent, et une entière liberté de se livrer à de nouvelles conquêtes, par lesquelles il allait, sans le savoir, faire renaître et étendre encore cette influence britannique.

Napoléon, dans la tête duquel fermentaient des projets vastes et en harmonie avec son système chéri, ne voulant plus être, sinon arrêté dans ses volontés suprêmes, du moins fatigué par des bavardages de tribune qui lui étaient odieux, supprima le tribunat * sous prétexte d'économie, et lui substitua, pour la discussion préalable des lois, trois commissions de législation, d'administration et de finances, prises dans le corps législatif, et dans ce corps l'âge de quarante ans accomplis devint exigible. Cette opération réellement arbitraire, quoique revêtue de formes prétendues

* Sénatusconsulte du 19 août.

légales, ne produisit pas le moindre murmure dans un public entièrement façonné à l'obéissance ; puis ce n'est jamais contre la force qu'on se révolte, et l'on n'y songe même pas en France quand elle est parée d'une gloire dont le reflet semble porter sur tous. La veille du jour où cette opération eut lieu, Napoléon avait, par un décret impérial, ordonné la réunion des états de Hesse, Brunswick, Fulde, Paderborn et partie du Hanovre, pour en former le royaume de Westphalie* en faveur de son frère Jérôme, qu'il mariait à une princesse de Wurtemberg, union qui fut célébrée à Saint-Cloud le 22 août 1807, malgré la répugnance réciproque des deux époux ; car Jérôme regrettait son premier lien, et la princesse regardait comme une mésalliance ce mariage auquel son père la contraignait ; mais si elle fut fille obéissante dans cette occasion, elle devint épouse fidèle lors des malheurs de son époux.

Ce royaume de Westphalie, composé de provinces sans rapports entre elles, formant un territoire de six cent quatre-vingt-huit milles carrés d'Allemagne, était peuplé de deux millions d'ames et donnait un revenu de dix-neuf millions de francs. Le nouveau roi, véritable vassal de l'empereur

* Voyez la pièce justificative A.

son frère, était tenu, par le décret de création de l'état qui lui était confié, de tenir à la disposition du monarque français qui l'intronisait, la moitié des terres allodiales (art. 11) du royaume : une régence fut chargée d'organiser ce nouvel état, dont Jean-Georges Müller brocha à la hâte, et en quatre articles, la constitution. Cette régence, composée en majorité d'hommes plus spirituels qu'administrateurs, ne connaissait ni la langue, ni les lois, ni le caractère des peuples qu'elle avait à gouverner; en conflit avec les intendans provinciaux qui s'étaient emparés des revenus et les retenaient encore sans satisfaire aux charges publiques, elle fit de ce malheureux pays un chaos. Pour surcroît arriva Daru, ce financier impérial si habile à étendre la voie des spoliations ordonnées par son maître. Il exigea vingt-cinq millions d'un trésor vide, ce qui était supérieur aux revenus annuels de l'état, et de plus, en vertu de l'article 11 déjà cité, la remise de domaines royaux jusqu'à concurrence de sept millions de revenu, ce qui en absorbait la presque totalité. Il fallut obéir. On se résigna paisiblement, espérant un meilleur avenir sous un prince dont le cœur était bon et les vues droites, mais qui, arrivé avec la reine le 20 décembre, prouva bientôt qu'il était entièrement dénué de la connaissance des hommes et

des choses; qu'il était sans mœurs, sans décence même; qui s'entoura d'intrigans et révolta tous les esprits dans un pays attaché à des principes sévères de moralité et de religion. Enfin ce pays n'était pas moins maltraité sous certains rapports que le reste des États germaniques; la prohibition du commerce anglais achevait de le ruiner; douze mille soldats français occupaient Magdebourg et gênaient la navigation de l'Elbe. Il en était de même des trois villes anséatiques, dont on avait déjà tiré tant d'argent, auxquelles on demandait encore dix millions, et à qui il ne restait plus à perdre que leur liberté; elle leur fut ravie sous prétexte de connivence secrète avec l'Angleterre, et le général Dupaz fut pour les Hambourgeois ce qu'avait été Clarke pour Berlin. Le même prétexte faisait occuper par des troupes françaises les ports des duchés d'Oldembourg et de Mecklembourg-Schwerin qui, par le traité de Tilsitt, devaient être rendus avec une parfaite indépendance à leurs légitimes propriétaires. Cependant Napoléon y établit des douanes françaises. L'Allemagne était, comme en temps de guerre, couverte de troupes ennemies; elles tenaient garnison dans les forteresses; elles menaçaient jusqu'aux frontières de la Russie, déjà désarmée, et cela par une chaîne continue de

stations militaires, du Rhin au Niémen d'une part, et de l'autre du Rhin à Varsovie.

Alexandre sentit alors, mais néanmoins sans se plaindre, que le traité de Tilsitt avait mis fin aux combats sans faire réellement renaître encore la paix; et cette paix de Tilsitt avait généralement mécontenté les hommes les plus clairvoyans de la Russie. Le ministère anglais était instruit par ses nombreux agens de l'effet que sa publication avait produit; il savait aussi que l'esprit de l'empereur nageait déjà dans une inquiétude vague, où l'ambition luttait contre un intérêt de gloire et l'appréhension de futurs dangers.

Le cabinet de Saint-James ne néglige jamais les moyens de parvenir à son but; il imagina donc d'envoyer en Russie le jeune Grinche placé jadis près du tzarevitch pour l'accoutumer à parler l'anglais. Ce missionnaire secret, sous prétexte de remercier l'empereur de ses bienfaits, devait lui insinuer que la Grande-Bretagne était le dernier appui de la civilisation moderne, qui ne pouvait être sauvée que par l'Angleterre et par son union avec celle du plus puissant des états du continent; que si les monarchies européennes avaient été dévorées par un sceptre de feu, la cause en était dans leur désunion, ainsi que dans l'erreur de n'avoir pas senti la nécessité

d'adopter, pour une guerre d'un genre nouveau, l'emploi des masses contre les masses qui devaient les écraser; qu'un rôle digne de l'héroïsme du peuple russe et du grand caractère de son souverain, c'était de se placer à la tête d'une ligue nouvelle et générale que l'Angleterre seconderait de tous ces moyens.

Un autre compagnon d'enfance du tzar *, en quittant son service lors de la paix de Tilsitt, lui disait, dans un mémoire confidentiel : *Ce traité nuit à la splendeur de votre empire; les enfans de la Russie auraient versé jusqu'à la dernière goutte de leur sang plutôt que de plier d'une manière aussi honteuse;* et après avoir récapitulé tous les biens dus à Alexandre et ceux qu'il pourrait faire encore, après avoir exposé l'inquiétude universelle et les dangers de l'état, il y peignait l'armée *humiliée*, la milice *trompée*, le clergé *compromis* par un anathème ordonné et révoqué, la Russie sans *alliés*, parce qu'elle *a abandonné sans ménagement l'Angleterre, l'Autriche, la Suède, la Prusse, la Sardaigne, Naples, les Sept-Iles, les Bourbons;* que cependant la guerre n'est pas terminée en Turquie et qu'elle est allumée en Perse ; que l'Angleterre et la Suède inspirent des

* Le prince Czartorinski.

inquiétudes, tandis que *Napoléon, travaillant méthodiquement à la désorganisation de la Russie, demeure prêt à l'attaquer à force ouverte, avec des moyens toujours croissans, qui nécessitent pour elle tous les frais d'une résistance passive, en renonçant à ses alliés, aux chances de la guerre, à l'espoir de la victoire.*

L'empereur sentit tout ce qu'il y avait de vrai dans ces représentations; mais il s'était engagé; il voulait recueillir le fruit de ses négociations, et il avait perdu toute confiance dans les cabinets étrangers : l'avenir pouvait donc seul amener des changemens dans *sa politique*, qui à l'époque où il se trouvait, lui semblait utile à la puissance de la Russie, puisqu'il fallait restaurer ses finances, réorganiser son armée; et quoique tiraillé par le parti anglais, très nombreux et très actif, par le parti français qui l'obsédait bien davantage et que réprouvaient hautement l'impératrice-mère, timidement l'impératrice régnante, il demeura impénétrable dans ses vues; mais toutes ces choses n'en troublaient pas moins son esprit.

Les princes allemands n'étaient pas les seuls que tourmentât l'inquiète haine de Napoléon contre l'Angleterre; il étendait sur l'Europe entière un vaste filet pour en contraindre toutes les parties à se courber au système qui était sa

marotte, et déjà, il n'y existait plus de puissance qui fût en état de lui résister. Son frère Louis, préfet de Hollande sous le vain titre de roi, se voyait plus que jamais molesté par lui à cet égard. Non-seulement il n'avait rien fait payer à la Hollande de ce que la France lui devait, mais il voulait l'obliger à un développement militaire de terre et de mer dont elle était incapable, surtout en la privant de son commerce qui est son seul trésor; et pour toute ressource il insistait obstinément sur la nécessité d'une banqueroute qui, en ruinant son crédit, eût achevé de la rendre totalement impuissante. Louis, homme de sens et d'honneur, cherchait à défendre les intérêts d'un peuple reconnaissant de ses soins, quelque infructueux qu'ils fussent de la part d'un prince essentiellement bon qui compromettait ainsi sa propre existence, car Napoléon ne cacha pas son intention de faire de la Hollande une province française *. Du moins en agit-il avec elle comme si elle eût fait partie de son empire; Flessingue lui fut enlevé, et le décret de Berlin, dont il exigea la rigoureuse exécution, allait être pour elle le coup de la mort. Louis en sentit vivement la portée; il obéit pourtant, mais avec prudence et ré-

* Note du 7 août 1806 à lord Lauderdale.

serve, ne le rendant strictement exécutoire que pour l'Ost-Frise, province conquise, déclarant qu'il ne le serait pour le reste du royaume *qu'autant que les mesures précédentes sur le commerce anglais*, et qui étaient déjà rigoureuses, *deviendraient impuissantes.* On insista pour l'exécution pure et simple du décret, et il se refusa du moins au séquestre des fonds appartenant aux Anglais et au prince d'Orange; il fut blâmé de nouveau, mais remontra par ses députés au quartier-général de l'empereur son frère que *pour la Hollande la suspension de tout commerce égalerait la privation de son sol pour un autre pays;* que le peuple avait *besoin de la mer* pour *raffermir ce même sol* et subvenir à l'insuffisance de ses *subsistances.* Les députés ne furent reçus qu'avec menaces; il fallut donc se résigner à une ruine dont souffrait elle-même la France qui en était la cause, et elle fut complète quand le gouvernement anglais rendit, le 7 janvier 1807, cet arrêt du conseil portant : « Attendu que le gouvernement fran-« çais a expédié certains ordres par lesquels, en « violation des usages ordinaires de la guerre, *le « commerce de toutes les nations neutres* avec les « possessions de Sa Majesté est proscrit, et qui ten-« dent par conséquent à priver toutes les nations « susdites de tout commerce avec d'autres pays,

« dont les objets seraient des articles du crû ou
« des manufactures du pays soumis à S. M., et
« vu que le même gouvernement a résolu aussi
« de déclarer tous les États de Sa Majesté en
« état de blocus, dans un temps où les flottes de
« la France et de ses alliés sont enfermées dans
« leurs propres ports; comme de pareilles entre-
« prises donnent à Sa Majesté le droit irrécusable
« d'user de représailles que la prépondérance
« de sa marine la met à même de rendre efficaces,
« en envoyant devant les ports et les côtes de
« l'ennemi des escadres nombreuses qui en ren-
« dent dangereuses les approches; Sa Majesté,
« tout en sentant de la répugnance à en venir à une
« extrémité aussi préjudiciable au commerce de
« toutes les nations qui ne sont pas enveloppées
« dans la guerre, se voit obligée, par respect
« pour les intérêts légitimes de son peuple, à ne
« pas souffrir de la part de l'ennemi des mesures
« de telle nature sans faire retomber sur lui les
« suites de sa propre injustice. En conséquence,
« Sa Majesté ordonne qu'il ne sera permis à
« aucuns vaisseaux de faire le commerce de l'un à
« l'autre des ports appartenant à la France ou à
« ses alliés, ou étant occupés par eux, ou se trou-
« vant sous son influence au point que les na-
« vires britanniques n'y puissent commercer li-

« brement. Il est enjoint aux commandans des « bâtimens de guerre et corsaires *d'avertir* tous « les vaisseaux neutres, sortant d'un tel port et « destinés pour un autre port semblable, de ne « point poursuivre leur route, et celui de ces « navires qui, après avoir été ainsi prévenu, se- « rait surpris faisant voile vers cette destination, « serait amené avec sa cargaison et déclaré de « bonne prise. » En rapportant ici les principales dispositions de cette pièce diplomatique non publiée en France dans son intégrité, mais qui y fut connue par ses funestes effets, notre intention n'est pas de prononcer sur la question de savoir si des puissances belligérantes ont le droit de se combattre mutuellement aux dépens de nations étrangères à leurs querelles, de décider aussi de quel côté fut le premier tort; mais bien de constater à quel point le décret du 21 novembre devait attirer de maux sur le commerce général de l'Europe, sur la prospérité des peuples continentaux et sur la France même, par la nécessité qu'il imposa à Napoléon de se précipiter dans de nouvelles guerres aussi impolitiques que désastreuses, qui devaient mécontenter la France, flétrir sa propre gloire, ébranler sa puissance, préparer sa chute; enfin nous voulons noter ici que l'époque de sa plus haute fortune fut celle

où il sema lui-même les germes de la grande catastrophe qui devait en amener le terme.

Quelle que fût la gloire dont Napoléon venait de se couvrir, quelque adresse qu'il eût mise à séduire l'empereur Alexandre, de quelque sécurité qu'il parût jouir, les principaux élémens de sa puissance étaient déjà considérablement altérés; une conscription anticipée et des soldats dont le physique devenait de jour en jour plus faible, allaient le forcer à rendre ses armées plus lourdes par la multiplicité des bouches à feu et tout le matériel qu'elles exigent, à moins qu'il ne sacrifiât les jeunes conscrits par des marches plus meurtrières que les combats mêmes, et plus coûteuses par l'augmentation de l'artillerie. Il méditait cependant de nouvelles guerres!

De plus un mécontentement sourd, fruit d'un malaise réel, se faisait sentir en Italie, où le décret de Berlin nuisait à l'industrie et au commerce, comme à la prospérité de l'agriculture, dont les riches produits n'ont de débouchés qu'à la faveur d'une navigation dès lors interrompue. Le prince Eugène de Beauharnais souffrait de tant de maux sans y pouvoir porter remède; son caractère le faisait personnellement aimer; mais ce caractère, aussi faible qu'il était bon, ne lui permettait pas de réprimer assez l'insolence de son état-major

et les torts de ses aides-de-camp, dont la conduite irritait les esprits déjà mal disposés en faveur d'une administration étrangère. Puis, il était contraint à protéger des douaniers chargés d'enlever chez les négocians les marchandises anglaises dont ceux-ci étaient les légitimes propriétaires.

La discussion qui s'éleva alors pour des délimitations de territoire entre l'Autriche et le royaume d'Italie ajouta encore à l'agitation publique, jusqu'au moment où elle fut terminée par la cession de la province de *Monte-Falcone;* cette cession, qui n'était cependant qu'une faible partie de ce que le traité de Presbourg obligeait de rendre, resserra les frontières du royaume d'Italie jusqu'aux Thalweg de l'Isonzo; enfin l'État était sans unité d'intérêts et de souvenirs.

Napoléon, de sa main de fer, retenait bien dans une union apparente des peuples divisés entre eux de passions et d'habitudes; mais ce lien forcé devait se rompre quand cette main puissante cesserait de comprimer les élans des haines mutuellement héréditaires qui se taisaient devant lui, haines qui s'opposaient à la réunion projetée, en un seul État, des Napolitains, des Romains, des Toscans, des Génois, et même des diverses provinces formant le royaume lombard. Le temps

et un pouvoir constamment actif et redouté pouvaient seuls opérer cette fusion ; ce n'était pas l'œuvre possible d'une génération et surtout d'un homme, quelque puissant qu'il pût être. Napoléon cependant crut que sa présence y contribuerait, depuis que le Nord de l'Allemagne lui était entièrement soumis ; il voulut donc faire une promenade triomphale à Milan et à Venise. Cette dernière ville, après avoir été huit ans sous la domination autrichienne, venait de passer, en vertu du traité de Presbourg, sous celle du royaume d'Italie ; les troupes françaises y étaient entrées le 19 janvier sous le commandement du général Miollis, qui s'y conduisit avec une extrême dureté. Le prince Eugène, arrivé le 3 février, y fut fêté comme un ange protecteur; elle dut encore, toute ruinée qu'elle était, recevoir avec éclat l'empereur des Français, dans des solennités coûteuses, ordonnées par la force, exécutées par la faiblesse craintive, et accompagnées d'un mécontentement silencieux. Napoléon se vit flagorner par tous ceux qui vivaient des deniers publics ; il en fut de même à Milan où il ordonna des embellissemens, sans songer aux plaies réelles de l'État, qu'il envenima même ; car, irrité des mesures prises par le gouvernement anglais, en représailles de son décret de Berlin, il en rendit, le

17 décembre, un nouveau connu sous le titre de décret de Milan. Par ce décret il déclarait de bonne prise tout bâtiment qui se serait laissé visiter par les croiseurs anglais; funeste erreur d'une haine, naturelle dans son principe, mais inconsidérée dans ses actes. En effet, maîtres de la mer, ses ennemis pouvaient facilement mettre à exécution l'arrêt rendu par eux et empêcher, par des visites et des captures, l'arrivage des bâtimens neutres, tandis que ceux-ci étaient nécessairement repoussés de ses ports par la crainte de la confiscation, dans le cas où, après avoir souffert une visite à laquelle ils n'eussent pu se soustraire, ils auraient eu encore l'intention de fréquenter les havres, soit français, soit occupés par les alliés de la France. Ainsi se trouvait irrévocablement détruit le commerce également utile d'importation et d'exportation, principalement pour les Américains, seul peuple véritablement neutre alors, qui se dédommagèrent amplement de ces entraves aux dépens des consommateurs français, par le haussement du prix de leurs marchandises et en se livrant à des représailles dont nous aurons plus tard à parler.

Le décret de Milan accrut un mécontentement déjà général parmi les négocians italiens : pour éviter toute réclamation légalement présentée,

Napoléon supprima le conseil des consultans et y substitua un sénat, qui remplaça aussi le corps législatif et fut seul chargé de soumettre au gouvernement des observations sur les besoins du peuple, comme de connaître du budget de l'État ; sénat uniquement *consultant* et qui devint la parodie du sénat conservateur de la France. Il assembla les colléges et leur vanta tout ce qu'il avait déjà fait et se proposait de faire encore pour les peuples d'Italie ; il déclara qu'unis d'intérêts avec ses peuples de France, ceux-ci ne devaient être regardés que comme leurs aînés. « Voyez constamment, poursuivit-il, « la source de notre prospérité, la garantie de « nos institutions et celle de notre indépendance, « *dans l'union constante de cette couronne de fer* « *avec ma couronne impériale.* » Cette aînesse de la France sur l'antique Italie choqua la vanité nationale ; *cette union constante* des deux couronnes ruinait l'espoir flatteur d'une indépendance promise ; mais Napoléon sut enchaîner les amours-propres par des décorations, les ambitions par des titres, les cupidités par la création de places lucratives ; il consola le prince Eugène en le déclarant prince de Venise et sa fille princesse de Bologne ; il chercha à calmer le mécontentement du très recommandable Melzi en le nom-

mant duc de Lodi ; il enleva au fils en bas âge du prince de Parme, qu'il avait créé roi d'Etrurie, ses Etats, en promettant à la reine-douairière une plus importante souveraineté, et laissa au fils de Joséphine, adopté par lui, le soin de réparer ou d'atténuer autant que possible les maux répandus sur le pays par ses agens civils et militaires. Cependant les charges croissaient à mesure qu'on voyait diminuer les ressources pour y subvenir, et la plus profonde misère en fut la suite. Le budget de l'État montait déjà à cent vingt millions, et neuf mille hommes avaient été levés pour compléter les cadres de l'armée. On confisquait les biens de ceux qui s'étaient éloignés pour éviter l'oppression, et des démêlés dangereux dans ce pays s'étaient élevés entre la France et Rome.

Les affaires de Portugal et d'Espagne devaient rendre encore ces démêlés d'une conséquence plus grave; aussi les exposerons-nous plus tard dans tout leur ensemble, et ce sera un chapitre nouveau et curieux sur les erreurs politiques du plus grand des capitaines modernes, qui, doué d'un sens droit et d'une conception rapide, jugeait avec une extrême sagacité les choses et les hommes qui l'approchaient, mais dont la vue ne s'étendait pas assez loin. Voilà pourquoi, dans sa carrière publique, il fut beaucoup plus l'homme

du jour que celui du lendemain. Puis Napoléon était trop souvent aveuglé par un double bandeau ; la vanité lui ferma les yeux sur les justes prévisions et la profonde finesse, voilée de modestie, qui caractérisaient l'empereur Alexandre, ainsi que sur le patriotisme allemand, dont les élémens fermentaient en silence; et la haine lui fit employer contre ses ennemis des armes dont l'explosion devait le blesser lui-même. Mais ses alliés, forcés ou volontaires, avaient été les premières victimes de ses fausses mesures : la Prusse, ayant dès le commencement du mois de septembre interrompu tout commerce avec l'Angleterre, risquait ainsi de voir capturer par les corsaires britanniques nombre de ses navires chargés de grains destinés à l'approvisionnement même de l'armée française ; le faible commerce maritime de la Russie la mettait à l'abri d'un tel danger sous le rapport de sa propre navigation ; mais elle sut encore s'y soustraire dans son importation et son exportation, en recevant comme venant de Ténériffe ce qui provenait réellement de l'Angleterre.

Au ··ste, la paix de Tilsitt, signée hors des frontières russes encore intactes, n'était nullement honteuse pour le Tzar; ses armées, après une vigoureuse résistance, avaient à la vé-

rité été battues, mais non pas dispersées; une milice portée à douze cent mille hommes marchait à leur secours contre un ennemi jeté à cinq cents lieues de sa base d'opération, et l'Angleterre, sous une administration nouvelle, ne pouvait tarder à agir contre Napoléon. Quant à l'Autriche, après de longues hésitations elle semblait presque décidée à reprendre les armes et avait déjà considérablement accru la masse de ses troupes en Gallicie et en Bohême, c'est-à-dire sur les derrières et les flancs de l'armée française; les négociations entamées à Vienne par le duc de Serra-Capriola, ministre de Naples, ne laissaient plus former aucun doute sur ses intentions hostiles. Mais si le Tzar avait presque abandonné la Prusse à son plus cruel ennemi; s'il sacrifia à des intérêts ambitieux les Etats qu'il avait protégés long-temps; s'il laissait carte blanche à Napoléon pour s'étendre lui-même au Midi et au Nord de son empire, son jeu politique était double alors; car tandis que l'empereur des Français porterait et épuiserait ses forces dans la péninsule ibérienne, il pourrait, dans de favorables circonstances, se rapprocher de nouveau et plus utilement de l'Angleterre et de l'Autriche. Aussi le général Savary, envoyé près de lui et arrivé à Saint-Pétersbourg, dès le 14 juil-

let 1807, fut-il accueilli par l'empereur Alexandre avec une aménité qui déjoua la finesse du ministre français, accueil d'autant plus séduisant pour lui qu'il tranchait avec la défaveur que lui fit éprouver dans la société russe sa funeste réputation. Cette défaveur dura les deux premiers des six mois qu'il passa dans cette capitale, et il ne put jamais la vaincre près de l'impératrice-mère. Quant au Tzar, avec lequel l'Angleterre venait de conclure un traité, il fit proposer à cette puissance par son ambassadeur Alopœus, le 29 juillet (10 août), sa médiation, rejetant sur l'embarras des circonstances le retard mis à l'envoi de la copie du traité de Tilsitt. Le ministre Canning, d'après les résultats d'un grand conseil tenu à Windsor, répondit à cette communication, le 5 août, par la réponse verbale que voici : « Sa Majes-
« té attend avec la plus vive sollicitude l'envoi du
« traité de Tilsitt et l'énonciation des *équitables*
« *principes* sur lesquels Sa Majesté Impériale ap-
« puie sa confiance que la France désire faire la
« paix avec la Grande-Bretagne; elle se plaît à
« croire que la paix de Tilsitt et les principes sur
« lesquels la France est prête à négocier sont de
« nature à inspirer à Sa Majesté Britannique un
« juste espoir de parvenir à une paix honorable et
« sûre. Elle acceptera la médiation de la Russie

« après avoir reçu ces importantes communica-
« tions et ne peut faire une réponse plus explicite à
« la note de monsieur Alopœus. » Le ministre anglais faisait encore l'observation que, l'Autriche ayant déjà offert sa médiation, il serait convenable qu'elle agît en cette occasion de concert avec la Russie. Cette réponse purement dilatoire, et qui partit pour Saint-Pétersbourg le 9 août, pouvait avoir un faux air de sarcasme par la répétition de ces expressions, *équitables principes: principes propres à inspirer un juste espoir de paix.* Elle choqua l'empereur Alexandre, qui savait ne pouvoir répondre à cette demande. Elle portait donc, dans ces expressions poliment injurieuses, le cachet du talent et de l'esprit de Canning.

Ce ministre, très inférieur à Pitt comme homme d'état, à Fox comme orateur, n'en était pas moins un personnage remarquable, homme de bien et très attaché à sa patrie, qu'il servait de tout son zèle ; il n'avait ni les vues profondes et vastes du fils du célèbre Chatam, ni sa constante mesure dans les discussions parlementaires, et considérait tout ce qui a trait aux intérêts britanniques bien plus dans le présent que dans l'avenir. Quoique sa pensée fût bien plus en superficie qu'en profondeur, son esprit brillant et varié, son débit facile et gracieux ne se nourris-

saient ni d'une saine logique, ni de ce genre de puissance qui subjugue, trait caractéristique de Castlereagh, son collègue, élève de Pitt, qui, à l'exemple de son patron, voyait mieux et plus loin que le ministre des affaires étrangères, qu'il secondait encore et avec lequel il rivalisait en qualité de secrétaire d'état de la guerre. Mais Georges Canning était, dans les débats parlementaires, élégant, fin, disert, adroit, et s'il ne possédait pas les gigantesques mouvemens oratoires de Fox, son élocution était du moins plus académique; enfin il ne lui manquait que cet élan de l'ame qui prouve et produit une vive conviction. Sa réponse verbale, et qui, écrite, eût été inconvenante, laissait assez clairement voir que le cabinet de Saint-James connaissait l'existence des articles secrets.

Conformément à cette acceptation conditionnelle de la médiation russe, lord Lewison-Gower, ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg, se rendit chez le baron de Budberg, ministre des affaires étrangères, le 2 septembre, et lui demanda *la communication des articles secrets de Tilsitt et l'aveu sincère des intentions de sa cour. Il fit observer que le terme fixé à l'acceptation de la médiation avait produit un sentiment défavorable à l'intervention de Sa Majesté Impériale;*

que, quoique Sa Majesté Britannique eût lieu d'être affectée des termes de l'article XIII du traité, tel était cependant son désir de conclure une paix honorable qu'elle ne rétracterait point l'acceptation conditionnelle de la médiation. Budberg *avoua l'existence d'articles secrets, mais protesta qu'ils ne touchaient en rien les intérêts de l'Angleterre;* qu'il n'y en avait *aucun qui stipulât la fermeture des ports russes au commerce anglais.* Lord Gower persista à demander la communication de ces articles, ne fût-ce que *comme une marque* de la continuation de cette confiance mutuelle propre à donner un heureux résultat *à la médiation de l'empereur de Russie.* Le ministre russe promit d'en référer à son souverain et ne répondit positivement que par la demande d'une explication sur les intentions de l'Angleterre à l'égard du Danemarck. Or voici la cause de cette demande, qui d'ailleurs était faite pour opposer exigence à exigence.

Dès le 9 mars 1807, le chargé d'affaires anglais à Copenhague avait reçu du gouvernement danois des réclamations sur les représailles du cabinet de Londres contre le décret de Berlin, représailles dont son propre commerce avait souffert. Lord Howick y répondit, le 17, que le décret de Berlin détruisait toute

neutralité ; que la Grande-Bretagne ne pouvait souffrir que son commerce fût *interrompu* et avait droit de *recourir à des représailles*. Aux demandes de Budberg sur ce sujet lord Gower répondit que son gouvernement connaissait l'intention de la France de s'aider contre la Suède de la flotte danoise. Canning, par une dépêche du 27 septembre, demanda : 1° une communication franche des articles du traité de Tilsitt, tant secrets qu'avoués ; 2° une explication sur les bases proposées par la France pour traiter de la paix ; 3° une déclaration des vues de l'empereur de Russie ; 4° une preuve claire de la bonne intelligence subsistant entre Sa Majesté et son auguste allié. Budberg ayant été remplacé alors par le comte Alexandre Soltikoff, Gower lui renouvela les demandes faites à son prédécesseur ; sa réponse fut qu'il en rendrait compte à l'empereur, et dans une nouvelle conférence il déclara *qu'il était autorisé à l'informer que Sa Majesté ne jugeait pas à propos de communiquer les articles secrets*. Deux jours après Romanzoff remplaça Soltikoff ; nouvelle demande et nouveau refus. Par les notes et contre-notes des 11 (23) et 12 (24) septembre, la Russie se plaignit de la conduite de l'Angleterre à Copenhague, le ministre anglais se plaignit du refus de commu-

niquer les articles secrets et insista de nouveau et fortement sur leur notification. Alexandre ne répondit le 26 octobre (7 novembre), comme nous l'exposerons plus tard, que par une déclaration de rupture de tous les traités conclus antérieurement entre la Russie et l'Angleterre, en reprochant à celle-ci de l'avoir deux fois excité à reprendre les armes sans remplir elle-même les promesses qu'elle avait faites, de s'être refusée à d'utiles diversions, de décliner la médiation qu'elle lui proposait, et de persister dans ses prétentions oppressives à l'égard des neutres. Voilà le succès que Savary obtint, bien moins de ses propres talents que des vues politiques toutes nationales d'Alexandre dont la capitale touchait à la frontière septentrionale de son empire et qui, ainsi que ses prédécesseurs, et surtout depuis les dangers courus lors de la dernière guerre de Suède, convoitait pour son propre salut la possession de la Finlande. Il en fut dit quelque chose à Tilsitt, et Napoléon ne se refusa pas à un agrandissement qui flattait sa haine personnelle contre Gustave-Adolphe ; une rupture avec la Grande-Bretagne était le prix auquel le Tzar pouvait à cet égard obtenir toute sécurité.

Mais il n'en était pas ainsi pour le midi de l'empire ; car Savary, dont la mission avait pour objet

de surveiller le souverain et les ministres, avait aussi celle de contrecarrer autant que possible les vues de l'empereur sur les deux hospodarats, sans néanmoins aliéner l'esprit du prince. Il ferma donc les yeux sur la libre sortie des navires anglais alors en grand nombre à Cronstadt; car Alexandre ne voulait point, par une injuste confiscation, ajouter aux griefs de l'Angleterre et au mécontentement de ses sujets; la rupture était déjà un acte ruineux pour la Russie, où elle fit rapidement baisser le taux du papier-monnaie, et, sous ce rapport, ruineux surtout pour le gouvernement qui, étant le plus grand consommateur du pays, voyait diminuer ses revenus sans que ses charges diminuassent. Nous dirons ce qui amena une si prompte rupture; mais avant d'en exposer les motifs il faut remonter ici à des faits antécédents.

Quand la guerre eut éclaté, l'année précédente, entre la France et la Prusse, l'armée française, après ses victoires sur la Saale, passa l'Elbe, mit garnison à Hambourg et établit ses cantonnemens jusque sur les frontières du Holstein. Le gouvernement danois, constamment neutre sous l'administration du vieux comte de Bernsdorf, voyant s'avancer ainsi les troupes du général Bernadotte, et craignant que Napoléon, abusant de

ses forces, n'eût des intentions malveillantes à l'égard du Danemarck, porta l'élite de ses troupes sur sa frontière méridionale; mais soit qu'il se soumît au joug de la France, soit qu'il tentât d'y résister, que pouvait-il faire contre des armées considérables et victorieuses? que pouvait-il aussi contre la prépondérance maritime de la Grande-Bretagne? Dans cette situation si critique d'un État faible et doublement vulnérable, en butte aux exigences des deux grands colosses de terre et de mer, il fallut se décider à choisir entre ces deux gouvernemens celui qu'il était le plus utile d'avoir pour ami; le traité de Tilsitt, parut décider cette question en faveur de la France, contre laquelle on ne pouvait raisonnablement pas lutter et dont on avait le droit et l'espoir d'obtenir d'utiles avantages. Le cabinet de Copenhague prit donc le parti que la nécessité lui dictait. Les projets de Napoléon lui étaient dévoilés, ainsi qu'à tous ceux qui savaient voir et juger, et il s'y voua par crainte et impuissance d'un côté, par espoir et ambition de l'autre. Quant au gouvernement anglais, pénétrant les intentions de l'empereur des Français, sachant qu'il convoitait la possession des États danois, d'abord pour fermer à ses flottes l'entrée de la Baltique, ensuite pour attaquer la Suède avec une armée qu'on aurait trans-

portée de la Seeland en Scanie, enfin pour s'emparer de la flotte danoise, ce qui lui donnerait les moyens de diriger une expédition contre l'Irlande et même contre l'Angleterre ; la présence de l'élite de l'armée danoise dans le Holstein, sous le prétexte plausible ou spécieux de veiller à la neutralité de cette province, et l'arrivée simultanée d'une immense quantité de soldats français, espagnols, hollandais et italiens, avec une nombreuse artillerie, sous les ordres des maréchaux Bernadotte et Brune, donnaient à ce projet supposé arrêté à Tilsitt les couleurs de la vérité.

La nouvelle administration anglaise était aussi unie, aussi ferme à cette époque que celle précédente avait été faible et désunie ; elle ne s'endormait pas sur les dangers que le commerce et l'industrie même de l'Angleterre pouvaient courir ; elle en sentait le pressant besoin. En effet, cet Etat, dont la moralité est si superficielle et la corruption si profonde*, renferme une immense foule de prolétaires, et offrirait, lors d'une catastrophe, le plus horrible des spectacles révolutionnaires. Le paupérisme le ronge ; il n'est arrêté sur les bords d'un gouffre sans fond que par des fictions de lois, que les théoriciens nomment des abus, fictions qui neutralisent les principes vi-

* Voyez *De la police de Londres*, par Colquhoun.

cieux de l'institution, c'est-à-dire par l'influence favorable, mais combattue, d'une aristocratie honorable, éclairée, prévoyante, généreuse et ferme. Cette aristocratie est le foyer de l'esprit public qui conserve, opposé aux passions populaires qui détruisent; elle est le puissant étai de ce gouvernement, en raison de ce que le temps l'a faite, parce qu'elle ne porte au pouvoir que des hommes indépendans et propres à le diriger dans une voie de salut et de prospérité. Ce gouvernement crut alors devoir négliger, pour un intérêt plus puissant et plus personnel, de seconder dans le royaume de Naples l'expédition tentée par le prince de Hesse-Philippsthal, qui se fit battre à Mileto dans la Calabre, et il s'empressa de porter des forces redoutables vers le Danemarck. L'activité la plus grande régna dans les ports d'Angleterre; huit jours suffirent pour mettre sous voile une flotte formidable. La première division sortit d'Yarmouth le 26 juillet, la seconde le 31, c'est-à dire à l'époque où l'empereur Alexandre proposait sa médiation, qui ne pouvait raisonnablement être acceptée de la part d'un prince devenu nécessairement juge et partie depuis son intime liaison avec la France et dont on connaissait d'ailleurs les secrètes intentions.

Cette expédition, mise en mer avant que le

Tzar eût pu recevoir la réponse évasive du cabinet de Londres, se composait de vingt-quatre vaisseaux de ligne, de vingt-cinq frégates et d'un grand nombre de transports portant douze mille hommes, auxquels devaient se joindre les troupes déjà sous les ordres du général Cathcart qui, loin d'abandonner la Suède en quittant l'île de Rugen, comme on le disait en France, allaient contribuer à la préserver d'une invasion plus dangereuse que la perte de la Poméranie. Des vents contraires ne permirent à cette expédition de dépasser le Sund que le 11 août. L'amiral Gambier, qui commandait l'armée navale, mouilla à Elseneur, tandis que le commodore Keates coupait, dans le grand Belt, toute communication entre Copenhague, le Jutland et le Holstein. Jackson, ministre d'Angleterre en Prusse, dépêché au prince régent de Danemarck pour lui proposer un traité d'union avec la Grande-Bretagne et la Suède contre la France et la Russie, fut renvoyé par ce prince au comte de Bernstorff, à qui cette proposition fut renouvelée et qui la repoussa. Le régent était cependant parti, déguisé en matelot; sa frêle embarcation fut visitée par une frégate anglaise; on ne le reconnut pas et il arriva à Copenhague, où sa présence donna une nouvelle activité aux préparatifs de défense de la capitale.

Les batteries flottantes enlevées par Nelson furent promptement rétablies ; on arma les remparts, on organisa la milice urbaine et l'on envoya sur les côtes des corps de cavalerie pour s'opposer au débarquement ; mais lord Cathcart, arrivé le 12 et contrarié par un gros temps, l'avait opéré le 16 sans éprouver de résistance, et le 17 Copenhague était totalement investi. Ce général et l'amiral Gambier publièrent, le 18, une déclaration portant : « Les derniers traités ayant accru l'in-
« fluence de la France sur le continent au point
« de ne plus permettre au Danemarck de main-
« tenir sa neutralité, Sa Majesté Britannique avait
« envoyé à Sa Majesté Danoise des négociateurs
« chargés de lui demander les explications que les
« circonstances exigent et son concours dans les
« mesures qui peuvent offrir quelque sécurité
« contre les nouveaux malheurs que les Français
« méditent en se rendant maîtres de la marine
« danoise. Elle a donc jugé convenable de deman-
« der le dépôt temporaire des vaisseaux de ligne
« danois. Ce dépôt paraît si indispensablement
« nécessaire que Sa Majesté a cru devoir à son
« peuple d'en appuyer la demande par une flotte
« et une armée. Habitans de la Seeland, nous
« descendons sur vos rives, non comme ennemis,
« mais pour notre propre défense et pour vous

« empêcher de tourner contre nous vos forces « navales. Nous demandons un dépôt; si on l'ac- « corde, les vaisseaux danois seront rendus à la « paix générale ; toutes nos forces sont prêtes à « agir, mais il n'est pas encore trop tard pour « que la voix de la raison se fasse entendre. »

Cet appel au peuple contre les refus du souverain était un tort grave dont le reproche avait souvent été fait à la France et que l'Angleterre n'aurait pas dû se permettre ; mais cette pièce jette la plus grande lumière sur l'objet essentiel de cette expédition. Le même jour, 18 août, le prince Charles de Hesse, gouverneur du Holstein, délivrait des lettres de marque contre les navires britanniques, et le général Peymann, commandant à Copenhague, faisait séquestrer les propriétés anglaises; ce qui provoqua de la part du cabinet de Saint-James l'ordre de courir sus au commerce danois et d'attaquer les colonies de Sainte-Croix et de Saint-Thomas, déjà précédemment prises et rendues. Bourrienne publiait déjà à Hambourg que la capitale du Danemarck se trouvait dans le plus formidable état de défense et que même les troupes anglaises étaient tournées et en péril; mais cette ville n'en était pas moins bombardée et fortement endommagée par une armée à laquelle rien ne put résister. Nous n'entrerons pas

ici dans d'autres détails trop connus sur l'attaque et la défense qui eurent lieu durant le siége terminé le 7 septembre par une capitulation en vertu de laquelle la ville était remise (art. I) aux troupes de Sa Majesté Britannique, ainsi que (art. II) les bâtimens de guerre de toute espèce, l'arsenal et les magasins *. L'amiral Gambier, après avoir attendu un vent favorable, partit conduisant en Angleterre dix-huit vaisseaux de ligne, quinze frégates, cinq bricks, vingt-neuf chaloupes canonnières; en tout soixante-sept bâtimens de guerre portant ensemble deux mille dix-huit canons; et si l'on y joint les pièces d'artillerie qui armaient les prames et les batteries de côte, la totalité des bouches à feu, enlevées au Danemarck, montait à trois mille cinq cents. On ne sera donc pas étonné que l'amiral Gambier estimât le montant de ses prises à la somme de 4,756,000 rixdalers (19,024,000 francs). Quant au bombardement, il avait duré cinq jours pendant lesquels neuf mille maisons furent incendiées.

Un cri général s'éleva contre cette expédition en France et en Russie; elle produisit dans le reste du continent et en Angleterre même une si vive sensation que le gouvernement britannique crut devoir se justifier des reproches qu'on lui

* Voyez la pièce justificative B.

adressait de toutes parts; aussi publia-t-il, le 28 septembre, une déclaration dont voici la substance. « Sa Majesté se doit à elle-même, ainsi « qu'à l'Europe, d'exposer avec franchise les mo- « tifs de ses dernières mesures dans la Baltique ; « elle n'avait différé cet exposé que dans l'es- « poir d'un arrangement amical; quelque regret « qu'elle éprouve de voir cette espérance déçue, « sa consolation est que la justification de sa con- « duite est dans le devoir, supérieur à toute autre « obligation, de pourvoir à la sécurité de son peu- « ple. Sa Majesté avait eu les avis les plus positifs « de la détermination du chef actuel de la France « d'occuper le Holstein, de forcer le Danemarck « à fermer le Sund au commerce anglais, et, à « l'aide de sa marine, de faire une invasion en « Irlande. Convaincue de la pureté des sources « dont jaillissaient de tels avis, confirmés dans « leur exactitude par les déclarations mêmes de « l'ennemi et par ses mesures militaires sur la « frontière danoise, elle se contint dans l'espoir « que le Danemarck y résisterait; mais se rappe- « lant la part qu'il prit à une confédération pré- « cédente, et considérant son impuissance avouée « de se soustraire à l'influence d'un voisin for- « midable, Sa Majesté a dû demander pour sûreté « le seul gage qui pût la rendre effective, c'est-

« à-dire cette flotte que la France avait en vue, « en combinant tous les moyens propres à empê- « cher que cette remise fût de nature à être con- « sidérée par l'ennemi comme un acte de connivence avec l'Angleterre et offrant le concours « de tous ses moyens pour la défense du Danemarck. Telle a été la marche du gouvernement « britannique, et si l'épée a été tirée, c'est pour « la sûreté de Sa Majesté qui le regrette sincère- « ment. En dépit de la déclaration de guerre du « gouvernement danois, il lui reste à décider si « cette guerre doit ou non continuer. Sa Majesté « lui propose un arrangement à l'amiable, et veut « prouver ainsi qu'elle n'a été dans le cas d'agir « comme elle l'a fait, par aucun autre motif que « celui de la sécurité de ses propres Etats.

Ce fut le 22 septembre qu'on apprit à Pétersbourg la capitulation de Copenhague. Cette expédition et ses résultats plaçaient l'empereur Alexandre dans la situation politique la plus embarrassante. Mieux que tous autres il connaissait la légitimité, sinon des actes du gouvernement anglais, du moins des motifs par lesquels il les justifiait, et, n'en eût-il pas été instruit, pouvait-il les trouver plus blâmables que les intentions à lui révélées de son nouvel allié contre la Péninsule et celles qu'il méditait lui-même contre la

Suède? Puis, outre les suites déjà sensibles du système continental qu'il n'avait pas adopté sans une vive répugnance, ses négociations avec Savary lui faisaient déjà sentir combien peu il pourrait compter sur le respect de Napoléon pour les engagemens les plus solennels. Cependant, il n'entrait point dans sa politique de se brouiller avec le dominateur de la France et de l'Allemagne, dont les troupes, comme nous l'avons dit, menaçaient encore ses frontières et s'y affermissaient par l'occupation des places prussiennes: puis la Pologne ducale était un brûlot facile à diriger vers la Pologne russe, et il traitait avec une faveur apparente l'agent principal de cet atroce assassinat du duc d'Enghien, contre lequel il s'était si vivement révolté et que l'envoyé français n'avait pas eu honte d'avouer hautement dans une des réunions les plus nombreuses de la capitale. Enfin le Tzar voyait avec une secrète satisfaction son allié porter ses vues ambitieuses vers des contrées éloignées de lui, les user peut-être, laisser ainsi le Nord plus libre et lui donner le temps et les moyens de se rétablir en dépit de ses désastres; politique expectante dont il pouvait espérer une future et parfaite indépendance.

Ce qui d'ailleurs occupait principalement le Tzar, mais ne marchait pas entièrement selon ses

vœux, c'étaient les affaires de Turquie. Nous avons vu qu'à Tilsitt l'indépendance de l'empire ottoman avait été publiquement garantie, mais secrètement abandonnée. L'ambassadeur anglais à la Porte était parvenu à en être instruit ; il en avait donné connaissance au divan, et l'armistice de Slobosie avait été presque aussitôt rompu que signé. Que ce fût ou non l'effet de ses intrigues ou du désordre dans lequel se trouvait l'armée ottomane, ce qu'il y a de certain, c'est que la politique de Napoléon était devenue suspecte aux Turcs, en dépit du zèle de son ambassadeur, et que cet ambassadeur se vit plus tard contraint de quitter Constantinople pour ne pas avoir à répondre de l'effet de ses fallacieuses promesses et n'avoir point à débrouiller l'inextricable chaos dans lequel elles le jetaient.

Cependant l'empereur Alexandre, fidèle en apparence aux vues de son allié et réellement aux siennes propres, qu'il savait habilement dissimuler, se plaignit hautement du secret que le cabinet de Saint-James avait gardé sur ses intentions contre le Danemarck, le considérant comme une preuve de son intime conviction que sa conduite à cet égard était nuisible aux intérêts de la Russie, « ce « à quoi l'empereur se doit à lui-même, ainsi « qu'au bien et à la dignité de son empire, de ne

« point se montrer insensible. » Le Tzar, à cette occasion, se déclara le garant de la tranquillité et de la sécurité de la mer Baltique. Lord Gower, qui à cette époque n'était pas encore parti, répondit à cette note que la Russie n'avait aucun droit de se plaindre de violence exercée envers elle; que le gouvernement britannique, au contraire, pouvait lui reprocher le silence obstiné qu'elle gardait sur ses engagemens avec *Bonaparte* (dénomination dont les ministres anglais se servaient toujours, n'ayant jamais reconnu son titre impérial). Lord Gower terminait sa note par ces mots: « Pour ce qui regarde la tranquil-« lité de la Baltique, l'Angleterre n'a jamais re-« connu des droits exclusifs; mais de quelque na-« ture qu'aient pu être, à la garantie de la sûreté « de cette mer, les prétentions de la Russie, son « silence, à partir de l'époque où les ports ont été « fermés au pavillon anglais, depuis Lubeck jus-« qu'à Memel, est une renonciation formelle à « de telles prétentions. »

Peu de jours après Lord Gower reçut du ministre Canning la déclaration relative à l'événement de Copenhague, publiée par la cour de Londres, et que nous avons ci-dessus rapportée. L'on y joignit l'ordre de faire sentir au gouvernement russe que la manière dont l'empereur avait

offert sa médiation indiquait moins le désir de parvenir à un résultat pacifique que l'intention de se ménager des prétextes de rupture; qu'il transpirait dans le public que, dans les conférences de Tilsitt, il avait été sérieusement question d'une confédération générale contre l'Angleterre, en raison de laquelle les marines de Danemarck et de Portugal devaient l'une à l'autre y coopérer; que le projet de cette confédération avait été dévoilé par une communication officielle du cabinet de Lisbonne annonçant qu'en effet une proposition de ce genre lui avait été faite. Malgré ces observations mal fondées en droit, le ministère anglais, qui tenait à la conservation de la bonne harmonie avec l'empereur Alexandre, recommandait à lord Gower, et lui répétait dans toutes ses dépêches, d'éviter dans ses relations diplomatiques tout ce qui pourrait aigrir ce monarque, sans cesser néanmoins de lui représenter dans les termes les plus forts ses torts réels envers la Grande-Bretagne; il finissait par déclarer que l'on consentirait à la paix avec le Danemarck, dans le cas où elle serait négociée par l'empereur, rédigée dans son cabinet, conclue sous sa direction, signée et garantie par lui. Mais, dès le 16 octobre, le prince régent de Danemarck, qui ne consentit jamais à ratifier la capitulation

de Copenhague, avait fait un traité d'alliance avec le gouvernement français, et cela, la veille même du jour où Junot se mettait en marche pour envahir le Portugal. Le ministère anglais ne reçut donc pas de réponse à sa note conciliatrice et le 7 novembre (26 octobre v. st.) la Russie, comme on l'a dit ci-devant, publia sa déclaration de guerre, à l'instigation de la France, et l'Angleterre répondit par une contre-déclaration du 18 décembre 1807.

Le cabinet de Saint-James avait dû prévoir que tel serait le résultat de ses négociations, car il savait, à n'en pouvoir douter, que la prise de la flotte danoise deviendrait non pas la cause, mais le prétexte d'une rupture avec la Russie, qui demeurerait ainsi libre d'agir hostilement vers le nord et le midi de l'empire; il savait enfin qu'en dépit des déclamations les plus vives contre l'événement de Copenhague, déclamations qui voilaient les secrets d'une politique profonde et à longue portée, Alexandre aimait mieux voir la Grande-Bretagne triomphante dans la Baltique que voir Napoléon, y régnant par l'occupation du Sund, exploiter à son profit la marine danoise et attaquer la Suède dans des vues qui contrarieraient les siennes. Des relations particulières, mais irrécusables, des indiscrétions confiden-

tielles, quoique publiquement démenties, avaient suffisamment à cet égard éclairé le gouvernement anglais.

Cependant on vit commencer alors, entre deux puissans états, une guerre presque insignifiante, pauvre de faits militaires, et à laquelle il eût été difficile d'assigner un champ de bataille. Elle n'en porta pas moins un coup sensible au bien-être de la haute société russe, mais le peuple n'eut aucun motif de s'en apercevoir; car cette guerre ne fit que mettre des entraves à la faculté d'échanger les produits du sol, appartenant à un petit nombre de propriétaires, contre des objets de luxe que l'habitude faisait considérer comme de première nécessité, ce qui aigrit les esprits de ceux qui, dans ce pays, possèdent tout et jouissent de tout. Mais le plus grand mal de cette rupture provenait de la dépréciation du papier-monnaie, dont la cause était moins dans l'état de guerre que dans les fausses combinaisons du comte de Romanzoff relativement au commerce anglais, et qui remontait à la cessation du traité de commerce, si utile précédemment à la Russie.

L'Autriche entra bientôt aussi dans le système continental, et le commerce anglais se trouva ainsi exclus de tous les ports de la Russie, du Danemarck, de l'Allemagne, de la Hollande, de

la France, de l'Italie et de la Dalmatie. Dans le Nord, la Suède luttait encore pour préserver ses peuples d'une ruine certaine, et ce qu'il y a de curieux à remarquer ici, c'est que les Russes, étrangers au midi de l'empire, à la politique qui enchaînait l'Europe, y laissèrent leurs ports ouverts à toutes les nations avec lesquelles ils vivaient en paix, et que l'on vit alors la correspondance de Hambourg avec Londres passer par les ports de la mer Noire et par la voie de Constantinople, et réciproquement. Retournons maintenant aux négociations du général Savary.

Napoléon se repentait déjà des concessions faites à l'empereur Alexandre; le remplacement de M. de Talleyrand par Champagny n'avait rien changé au fond de la politique française; M. de Talleyrand, comme nous aurons l'occasion de le rapporter relativement à la guerre d'Espagne, n'était pas homme à contrarier les vues de son maître, et surtout d'un maître tel que Napoléon; mais cette politique, sous le nouveau ministre, sans être moins soumise aux convenances dans les notifications, devenait plus hautement impérieuse dans ses exigences. Savary reçut donc de Fontainebleau, en date du 14 octobre, l'ordre, arrivé à Saint-Pétersbourg le 10 novembre 1807, de demander péremptoirement au gouverne-

ment russe quels motifs pouvaient l'empêcher d'évacuer les deux provinces de Moldavie et de Valachie, cette évacuation étant nécessaire pour entamer des négociations de paix sous la médiation de la France. Cette médiation acceptée, disait-on, par la Porte Ottomane, qui avait déjà donné à cet effet des pouvoirs suffisans à son ambassadeur résidant à Paris, ne pouvait souffrir aucun retardement ni aucun obstacle, puisque les articles inconvenans et attentatoires à la dignité de la Russie, insérés dans l'armistice conclu, avaient été désapprouvés par la puissance médiatrice. « La Russie, ajoutait-on, sera tou-
« jours maîtresse de recommencer la guerre
« quand elle le trouvera convenable; alors des
« succès infaillibles justifieront ses droits. On ne
« parle pas ici d'exécution des traités ni de fidé-
« lité dans les engagemens pris entre les deux mo-
« narques; l'empereur Napoléon a trop de con-
« fiance dans la loyauté de l'empereur de Russie
« pour douter de la validité des motifs qui l'ont
« déterminé à ne pas remplir encore cette partie
« des résultats de leurs entretiens particuliers;
« mais toujours animé du désir de tout concilier,
« et la paix entre la Russie et la Porte étant la
« seule chose qu'il reste à terminer de tout le
« traité de Tilsitt, il travaille sincèrement à la

« faire conclure. On demande donc que l'am-
« bassadeur Russe à Paris (c'était le comte Pierre
« Tolstoï, frère du grand-maréchal de la cour)
« soit investi des mêmes pouvoirs qu'aura l'am-
« bassadeur turc ; et à moins que le gouverne-
« ment ottoman ne rejette tout-à-fait la mé-
« diation de la France, il est de la loyauté de
« celle-ci de lui tendre une main secourable.
« Tout ce que l'empereur des Français a dit à
« Tilsitt sera régulièrement exécuté. » Le négo-
ciateur ajoutait : « Je ne vois rien dans le *traité*
« *secret* qui contrarie *ce que la Russie désire*, mais
« le moyen d'y arriver plus vite, c'est de hâter
« l'existence d'un premier traité, car il est néces-
« saire d'être en armistice avec les Turcs, sinon
« il est inutile de traiter, *ou bien veut-on faire*
« *leur épitaphe?* » A cette, note qui rappelait d'une manière vague des engagemens secrets qu'on ne *spécifiait point* et qui avait pour objet tout à la fois, et de ramener les Turcs sous l'influence française en paraissant les protéger, et d'enlacer le cabinet de Saint-Pétersbourg dans des négociations sans fin, après l'avoir dessaisi du gage propre à lui faire conclure une paix avantageuse, il fut fait une réponse presque satisfaisante sous le ministère du comte Nicolas Romanzoff, qui remplaçait le comte Soltikoff, comme celui-ci avait

remplacé le baron de Budberg, et qui venait de réunir le département des affaires étrangères à celui du commerce qu'il dirigeait. Le comte Nicolas, fils du célèbre vainqueur de Kagoul, était généralement considéré en Russie comme partisan de Napoléon, opinion fondée sur son amour pour la paix; mais cet homme à vue courte, de peu d'esprit, que Catherine II n'avait employé que dans une très insignifiante mission près du cercle de Basse-Saxe, et par occasion près des princes français à Coblentz, regardait le grand capitaine moderne comme un météore qu'il fallait laisser passer et disparaître.

La nomination de ce personnage, plus estimable par ses vertus que recommandable par ses talens, fut un tribut payé par le Tzar au désir d'une bonne intelligence avec le gouvernement français. Au reste, la réponse du grand-chancelier (titre que porte en Russie le chef des affaires étrangères) était qu'aussitôt après la signature du traité de Tilsitt on avait envoyé au général Michelson des pouvoirs pour traiter d'un armistice; mais que ce général étant mort, celui qui lui succédait comme le plus ancien de grade (le général Mayendorff) s'était ingéré de négocier sans y être autorisé et avait signé des articles inconvenans qui, sous aucuns rapports, ne pou-

vaient être ratifiés ; qu'avant le refus de ratification il avait fait un mouvement rétrograde, et que, poursuivi par les Turcs qui avaient repassé le Danube, il s'était vu contraint à les rejeter au-delà de ce fleuve ; que les Turcs ayant ainsi rompu l'armistice avant qu'on y apportât des modifications, ils s'étaient refusé ensuite à ces modifications fondées sur de justes motifs ; que la Porte Ottomane ne pouvait d'ailleurs garantir à la Russie qu'aussitôt après l'évacuation des deux provinces, ses troupes, soit en vertu de ses ordres, soit en les méconnaissant, ne viendraient pas réoccuper les places évacuées par les Russes ; qu'ainsi il avait été indispensable de rester en possession des deux hospodarats. Le ministre ajoutait que des nouvelles simultanément arrivées de Vienne et d'Odessa annonçaient que la France avait considérablement perdu de son influence à Constantinople depuis le retour de lord Paget, ambassadeur anglais ; que sa médiation ne serait pas assez puissante pour faire exécuter les stipulations d'un armistice nouveau. « Vous n'empêcherez jamais « *des bandes d'insurgés turcs de passer le Danube* « *et de recommencer le pillage dans ces provinces ;* « *les ordres de la Porte ne sont rien à un mille de* « *Constantinople.* Voilà comment l'empereur des « Français s'exprimait à Tilsitt, en parlant à l'em-

« pereur Alexandre. » Le ministre, après quelques autres considérations de même nature, ajoutait que, sur cet objet, la condescendance de Napoléon serait, pour l'empereur Alexandre, du plus grand prix et de la plus grande utilité; que, « surtout depuis sa déclaration contre l'Angle- « terre, il serait vraiment malheureux que l'on « ajoutât aux plaintes qui viennent de toutes « parts les cris que l'évacuation de la Moldavie « et de la Valachie ne manquerait pas de faire « jeter; que l'empereur des Français n'avait « cessé de dire à Tilsitt qu'il ne tenait point à « cette évacuation; qu'on pouvait la traîner en « longueur et qu'il fallait rejeter les Turcs en « Asie. »

Ce fut le Tzar lui-même qui, le 14 novembre, reçut Savary et lui dit que le roi de Suède, en dépit de ses conseils, ne se pressait pas de se rapprocher de la France. « Néanmoins je marche, « vous le voyez; dans sept à huit jours ma der- « nière division sera arrivée et je commence; dans « tous les cas, il n'y aura pas de temps perdu, puis- « que la saison seule ferme les ports et nous donne « un double avantage! » Puis il lui parla de la Prusse, de la désolation de Frédéric-Guillaume, de l'intérêt qu'il prenait au sort de ce monarque. Il représenta combien peu cette puissance était

maintenant à redouter; il ajouta qu'il éprouverait un véritable plaisir à voir ses maux allégés; que cependant il ne prétendait rien changer à tout ce qu'il plairait à Napoléon d'imposer à la Prusse. J'i- « magine, poursuivit-il, et j'ai une véritable peine « à le penser, que ce n'est peut-être pas contre la « Prusse que l'empereur prend des sûretés en gar- « dant ses forteresses, mais plutôt par suite des « bruits qu'on a répandus dans votre armée en « annonçant mon arrivée à la mienne. J'ai à y « opposer un bon argument; c'est ma déclara- « tion contre l'Angleterre, quoique j'eusse quel- « ques raisons d'être inquiet du sort de la flotte de « Siniavin. » Cette conversation, et la note dont elle avait été précédée, prouvaient non-seulement que l'empereur Alexandre désirait s'emparer des deux hospodarats ainsi que de la Finlande, mais qu'il se préparait déjà à exécuter ce dernier projet, quoiqu'il protestât au baron de Steding, ministre de Suède, que ses intentions étaient pacifiques à l'égard de Gustave-Adolphe. Il fondait tout son espoir sur l'autorisation que Napoléon avait donnée à ce double accroissement de domination, pour prix de la garantie donnée par le Tzar des conquêtes faites ou à faire par la France.

Le 15 novembre, Savary eut une nouvelle con-

férence avec le comte Romanzoff. Ce ministre fit observer au négociateur français que le traité, en spécifiant que la Moldavie et la Valachie devaient être évacuées, n'avait nullement parlé de la Bessarabie et qu'il *n'en prendrait pas acte;* le point important était, selon lui, de maintenir entre les deux monarques une union ferme et constante, en écartant toute politique querelleuse et en les engageant à se favoriser l'un l'autre. « Vous avez demandé, dit-il, la déclaration de « guerre contre l'Angleterre, et vous n'avez pas « attendu vingt-quatre heures; vous demandez « de faire déclarer la Suède, vous voyez de « quelle manière on s'en occupe. L'empereur « n'a jamais songé à aucune conquête; il mon- « trait de l'humeur toutes les fois qu'on lui par- « lait des projets de la grande Catherine. Je ne « sais cependant ce que votre empereur a fait et « dit au nôtre; mais toutes ces idées fermentent « en lui. Ce qui peut y contribuer, c'est que la « situation des choses et la direction des esprits « sont telles que le seul beau côté que nous puis- « sions présenter à la nation, c'est l'acquisition des « deux provinces de Valachie et Moldavie, comme « compensation de la guerre contre l'Angleterre, « et vous venez nous l'enlever. Nous devions « cependant compter sur ce que votre empereur

« a dit à Tilsitt, et *conséquemment sur ces deux* « *provinces.* Si plus tard nous les obtenions, ce « serait grace à des circonstances qui vous de- « viendraient étrangères; aujourd'hui nous les « tiendrions de vous. » Savary ne répondait qu'en insistant sur l'évacuation comme sur le seul moyen de parvenir à la paix; et Romanzoff répliquait en ne faisant que répéter : « Tenez, il « vaut mieux que vous nous donniez cela au- « jourd'hui que de nous l'abandonner quand « ce ne sera plus pour nous d'un double prix « comme dans le moment actuel; au reste je vous « certifie que votre empereur sera content de « nous. »

Il est affligeant de voir le ministre d'Alexandre s'abaisser ainsi dans une négociation où, quelle que fût la détermination du Tzar, il pouvait hautement la déclarer; mais cette manière de traiter tenait au caractère faible, à l'esprit étroit et aux opinions erronées de Romanzoff; il ne lui était donné sous aucun rapport de considérer la politique dans toute sa hauteur, surtout quand on parle au nom d'un grand et puissant souverain. Il est encore pénible pour l'homme d'état, digne de cette qualification, de la voir ainsi ravalée au niveau de petites et sournoises intrigues, tandis qu'elle repose essentiel-

lement sur la connaissance approfondie de l'état réel des nations, de leurs forces relatives et de leurs élémens de grandeur, de conservation ou de décadence; sur le système politique de chacune, sa tendance et sa portée; sur ce qu'ils doivent mutuellement attendre ou craindre de leurs amis ou de leurs ennemis; sur les hommes qui les gouvernent, leurs talents, leurs vues, leurs passions, leurs préjugés. Les véritables hommes d'état doivent donc bien connaître les peuples soumis à leur direction, le caractère de ces peuples, leur moralité, leurs habitudes, les sources de leurs richesses et le développement social dont ils sont susceptibles.

La politique véritable est une étude immense à laquelle suffit à peine la vie d'un homme, fût-il aussi judicieux que froid et constant observateur. S'il veut s'élever à la hauteur de ses devoirs, il ne doit montrer d'autre finesse qu'une réserve parfois silencieuse, mais toujours loyale; car la franchise, en inspirant la confiance, est souvent la plus utile des politiques. Toute autre marche, qui ne serait excusable que de la part de la faiblesse menacée par la force sans pudeur et sans frein, est indigne d'un état puissant qu'elle flétrit, et c'est ce que n'était point capable de sentir le comte Romanzoff. Il fit donc

prendre à son cabinet un rôle d'infériorité aussi honteux qu'inutile, et ses négociations n'obtinrent aucuns résultats.

Romanzoff avait brusqué le départ de l'ambassadeur d'Angleterre en lui déclarant que la communication par lui demandée des articles secrets de Tilsitt ne pouvait lui être faite, et après le départ du ministre, Savary avait eu le champ libre ; il ne sut cependant pas en profiter comme il l'aurait pu faire pour séduire l'empereur et lui marquer son zèle; il chercha à l'effrayer par l'idée d'une conspiration ourdie contre sa personne et découverte dans des lettres que les armées françaises d'Allemagne avaient interceptées; petite et mauvaise ruse dont Alexandre pénétra l'objet, et qui, s'il y eût cru, auraient produit un effet tout différent de ce que l'on en attendait; car des dangers réels provoqués par l'alliance française eussent plutôt contribué à la faire rompre qu'à la faire resserrer. Enfin Savary intrigua dans le palais et chercha à y faire la police, ce qui déplut à l'empereur Alexandre, quoiqu'il se gardât bien de le lui témoigner. Mais si le Tzar commençait à sentir combien son union avec la France pouvait lui devenir à charge, son coup d'œil juste le faisait tenir à une poli-

tique expectante, convaincu que la guerre déjà entamée dans le Midi par Napoléon ne pouvait, en cas de succès, lui causer aucun dommage, tandis qu'elle pouvait lui procurer quelques avantages en cas d'échec. Aussi ne fut-il disposé à rien relâcher avec son nouvel allié des nœuds formés par les intérêts d'une commune ambition. Quant à Savary, il portait sur toutes choses des regards observateurs et cherchait à augmenter le nombre des partisans de son maître ; mais il tenta vainement de séduire le duc de Serra-Capriola, ambassadeur de Naples depuis quarante ans, et l'homme qui connaissait le mieux la Russie.

Le duc n'était plus reconnu comme ministre du roi Ferdinand, en raison de la reconnaissance par le cabinet de Saint-Pétersbourg du roi Joseph ; Savary ne pouvait le rencontrer à la cour, et le cherchait vainement chez sa belle-mère, la princesse Viazemski; il parvint une seule fois à l'y surprendre et lui fit les offres les plus séduisantes de la part de Napoléon, espérant s'étayer de son crédit sur tout le parti anti-français de la nation russe et du corps diplomatique, dont l'estime que le duc inspirait lui donnait la direction ; mais il ne put rien obtenir de sa franche

et constante fidélité à son roi *. En résultat Savary, durant sa mission, ne fit rien qui n'eût été fait sans lui; seulement il rapporta de la Russie l'idée qu'elle renfermait tous les élémens d'un état des plus formidables. Il la communiqua à son maître qui en conçut plus que jamais l'intention d'abattre cette puissance avant qu'elle pût songer à rivaliser avec lui de suprématie sur le corps politique de l'Europe. En effet, la Russie était le seul état européen encore intact, et il allait s'accroître encore sans qu'on pût y porter obstacle, le Tzar, à l'instar du gouvernement anglais, ayant fini par considérer avant tout son propre intérêt.

Depuis un siècle l'empire russe avait asservi ou dominé successivement tout ce qui l'avoisinait, et si son influence sur les divers points devait être en raison inverse de leur multiplicité, combien ces points déjà nombreux de contact ne se multipliaient-ils pas, à l'égard de l'Europe, depuis surtout que la conservation de la Pologne russe, conformément aux stipulations du traité de Tilsitt, assurait et resserrait sa position occi-

* Le duc de Rovigo dit cependant dans ses Mémoires (t. III, p. 197) qu'il causait souvent avec le duc de Serra-Capriola, qu'il ne vit qu'une seule fois durant les six mois de son séjour à Saint-Pétersbourg.

dentale, la rendait même éminemment menaçante? La conquête de la Finlande allait repousser sa frontière septentrionale jusqu'au golfe de Bothnie, et la guerre de Turquie, sa frontière méridionale jusqu'aux rives du Danube. Il lui avait suffi, pour réunir la Courlande, d'en faire officiellement la déclaration; précédemment, et à trois reprises, elle en avait agi de même à l'égard de la Pologne. Elle pouvait donc dire comme les anciens Gaulois : « Notre droit c'est « notre glaive; tout ce que des hommes forts « ambitionnent leur appartient. » Le gouvernement russe était bien loin cependant de connaître l'étendue de sa puissance; effrayé un moment, il priait encore; il demandait ce qu'il était maître de faire, mais c'était un géant endormi et son réveil pouvait changer la face du globe. C'est ce que pensait le général négociateur, qui ne partit qu'après l'arrivée du duc de Vicence (Caulaincourt), ce qui eut lieu vers le milieu de décembre 1807.

Durant le séjour de Savary à Saint-Pétersbourg, le prétendant * avait quitté Mittau, ce qui causa une peine réelle à l'empereur Alexandre, ce départ paraissant être une vive critique de

* Depuis Louis XVIII.

sa nouvelle direction politique. S'il en parla alors avec légèreté, il est certain qu'il ne l'oublia jamais; cependant le prince exilé pouvait-il décemment demeurer dans un pays où celui qui avait assassiné le duc d'Enghien, et qui l'avouait hautement, semblait traité avec faveur? Pouvait-il, sans une profonde humiliation, vivre sous les lois d'un prince qui sacrifiait à sa propre ambition les trônes des Bourbons de Naples et de Madrid, qui annonçait publiquement et sans détour qu'il ne croyait pas que la maison de France récupérât jamais la couronne? En effet, depuis la paix de Tilsitt, la cause du comte de Lille semblait entièrement perdue ; ainsi en jugeaient tous les cabinets européens. Mais le frère exilé de Louis XVI était loin de perdre tout espoir ; il connaissait assez peu la France, telle que la révolution l'avait faite, pour croire à un retour général vers l'ancienne dynastie de la part d'une nation qui n'y songeait plus, que Napoléon gouvernait arbitrairement et où nul n'eût hasardé son existence en faveur de ses anciens maîtres. Ce malheureux prince avait pris au sérieux ce mot *liberté*, masque en France de celui d'*égalité;* aussi recommandait-il à ses agens de n'agir que par des voies légales et constitutionnelles ; car ces idées, purement théoriques,

étaient la monomanie du prétendant, et en attachant tant de prix à ce qu'on nomme *gouvernement représentatif*, il prouvait seulement à quel point lui et ses plus intimes conseillers aimaient à s'abuser sur l'influence des principes toujours démentis par les actes, ce qui arrive sans cesse au sein des troubles publics. Dans cette ignorance des hommes et des choses, il passa en Suède, où il fut reçu avec honneur; de là en Angleterre, où il arriva le 31 octobre et ne put obtenir de se rendre à Londres. Ce prince n'avait plus dans l'Europe entière un seul gouvernement disposé en sa faveur, au moment même où il rêvait une restauration qui ne pouvait s'opérer ainsi qu'il l'imaginait, car il faut être inconcevablement aveuglé par ses propres intérêts pour croire qu'un État, paisiblement soumis à un chef paré d'une auréole de gloire et entouré d'une armée dévouée, peut tomber sous un autre pouvoir que celui d'une force supérieure à la sienne.

Tandis que la France tendait à la domination universelle continentale et faisait conjurer, librement ou non, contre l'Angleterre, les puissances assujéties de l'Europe, sous prétexte de défendre la liberté des mers, l'Angleterre marchait à la domination universelle maritime en effrayant le

continent sur la suprématie territoriale de la France; et la Russie seule, n'ayant rien à craindre de l'un ni de l'autre, attendait avec sécurité les résultats de cette lutte. Cette Angleterre, qui n'avait pu voir sans indignation que le traité de Tilsitt lui assignât impérieusement un mois pour se décider à accepter ou non une médiation qu'elle n'avait pas demandée et dont sa fierté était choquée, recueillait les fruits de sa prompte et décisive détermination contre le Danemarck; elle avait ainsi achevé d'abattre celle des marines européennes qui avait été la première après la sienne, avant la bataille de Trafalgar, et la puissance commerciale la plus active rivale de son commerce; la déclaration de guerre du Danemarck contre l'Angleterre, ainsi que la fermeture des ports de l'Océan germanique et de la Baltique, l'affranchissaient de toute rivalité.

Les cités opulentes de Glükstadt, Altona, Hambourg, Lubeck, Rostock, Dantzig se trouvaient entièrement ruinées: les Etats allemands de l'intérieur souffraient considérablement: à la vérité, tous les ports étaient fermés à l'Angleterre; mais la contrebande n'en faisait pas moins pénétrer, en dépit des douaniers, des produits devenus de première nécessité, et que les risques des frau-

deurs firent payer plus cher que lors du commerce libre. Si l'on réunit toutes les causes des pertes subies par les consommateurs et producteurs, les frais de séquestre, d'impôts, d'amendes, les représailles exercées par les croiseurs anglais, il n'est pas facile de décider si le blocus continental fut plus nuisible à l'Angleterre qu'aux pays qui en subissaient les conséquences. Les peuples germaniques voyaient donc s'accroître leur haine contre Napoléon de toute la rigueur de leurs maux, et l'oppression dont souffrait la Prusse commençait à inspirer à tous cette compassion si naturelle aux hommes, pour le malheur d'autrui, lorsqu'un intérêt particulier ne s'oppose point à la renaissance d'un tel sentiment. Aussi le *Tugend-Bund* que nous n'avons encore fait qu'indiquer, en prit-il un nouvel et rapide essor; et quoique l'époque de son élan libérateur soit encore éloignée, nous devons peut-être en exposer ici la cause, la naissance et les principes, en commençant par jeter un coup d'œil rapide sur le caractère et la direction sociale de ce peuple germanique, corps vivace du sein duquel ont jailli tous les fermens des révolutions morales du continent, solide enclume sur laquelle les nations modernes ont sans cesse frappé sans parvenir jamais à la briser. Remontons en conséquence vers des temps an-

térieurs à notre âge, et propres à expliquer ce qui se passait alors sous nos yeux.

La direction imprimée aux idées civiles, politiques et religieuses, est et fut de tout temps en Allemagne totalement différente de ce qu'on la vit dans toutes les contrées environnantes. Autant elle se montrait agressive ailleurs contre les supériorités sociales, autant, chez les bons et froids Germains, elle était de nature à y courber paisiblement les peuples. De leur côté les empereurs les plus puissans cherchèrent peu à étendre leur pouvoir, que le clergé, les princes, les villes balançaient; de là, d'une part, cette immobilité nationale, source d'un profond respect pour les formes consacrées par le temps; d'un autre, l'existence d'un chef suprême également respecté sans être craint; mais aussi de là un manque apparent d'unité, dont l'indispensable nécessité ne se faisait point sentir dans un pays semé d'une foule de petits princes ecclésiastiques ou séculiers qui n'avaient ni l'intérêt ni le pouvoir d'opprimer leurs sujets. Nous avons précédemment parlé du droit des co-états à une opposition légale, générale ou partielle, contre toute innovation, germe de désunion néanmoins plus apparente que réelle, jusqu'à l'époque des guerres de religion; c'est encore à leur occasion

qu'il est à remarquer combien les mêmes causes diffèrent dans leurs effets en raison des dispositions morales des peuples ; car la réforme qui créa une république en Hollande, une autre à Genève, et qui eut l'intention avouée de substituer en France ce régime au gouvernement monarchique, renforça en Allemagne le pouvoir absolu des souverains et en forgea les instrumens par la création d'armées régulières et permanentes ; produit définitif de la guerre de Trente-Ans. Ce pouvoir absolu, que les circonstances amenèrent et consolidèrent, les légistes allemands le consacrèrent par des écrits gonflés d'érudition justinienne. Ce qui accoutumait à ce pouvoir, c'est qu'il pesait peu sur les individus à qui l'exiguité du territoire permettait de s'y soustraire aisément par l'émigration, et cette faculté locomotive empêchait aussi les princes, intéressés à les retenir sous leurs lois en assurant leur bien-être, de rendre insupportable à leurs peuples un joug dont l'arbitraire eût d'ailleurs été réprimé par la surveillante censure de l'empereur et l'Empire. Aussi a-t-on vu, sans qu'elle excitât de défiance ou de jalousie, l'influence des grands s'étendre en Allemagne, qu'ils fussent princes, nobles, membres du clergé ou magistrats supérieurs des villes libres ; car cette in-

fluence ne s'y montra jamais hostile aux vrais intérêts du peuple. Enfin, malgré la séparation en deux fractions, protestante et catholique, consacrée par le traité de Westphalie, les sujets des États germaniques, liés entre eux d'origine, de souvenirs, de langage et de nom qualificatif, demeurèrent encore un peuple unique et formèrent un corps à part, au centre de l'Europe, en dépit de l'ambition et des querelles mutuelles de ceux qui en gouvernaient les diverses fractions. Ainsi le désordre constitutionnel de ce corps ne nuisit pas autant qu'on eût pu le croire à une prospérité générale et particulière, remarquable dans tous les États allemands, mais principalement, il faut l'avouer, dans les souverainetés ecclésiastiques, où des cours moins brillantes étaient aussi moins à charge aux peuples. Le lien commun des divers États allemands, déjà relâché depuis la création de la ligue, œuvre de Mazarin, se serait peut-être relâché bien plus encore quand la Prusse, accrue d'étendue, de pouvoir et d'éclat, rivalisa d'influence avec l'Empire; mais le génie prévoyant du grand Frédéric le resserra par l'union des princes, sans acception de culte. Rien n'agita les esprits, même parmi les classes pensantes; elles continuèrent à obéir à leurs souverains avec cette soumission habituelle qui semblait

pourtant un acte de liberté; car le respect du prince pour les formes consacrées constituait cette véritable liberté usuelle, et résultait de ce sentiment national qui chez les peuples faisait également respecter des formes antiques, garantes de l'obéissance. Voilà ce qui fit que les principes de la révolution française ne devinrent pas populaires en Allemagne; on ne les y vit guère pénétrer que parmi les hautes classes, et quoi qu'en disent une foule d'ignorans déclamateurs, c'est parmi les hautes classes que germèrent d'abord ces principes perturbateurs qui devaient les frapper. Toutefois, il résulta de cette tiédeur que si les questions traitées en France avec passion furent agitées par quelques érudits allemands, ce fut principalement comme thèse politique, et les excès commis par les armées françaises détruisirent bientôt toute propension à les adopter. On vit même des énergumènes, tels que Arndt, finir par déblatérer contre la France, après avoir adopté ses principes. Mais parmi les traits qu'il ne faut pas omettre en parlant de ce peuple, nous signalerons son esprit rêveur, fortifié par des études spéculatives, et dont naquit l'illuminisme, cette propension à l'antagonisme puisé dans les argumentations scolastiques, et qui, après lui avoir fait créer les cours wéhémiques pour frapper le

crime puissant, enfanta le *Tugend-Bund* pour résister à l'oppression; enfin cette religion du secret pour toute confédération qu'il croit juste.

Ne parlons ici ni des folies immorales de Weisshaupt, ni de celles assez niaises de Bichofwerder; celles-ci n'étaient que ridicules et le ridicule en fit justice; celles-là eussent bouleversé la société et l'indignation publique les flétrit. Cependant, si les esprits n'étaient pas séduits, ils étaient du moins émus, et cet état de choses pouvait produire des résultats sérieux. Aussi, dès que Napoléon eut subjugué les princes par l'ambition, les courtisans par la cupidité, les agitateurs par de vaniteuses espérances, et que tout cela eut abouti à l'humiliation des rois et à la ruine des peuples, tout ce qu'il y avait de puissance dans l'illuminisme, et de noblesse dans les amis de la vertu fit explosion; nous en avons déjà vu les effets dans des insurrections partielles, sans unité, sans liens. Il fallait donc régler ces mouvemens subits et inconsidérés, les calmer même jusqu'au temps favorable à leurs succès. Voilà ce que pensèrent et exécutèrent deux hommes supérieurs, Stein et Stadion: celui-ci avec la prudence, qui le caractérisait et qui eût voulu laisser s'user son ennemi; celui-là avec une verve de haine qui ambitionnait de le frapper dans sa force. Stein y travailla donc sans relâche,

et c'est pour cela qu'il avait cherché à satisfaire les intérêts, les passions et les vanités de l'ordre intermédiaire; c'est pour cela aussi qu'il ne cessa de réchauffer le patriotisme de toutes les classes sociales. Mais il fallait un centre d'union qui n'éveillât pas un ennemi soupçonneux. L'illuminisme était déshonoré; la franche-maçonnerie avait l'inconvénient d'offrir nombre d'individus étrangers à la ligue teutonique, suspects et peut-être nuisibles; cependant, faute de mieux, on la choisit d'abord, car il fallait un noyau et elle le procurait. Le fougueux Blücher fut un des premiers adeptes; son influence sur l'armée l'en rendait un membre précieux; le général Gneisenau, officier des plus distingués, et le ministre de la guerre Scharnhorst s'y affilièrent; le prince de Wittengstein, malgré sa timide prudence, en fit également partie; l'exalté docteur Jahn, avec son aspect cynique et son éloquence agreste, lui faisait des partisans dans ses courses vagabondes à travers la forêt de Thuringe, les montagnes escarpées et les recoins les plus obscurs de ces contrées; le partisan Schill ne fut pas des derniers à s'y réunir. Mais comme le roi craignait de compromettre lui et son peuple; que la cour était partagée entre des créatures de Napoléon, des conseillers timides et les partisans zélés du

Tugend-Bund ; que ceux-ci avaient à redouter et les premiers, et même certains fidèles serviteurs du monarque, tels que M. de Schuckmann, qui s'effrayait de tout ce qui pouvait nuire à une sage temporisation ; enfin comme, dans le premier choix des initiés, l'on n'avait pas été assez sévère, il fallut recourir à une organisation modelée sur celle des sociétés secrètes d'Irlande en 1791. Le *Tugend-Bund* eut alors un comité central et des comités provinciaux ; ces derniers n'avaient entre eux aucuns rapports ; ils ne reconnaissaient, dans leur sphère d'activité au-dessous d'eux, que des associations particulières, et au-dessus que le comité central. La noblesse immédiate, dont la Confédération du Rhin avait anéanti le pouvoir, et tout ce qui existait de basse démocratie, ennemie invétérée de Napoléon, s'y jetèrent, ainsi que la faction anglaise, recrutée des négocians irrités du décret de Berlin. Les jeunes gens s'y portèrent avec toute l'ardeur de leur âge et s'exaltèrent dans la discussion des questions les plus épineuses sur le droit politique des nations et en particulier sur celui d'Allemagne. Avec des élémens si divers on marchait cependant vers un but commun ; car les conjurés de toute espèce ne se divisent jamais qu'après la victoire ; on espérait, après l'avoir obtenue par eux, en jouir en dépit d'eux.

Stein envisageait avant tout l'affranchissement de l'Allemagne et les moyens propres à l'obtenir, rassuré sur tous résultats ultérieurement funestes par la certitude que l'esprit révolutionnaire n'avait point pénétré dans les masses. Enfin l'espérance fit place à la crainte, le courage à l'abattement, le patriotisme à une coupable indifférence. Voilà ce qu'en peu de mois le baron de Stein avait opéré, secondé dans ses efforts par l'oppression générale que Napoléon faisait peser sur les peuples, pour réaliser son prétendu blocus de l'Angleterre. Tel était l'état des choses à l'époque où nous sommes parvenus; nous nous y arrêterons et nous en exposerons plus tard les presque miraculeux effets. Quittons donc les contrées septentrionales pour considérer les résultats produits aussi par ce faux système au Midi de l'Europe.

Système continental. — Projets contre la Péninsule. — Intrigues de Godoï. — Il désavoue ses proclamations. — — Combinaison contre l'Espagne. — Conduite de Talleyrand. — Ruses de Napoléon. — Le prince de la Paix. — Le prince des Asturies. — Charles IV. — Ferdinand. — Son épouse. — Mort de cette princesse. — Traité de Fontainebleau. — Ses stipulations. — Conventions accessoires. — Expédition de Portugal. — Lanne refuse. — Junot accepte. — Son caractère. — Ses instructions. — Notification faite au Portugal. — Secours offerts par l'Angleterre. — On les refuse. — On veut négocier. — Situation critique. — Le prince régent. — Son caractère. — Marche de Junot. — Ses proclamations. — Sa marche. — Incurie du régent. — Barreto. — Refus de l'entendre. — Départ du prince régent pour le Brésil. — Regrets du peuple. — Arrivée de Junot. — Sa fureur de manquer sa proie. — Escadre russe. — Effet de l'émigration du prince régent. — Elle sauve les colonies et favorise l'Angleterre. — La flotte part. — Forces de Junot. — Arrivée de ses troupes. — Il remplace le drapeau portugais par le drapeau français. — Consternation. — Ordres sévères. — Contribution de cent millions. — Séquestre des biens des absens. — Affaires de l'Espagne. — Prison du prince des Asturies. — Vues de Napoléon. — Révolution d'Aranjuez. — Voyage du roi à Bayonne. — Lettre de Napoléon infidèlement publiée. — Intrigue de Bayonne. — Scène atroce. — Abdication de Ferdinand. — Cession de

Charles IV. — Junte. — Intronisation de Joseph. — Ferdinand conduit à Valançay. — Justification de Ferdinand VII. — Création d'une nouvelle noblesse. — Armée française et anglaise. — Les Espagnols.

C'est à l'époque où nous sommes parvenus que remontent les causes de la ruine certaine, quoique alors inaperçue, d'une fortune aussi gigantesque qu'elle fut rapide, et qui semblait n'avoir plus un seul échec à redouter; mais Napoléon, par une soif inextinguible de succès, d'orgueil et d'ambition, par une haine aveugle contre ce qui lui résistait, par des actes inconsidérés, sema lui-même de nouveaux et insurmontables écueils devant ses pas si long-temps victorieux. Il voulut que l'Europe, fléchissant déjà sous le poids de sa puissance, fût aussi surchargée de celui de sa famille toutentière; il voulut soumettre tous les peuples à un système insensé qui blessait d'indomptables intérêts et que condamnaient également la morale et la raison; système qu'une politique erronée pouvait seule croire exécutable. Cette combinaison était criminellement monstrueuse; car ayant pour objet la chute de la puissance anglaise, liée d'intérêts communs et particuliers avec les cinq parties du monde, une telle catastrophe eût eu un retentissement chez toutes les nations, en

France même. Puis quand on songe aux maux sans nombre, tant publics que particuliers, qu'aurait accumulés sur l'espèce humaine la ruine d'une riche et puissante nation, on sent que le vœu de cette ruine ne saurait jaillir que d'un esprit aveugle ou d'une ame infernale.

L'invasion de la Péninsule ibérienne allait enfin ouvrir l'abîme où la plus formidable des dominations devait s'engloutir. Le sort de cette péninsule semblait avoir été irrévocablement décidé à Tilsitt; mais les projets du puissant empereur des Français à l'égard du Portugal et de l'Espagne remontaient plus haut. Dans le cours des négociations entre la France et la Grande-Bretagne, il avait menacé lord Lauderdale de diriger l'une de ses armées sur Lisbonne, et ses vues usurpatrices se portèrent vers l'Espagne du moment où le prince de la Paix, faible et ruineux ministre de cette vacillante monarchie, eut publié au nom de son roi, au sien même, cette proclamation où il invitait « les Espagnols « à se réunir sous les drapeaux, et les riches à « faire des sacrifices pour les frais de la guerre « que nous serons, disait-il, peut-être forcés de « soutenir pour le bien de tous; enfin les magis- « trats à employer tous les moyens propres à « exciter l'enthousiasme national, afin d'entrer

« avec gloire dans la lice qui va s'ouvrir. » Cette proclamation était le fruit des relations secrètement entretenues avec l'Angleterre par la voie du Portugal, qui pourtant ne s'y prêtait qu'avec timidité, quoiqu'il connût déjà les intentions hostiles de la France à son égard. Un traité avait donc été conclu entre Godoï et le baron Strogonoff, ministre de Russie ; l'ambassadeur portugais y fut admis, et l'objet de cette convention secrète, qui devait demeurer telle jusqu'au début de la guerre projetée, était de profiter de la marche des armées françaises vers l'Allemagne septentrionale, où l'on espérait que les Prussiens les tiendraient en échec, pour avoir la facilité de se soustraire au joug onéreux qui pesait sur l'Espagne. A cet effet, on devait attaquer le midi de la France, en invitant l'Angleterre à y coopérer.

Mais le plan du ministre espagnol fut trop prématurément dévoilé par ses intempestives proclamations; les ministres de Russie et de Portugal s'en plaignirent; ils désavouèrent le traité. Le cabinet de Lisbonne força l'escadre anglaise de quitter le Tage, et, dans ces entrefaites, la nouvelle de la victoire d'Iéna étant parvenue à Godoï, une vive terreur succéda chez lui à sa passagère et pusillanime audace. Il chercha donc tous les moyens d'apaiser la juste colère de Na-

poléon et de conjurer l'orage qui le menaçait; ce fut par un redoublement de bassesses, par des protestations de dévouement, et en déblatérant contre le gouvernement anglais. Il interdit tout commerce avec l'empire britannique, ordonna la saisie des marchandises de ce pays sur des bâtimens neutres, fussent-ils dirigés vers les colonies ou les ports de l'Angleterre, et se conforma en tout aux dispositions comme à l'esprit du décret de Berlin.

Quant à ses malencontreuses proclamations, il osa les déclarer apocryphes; il en accusa des malveillans qui cherchaient à brouiller entre eux les deux états ou à le compromettre lui-même; il promit de fortes récompenses à qui en découvrirait l'auteur; et ne pouvant nier l'existence de ses préparatifs militaires, il fit publier dans les gazettes espagnoles qu'ils n'avaient eu pour objet que la nécessité de se mettre en mesure contre l'empereur de Maroc. Son faux et infidèle agent, Izquierdo, homme dont la physionomie était aussi repoussante que son esprit était tortueux et son ame dépravée, fut chargé de faire valoir ces absurdes mensonges, si peu capables d'abuser Napoléon, qui savait, par les rapports de son ambassadeur Beauharnais, par l'interception d'une correspondance confidentielle et par d'incontestables no-

tions qu'il tenait de ses agens secrets, enfin par Izquierdo lui-même, à quel point le conseil de Madrid recélait de sentimens hostiles contre la France et contre lui principalement.

Avec un caractère plus franc et plus noble l'empereur des Français eût pu et dû peut-être déclarer alors la guerre à l'Espagne ; il en avait un motif plus que plausible. Mais, outre que l'issue de la campagne de Prusse était encore incertaine, la ruse convenait infiniment mieux à la direction de ses idées ; aussi chercha-t-il, pour atteindre au but qu'il ambitionnait, à se frayer une route oblique et ténébreuse qu'il crut moins hasardeuse, plus sûre et plus propre à tromper la multitude sur la nature de ses intentions. Au fait, il ne lui suffisait pas de se venger de l'Espagne, il visait à s'emparer de cette monarchie ou à la soumettre irrévocablement à son influence, soit en mariant le prince des Asturies à l'une de ses nièces, ce qui eût été le gage de sa réunion avec son frère Lucien, soit en plaçant sur la tête d'un des princes de sa famille cette couronne enlevée à un prince de la maison de Bourbon ; car le nom de cette illustre race l'effrayait jusque dans la triste branche d'Espagne, et si le prince de la Paix avait eu autant de génie que d'ambition, Napoléon l'eût peut-être fait monter sur le trône de son maître ; mais

le posséder lui-même flattait son orgueil, et cette dernière idée l'emporta.

Pour commencer à réaliser un projet longtemps vague et qui fut décidément arrêté lors du traité de Tilsitt, il appela et porta vers la Baltique La Romana avec quatorze mille hommes et O'farril avec six mille, se réservant de faire employer le reste de l'armée espagnole dans une expédition méditée contre le Portugal. Il comptait faire concourir à cette agression le prince de la Paix qui, vu la situation critique où il s'était placé, deviendrait incapable de résister à ses ordres; par-là il laissait l'Espagne sans défense au moment où il lui plairait de l'envahir.

M. de Talleyrand épuisa toutes les ruses de sa politique astucieuse pour ouvrir des voies sûres à cette grande opération usurpatrice; ce fut dans l'intention que rien ne pût nuire à son exécution qu'il pressa si vivement son maître de hâter la conclusion du traité de Tilsitt et de se rendre si facile dans ses concessions à l'empereur Alexandre. Les amis du prince de Talleyrand ont voulu le disculper de cette coupable combinaison politique et militaire; ils ont prétendu qu'il y avait été fortement opposé, comme s'il avait jamais conçu l'idée de combattre, de contrarier, même par les plus légères insinuations, les vues, fussent-elles

ruineuses dans sa propre opinion, d'un monarque si puissamment établi. Ces amis officieux se fondaient sur ce qu'il quitta le ministère avant que les affaires d'Espagne eussent été publiquement entamées; mais ils taisent que la remise de son portefeuille eut lieu en raison de son extrême susceptibilité vaniteuse et d'autres motifs plus honteux ; que bientôt, quoique sans portefeuille, il n'en prit pas moins une part active aux négociations secrètes relatives à la Péninsule, avec ce misérable Izquierdo, comme nous aurons en son lieu l'occasion de l'exposer.

Napoléon, conformément aux vues qui étaient à la fois les siennes et celles de son ministre, et dans lesquelles il n'eut pour confident que Duroc, Talleyrand et Beauharnais son ambassadeur à Madrid, avait besoin d'observateurs qui connussent l'Espagne, en possédassent la langue et fussent moins en vue que ses agens diplomatiques. Ces agens étaient nombreux dans toutes les classes, parmi les Espagnols même, et le jeune Hervaz, beau-frère de Duroc, en raison de sa haine pour le prince de la Paix, lui en fournit un des plus utiles (Chemineau, ancien négociant français dans la Péninsule), ne se doutant pas qu'il travaillait ainsi à la ruine de sa patrie.

Si des intrigues de cette nature avaient lieu, c'est

que Napoléon voulait connaître préalablement le terrain sur lequel il allait marcher; c'est qu'il prétendait ne rien hasarder et que, dans ses projets arrêtés, la guerre ne devant que seconder la politique, il était résolu à ne déclarer hautement ses intentions qu'après avoir obtenu sans coup férir l'occupation des principales défenses de l'Espagne. Aussi profita-t-il habilement des dissensions intestines qui agitèrent alors la famille royale espagnole, en redoublant les justes inquiétudes du prince de la Paix et en leurrant son aveugle ambition, tandis qu'il fécondait les germes de haine existant entre le jeune prince des Asturies et ses parens. Ici nous devons entrer dans quelques détails, pour faire connaître la situation réelle de la cour de Madrid à cette époque, situation qui, dans le sein même de cette cour, favorisait le projet si perfidement médité d'entraîner la monarchie dans une ruine complète.

Le prince de la Paix, dont la haute fortune était sous divers rapports un honteux scandale, car elle lui avait été principalement acquise par une voie que la décence politique nous empêche de retracer, n'était pas naturellement un méchant homme; mais, haï du prince des Asturies et de ses principaux affidés, ayant à redouter, lors de la mort du roi, la vengeance du nouveau monarque

et celle de ses entours, il ne se fit aucun scrupule de chercher à le perdre, d'autant qu'il se voyait activement secondé dans ce projet par la profonde aversion que lui vouait sa propre mère, constant et coupable appui du ministre son favori. Le prince des Asturies, né le 14 octobre 1784, était d'un caractère à la fois irascible, facile et faible, vices de nature qui entraînent dans les erreurs les plus funestes comme les plus contradictoires, et que le genre de son éducation fut loin de corriger; car on le confia à des hommes pour la plupart sans capacité et tous esclaves du favori, excepté le vertueux comte d'Alvarès, qui fut bientôt chassé, et le chanoine Escoïquiz, personnage remarquable par l'étendue et la culture de son esprit, qui parvint à se faire conserver en voilant avec soin ses intentions secrètes. Celui-ci s'attacha sincèrement à son royal élève, tandis que les autres, comme toute la foule des ambitieux, se groupaient autour du puissant et vaniteux prince de la Paix, immolant à la faveur qu'ils courtisaient près de lui morale, honneur et décence, car il était environné de plus de servile flatterie que le monarque lui-même.

Charles IV n'était cependant pas aussi médiocre qu'on se plaisait à le dire ; mais son caractère réunissait les disparates les plus bizarres. Il aimait

la littérature et les beaux-arts ; il possédait presque toutes les langues de l'Europe et voulait le bien ; mais tout en discernant à merveille ce qui pouvait contribuer à l'opérer, il se montrait continuellement enseveli dans la plus extrême indolence ; homme plutôt né pour la vie privée, dont il eût fait le charme, que pour le trône, qu'il laissait tomber en ruine, et néanmoins aussi opiniâtre quelquefois que persévéramment loyal ; n'ayant ainsi que quelques velléités de volonté sans tenue, il abandonnait à la reine le soin des affaires, transmis par elle à un favori qui vendait sa protection à la bassesse, aux plus vils services, et qui gouvernait l'état avec une insolence que la haine et l'envie ont peut-être exagérée.

Godoï avait déjà, lors de la maladie du roi, en 1806, préparé ses voies au pouvoir suprême. Son frère, le duc del Campo, laissa imprudemment percer l'idée d'un changement de dynastie, idée connue du public qui en fut indigné. La santé du monarque se rétablit, et le parvenu, pour prolonger une autorité qui, à la mort du roi, pourrait être suivie des plus cuisantes infortunes, pour assurer aussi celle de sa royale maîtresse, dont il favorisait les goûts honteux, tenta d'abord de plonger l'héritier du trône dans l'ignorance et la débauche. Il y eût réussi sans la surveillance et

les soins assidus d'Escoïquiz, qui s'étudia en outre à intéresser la nation au sort du prince appelé à la gouverner un jour, mais alors en butte aux persécutions, tant d'un ennemi acharné que de celle qui lui avait donné le jour, femme dépravée, épouse coupable et mère dénaturée.

L'Espagne, courbée sous un joug qui blessait à la fois son intérêt et son orgueil, jeta donc un regard d'amour et d'espoir sur la déplorable victime du couple criminel; aussi les noces de Ferdinand et de Maria-Antonia, fille du roi de Naples, furent-elles célébrées avec ivresse. La jeune princesse, très spirituelle, prodigieusement instruite, douée d'une vertu solide, d'une ame élevée et d'un caractère ferme, se montra, dès son début à la cour de Madrid, courageuse et fière, cherchant à faire remonter son époux au rang qui lui était dû; mais ne pouvant lutter victorieusement contre l'ascendant de la reine, elle ne fit que partager les dégoûts et l'affliction profonde de celui auquel elle avait été unie; elle languit quelque temps, et sa mort prématurée fut généralement imputée à ceux qui semblaient avoir un si puissant intérêt à la faire disparaître, d'autant que, durant sa courte agonie, Ferdinand n'eut pas la permission de la voir; que ses papiers furent saisis et que son confesseur Garcia fut

persécuté. Ce brillant météore n'avait paru qu'un instant sur l'horizon ; car Maria-Antonia, née le 14 décembre 1784, mariée le 21 août 1802, mourut le 21 mai 1806.

Ferdinand regretta vivement une épouse chérie qui avait en quelque sorte retrempé son caractère affaissé sous l'habitude de l'humiliation. Escoïquiz l'entretint dans les nobles sentimens que la défunte princesse lui avait communiqués. On s'en aperçut, le précepteur fut exilé, et l'autorité de Godoï fut dès lors sans bornes et sans obstacles ; mais le nombre des mécontens s'accroissait chaque jour, ce qui ne laissait pas de donner des inquiétudes au favori. Quant à Escoïquiz, il ne perdit point de vue celui auquel il s'était dévoué ; il échappa secrètement du lieu de son exil et eut secrètement aussi des conférences avec le prince, dont il réunit les partisans, parmi lesquels nous citerons les ducs de l'Infantado et de San-Carlos. D'après l'avis de ces fidèles conseillers, le prince devait se présenter hardiment devant son père, lui donner un mémoire énonciatif des maux de l'État, où le pouvoir sans frein de Godoï eût été désigné comme leur cause unique. Les affidés eussent été appelés en témoignage de ces assertions, et l'on se flattait d'arriver ainsi sans éclat et sans trouble à la ré-

génération d'une administration qui faisait la ruine et la honte de la monarchie comme de la maison royale. Mais toutes les issues près du monarque étaient fermées à celui qui avait tant d'intérêt à s'approcher de son père, et Godoï, qui les gardait soigneusement, voulant se soustraire à des dangers dont il ne soupçonnait cependant pas encore toute la gravité, pressait le mariage de l'héritier du trône avec la sœur de sa propre épouse; union révoltante par elle-même, quoique ce fût une princesse du sang royal, et dangereuse depuis les bruits accrédités sur la mort de celle qu'il regrettait encore.

Persécuté à cet égard et ne sachant plus à qui avoir recours pour échapper aux effets d'un consentement arraché à sa faiblesse, Ferdinand, de l'aveu de ses amis, s'adressa à Napoléon par une lettre confidentielle du 11 octobre 1807. Dans cette lettre il implorait sa protection et sa générosité, en s'affligeant *d'être obligé de cacher comme un crime une action juste*, protestant de son *amour filial* pour son *respectable père*, sollicitant la main *d'une princesse* de la famille de l'empereur des Français pour déjouer les *complots* des méchans et ouvrir les yeux à *ses bons et bien aimés parens, les rendre heureux*, faire à la fois *le bonheur de la nation et le sien;* attendant tout de lui, pour ne pas pa-

raître faire quoi que ce fût qui pût paraître *une insulte à l'autorité paternelle;* assurant enfin qu'il se refuserait à toute alliance sans *l'approbation positive* de Sa Majesté impériale. Mais ce dont ce malheureux prince si confiant ne se doutait pas, c'est que, par l'intermédiaire d'Izquierdo, des relations secrètes avaient déjà eu lieu entre le prince de la Paix et Napoléon; que celui-ci, dans ses intentions préméditées contre l'Espagne, spéculait, ainsi que son ancien ministre, sur tous les avantages qu'il pouvait tirer de l'état moral de la cour de Madrid, ainsi que de l'ambition d'un homme sorti de l'obscurité et dont l'immense fortune ne satisfaisait pas encore les espérances.

L'empereur des Français fit donc insinuer au prince de la Paix de tendre à un pouvoir indépendant et souverain, propre à fixer son existence et à l'affranchir de révolutions qui, d'un jour à l'autre, seraient de nature à lui devenir funestes. Enfin, au moment où il recevait la lettre du prince des Asturies, Izquierdo, à l'insu du prince de Masserano, ambassadeur d'Espagne et agissant en vertu de pleins pouvoirs donnés par le roi, le 26 mai 1806, et signés alors par don Pedro-Cevallos, pouvoirs qu'Izquierdo prétendait lui avoir été renouvelés le 8 octobre 1807,

ce dont il ne fournissait pas la preuve, signait, le 17 octobre 1807, à Fontainebleau, avec le grand-maréchal du palais, Duroc, sans que Cevallos en eût connaissance et de l'aveu seul de Godoï, un traité secret dont Napoléon était loin de vouloir exécuter les stipulations. Ce traité, tout en paraissant régler définitivement les affaires de la Péninsule, servait de voile aux intentions ultérieures de celui qui l'avait dicté, et préparait le succès de ses vues secrètes par la jonction d'une armée espagnole à une armée française, toutes deux dirigées simultanément sur le Portugal et réunies sous le commandement de l'un de ses propres généraux. En vertu de ce traité, gros d'une double perfidie politique, on allait envahir un État inoffensif, pour s'assurer toute facilité à en soumettre un autre, utile et fidèle allié, dont on venait depuis peu de solliciter l'intervention et avec lequel on ne traitait que pour le perdre.

Certaines clauses de cette fallacieuse convention portaient (articles I, IV, VII et IX) : qu'en échange de la Toscane, cédée à la France, la province entre Minho et Duero, y compris la ville de Porto, serait donnée au roi d'Etrurie avec le titre de roi de Lusitanie septentrionale et possédée par lui héréditairement, selon les usages d'Espagne ;

mais, qu'à défaut d'héritier légitime, cette souveraineté serait conférée en investiture par Sa Majesté Catholique, sans pouvoir être réunie à sa couronne ; que (art. V et VI) la province de l'Alentejo et le royaume des Algarves deviendraient la propriété souveraine du prince de la Paix, qualifié prince des Algarves ; que cette principauté serait possédée par ses héritiers légitimes, et, en cas de déshérence, conférée par le roi d'Espagne, selon les formes prescrites à l'égard du royaume de Lusitanie septentrionale ; que (art. VII) les souverains de ces deux Etats, placés sous la protection de Sa Majesté Catholique, ne pourraient, sans son aveu, faire ni paix ni guerre ; que les provinces (art. VIII) de Beira, Tra-los-Montes et Estramadure portugaise demeureraient en dépôt pour être rendues à la maison de Bragance en échange de Gibraltar, la Trinité et autres colonies acquises par les Anglais sur l'Espagne et ses alliés, et que le souverain à qui elles seraient remises les posséderait au même titre et selon les mêmes formes que ceux de Lusitanie et des Algarves; que Sa Majesté l'empereur des Français (art. XI) *garantissait à Sa Majesté Catholique la possession de ses Etats du continent d'Europe, situés au midi des Pyrénées ;* et que les hautes puissances contractantes (art. XIII) feraient à l'amiable une

égale division des îles et colonies d'outre-mer occupées par les Portugais, clause absurde qui aurait dû suffire à éclairer, sur le charlatanisme de Napoléon, un négociateur qui aurait eu autant de sentimens d'honneur qu'il possédait de sagacité.

Par une convention secrète de même date et en sept articles, également propre à faire jaillir la lumière sur des combinaisons odieuses, il était arrêté qu'une armée française de vingt-cinq mille hommes d'infanterie et de trois mille chevaux ferait sa jonction avec onze mille hommes de troupes espagnoles, dont trois mille de cavalerie et trente pièces de canon ; qu'un autre corps espagnol de dix mille hommes se dirigerait sur Porto et un de six mille vers l'Alentejo; que les provinces conditionnellement réservées à la maison de Bragance seraient gouvernées et administrées par le général français et leurs revenus acquis à la France, et que le royaume de Lusitanie, occupé par les troupes espagnoles, serait sous l'administration de ceux qui les commanderaient et qui en verseraient les contributions dans le trésor du roi catholique ; qu'un corps français de quarante mille hommes se réunirait à Bayonne le 20 novembre, afin d'être prêt à passer *par l'Espagne* si les Anglais envoyaient des

secours au Portugal, mais ne pénétrerait dans la Péninsule que de *l'accord* mutuel *des hautes puissances contractantes.*

En vertu de ces traités, la reine régente d'Etrurie fut dépossédée de la Toscane le 23 novembre 1807, et se réfugia en Espagne. C'est ainsi que Napoléon jalonnait la marche usurpatrice dans laquelle il allait se précipiter, conformément aux vues secrètes conçues et arrêtées à Tilsitt. Nous avons dû entrer ici dans tous ces détails comme préliminaires indispensables des événemens que nous allons retracer. Détournons donc un moment nos regards des affaires d'Espagne, en y laissant le prince de la Paix livré aux illusions, bientôt dissipées, d'une grandeur aussi inespérée que coupable.

Napoléon, qui avait besoin d'un général actif et ferme pour exécuter l'invasion qu'il méditait, et dont l'objet était de s'emparer de la flotte, du trésor, et de la personne du prince-régent de Portugal, à la faiblesse duquel il eût facilement arraché la ratification d'un traité violateur de ses droits souverains, jeta dabord les yeux sur le maréchal Lannes, dont il connaissait le zèle, mais dont il appréciait mal le noble caractère ; car dès que ce général sut qu'il s'agissait de se présenter en ami pour se conduire ensuite en ennemi mortel,

et d'abuser ainsi, pour le perdre, un prince qui l'avait comblé de biens et d'égards, cet homme brusque, mais loyal, repoussa avec la plus honorable indignation une aussi perfide ouverture. Comme il fallait s'assurer un agent d'un dévouement sans scrupules, on en fut réduit à choisir le général Junot, dont l'ambassade à Lisbonne avait été précédemment un honorable exil et que Napoléon désirait éloigner encore à cause de ses incartades. Cet homme, qui n'avait perfectionné qu'au corps-de-garde une éducation commencée dans son village, était présomptueux comme la force brutale, tranchant comme l'ignorance, fastueux sans goût, prodigue sans générosité, mais du moins bon et fidèle ami, car il eût sacrifié tout à son maître, hors ceux auxquels il était attaché ; franc camarade enfin, mais fier d'une faveur dont il abusait ; orgueilleux avec ses inférieurs, pointilleux avec les ministres sur le respect qu'il croyait dû à ses dignités, et dévoué à Napoléon comme un excellent valet. C'était le personnage le plus convenable au rôle qu'on lui destinait, car il considérait comme juste tout ce qui pouvait être utile à celui qu'il servait et comme exécutable tout ce qui lui serait commandé par lui. Il n'hésita donc point à se faire l'instrument d'une politique odieuse

et à répondre par un guet-à-pens à la manière gracieuse avec laquelle il avait été antérieurement accueilli par le prince régent.

Pour éviter un double emploi, écartant ici les instructions verbales données à Junot, nous nous contenterons de citer quelques fragmens qui les reproduisent dans une lettre du ministre de la guerre Clarke, en date du 3 novembre, que ce général trouva insolente et dont il se plaignit parce qu'il n'y était pas qualifié de *votre excellence.* Dans cette lettre, monument précieux pour l'histoire, et document propre à dévoiler l'ame ainsi que la politique de Napoléon, il était subsidiairement ordonné à Junot de s'avancer jusqu'à Ciudad-Rodrigo du 1^er^ au 15 novembre, de marcher sur Lisbonne du 20 au 30, et, conformément à ses précédentes instructions, de ne point s'arrêter, que le prince régent *déclarât ou non la guerre à l'Angleterre;* de se diriger rapidement vers sa capitale en écoutant ses propositions sans y répondre par écrit; d'y arriver le plus promptement possible, *comme ami, afin de saisir la flotte portugaise.* Si le gouvernement portugais avait déclaré la guerre à la Grande-Bretagne et envoyait au-devant de l'armée française, Junot devait lui répondre: « J'ai ordre de mon « souverain de marcher droit à Lisbonne, sans

« m'arrêter un seul jour; ma mission est de « fermer ce grand port aux Anglais; je devrais « vous attaquer de vive force, mais il répugne au « grand cœur de Napoléon et au caractère français « de répandre du sang. Si vous ne tenez pas vos « troupes réunies, si vous les mettez en un lieu « où elles ne causent aucune inquiétude, si vous « me recevez comme auxiliaire jusqu'à ce que « des négociations entamées à Paris soient ter- « minées, j'ai ordre d'y consentir. » Il est nécessaire, disait le ministre, que les choses se passent ainsi; qu'on arrive uniquement comme auxiliaire; puis un courrier, parti d'ici vingt-quatre heures après l'entrée de l'armée impériale à Lisbonne, transmettra les résolutions de l'empereur, qui seront que les propositions faites ne sont point *acceptées et que le pays doit être traité en ennemi*, ce qui déjà était exécuté en Italie où les propriétés des sujets portugais avaient été mises sous le séquestre. Le ministre remarquait qu'en agissant ainsi l'on se rendrait maître de huit à dix vaisseaux de ligne et des chantiers; que c'était là le point important, et que, pour y parvenir, il ne fallait cesser de faire entendre qu'on était envoyé, non pour faire la guerre, mais *pour concilier*.

Dès le 30 septembre, le chargé d'affaires de

France et l'ambassadeur d'Espagne avaient quitté Lisbonne, ce qui aurait dû éclairer le prince régent sur les dangers qui le menaçaient et révéler à ses ambassadeurs dans les différentes cours les projets hostiles de la France. Cependant le traité de Fontainebleau fut signé sans que M. de Lima, qui était à Paris, en eût eu connaissance et sans que M. d'Araüjo, plus homme de salon qu'homme d'état, plus spirituel qu'éclairé, plus littérateur que ministre, en soupçonnât rien, en dépit des menaces de M. de Talleyrand à lord Lauderdale et de la défiance que devait lui inspirer celui dont il avait si ridiculement été la dupe sous le directoire. Ceci est une nouvelle preuve de cette vérité pratique que la culture des lettres, en concentrant sur un seul point, étranger d'ordinaire à ses fonctions, toutes les facutés intellectuelles d'un homme public, le rend trop souvent incapable de se livrer utilement à l'exercice de ses devoirs. Mais cette incurie était d'autant plus inconcevable que, dès le 12 août, les deux légations de France et d'Espagne avaient présenté au cabinet de Lisbonne les propositions suivantes : 1° le Portugal fermera sur-le-champ ses ports aux Anglais; 2° il leur déclarera la guerre le 1^er^ septembre au plus tard et joindra ses forces de mer à celles de l'Espagne et de la France ; 3° il fera

arrêter tous les sujets britanniques, confisquer leurs propriétés, et recevra garnison française dans les ports du royaume.

Le gouvernement portugais accepta les deux premières propositions, en demandant du temps pour les exécuter, mais il rejeta la troisième, relative à l'arrestation des Anglais et à la saisie de leurs propriétés, croyant que ni lui ni d'autres n'avaient le droit de priver qui que ce fût de ce qu'il avait légalement acquis, et ne voulant pas se rendre complice d'un vol, par une infamie politique qui répugnait à sa religieuse équité. En effet il avait reçu dès le 9 septembre, de la part du cabinet de Saint-James et par suite des négociations du comte de Funchal, la généreuse notification que le gouvernement anglais consentait à tout ce qui pourrait sauver le Portugal, à la condition que les propriétés britanniques seraient respectées. Le prince régent s'empressa d'en témoigner sa reconnaissance, sans accepter néanmoins les offres de services qui accompagnaient une aussi noble condescendance, mais protestant, pour y répondre dignement, que, dans aucun cas, la marine portugaise ne se réunirait à celle de France et d'Espagne contre un si fidèle allié.

Le prince régent, pour ne point violer ces engagemens qu'il regardait comme sacrés, n'eut pas

plus tôt appris la marche de Junot qu'il laissa partir les bâtimens de commerce anglais, et en facilita la sortie, en diminuant les droits à payer au fisc. Cependant les dangers croissaient de jour en jour et l'on ne savait à quel parti s'arrêter; les Anglais conseillaient de se défendre : cet avis fut adopté, puis on y renonça; on résolut ensuite de séquestrer ce qui restait de propriétés anglaises, sauf indemnités payées par le trésor. Don Rodrigue de Souza se prononça pour une vive résistance et ne fut point écouté; on crut enfin avoir pris le meilleur de tous les partis en envoyant à Paris le marquis de Marialva, chargé de diamans et de pouvoirs illimités, pour traiter avec Napoléon et séduire ses entours. Il devait proposer le mariage de l'infant don Pedro, avec une fille du général Murat; mais cet agent politique ne fit autre chose que trahir son souverain, en souscrivant, comme M. de Lima, la promesse de reconnaître et de recevoir le roi qu'il plairait à Napoléon de leur donner.

La situation dans laquelle se trouvait le Portugal eût exigé que celui qui le gouvernait possédât un esprit étendu, une ame forte, une volonté ferme et capable d'une prompte décision; rien de tout cela ne se rencontrait dans le caractère du prince régent qui, à certains égards, était le second tome du roi d'Espagne, bien qu'il lui fût

prodigieusement inférieur en intelligence et en savoir. Mais, avec la même loyauté, il l'égalait en indolence et le surpassait peut-être en bonté d'ame. D'un abord facile, généreux pour ce qui l'approchait, il eût voulu faire le bonheur de tous et ne sut pas assurer celui d'un peuple qu'il aimait: sa vie d'ailleurs n'avait point été sans orages, et sa tête, déjà faible, s'en était encore affaiblie. Marié dès l'âge de 18 ans, en 1785, à la princesse Charlotte, infante d'Espagne, qui avait à peine 10 ans, il ne lui avait été réellement uni qu'en 1790. Il en avait eu neuf enfans, quoique, dès 1793, l'on eût remarqué entre les deux époux une mésintelligence qui éclata sérieusement en 1805; elle ne cessa plus depuis cette époque, où une conjuration tramée dans les intérêts de la princesse, qu'on voulait déclarer régente en couronnant son fils, effraya vivement son timide esprit, qu'on crut totalement aliéné. Des indiscrétions dévoilèrent alors le complot; une enquête eut lieu, les coupables furent connus, et l'excellent prince se sépara sans éclat de son épouse. Il se contenta d'exiler les conjurés et d'écarter seulement quelques-uns de ses courtisans les plus suspects des postes brillans qu'ils avaient obtenus, mais qui ne restèrent pas long-temps privés de ses faveurs. Le marquis d'Alora, entre autres, ne

reconnut cette généreuse indulgence que par une nouvelle trahison ; aussi le prince depuis lors ne cessa pas d'être assiégé de craintes vives et de soupçons continuels, que la religion seule pouvait distraire et calmer ; il tomba dans la dévotion la plus superstitieuse, et se confina au palais de Mafra, voisin d'un monastère, sa douce et unique ressource, désespéré qu'il était de ne pouvoir trouver un ami selon son cœur. C'est de cette retraite que le prince fut tiré par une crise politique contre les effets de laquelle il était incapable de lutter avec succès ; elle avait commencé à se manifester lors des négociations entre l'Angleterre et la France ; alors M. de Talleyrand avait été bien au-delà d'une vaine menace, car il avait détaillé au ministre britannique tous les projets de la France à l'égard du Portugal, tels que le traité de Fontainebleau les arrêta l'année suivante. M. de Lima, ambassadeur portugais à Paris, reçut à ce sujet une note pressante, au vu de laquelle Fox donna ordre à lord Saint-Vincent de porter vers Lisbonne une partie de sa flotte. Lord Rosslyn fut envoyé en Portugal ainsi que le général Simocoe, afin de prendre les mesures convenables pour la défense de ce pays ; il fut en même temps chargé de faire au prince régent l'offre de lui fournir une somme illimitée d'argent et de mettre à sa disposition un corps de dix

mille hommes, qui avait été destiné à la défense de la Sicile. M. de Funchal, ambassadeur portugais à Londres, et M. d'Araüjo, persuadèrent alors au gouvernement anglais que si le projet eût été réel on ne l'aurait pas avoué, et qu'il n'avait absolument été question que d'une simple menace pour hâter la conclusion de la paix. Le prince régent partagea l'erreur de ses ministres et refusa d'utiles propositions, se fondant sur une neutralité qu'il avait chèrement payée et qu'il regardait comme une solide garantie de son existence politique.

Son étonnement fut donc égal à son effroi quand il apprit que dès le 7 octobre, c'est-à-dire dix jours avant même la signature du traité de Fontainebleau, dont au reste il ignorait les dispositions et jusqu'à l'existence, l'armée de la Gironde avait reçu l'ordre de se mettre en marche et que le 10 elle avait passé la Bidassoa. De leur côté les Espagnols s'étaient déjà mis en mouvement; aussi les Anglais cherchèrent-ils à sauver leur flotte, et, par un édit du 20 octobre, le prince ordonna que les ports du royaume seraient, dès ce moment, fermés à tout navire de la Grande-Bretagne, tant de guerre que de commerce.

Junot cependant, avec une armée composée de jeunes conscrits sans instruction comme sans vigueur, et avec une cavalerie aussi faible en che-

vaux qu'en hommes, n'en était pas moins obligé de presser sa marche, pour obéir à des ordres fréquens et impératifs. Il s'avançait donc vivement au sein de l'Espagne agitée d'une sombre inquiétude, car le bon sens populaire se montrait moins dupe de l'alliance de Napoléon que l'ambitieux et imprévoyant Godoï.

Le Portugal, si héroïque jadis et depuis longtemps si déchu, avait cependant conservé son antique organisation militaire nationale, éminemment propre à la défense du pays. La multiplicité des montagnes escarpées, des rocs et des plateaux arides, des rivières et des torrens; l'absence des routes praticables et des ponts; enfin la non-existence des cartes géographiques et topographiques propres à éclairer sur la nature des lieux à traverser, rendaient d'une part la défense très facile, et de l'autre l'invasion très périlleuse, surtout dans la saison pluvieuse où elle avait été entreprise.

Junot, inconsidérément lancé dans cette course aventureuse, où la plus légère résistance eût irrévocablement ruiné son armée, commença par déclarer qu'on ne se permettrait aucune insulte contre les Portugais paisibles, mais que l'on traiterait rigoureusement ceux qui mettraient obstacle aux progrès de l'armée française, et par une inexplicable inconvenance il plaçait dans ses

publications menaçantes, au nombre de ses titres, celui de *grand'-croix de l'ordre du Christ de Portugal*, décoration reçue des mains du prince régent dont il était destiné à envahir les États. Néanmoins il protestait toujours que son objet était de soustraire le pays au *joug de l'Angleterre*, et disait aux Portugais, dans une adresse en date du 17 novembre : *L'empereur Napoléon m'envoie à la tête d'une armée pour faire cause commune avec votre bien-aimé souverain.*

Fidèle à des instructions et à des ordres réitérés dont il ne pouvait ni ne voulait en rien s'écarter, Junot, dont la marche avait été facile sur le territoire espagnol, franchissant la frontière portugaise, préféra la route la plus directe à celle moins bien défendue par la nature, et dans une course plus politique que militaire, dont l'histoire serait celle de toutes les misères que peut endurer une armée, il passa par Castello-Bianco et Abrantès. Entre ces deux villes il eut à franchir des montagnes à pic, des torrens grossis par l'hiver, des contrées stériles et désertes, sans bateaux, sans vivres, sans ressources d'aucune espèce. Ses troupes, mal vêtues, mal nourries, diminuées par de fréquens accidens, disposées sur une longue étendue, succombant à la fatigue et laissant en arrière artillerie et bagages, ne purent

atteindre Abrantès qu'au nombre de cinq mille hommes incapables de résister à une poignée de braves qui eussent été décidés à leur résister.

L'entreprise n'avait donc d'autre chance de succès que dans l'invariable détermination du cabinet de Lisbonne de n'y apporter aucun obstacle ; Junot fut rassuré à cet égard par les dispositions toutes pacifiques du prince régent qui, dans la pureté de son cœur, jugeant mal et Napoléon et ses subordonnés, ne pouvait croire que le premier démentît les solennelles déclarations faites en son nom, et que l'homme dont la brusquerie lui avait paru franchise et loyauté, qu'il avait en conséquence traité si favorablement lors de son ambassade de 1805, fût capable de se prêter à le tromper pour le perdre. Le nom même de Junot lui semblait une assurance de salut.

Mais le général français, pour ne pas irriter son maître déjà mécontent de ses deux indispensables séjours à Alcantara et à Abrantès, résolut de sacrifier impitoyablement ses soldats non à la gloire des armes françaises, mais aux fatigues d'une marche ruineuse, et partit d'Abrantès après avoir frappé cette ville d'une forte contribution. Il parvint sur les bords du Zézère et le franchit sans avoir essuyé la plus légère escar-

mouche, quoique le passage eût pu aisément lui en être disputé.

Tout à Lisbonne offrait alors l'image du chaos, et Junot continuait à protester verbalement des intentions amicales de son maître; mais Napoléon, ignorant les obstacles que la nature des lieux et les effets de la saison opposaient à la marche de son armée, et la croyant déjà rendue dans cette capitale, s'était hâté de déclarer * que *la maison de Bragance avait cessé de régner*. Le comte de Funchal ayant reçu à Londres le *Moniteur* où était enregistré cet arrêt de mort politique, s'était pressé, à tout hasard, de le faire parvenir à sa cour, et en même temps le ministère britannique avait ordonné à sir Sydney-Smith d'escorter la famille royale, si elle se déterminait à quitter le Portugal.

Réveillé de sa longue sécurité par ce coup de foudre, le prince régent regrette vivement de n'avoir pas accueilli les conseils de don Rodrigue de Souza et du comte de Linarès, qui s'étaient sans cesse prononcés en faveur d'une défense vigoureuse, persuadés que des paysans armés eussent suffi pour anéantir des bandes éparses de faibles et malheureux soldats exténués,

* Décret du 11 novembre.

dépourvus de vivres, presque sans munitions, ensevelis dans la boue, roulant dans des précipices et appelant l'ennemi de tous leurs vœux pour périr du moins glorieusement. Si donc deux mille hommes seulement avaient garni les montagnes de Tolbadoz, l'armée française eût été arrêtée et peut-être perdue sans ressources. Il en eût peut-être été de même sur le Zézère, dont la rive droite, garnie de redoutes et de batteries, aurait rendu le passage impossible. Mais le prince, eût-il été capable d'une telle détermination, s'était ôté les moyens de l'exécuter ; car, pour satisfaire les vœux de Napoléon, il avait dirigé toutes ses troupes vers la côte, afin de s'y opposer à toutes les tentatives que pourraient faire les amiraux anglais.

Pour seule et dernière ressource le prince régent envoya M. Barreto pour entamer des négociations avec Junot, qui s'était déjà refusé à la demande faite par José Oliavilza de suspendre sa marche afin de traiter de la paix. Le général français se contenta de le charger d'engager le prince à l'attendre et redoubla d'ardeur pour arriver à Lisbonne ; aussi n'atteignit-il Sacavem *, ville distante de deux petites lieues de la capitale,

* Le 29 novembre.

qu'avec une centaine d'hommes, en se plaignant qu'on eût voulu armer contre lui les paysans, chose qu'on eût dû faire et que pourtant on ne fit pas. Ce fut là qu'il apprit l'embarquement du prince régent; la mission de M. Barreto ne sembla plus avoir pour objet que de lui procurer le temps de l'effectuer.

Ce n'était cependant pas sans peine qu'on l'y avait décidé; lord Strangford l'en sollicita longtemps en vain, depuis même que le décret du 11 novembre lui eut été connu, et le ministre anglais s'était déjà réfugié sur l'escadre britannique quand Sidney-Smith, qui commandait la station, menaça le prince de commencer les hostilités s'il ne s'embarquait pas avec toute sa cour. Cet acte de vigueur vainquit sa stupide irrésolution. Il publia donc « qu'après avoir fait inu-« tilement tous ses efforts pour conserver la neu-« tralité et sacrifié ses trésors pour atteindre ce « but; ayant, au préjudice de ses sujets, fermé « ses ports à un ancien et fidèle allié; voyant s'a-« vancer les troupes de Sa Majesté l'empereur des « Français; considérant l'impossibilité d'une dé-« fense; voulant éviter l'effusion du sang humain, « sans l'espoir d'un résultat utile, et croyant « que ses fidèles vassaux souffriraient moins s'il « s'absentait du royaume, il s'était, pour leur

« avantage, déterminé à passer en Amérique et à « s'établir à Rio-Janeiro jusqu'à la paix géné- « rale ; mais que ne voulant pas laisser le pays « sans gouvernement, il nommait pour la durée « de son absence une régence présidée par le « marquis d'Abrantès et composée du lieute- « nant-général François de Cunha de Menzès, « du principal Castro régidor de justice, de Perro « de Melha Bregnez et du lieutenant-général Fran- « çois-Janvier de Norounha; puis, comme sup- « pléant, le marquis d'Olhao, et pour secrétaires « don Antoine Sulter de Mendoza, et don Mi- « guel de Pereira Forjaz. » A cette proclamation, donnée au palais de Notre-Dame-d'Andujar le 26 novembre, était jointe une instruction qui prescrivait à ces régens du royaume de prêter entre les mains du patriarche le serment de maintenir les lois, de conserver aux nationaux leurs priviléges, de défendre les personnes et les propriétés, d'assurer la paix au pays, de bien accueillir les troupes de l'empereur des Français, de les garantir de toute insulte et de vivre en bonne intelligence avec elles.

Le prince régent, croyant avoir ainsi pourvu à tout, partit le 27, emportant avec lui le trésor, l'argenterie, les effets les plus précieux, tant de lui que de ceux qui le suivaient. Son embarquement eut

lieu au quai de Belem, sans autre escorte que l'intérêt général, sans autres cris que ceux de la douleur publique ; tous les vœux, tous les regrets, toutes les espérances accompagnèrent la famille royale émigrante. Ce départ affligeait un peuple fidèle, doublement inquiet et de l'arrivée des Français et de la présence d'une flotte russe ; car l'amiral Siniavin, qui la commandait, obéissait à un monarque allié de Napoléon.

Siniavin, échappé aux escadres anglaises de la Méditerranée et à celles de blocus des côtes de l'Océan, s'était en effet réfugié dans le Tage avec neuf vaisseaux de ligne et deux frégates.

Cette émigration du prince régent, dont la présence à Lisbonne n'eût pu sauver le royaume, et qui, par ce départ, lui conservait du moins ses colonies que les Anglais eussent occupées ou rendues indépendantes, ne fut connue du général français qu'à Sacavem, où il reçut des députations de la régence, du conseil de la ville et du commerce, qui lui apprirent l'embarquement de la famille royale. Les députés de la régence lui ayant en outre peint comme redoutable la fermentation publique, il les en déclara responsables et les chargea d'une proclamation dans laquelle il annonçait les *bonnes dispositions* de l'empereur pour la nation portugaise.

Junot, ayant enfin rassemblé quinze à seize cents hommes d'infanterie et une trentaine de cavaliers portugais de service à Sacavem, se hâta d'arriver au but de sa pénible course; ce fut à la tête de cette faible troupe qu'il y entra, pour y attendre son armée, qui ne formait qu'une longue procession de corps et d'hommes isolés, depuis la frontière du Portugal jusqu'à sa capitale.

Un vent peu favorable retenait encore en vue la flotte royale* quand, le 30 novembre, Junot parvint à Lisbonne; mais ce même jour, le vent ayant changé, elle mit à la voile. Le général français, furieux de manquer ainsi sa proie et apercevant un bâtiment retardataire qui s'éloignait à toutes voiles, courut à la tour de Belem et y chargea lui-même une pièce de canon qui fut pointée contre ce navire; dernière et honteuse insulte au prince qui l'avait si bien traité durant son ambassade.

Cependant l'arrivée d'une troupe si faible et si délabrée fit succéder dans l'ame des habitans de Lisbonne une méprisante pitié aux craintes exagérées qu'avaient inspirées son approche, et la situation des Français aurait été des plus dangereuses si le gouvernement, pour se conformer

* Voyez la pièce justificative C.

aux instructions du régent, n'eût chargé le comte de Novion, chef de la garde de police, de veiller à leur sûreté.

Novion, issu d'une ancienne et honorable famille de robe, membre du côté droit de l'assemblée constituante, était du petit nombre de ces émigrés qui eussent voulu le bouleversement de leur patrie et le supplice de tous les révolutionnaires. Venu à Lisbonne pour y chercher fortune, sa haine prononcée contre la France le fit placer à la tête de cette troupe de surveillance fondée et organisée par don Rodrigue de Souza. Cet homme avait été déjà séduit par Junot lors de son ambassade, comme le [illegible] aussi le marquis d'Alora et quelques autres portugais; et devenu ainsi protecteur de ceux-là même qu'il eût précédemment immolés. Ce fut par ses soins que la garnison de Lisbonne, très peu considérable, mais suffisante pour enlever Junot et ce qui l'entourait, demeura consignée dans ses casernes jusqu'au moment où le général eut un assez grand nombre de soldats pour leur faire occuper tous les postes nécessaires à sa propre sûreté.

Cette situation très critique dura près de quinze jours, pendant lesquels l'armée française ne dut son salut qu'à la fidélité de la régence pour les ordres qu'elle avait reçus du prince, sa victime.

Cette régence était respectée du peuple et cela seul le maintenait dans le calme, malgré l'indignation dont il était animé ; aussi Junot ne se départait-il pas encore de la modération qu'il avait d'abord annoncée.

Cependant les troupes françaises arrivaient successivement ; c'était une longue file de soldats maigres, estropiés, affamés, déguenillés, marchant par petits groupes, quelquefois isolément ; et quand ils furent réunis, on fit évacuer aux Portugais les postes et ports du Tage ; des garnisons françaises les y remplacèrent. On caserna les soldats dans les couvens, et on leur fit occuper les trois stations de Santarem, Abrantès et Almeida, tandis que Setubal, Elvas, Valença, San-Iago et Porto étaient occupés par des corps espagnols ; puis Junot, levant le masque dont il avait cru devoir se couvrir, passa le 13 décembre une revue durant laquelle l'étendard portugais fut remplacé sur la forteresse maure par le drapeau tricolore.

Cet acte inattendu et si humiliant pour la nation portugaise produisit dans tous les esprits une vive fermentation, sans exciter néanmoins une lutte sérieuse, Junot continuant à laisser exercer l'action des lois au nom du souverain légitime et cachant avec soin les stipulations du traité de Fon-

tainebleau, ainsi que la nature de ses propres instructions. Quant aux articles secrets du traité de Tilsitt, ils étaient connus ou soupçonnés seulement du petit nombre des hommes placés au premier rang dans l'État, et dont la prudence s'efforçait d'y maintenir l'ordre. Cependant, si l'on parvenait à éviter des troubles, il était presque impossible d'éviter les plus funestes désordres dans l'administration. La rapacité des généraux et employés français croissait chaque jour en dépit de la pénurie du trésor; mais nous devons faire exception en faveur de l'honorable conduite de M. Hermann administrateur des finances; de MM. de Vaublanc et Pépin de Belle-Isle, ainsi que des généraux Latour-Maubourg et Travot, qui méritèrent l'estime publique. Plût à Dieu que leur noble exemple eût été généralement suivi! Junot, quoiqu'un traitement de six cent mille francs lui eût été assigné, n'en exigeait pas moins douze cents crusades par mois pour sa table dont il faisait pourtant faire les frais à son hôte.

Il était difficile de satisfaire à tant de vexations odieuses et cupides, car les provinces avaient déjà cessé d'envoyer le montant de leurs tributs ; à peine même savait-on ce qui s'y passait. Mais le mécontentement qui s'y manifestait n'était pas inconnu dans la capitale, où ceux qui avaient fré-

quenté la maison de Junot ambassadeur, ne fréquentaient plus celle de Junot général, et le peuple couvrait de boue ses proclamations affichées. Après avoir long-temps hésité à s'emparer du pouvoir absolu qui lui était conféré par décret impérial, il acheva d'exaspérer les populations par la publication du décret du 23 novembre portant: (art. 1^er^) « Une contribution de guerre « de cent millions sera mise sur le Portugal pour « servir de *rachat aux propriétés particulières ;* « elle sera (art. 2) répartie par provinces et par « villes, selon les facultés de chacune. Tous « les biens de la reine, du régent et des princes « apanagés seront séquestrés ; il en sera de même « des biens de ceux qui les ont accompagnés, s'ils « ne sont pas rentrés le 15 février 1808; » modification illusoire, car leur rentrée à cette époque était physiquement impossible.

Une telle publication acheva de révolter les esprits. En résumé, cette expédition, à la fois extravagante et perfide dans son exécution, et tyrannique dans ses résultats, était aussi impolitique que coupable; son succès n'était nullement probable, et ce succès même devait, non-seulement faire éprouver aux armées de Napoléon un cuisant échec, mais allait, en favorisant l'émancipation de l'Amérique méridionale, porter à

l'Europe un coup funeste; car elle prépara les événemens qui devaient soustraire le nouveau continent à un joug devenu chaque jour plus pesant; elle fut conçue dans l'intention de frapper l'Angleterre et ne fut utile qu'à cette puissance. En résumé, cette grave erreur politique fut le fruit de l'indomptable entêtement à vouloir faire exécuter les décrets de Berlin et de Milan. Cet acte de colère irréfléchie fut donc la cause première des maux près de fondre sur Napoléon qui, à cette époque même, en accrut la masse par une nouvelle perfidie dont nous allons rendre compte.

Ainsi que l'invasion du Portugal, celle de l'Espagne avait été décidée à Tilsitt, aussi bien que le détrônement du prince qui y régnait; opération que devaient faciliter les troubles survenus dans la maison royale *. Napoléon venait de recevoir la lettre du prince des Asturies, rapportée ci-dessus, (lettre dont il nia et avoua successivement l'exis-

* On lit dans l'*Histoire de la guerre d'Espagne*, par le général Foy (tom. I, pag. 204), la phrase suivante: « Napoléon ne tarda pas à fournir aux Anglais un théâtre « de guerre disposé de façon que, mettant en campagne « moins de troupes que la France, nos rivaux purent en- « gager dans chaque bataille une force numérique supé- « rieure à la nôtre. » (*Note de l'éditeur.*)

tence, selon les intérêts de sa politique) quand il lui en parvint une de Charles IV, en date du 24 octobre, où le monarque, trompé par son épouse et son favori, érigeant en crime le projet non exécuté d'une noble et ferme démarche, se plaignait que son fils eût « formé le détestable complot de le « détrôner et d'attenter à la vie de sa mère; il « ajoutait que le complot devait être puni avec la « rigueur la plus exemplaire; que la loi qui l'ap- « pelait à la couronne devait être révoquée,» et finissait en priant Napoléon de l'aider de ses conseils. Ce même jour 24, le roi, à la tête de ses gardes, avait arrêté le prince des Asturies, qui fut retenu prisonnier, et l'on saisit ses papiers où se trouvait la minute du mémoire dont nous avons parlé. Le malheureux jeune homme avoua une démarche qu'il avait cru innocente, nomma ses conseillers, qu'on qualifia ses complices, demanda grace à son faible père, qui croyait se venger quand il n'était que l'instrument aveugle du prince de la Paix, et d'une épouse immolant par un genre de monstruosité sans exemple les lois de la nature aux fureurs de la plus honteuse passion.

Le crime prétendu, qu'on ne put forcer le prince à avouer en présence du conseil de Castille et dont l'absurdité fut prouvée par Cabal-

lero, ministre de grace et de justice, n'en fut pas moins notifié au public, et Godoï, n'ayant pu obtenir sa condamnation des juges chargés d'instruire le procès, feignit de s'intéresser en sa faveur. Mais espérant déshériter celui qu'il n'avait pu faire périr, il le força, dans l'intérêt de ses amis et pour les sauver, à demander sa grace quand c'était justice qu'on lui devait. Le roi avait été irrité du projet de son fils d'épouser une princesse de la famille de Napoléon; et pourtant il fit la même demande pour le prince dans les premiers jours de décembre 1807 : Napoléon répondit qu'il y consentait. Cependant l'instruction ayant dévoilé les relations de l'ambassadeur de France Beauharnais avec Escoïquiz, et l'intérêt qu'il manifestait au nom de son maître pour le sort du prince, l'empereur dont les idées politiques changeaient probablement de cours, en fut irrité contre son ministre qui dès lors devint étranger à toutes ouvertures confidentielles relativement aux plans qu'il méditait et commençait déjà à effectuer.

Par le sixième article de la convention additionnelle du traité de Fontainebleau, il avait été stipulé qu'un corps de quarante mille hommes serait rassemblé à Bayonne pour marcher *sur le Portugal,* si les Anglais y *envoyaient des secours* et

quand les parties contractantes seraient d'*accord à cet effet*. Cependant, sans cet *accord* préalable, sans en donner avis au cabinet de Madrid, deux corps d'armée, forts ensemble de cinquante-trois mille hommes, au lieu de quarante mille, sous les ordres du général Dupont et du maréchal Moncey, se portèrent, le premier sur Salamanque, le second sur Burgos. En même temps Duhem, à la tête de douze mille hommes, marcha sur la Catalogne. Cette force de soixante-cinq mille hommes, reçue comme amie, s'empara des forteresses de Saint-Sébastien, Pampelune, Rose, Figueras et Barcelone, en ne demandant que le passage et en en chassant les garnisons espagnoles. C'est ainsi qu'en employant soit la ruse, soit la séduction ou l'audace, les Français se rendirent maîtres de tous les points de défense du nord de l'Espagne et couvrirent par leurs positions tous les débouchés des Pyrénées; alors, et vers le milieu de février 1808, ils firent pénétrer successivement dans ce royaume de nouvelles troupes et en formèrent un corps de vingt-cinq mille hommes dont le commandement fut confié au maréchal Bessière.

Napoléon cherchait cependant encore à voiler ses vues ultérieures et à tromper le prince de Masserano, ambassadeur d'Espagne, prétendant

que la marche de ces troupes avait pour objet de s'emparer de Gibraltar et d'explorer les côtes de Barbarie. Sous ce prétexte des officiers de génie parcouraient les provinces d'Espagne où ils examinaient la direction des routes, le cours des rivières, les positions militaires à occuper et les ressources que le pays pouvait fournir, tandis que des agens secrets cherchaient à faire à la France des partisans par les plus brillantes promesses. Cependant les places du Nord avaient été livrées et à presque toutes les demandes d'instructions faites par ceux qui y commandaient, le prince de la Paix avait répondu : «*Recevez bien les Français ; ce sont nos alliés ; ils ne viennent chez nous qu'en amis.* Mais tant de jongleries ne pouvant éternellement durer, l'empereur des Français se décida enfin à faire signifier au roi d'Espagne, par le traître Izquierdo, que, dans l'intérêt de la France, cession devait lui être faite des provinces situées entre l'Ebre et les Pyrénées; « Sa Majesté espérait que le cabinet espa- « gnol acquiescerait à sa proposition et offrait en « compensation la totalité du Portugal. »

Tandis que cette demande était faite les troupes françaises avançaient toujours. Godoï vit enfin qu'il avait été pris pour dupe; mais quelles ressources lui restait-il, quand la presque tota-

lité des troupes de l'armée espagnole se trouvait soit au nord de l'Allemagne, soit à l'ouest de la Péninsule et sous les ordres d'un général français ; que les principales forteresses étaient prises, que près de cent mille hommes inondaient les provinces et que, de plus, le trésor se trouvait vide et le gouvernement désuni? Le message d'Izquierdo ouvrait enfin des yeux trop long-temps fermés sur les dangers de l'Etat et les illusions d'une ambition coupable ; mais cela ne faisait qu'ajouter aux embarras sans y porter remède.

Napoléon n'avait jamais voulu répondre sur les relations qu'on lui supposait avec le prince des Asturies. Champagny dit même par ses ordres, à Izquierdo, que Sa Majesté n'avait vu ni reçu aucune *lettre* de ce prince, et lui répéta dans une dernière entrevue : « *L'empereur n'a jamais reçu* « *de lettre de lui.* » C'est cependant cette même lettre, déjà citée, dont il parla dans la sienne à Ferdinand, en date du 16 avril 1808, qu'il lui reprocha comme un crime dans l'effroyable scène qui eut lieu à Bayonne et qu'il fit plus tard imprimer dans le *Moniteur*, sous la date du 11 octobre 1807. Tout était donc duplicité dans ses relations avec ceux auxquels il semblait accorder le plus de confiance! Que devaient con-

séquemment en attendre ceux qu'il regardait comme ses rivaux ou ses ennemis?

Le vieux roi, la reine et leur ministre commencèrent à comprendre que le projet de Napoléon était de les détrôner; que sa choquante proposition pourrait n'avoir eu pour objet que de provoquer un refus et s'en faire un prétexte d'agir ouvertement en ennemi. Que résoudre? La résistance était impossible, et d'une réponse indispensable devait résulter le sort du royaume. L'on pensa un moment à se retirer en Amérique, projet qui avait été déjà conçu lors de la paix de Badajoz; mais en aurait-on le temps et les moyens? Serait-il aussi facile de fuir de l'Espagne que du Portugal?

Sur ces entrefaites un chambellan de Napoléon vint annoncer que ce prince était résolu à visiter la Péninsule et à faire personnellement connaissance avec son auguste allié, afin de traiter avec lui, sans le concours de ses ministres, relativement aux intérêts du Portugal et de l'Espagne. Cette notification était accompagnée de riches présens. Plus effrayé que jamais, Charles IV fit répondre par son ministre au message d'Izquierdo que Sa Majesté Catholique consentait à la cession des provinces situées au-delà de l'Ébre et

s'en rapportait à la générosité de l'empereur sur les indemnités dues pour de tels sacrifices.

Quoique Champagny eût succédé à M. de Talleyrand dans le ministère des relations extérieures, celui-ci, à qui était dû le projet de l'invasion de l'Espagne, fut adjoint à Duroc dans les négociations y relatives, postérieures au traité de Fontainebleau, et dont Izquierdo rendit compte dans un rapport adressé uniquement au prince de la Paix. Il y disait que M. de Talleyrand et Duroc lui avaient proposé quatre moyens d'accommodement : 1° commerce réciproquement libre et exclusif pour la France et l'Espagne dans les colonies espagnoles et françaises; 2° le Portugal, donné à Sa Majesté Catholique, en compensation de ses provinces du nord, ou une route militaire à travers l'Espagne pour communiquer de la France en Portugal; 3° réglement définitif relativement à la succession à la couronne d'Espagne; 4° traité offensif et défensif, en stipulant le nombre de troupes que chaque nation devrait fournir en cas de guerre.

L'adoption de ces moyens d'accommodement aurait détruit tout espoir de paix avec l'Angleterre, à moins que cette puissance n'eût été complètement abattue; sinon elle n'eût jamais consenti à des priviléges exclusifs de commerce qui

auraient pu nuire au sien. Puis l'échange des provinces du nord et du Portugal aurait eu le double inconvénient d'enlever à la reine détrônée les indemnités stipulées pour elle dans le traité du 27 octobre, et de mécontenter les provinces du nord, qui ne souffriraient pas qu'on les privât de leurs priviléges. L'article relatif à la succession n'était fondé que sur des calomnies; enfin, l'alliance offensive et défensive proposée aurait réduit l'Espagne au rôle des princes de la Confédération du Rhin, tribut onéreux, soumission complète, voilée d'un titre spécieux. D'un autre côté, on évitait de se prononcer sur le titre d'*empereur des Amériques*, que le roi voulait prendre, et sur une alliance de famille qu'on renvoyait à une convention séparée; l'on exigeait qu'il prît une prompte décision sur les bases proposées, et s'abstînt, jusqu'à leur acceptation, de tout mouvement hostile, quoique les troupes françaises dussent toujours s'avancer en Espagne.

Quelque rigoureuses que fussent ces ouvertures, elles cachaient cependant des projets plus funestes encore; car, dès le 14 mars, c'est-à-dire dix jours avant que ces propositions eussent été faites et avant qu'on prévît les événemens qui allaient avoir lieu, le général Murat, devenu grand-duc de Berg, et chargé du commandement

en chef de l'armée d'invasion, Murat, dont les instructions devaient être antérieures aux ordres qu'il donnait, écrivit de Burgos au général Dupont de se porter rapidement à l'embranchement des deux routes *de Ségovie et de Saint-Ildefonse;* d'empêcher, sous prétexte *d'économiser les ressources du pays,* les troupes espagnoles de se diriger *sur Madrid;* de faire toujours *accroire que les armées de l'empereur se portaient sur Cadix et Gibraltar; d'envoyer à Burgos, Vittoria ou Bayonne, tous les individus* qui se présenteraient à lui, *fût-ce le prince de la Paix et même le prince des Asturies.* Le sort de l'Espagne, la captivité du jeune prince étaient donc décidés, et la négociation n'avait pour but que d'abuser la cour de Madrid jusqu'au jour désigné pour sa chute.

Mais une grande catastrophe, imprévue tant en France qu'en Espagne, était venue changer les combinaisons de l'empereur des Français. Les ouvertures ci-dessus rapportées lui étaient postérieures; si elles l'eussent précédé, certes, ce rapport, daté du 14 mars, eût dû suffire pour déterminer la famille royale à chercher un asile au-delà des mers, dans le cas où elle n'aurait pas déjà conçu ce projet, que de graves événemens l'empêchèrent d'exécuter.

Le départ pour le Mexique, en se retirant par

Séville et Cadix, pour s'embarquer dans ce port, était devenu l'idée fixe du prince de la Paix, depuis qu'il avait vu s'évanouir les illusions de sa coupable ambition. Le ministre des finances Soler était seul dans le secret de cette résolution tardive et désespérée. Quelque soin que l'on eût mis à la cacher, elle fut ou connue ou soupçonnée ; Caballero, ministre de grace et de justice, la combattit et parvint à y faire renoncer; mais le prince de la Paix, généralissime de terre et de mer, ayant disposé du petit nombre de troupes encore disponibles pour faciliter la retraite et protéger l'embarquement de la famille royale, ces mesures militaires éveillèrent plus que jamais les craintes du public, déjà provoquées par l'invasion des troupes françaises. Ce qui ajoutait à l'inquiétude générale, c'était la masse des troupes réunies à Aranjuez, où se trouvait la cour, et qui se composait non-seulement de toutes les gardes, mais des régimens rappelés de Portugal, ainsi que la manière dont elles étaient échelonnées de cette résidence à Cadix, où l'ordre avait été expédié d'équiper en hâte des vaisseaux de guerre.

De telles mesures irritèrent les esprits; Madrid craignait de voir s'éloigner, avec la cour, des consommateurs dont le commerce de cette ville ti-

rait sa prospérité. La fermentation s'étendit de la capitale aux provinces adjacentes; les adhérens de Ferdinand la nourrissaient en intéressant le peuple au sort du jeune prince et en déblatérant contre Godoï, à qui l'on reprochait, outre ses torts réels, des crimes dont peut-être il était innocent. La fidélité espagnole, qui avait pu supporter la tyrannie d'un favori généralement haï, se révolta contre lui en le voyant traître au roi et à sa patrie. Pour la première fois on raisonnait sur les intentions, sur la marche, sur les actes du gouvernement, et c'était avec une fureur croissante d'heure en heure. Cette fureur se faisait principalement remarquer parmi les habitans si nombreux et si irascibles de la Manche, province voisine d'Aranjuez; tous les ennemis de la cour semblaient s'entendre pour en surveiller les mouvemens, ainsi que ceux des soldats qu'elle avait rassemblés. La foule s'amoncelait déjà dans les cours et les jardins du palais; le danger était pressant; on résolut donc de faire, dans la nuit du 17, partir la famille royale, seule, sans gardes et sans bruit. Ferdinand en fut instruit et déclara que, quant à lui, il ne partirait pas. Cette double détermination fut bientôt connue; des confidences intéressées ou indiscrètes la confirmèrent. A cette nouvelle, qui circule avec rapi-

dité, des rassemblemens ont lieu dans les rues, dans les jardins du palais, jusque dans les cours; tous les passages sont fermés; une voiture du prince de la Paix, déjà attelée, excite la fureur du peuple qui enfonce la maison de ce favori. Le roi effrayé annonce, du haut de son balcon, qu'il ne partira pas; tout se calme. Charles IV écrit le 18 à Napoléon que son ministre s'est démis de toutes ses charges et qu'il prend lui-même le commandement de ses armées; nouvelle preuve de sa fidélité dans ses engagemens avec la France.

Mais le peuple une fois mis en mouvement ne rentre pas facilement dans l'ordre; aussi ne cesse-t-il de donner de vives inquiétudes. La cour sonde l'esprit des troupes, pour s'assurer si elles repousseront l'insulte par la force; elles s'y refusent et disent que le prince des Asturies peut seul en imposer à la multitude. On l'appelle; il arrive, proteste être étranger aux troubles, mais promet d'user de l'influence qu'on lui suppose et de tout faire pour la sûreté de ses parens. Cependant Godoï, que l'on croyait échappé et qui n'était que soigneusement caché, pressé par une soif dévorante, veut séduire à prix d'or ceux qui gardent sa demeure; il est pris, maltraité, blessé, menacé des plus horribles tortures; à la prière du prince il est arraché des mains de ses

bourreaux, qui ne le lâchent qu'en le voyant conduire en prison et sous la promesse que son procès sera fait.

Salué roi dans sa route, le prince, à son retour près de son père, le trouve entouré de toute sa cour qui le conjure d'abdiquer; Marie-Louise elle-même, qui sacrifie tout autre intérêt à l'espoir de sauver ce qu'elle idolâtre, ne s'oppose point à cette résolution, faite et signée le 19 mars. Charles IV rend compte de cet acte, le 20, dans une lettre à Napoléon, où, prétextant l'état de sa santé et le besoin d'aller chercher un climat plus doux, il dit avoir abdiqué, *pour le bonheur du peuple, en faveur de son fils bien-aimé, certain des soins qu'il se donnera pour resserrer de plus en plus les liens des deux états.*

Ces événemens d'Aranjuez semblèrent un moment avoir déconcerté l'empereur des Français qui voyait le succès de ses premiers plans compromis; mais sans dévier de son but, il changea de route pour l'atteindre. Murat, qui avait son secret, voulut ruiner ce que le vœu public avait fait, ce que Charles IV avait consacré de bonne foi par son abdication, ce que ce monarque était loin de vouloir infirmer par une protestation; c'était cependant là qu'on voulait l'amener. Il savait fort bien que Ferdinand VII n'avait été pour rien dans

le mouvement populaire d'Aranjuez; sa première lettre à Napoléon avait été l'expression de sa véritable pensée. Quand son fils vint avec respect lui annoncer son départ pour Madrid, il le bénit, l'embrassa, le suivit de l'œil en versant des larmes; mais Murat, par ses agens, réchauffant les fureurs de la reine, et effrayant le roi par la révélation calomnieuse du complot contre sa personne, parvint à en arracher une protestation qu'il data faussement du 21, surlendemain de son abdication, et lui dicta cette lettre à l'empereur, datée faussement aussi du 27 mars, où il annonçait « vouloir se jeter dans les bras d'un « grand monarque, d'un grand homme, qui « s'était toujours montré son ami, s'en remettant « à tout ce qu'il voudrait décider sur son sort, « celui de la reine et du prince de la Paix, et se « confiant entièrement au cœur et à l'amitié de « Sa Majesté Impériale et Royale. »

Cette lettre rendait Napoléon l'unique arbitre des démêlés entre le père et le fils, et le maître par conséquent des destinées de l'Espagne, d'autant que ses troupes en occupaient non-seulement les provinces septentrionales, mais les entours même de la capitale, dont Murat s'était rapidement approché. Il se flatta de terminer paisiblement par sa politique ce qu'il hé-

sitait à exécuter par ses armes, au sein d'une nation valeureuse, ivre de joie d'être délivrée de Godoï et de posséder un prince investi de la confiance publique. En effet, Ferdinand VII avait été proclamé avec des cris unanimes d'espérance et d'amour. Quant à Godoï, il gardait dans sa prison une imperturbable assurance, provenant de ses relations intimes avec Murat, dont l'insatiable ambition convoitait le trône d'Espagne et qu'il regardait comme intéressé à le protéger. Ils ignoraient l'un et l'autre les intentions définitives de l'empereur, qui avaient été d'abord de marier à Ferdinand la fille de Lucien, qu'il aurait fait roi de Portugal.

Lucien, réconcilié à ce prix avec son frère, s'était même avancé jusqu'à Chambéri, où il reçut l'ordre de retourner à Rome, les événemens d'Aranjuez ayant agrandi et changé les vues de Napoléon relativement à l'Espagne.

Murat, qui s'était empressé de voler à Madrid, était naturellement l'ennemi de Ferdinand, qu'il regardait comme le détenteur de sa propre couronne, et il fut vivement imploré par la reine en faveur du prince de la Paix, son *unique et innocent ami* *. Elle ne demandait que le *simple né-*

* Note de la main de Marie-Louise.

cessaire, de quoi vivre avec le roi et le prince de la Paix *; remerciant des *troupes qui lui avaient été envoyées*, et remettant tout entre les mains d'un *grand et généreux monarque*. La reine d'Étrurie en appelait à l'amitié du grand-duc de Berg pour le prince de la Paix **; Charles IV ajoutait que ce prince n'était persécuté que comme *ami de la France*, et que lui-même se rendait à Badajoz pour y attendre la reine.

Cette correspondance journalière, publiée par Napoléon pour déshonorer la famille royale, est d'autant plus suspecte, d'altération au moins, que dans ses mémoires, écrits avec une grande candeur, la reine d'Étrurie n'y montre jamais contre son frère l'animosité que cette correspondance lui suppose; elle l'y qualifie toujours du titre de roi, s'y loue de lui à la date même où des lettres prétendues signées par elle sont dégoûtantes de haine, elle qui d'ailleurs avait cherché à rapprocher et concilier Murat et Ferdinand. Quoi qu'il en soit, le grand-duc de Berg avait fait à Madrid une entrée qui contraria les espérances que Godoï en avait conçues; car rien dans sa conduite ne parut d'abord de nature à nuire au pouvoir du

* Autre note de la même main.

** Lettre du 22 mars.

nouveau roi qui, dans son entrée solennelle du lendemain, fut reçu aux vives acclamations du peuple. Murat cependant ne semblait point disposé à le reconnaître et ne se présenta pas même devant lui, se refusant à toutes négociations sur ce sujet avant d'avoir, disait-il, reçu les ordres de l'empereur.

Ferdinand commença son règne par des actes justes, utiles et bienfaisans. Il doutait peu de la prompte reconnaissance de son titre royal; il attendait même Napoléon, lui préparait des fêtes et l'assurait par lettres de son désir de vivre en bonne intelligence avec lui, tandis que Murat intriguait secrètement avec la cour déchue d'Aranjuez, quoiqu'il ne cessât de donner à Ferdinand VII l'espoir de l'arrivée prochaine et amicale de l'empereur. Dans cette persuasion, le jeune roi envoya sur la frontière des personnages marquans de sa cour, chargés de le recevoir, de lui rendre les plus grands honneurs et de lui demander la main d'une princesse de sa famille. L'infant don Carlos prit aussi la même route pour aller à sa rencontre.

Murat évitait avec soin de voir Ferdinand VII pour n'avoir ni à lui accorder ni à lui refuser le titre de majesté; mais Savary, envoyé alors à Madrid, ne montra à cet égard aucuns scrupules.

C'était un de ces hommes qu'on peut employer à tout sans qu'ils y répugnent, et désavouer de tout sans qu'ils s'en choquent. Nul ne convenait mieux que lui à la mission qu'on lui donnait; nul ne connaissait aussi bien les vues de Napoléon, les intrigues de M. de Talleyrand, et quoiqu'il ne fût porteur ni de pouvoirs écrits ni même d'une simple lettre, il n'en affirma pas moins que l'empereur des Français était disposé à reconnaître Ferdinand VII en qualité de roi, mais désirait préalablement savoir les intentions de ce prince à son égard. Le jeune monarque lui en donna pour preuve irrévocable sa demande en mariage d'une nièce de l'empereur; et Savary répliqua que son maître, déjà à Bayonne, arriverait dans peu à Madrid; grossier mensonge vanté comme de la finesse, et qui séduisit les fidèles entours de Ferdinand, entre autres Escoïquiz, l'Infantado et San-Carlos. Savary, jouissant de leur erreur, les pressa d'engager le roi à aller au-devant de Napoléon déjà en route, protestant qu'une telle démarche lui semblerait flatteuse et le disposerait en faveur de celui qu'ils servaient. On se détermina donc à partir, au grand désespoir de Madrid et sur la foi du négociateur, qui affirmait que l'on rencontrerait l'empereur au plus tard à Burgos.

Ce voyage définitivement arrêté, Ferdinand, afin de légitimer ses droits, avait écrit à son père *, le priant de lui faire passer une lettre de félicitation pour l'empereur; mais la réponse à cette lettre, vaguement écrite, fut remise à Murat, qui conseilla de la supprimer. Ferdinand reçut donc un refus, et les inquiétudes qu'il en conçut ayant été communiquées à Savary, celui-ci répondit sur sa tête des favorables intentions de celui qu'il représentait. D'après une telle assurance le roi partit le 10 avril pour Burgos, après avoir remis les soins du gouvernement à une junte présidée par l'infant don Antonio, son oncle. Il ne trouva à son arrivée à Burgos ni l'empereur ni message de sa part; et par les instances les plus vives, les promesses les plus solennelles, Savary parvint à l'entraîner jusqu'à Vittoria, où était cantonnée une division française sous les ordres du général Verdier. Étonné que dans cette ville rien n'annonçât l'arrivée de l'empereur, il écrivit à ce monarque ** pour lui exposer qu'élevé au trône en vertu de l'abdication de son père, il n'attribuait qu'à un manque d'instructions positives de n'avoir reçu à cette occasion aucune fé-

* Lettre du 8 avril.

** Lettre du 14 avril 1808.

licitation de la part du grand-duc de Berg et de l'ambassadeur de France; qu'il n'avait cessé de témoigner sa fidélité à l'empereur, de fournir à ses troupes ce dont elles avaient besoin, et de marquer son désir de resserrer les liens des deux nations; qu'après avoir envoyé à sa rencontre, il s'était décidé à y venir lui-même. Savary, chargé de porter cette lettre à son maître déjà arrivé à Bayonne, ne partit qu'après avoir laissé le roi environné de ses espions, après être convenu avec le général Verdier qu'il cernerait Vittoria de toutes parts, qu'il surveillerait toutes les démarches des serviteurs de Ferdinand et ne négligerait aucun moyen pour l'empêcher de retourner à Madrid.

Cependant on commençait, dans cette petite cour déjà prisonnière, à concevoir quelques inquiétudes que la franchise imprévoyante du roi ne partageait pas encore. Maçanez et Vallejo, zélés et éclairés serviteurs du prince, écrivaient et motivaient de Bayonne leurs trop justes craintes sur le sort qui lui était réservé. Le jeune Hervaz, fils du marquis d'Alménara, quoique attaché à la mission de Savary qui l'avait laissé à Vittoria, et beau-frère de Duroc, autre séide de Napoléon, se rappelant qu'il était Espagnol et que sa famille avait été comblée de biens et d'honneurs

par la maison royale, s'empressa de dévoiler l'odieux mystère d'une conduite dont on ne faisait que s'étonner. Don Mariano-Luis Urquijo, cet ancien ministre dont nous avons parlé et qui fut persécuté à l'instigation de la France *, homme d'un esprit aussi pénétrant qu'il était simple dans ses mœurs et noble dans ses sentimens, chercha aussi à désabuser le monarque et ses entours de leur aveugle confiance en celui qui se plaisait à les tromper. Il avait étudié le caractère de Napoléon, suivi la marche de son gouvernement et vu clairement dans tous ses actes l'intention de chasser du trône la maison régnante. Les traités publics ou secrets, l'invasion des troupes françaises, les propositions successives et chaque jour plus ruineuses faites au cabinet de Madrid, la manière dont les événemens d'Aranjuez avaient été racontés dans le *Moniteur*, le roi amené par des promesses de plus en plus vaines jusqu'au sein des cantonnemens de l'armée, tout le confirmait dans la juste idée que le roi se trouvait déjà presque prisonnier, par suite d'une démarche qui d'ailleurs portait atteinte à la dignité

* Mort à Paris en 1817 et enterré au cimetière du Père La Chaise. (*Note de l'éditeur.*)

de sa couronne. On lui répondit par l'expression d'une entière confiance en la loyauté d'un héros qui ne voudrait pas, disait-on, se déshonorer aux yeux de l'univers; que l'Europe, que la France même en seraient révoltées; que l'énergie espagnole se réveillerait alors et en ferait justice. A ces phrases de roman il répliquait en y opposant l'histoire, la désunion des puissances européennes, leur rivalité, leur abattement, l'inaction probable de la Russie, l'enivrement de la France au récit des triomphes de celui qui la gouvernait. Il ajoutait que, quant à l'Espagne, sa résistance, en cas de nécessité même, entraînerait des malheurs inévitables, dont il serait impossible d'assigner le terme. Il proposait donc, et ne put l'obtenir, qu'une ambassade fût envoyée à Napoléon pour traiter avec lui, et que le roi s'échappât secrètement, promettant de lui en faciliter les moyens. Don Emmanuel Mazo-Correa, chef des douanes, offrit à cet effet le secours de deux mille de ses employés les plus intrépides; don Miguel Ricardo de Alava, officier de marine, proposa de faire évader le roi en habit de matelot; le duc de Mahon (Crillon) se faisait fort d'assurer sa fuite. L'on aima mieux attendre la réponse de Napoléon. Nous n'en donnerons ici

que les principaux traits* : « J'ai reçu la lettre « *de Votre Altesse Royale;* elle doit avoir ac- « quis la preuve de l'intérêt que je lui ai tou- « jours porté; elle me permettra de lui parler « avec *franchise et loyauté.* J'espérais porter mon « illustre ami à des réformes nécessaires. Les « événemens d'Aranjuez ont eu lieu. *Je ne suis pas* « *juge de ce qui s'est passé,* mais je sais qu'il est « dangereux d'accoutumer les peuples à se faire « justice eux-mêmes. Les peuples se vengent vo- « lontiers des hommages qu'ils nous rendent. « Comment faire le procès au prince de la Paix « sans le faire à la reine et au roi votre père? Que « le prince de la Paix soit exilé d'Espagne; je lui « offre un asile en France. Quant à l'abdication « de Charles IV, *si elle est de pur mouvement, je* « *reconnais Votre Altesse Royale comme roi d'Es-* « *pagne.* Je désire donc causer avec elle sur cet « objet; roi, elle saura combien les droits du « trône sont sacrés. *Votre Altesse Royale* connaît « ma pensée tout entière; elle voit que je flotte « entre diverses idées qui ont besoin d'être fixées; « elle peut être certaine que, dans tous les cas, « je me comporterai avec elle *comme envers le* « *roi son père.* Qu'elle croie à mon désir de tout

* Lettre de Napoléon datée du 16 avril.

« concilier et de trouver l'occasion de lui donner « des preuves de mon affection. »

Une pareille lettre, écrite avec tant d'embarras et d'obscurité, qui ne répondait ni à celle du roi ni aux promesses faites par Savary, aurait dû éclairer sur leur sort et le monarque et ses entours. A travers les nuages dont on y couvrait sa pensée perçaient clairement des intentions malfaisantes qui justifiaient les judicieux soupçons d'Urquijo et les révélations d'Hervaz. Le roi cependant avait été rassuré sur les craintes de ses conseillers par une phrase qui en faisait partie et que Napoléon s'est bien gardé de faire imprimer dans la publication des lettres adressées à la maison royale d'Espagne*; elle était ainsi conçue: « Le « mariage d'une princesse française avec Votre « Altesse Royale, dans mon opinion, s'accorde « avec les intérêts de mon peuple, et je le regarde « comme une circonstance qui m'unirait par de « nouveaux nœuds à une maison *dont j'ai eu à « me louer de toute manière* par la conduite « qu'elle a tenue depuis mon avénement au « trône. » Prenant ce passage de la lettre pour une garantie de sécurité, d'union intime et d'alliance, tant d'Etats que de familles, le roi écrivit

* *Moniteur* du 5 février 1810.

à la junte qu'il était satisfait des dispositions de l'empereur; mais Urquijo ne s'en empressa que plus de donner tous ces détails à don Grégorio de Cuesta, capitaine-général de la Vieille-Castille. Ferdinand écrivit aussi à l'empereur pour lui témoigner sa confiance et lui annoncer son arrivée prochaine à Bayonne. L'on a su depuis que, s'il ne se fût pas décidé à ce voyage, toutes les mesures étaient prises pour l'enlever durant la nuit et l'y conduire comme prisonnier. Cependant les habitans de Vittoria, désespérés de son départ, s'ameutèrent et coupèrent les traits de sa voiture au moment où il allait y monter. Il calma leurs craintes, persista dans sa résolution et prit, le 19, la route de France. A Irun nouvelle émeute, nouvelles offres de le faire échapper à ses geôliers, nouvelle détermination de se précipiter au-devant de sa destinée, quoique les avis qu'il recevait à chaque heure fussent des plus effrayans. Un vaisseau espagnol louvoyait dans la baie de Saint-Sébastien; il eût pu faciliter le salut du roi. La fidélité prévoyante l'en pressait; la fidélité abusée fut d'un avis contraire, et une confiance aveugle décida du sort de Ferdinand qui, le 20, fit son entrée à Bayonne. Il reçut aussitôt la visite de Napoléon avec lequel il dîna. Après être rentré dans son logement il lui fut notifié

par Savary que *la maison de Bourbon avait cessé de régner en Espagne et y était remplacée par celle de l'empereur; qu'il devait faire une renonciation au trône tant pour lui que pour les princes de sa famille.* A cette demande accablante et inattendue, il répondit que, *quelle que fût sa résolution personnelle, il ne pouvait disposer des droits de sa famille.* Cette demi-résistance engagea Napoléon à employer tous les moyens de séduction près des entours du prince; il les avait facilement trompés, mais ne put les corrompre. Escoïquiz résista à toutes les cajoleries de l'empereur, Cévallos à la logique de Champagny. En vain leur disait-on que le bonheur de la Péninsule était le vœu le plus cher de Napoléon; ces serviteurs si coupables d'imprévoyance, quoiqu'ils ne le fussent ni d'attachement ni de fidélité à leur roi, ne faisaient que rappeler combien l'empereur portait atteinte à sa propre gloire en détrônant un prince qui s'était jeté dans ses bras avec une aveugle confiance; objection sans valeur devant une ambition sans scrupules.

Mais une autre objection qui paraissait de nature à être accueillie dans l'intérêt d'une politique éclairée, c'est qu'une union intime avec Ferdinand VII devenait pour la France infiniment plus utile que l'usurpation de la couronne d'Es-

pagne; que cette union portait un coup fatal à l'Angleterre; que la vengeance des Espagnols, justement irrités, pourrait mettre en danger les troupes françaises déjà engagées dans la Péninsule; observations lumineuses et qui furent repoussées avec un orgueilleux dédain. Champagny n'y répondit que par la proposition de donner au prince des Asturies la main d'une princesse de la maison impériale et le royaume d'Étrurie. Escoïquiz l'eût acceptée; les autres conseillers du roi furent d'un avis différent, et don Pedro Labrador reçut par écrit l'ordre de demander si son maître était libre de retourner dans ses États, et, en supposant une réponse négative, de déclarer nul tout ce qui pourrait être fait à Bayonne, de refuser enfin le trône d'Étrurie comme étant la propriété d'un autre.

Champagny, dans son rapport à l'empereur sur cette infructueuse négociation, expose que l'Espagne est menacée d'anarchie par les intrigues de l'Angleterre. Après ce passeport banal, il conclut que le seul moyen de sauver ce royaume est de placer sur le trône de ce pays un prince de la maison impériale; puis, considérant l'union de la France et de l'Espagne comme nécessaire, et comme perfide la conduite tenue par cette dernière puissance, et d'ailleurs la mesure proposée

comme utile dans l'état de guerre avec la Grande-Bretagne, il pose en principe qu'une telle nécessité politique est autorisée par la justice, d'autant plus que le commerce français a éprouvé des vexations de la part des douaniers espagnols. Enfin il conclut que Charles IV ayant été violemment arraché de son trône, il appartient à l'empereur de décider entre le père et le fils; mais que Sa Majesté, ne pouvant ni reconnaître Ferdinand sans placer l'Espagne sous le joug du cabinet de Saint-James, ni rétablir Charles IV sans mécontenter la nation espagnole, elle doit, pour la sûreté de ses propres États, employer tous les moyens en son pouvoir pour soustraire ce royaume à l'Angleterre et à l'anarchie. Ces étranges raisonnemens ne furent point communiqués à Labrador; aussi les conférences avec le ministre étaient-elles vides, languissantes, sans résultats, et elles ne continuaient que dans l'intention de gagner du temps pour attendre l'arrivée du vieux roi et de son exécrable épouse, qui s'étaient empressés de se placer sous la protection des troupes françaises et du grand-duc de Berg.

Ferdinand, qui avait enfin cessé de s'abuser sur sa position, fit notifier, le 28 avril, par Cevallos, sa résolution de rentrer dans ses États. On ne répondit à cette note qu'en faisant ren-

forcer la garde qui l'entourait. Il tenta de correspondre avec l'Espagne et ses courriers furent arrêtés; aux plaintes de ses ministres on répondit que l'empereur ne reconnaissait point d'autre roi d'Espagne que Charles IV. Celui-ci et la reine, précédés du prince de la Paix, délivré de prison par Murat, arrivèrent le 30 à Bayonne, et dans une entrevue qui eut lieu le lendemain 1er mai, le père ordonna impérieusement à son fils de lui rendre sa couronne. Il ignorait encore que cette couronne était déjà secrètement destinée à un autre et que tout ce qui allait se passer ne serait qu'une jonglerie propre à tromper l'opinion sur ce qui était irrévocablement résolu. Ferdinand ne s'en doutait pas davantage; il répondit respectueusement à son père, en référa à ses conseillers, et après les avoir consultés il écrivit pour justifier sa conduite et déclarer sa ferme intention de lui restituer cette couronne à condition: 1° qu'ils retourneraient tous à Madrid; 2° que les Cortès seraient rassemblés ou du moins les tribunaux et les députés du royaume; 3° que sa renonciation et ses motifs leur seraient soumis; 4° que son père ne ramènerait en Espagne aucun de ceux qui étaient les objets de l'animadversion publique; 5° enfin que, si Sa Majesté ne voulait pas rentrer dans ses

États, lui Ferdinand les gouvernerait en son nom. « J'ai pour moi, disait-il en terminant, les lois, « la voix du peuple, l'amour de mes sujets; per- « sonne ne peut chercher leur prospérité avec « autant de zèle et s'y croire plus obligé que « moi. Après avoir fait une renonciation avec « ces restrictions, je comparaîtrai devant les Es- « pagnols pour leur faire voir que je préfère leur « conservation à la gloire de les commander, et « l'Europe me croira digne de commander des « peuples à la tranquillité desquels j'ai sacrifié ce « que les hommes ont de plus flatteur et de plus « séduisant. »

Charles IV demanda, sur la réponse à faire, des conseils à Napoléon, qui, ne cessant de dissimuler, lui envoya le modèle d'une lettre où le roi dit à son fils que l'Espagne ne peut être sauvée que par l'empereur; puis, après avoir exposé sa situation et sa conduite politique depuis la paix de Bâle, il lui reproche de s'être laissé égarer par la haine de sa première femme contre la France et d'avoir favorisé d'injustes ressentimens contre lui, sa mère et son ministre. Il déclare à Ferdinand qu'il aurait mérité de monter sur l'échafaud, mais qu'il se ressouvient encore qu'il est père. « Tandis que les troupes françaises « marchaient sur ma capitale et que je me pré-

« parais à y porter remède, vous avez, lui dit-il, « mis en rumeur tout mon palais, soulevé mes « gardes; votre père a été votre prisonnier, mon « premier ministre traîné de cachot en cachot. « J'ai eu recours à l'empereur des Français; tout « dépend de la médiation de ce grand prince. Il « connaît tous les outrages que j'ai reçus et il m'a « déclaré qu'il ne vous reconnaîtra jamais pour « roi. Dans cette situation mes droits sont clairs, « mes devoirs le sont davantage encore; en m'ar- « rachant la couronne, c'est la vôtre que vous « avez brisée. Je suis roi du droit de mon père; « je ne puis adhérer à aucune réunion d'assem- « blée; tout doit être fait pour le peuple et rien « par le peuple. » Cette lettre, du 2 mai, dictée par Napoléon et qui militait en faveur de la pensée qu'il voilait encore, ne décidait en rien les questions posées par le prince. Une réplique d'Escoïquiz, du 6 mai, la réfuta. Il reproduisit les mêmes propositions en s'élevant contre l'idée de placer sur le trône d'Espagne un parent de Napoléon sans l'approbation solennelle de la nation espagnole.

A cette époque la junte de Madrid venait d'envoyer au roi Ferdinand don Jose de Zayas et don Évariste Perès de Castro, pour demander à Sa Majesté: 1° qu'elle voulût bien l'autoriser à dé-

léguer des pouvoirs au dedans et au dehors ; 2° qu'elle décidât s'il fallait commencer les hostilités contre les Français ; 3° qu'elle daignât convoquer les Cortès. Le général Palafox fut chargé de répondre, au nom du roi, qu'étant prisonnier et ne pouvant exercer aucun pouvoir, la junte était autorisée à user de tous les droits de la souveraineté, à tenir ses séances au lieu qui lui semblerait le plus convenable, et à commencer les hostilités du moment où, de sa personne, il serait, par la force, transféré ailleurs. Par un décret il autorisait le conseil de Castille à convoquer les Cortès.

Mais Murat s'était déjà emparé du pouvoir, le premier mai, et avait exigé que le prince président de la junte, l'infant don Francisco et la reine d'Étrurie, partissent pour Bayonne, où les appelaient l'empereur, qui ne voulait pas laisser de chef à une opposition contre le vœu qu'il méditait, et le vieux roi, qui était toujours dupe de son perfide allié. Ne parlons point en ce moment des troubles occasionnés par cette mesure et qui furent étouffés par la force ; ils tiennent à l'ensemble des mouvemens insurrectionnels que nous aurons plus tard à exposer, et voyons, en dépit de ce sanglant orage, précurseur de plus horribles tempêtes, Napoléon poursuivre et hâter l'exécution de ses projets.

En effet, le 5 mai, un traité avait été signé par le général Duroc et le prince de la Paix au nom de Napoléon et du roi Charles ; par ce traité le vieux monarque cédait à l'empereur des Français le trône d'Espagne et des Indes, à condition de maintenir l'intégrité du royaume, de ne tolérer que la seule religion catholique, d'amnistier les gens compromis dans la rébellion d'Aranjuez, d'accorder un asile au roi, à la reine, à leur famille et au prince de la Paix ; de donner au roi, outre la jouissance du château de Compiègne, une rente de trente millions de réaux (sept millions cinq cent mille francs) sur la liste civile ; d'en conserver une de deux millions (cinq cent mille francs) à la reine si elle lui survivait, et une de un million six cent mille réaux (quatre cent mille francs) à chacun des autres membres de sa famille.

La fermentation qui commençait à régner en Espagne, et aux environs même de Madrid, avait fait hâter la conclusion de ce traité, dont les clauses, déjà si onéreuses pour la famille royale d'Espagne, ne furent cependant jamais strictement exécutées par Napoléon qui, après sa signature, se transporta chez Charles IV, où son fils fut appelé.

Là une scène sans exemple encore, et qui ne se renouvellera jamais, eut lieu entre les victimes de celui qui causa tous leurs maux et qui les con-

templait. Là un vieux roi menace son fils du supplice s'il ne prononce à l'instant une abdication qu'on prétend superflue et qu'au fond l'on juge nécessaire ; là une mère fascinée demande la tête de son fils et pousse l'oubli de toute pudeur jusqu'à déclarer hautement qu'il n'a de droit à la couronne que par elle seule et non par le roi ; double infamie dont l'unique motif est de venger les injures du misérable qu'elle rend ainsi un objet de honte et d'outrage pour son époux qui ne rougit pas de s'en rendre le protecteur. Ferdinand en est attéré ; il sort, écrit à l'empereur, le supplie de prendre sous sa protection lui et les siens ; il joint à sa lettre son abdication en faveur de son père et envoie copie du tout à don Antonio, dont il révoque les pouvoirs, croyant qu'il les exerce encore, quoique l'autorité soit déjà entre les mains de Murat; il ordonne de se soumettre aux ordres de son père dont il ignore l'abdication en faveur de l'empereur des Français; il prescrit enfin, et par-dessus tout, d'éviter les troubles dont le début lui est encore inconnu.

Charles IV, de son côté, adresse le 8 à la nation espagnole une proclamation dans laquelle il dit avoir donné à ses peuples une *nouvelle preuve de son amour pour eux, en cédant tous ses droits à*

son auguste ami l'empereur des Français. La réintronisation de Charles IV n'avait donc été notifiée à Madrid que comme préliminaire de cette inconcevable transaction, qui, le 10, fut suivie d'un traité signé, sous l'empire du glaive, par Escoïquiz et Duroc, où la double abdication était confirmée. Ce traité fut ratifié par le roi Ferdinand et les princes ses frères, le 13, à leur passage à Bordeaux pour se rendre à leur prison de Valençay, terre du prince de Talleyrand, devenu ainsi l'honorable geôlier de ceux dont il avait plus que tout autre contribué à faire envahir le royal héritage: un Montmorency-Laval se rendait en même temps le gardien du roi Charles IV. Le même traité accordait aux frères de Ferdinand un apanage héréditaire de quatre cent mille francs, outre la jouissance à vie de leurs commanderies en Espagne, et à Ferdinand une rente perpétuelle de quatre cent mille francs, reversible après lui aux Infans, ses frères et à leur postérité, indépendamment d'une rente viagère de 600,000 francs pour lui personnellement. Ce prince arriva avec ses frères, le 18, au lieu de leur exil, où ils furent soigneusement gardés par des troupes et environnés d'espions. Tels furent les résultats d'une confiance aveugle de la part d'un prince sans expérience, et d'un

aveuglement inconcevable de la part de ses conseillers ; mais si, dans cette catastrophe, son imprévoyance le condamne, sa candeur l'absout.

De tout temps le malheur fut sévèrement jugé ; il l'est surtout aujourd'hui avec une extrême rigueur, dès qu'il frappe un roi : il semble que ces hauts personnages, si long-temps placés au-dessus de la justice humaine, soient maintenant privés du droit de la réclamer. L'on a donc condamné la conduite tenue alors par Ferdinand VII, en faisant totalement abstraction de la situation où il se trouvait, de celle même où il avait été dès le moment de son entrée à Madrid. Murat, arrivé la veille dans cette capitale, commandait cinquante mille hommes liés par des postes intermédiaires aux divisions françaises qui couvraient le Nord et en occupaient les forteresses ; Ferdinand n'avait qu'environ quatre mille hommes. Madrid fourmillait de ses zélés partisans, mais ils étaient sans organisation militaire, sans ensemble, sans ordre, sans armes, sans chefs, incapables par conséquent de résister ou d'en imposer à des forces considérables bien organisées. Le roi ne pouvait appeler de nouvelles troupes, dont les mouvemens eussent fait naître de soupçonneuses inquiétudes ; il ne pouvait tenter de s'échapper, environné comme il l'était, d'espions,

dans son palais, dans son conseil même, et forcé de ne les point éloigner de sa personne sous peine de donner l'éveil à ses ennemis; puis, aurait-il pu effectuer cette résolution, toutes les issues de sa demeure étant gardées par les Français? Quelle retraite aurait-il choisi, dans le cas où il eût réussi à tromper leur surveillance, dans celui même où il n'aurait pas été arrêté par les corps nombreux qui cernaient Madrid? Avait-il une armée? le savait-il? où la trouver? quel espoir fonder sur elle? devait-on commencer la guerre sans moyens assurés de la soutenir? D'un autre côté on lui faisait de brillantes promesses, et il ne semblait y avoir pour lui de chemins libres que vers la France, de moyens de salut que dans les intérêts bien entendus d'un monarque auquel il voulait s'unir par une double alliance et qui lui faisait dire par Savary que *pas un village ne serait pris à l'Espagne.* Il s'abandonna donc à sa destinée, et ceux qui le blâment ne réfléchissent point assez que leur opinion à cet égard est la satire la plus sanglante du caractère et de la politique de Napoléon.

Napoléon lui-même, tout en se livrant à la plus lâche des perfidies, s'efforçait de distraire les esprits en satisfaisant les vanités de ses courtisans civils et militaires; aussi créa-t-il alors une noblesse

héréditaire*, complément de l'érection de ses fiefs impériaux; il institua des ducs, des comtes, des barons, des chevaliers, qui tous conçurent l'espérance de riches dotations, à l'instar de celles déjà conférées sur les domaines du Hanovre**; car l'Espagne semblait devoir ouvrir une nouvelle voie à la cupidité de ses satellites et à l'ambition de ceux qui accompagneraient à Madrid celui qu'on allait couronner. Le choix de Napoléon était déjà fait, et la junte assemblée par ses ordres, se conformant à sa pensée, parut librement lui demander l'intronisation de son frère Joseph ***.

Le 24 mai fut signalé par la réunion à la France des États de Toscane, Parme et Plaisance, ainsi que par une proclamation dans laquelle l'empereur disait aux Espagnols : « Votre nation pé-« rissait; j'ai vu vos maux, je vais y porter re-« mède. Votre grandeur, votre puissance font « partie de la mienne; vos princes m'ont cédé « leurs droits; je veux acquérir des droits à la re-« connaissance de votre postérité. Soyez pleins « d'espérance; je veux que vos derniers neveux « disent : Il fut le régénérateur de notre patrie****. »

* Le 11 mars 1808.

** Voyez la pièce justificative D.

*** Le 13 mai.

**** Une chose que l'on n'a peut-être pas assez remarquée,

Napoléon ne doutait pas du succès de ses vues sur l'Espagne. Jamais, dans les temps modernes, il n'avait été créé et conservé une armée aussi nombreuse et aussi formidable que la sienne ; elle se composait à la fin de 1807, de trois cent quatre-vingt-neuf mille hommes d'infanterie, soixante-dix mille chevaux, trente-deux mille Suisses, Allemands, Irlandais, Hanovriens; qua-

c'est la manière dont Napoléon parlait à Sainte-Hélène des affaires d'Espagne (*Mémorial*, tom. IV, in-12, pag. 233) : « On m'assaillait de reproches, a-t-il dit, on m'ac- « cusait de perfidie ; il n'y a rien de tout cela. Jamais je « ne manquai de foi dans les affaires d'Espagne. Je fus « étranger à toutes les intrigues ; je ne manquai de parole « ni à Charles IV ni à Ferdinand VII ; je n'employai pas de « mesure pour les attirer à Bayonne. Je pus juger leur in- « capacité ; je pris en pitié le sort d'un grand peuple ; je « saisis aux cheveux l'occasion unique que me présentait « la fortune. Mais loin d'y employer d'ignobles dé- « tours, si j'ai péché, c'est par une audacieuse franchise ; « Bayonne ne fut point un guet-à-pens, *mais un immense* « *coup d'état.* » Opposez à cela le traité de Tilsitt, l'aveu de Savary, les conversations avec Escoïquiz, la conduite de Murat, et de ce tas de mensonges il ne reste que l'indiscret aveu d'un *immense coup d'état*, qualifié *la trahison de Bayonne* par le général Foy qui en parle plus loin en ces termes : « L'iniquité révoltante dont sortit la « guerre d'Espagne...» (*Histoire de la guerre de la Péninsule*, tom. I, pag. 43.) (*Note de l'éditeur.*)

rante-six mille hommes au service de l'artillerie et du génie ; quatre-vingt-douze mille gendarmes, vétérans, gardes ou canonniers de côtes ; en tout six cent vingt mille hommes, sans compter les Espagnols relégués au Nord et quelques Portugais enrégimentés. Il disposait en outre de ses sujets ou alliés d'Italie, de Hollande, de Pologne, de Danemarck et de la Confédération du Rhin ; puis ses moyens de recrutement étaient immenses, par la conscription, les anticipations, les rappels et les gardes d'honneur, dont il renforçait subsidiairement ses armées ; enfin il pouvait faire des levées sous prétexte de réserves et les employer ensuite activement. Mais les marches forcées avaient deux inconvéniens majeurs : elles causaient des maladies, et empêchaient de les guérir dans les ambulances qui ne pouvaient suivre les mouvemens rapides des troupes ; aussi négligeait-on de les pourvoir des objets nécessaires aux besoins du soldat, dont la vie militaire ne pouvait plus guère se calculer qu'à deux ans ; c'était une perte et une recrue annuelle de trois cent mille hommes.

Il en était bien autrement de l'armée anglaise contre laquelle il allait avoir à lutter et dont il soupçonnait à peine l'existence. Au 1^er^ janvier 1808 elle avait sous les armes deux cent vingt-

neuf mille cinq cent quatre-vingt-seize hommes d'infanterie, cavalerie et artillerie ; soixante-dix-sept mille cent quatre-vingt-quatre de milice bien disciplinée ; deux cent quatre-vingt-dix-huit mille six cent soixante-neuf de volontaires ; vingt-deux mille cinq cents Allemands ; trente mille de troupes des Indes ; total six cent cinquante-sept mille neuf cent quarante-neuf hommes, dont trois cent mille étaient disponibles pour une guerre active contre la France. Nous aurons plus loin à parler du moral du soldat anglais * ; contentons-nous de dire ici que nulle armée n'était aussi bien disciplinée, armée, équipée, fournie que celle de la Grande-Bretagne, mais aussi qu'il n'y en avait pas de plus lourde dans ses mouvemens, quoiqu'elle ne traînât que deux pièces de canon par mille hommes, ce qui la rend peu susceptible de compléter une victoire ; mais aussi elle se fond moins vite qu'une armée française, vu les soins et les dépenses qu'on emploie à assurer ses subsistances, à ménager les troupes, à traiter les malades et les blessés que Napoléon négligeait comme des instrumens brisés.

* Voici ce que le général Foy dit des soldats anglais (*Guerre d'Espagne*, tom. I, pag. 207) : « Ils possèdent « une qualité la plus précieuse de toutes sur le champ de « bataille : le calme dans la colère. » (*Note de l'éditeur.*)

Ce que l'empereur des Français ignorait autant que la force et la nature de l'armée anglaise, c'était le caractère du peuple qu'il croyait soumis et trompé comme l'avaient été ses princes. Triomphateur des armées les plus renommées, dominateur d'une grande partie du continent, redouté des plus puissans monarques, comment se serait-il figuré que des populations sans liens, sans ordres, sans chefs, assiégées de toutes parts par ses troupes, si long-temps victorieuses, eussent même la pensée de leur résister? Aussi quand l'écrit de don Pédro Cevallos eut paru*, le gouvernement impérial, pour en atténuer l'effet, qui en Europe fut immense, fit-il répandre un libelle, prétendu traduit du portugais, où ses ennemis étaient flagellés d'injures calomniatrices. On y lisait: « Il « ne faut pas beaucoup de sagacité pour prédire « que le génie de Napoléon triomphera comme « dans la coalition précédente, et il faut être at- « teint de démence pour se flatter de vaincre la « France. Les armées françaises ne peuvent désor- « mais rencontrer d'ennemis redoutables, ni sur « l'Ebre, ni sur le Tage, ni sur le Danube. L'aigle

* Intitulé: *Relation authentique des événemens arrivés en Espagne depuis le commencement des troubles d'Aranjuez jusqu'à la convocation de la junte de Bayonne.*

« française volera avec les ailes de la victoire des « Pyrénées aux colonnes d'Hercule ; elle se po- « serait sur les tours de Constantinople, si la « corruption britannique infestait le divan. L'ac- « complissement de cette prophétie est infailli- « ble. Quel guerrier a fait un usage aussi noble « de ses victoires? Quel homme a jamais prati- « qué de si éclatans actes de bienfaisance? L'a- « veugle crédulité attribue à la fortune incons- « tante des succès constans, sans réfléchir qu'ils « sont le résultat nécessaire de la force morale « que le génie du premier homme de notre siècle « a combinée avec la force physique de la pre- « mière nation du monde. Si cette réunion de « forces était vaincue par les efforts des *misé-* « *rables* qui ont la témérité de lutter contre elle, « ce serait un vrai miracle, car ils prouveraient « le renversement de toutes les lois de l'univers, « ce qui vraisemblablement n'arrivera pas de nos « jours! »

De tels pamphlets n'avaient pour but que d'abuser la crédule vanité de cette France à qui l'intronisation de Joseph Bonaparte ne préparait que des charges sans utilité pour elle, intronisation qui commençait à lui apparaître sous l'aspect d'un effroyable crime politique, et cette opinion

était partagée par la portion la plus saine des chefs de l'armée *.

Quant à cette usurpation si froidement conçue, exécutée à l'aide de tant de misérables ruses, usur-

* Voici comment le général Foy s'exprime à l'égard des Espagnols dans son Histoire des guerres de la Péninsule (tom. II, pag. 219) : « Il est (l'Espagnol) religieux, et « la religion en élevant les pensées de l'homme le rend « plus propre à cette abnégation de lui-même, à cette « exaltation morale, à ce sacrifice de tous les moments « dont la guerre offre chaque jour l'occasion. Calme et « rempli de principes de justice, il est subordonné par « nature, si l'ordre n'est pas absurde; il est susceptible « d'enthousiasme pour un chef habile; sa sobriété est « extrême, sa patience est à toute épreuve... La loyauté « est la base (tom. II, pag. 271) du caractère des Espa- « gnols; ils sont habituellement calmes, mais de ce « calme qui vient du silence, non de l'absence des pas- « sions : ils peuvent dissimuler, mais ils sont incapables « de feindre... Aucun peuple n'a (pag. 272) conservé à « leur égal le sentiment de la dignité de l'homme. » C'est ce même général qui, malgré son ardent libéralisme, écrivait encore (tom. I, pag. 182) : « La guerre de la « Vendée a revêtu d'une splendeur incomparable quel- « ques pages de notre histoire. On n'a vu nulle part « ailleurs tant de noble vaillance et une pareille unani- « mité de dévouement. » Tout genre d'héroïsme ravissait son admiration; tout ce qui était vil l'indignait! Honneur, cent fois honneur à ce grand et noble caractère ! (*Note de l'éditeur.*)

pation que l'Europe contemplait avec une curieuse inquiétude, et du succès de laquelle l'empereur ne formait aucun doute, nous avons dû, pour éclaircir la politique des cabinets à cette époque, en suivre et en tracer la marche avec autant de détail que de vérité. Nous avons dit le crime, nous en avons signalé la cause; nous en exposerons plus loin les résultats.

Situation politique de Napoléon. — Lettre sur le caractère des Espagnols.—Massacre de Madrid.—Embarras de la junte. — Son départ pour Bayonne.— Junte dans cette ville. — Constitution. — Affaire de Rio-Seco. — Désertion des députés de la junte de Bayonne. — Le conseil de Castille élude le serment. — Junte de Séville. — Assassinat de Solano. — Prise de l'escadre française par les Espagnols. — Massacre de plusieurs généraux. — Junte des Asturies. — Ses envoyés en Angleterre. —Rivalité des juntes.—Insurrection générale. —Capitulation de Baylen. —Evacuation de Madrid.— Négociation de Joseph. — Alliance de la Gallice et du Portugal.—Proclamation de Junot.—Envoi en France de troupes portugaises et d'une députation.— Contribution demandée. — Impossibilité de la payer. — Intrigues pour la couronne. — Déclaration du prince régent. — Timidité de l'Angleterre. — Expédition anglaise.—Forces de Junot.— Comparaison des troupes anglaises et françaises.— Affaire de Rolica. — Bataille de Viniero. — Capitulation dite de Cintra. — Capitulation de la flotte russe. — Dumouriez. — La princesse du Brésil. — L'Autriche. — La Prusse. — La Russie. — Méfiance du tzar. — Appel aux confédérés. — Plaintes de Bade. — Entrevue d'Erfurt. — Objets traités. — Lettre au roi d'Angleterre. — Négociation sans effet.—Projet d'union contre la France. — Rejeté par la Prusse et la Russie. — Retraite de la Romana. — Anarchie en Espagne. — Junte centrale. — Pardo.

— Napoléon reprend Madrid. — Négociation de Joseph. — Fuite de la junte centrale. — Retraite de sir John Moore. — Sa mort.

Aux succès militaires les plus éclatans de Napoléon, quoique déjà disputés dans le Nord, venaient de succéder, dans le Midi, ceux de sa politique ; car on ne pouvait nommer autrement l'invasion hasardeuse du Portugal, la surprise des places fortes de la frontière d'Espagne, l'occupation de Madrid et le détrônement d'une auguste maison, régnant depuis plus d'un siècle sur la plus vaste partie de la Péninsule. Était-ce ambition, haine contre l'Angleterre, besoin ou amour de la guerre qui entraînaient Napoléon dans cette criminelle usurpation? Ces divers motifs l'y portaient sans doute. Il voulait commander arbitrairement sur tout le continent, et il espérait ruiner sa rivale par la complète exécution du blocus continental. Aussi un décret impérial du 11 janvier déclarait : 1° que le tiers du produit des confiscations de marchandises anglaises serait accordé aux dénonciateurs ; 2° que les douaniers étaient autorisés à faire subir des interrogatoires à ceux dont on pourrait obtenir des indices sur les réfractaires ; 3° que tout fonctionnaire qui faciliterait la contrebande serait puni comme

coupable de *haute trahison.* C'était ainsi que la tyrannie appelait à son aide l'immoralité.

La guerre, que Napoléon aimait avec passion, était d'ailleurs un besoin réel pour lui; il fallait qu'il ajoutât sans cesse à ses conquêtes, au risque de finir par ruiner sa miraculeuse fortune ; c'était une des nécessités de sa fausse position politique. Cet ordre de choses, si pesant à l'Europe, pouvait seul lui donner le moyen de satisfaire l'ambition de ses généraux, d'assurer la fortune de ses adhérens, d'enrichir son trésor, que les revenus ordinaires de la France n'auraient pas suffisamment alimenté, d'étourdir l'opinion sur l'extension illimitée de son pouvoir, de faucher enfin une population dont l'accroissement, dans l'état de paix, serait peut-être devenu embarrassant ou même inquiétant pour lui.

Mais, pour voiler ses intentions, Napoléon s'étudiait à rendre la guerre indispensable à ses rivaux les plus puissans, afin de se donner le droit de les accuser seuls de s'opposer à une pacification générale, objet, disait-il, de tous ses désirs, et nommer alors coalition contre la France la guerre qu'à la tête d'une grande partie de l'Europe il faisait à une ou deux puissances abandonnées de celles qui, plus tard, devaient à leur tour être livrées sans secours à son glaive domina-

teur. Il ne pouvait, à la vérité, donner à ses opérations contre l'Espagne les fausses couleurs imprimées à ses actes militaires précédens; il ne pouvait couvrir de l'intérêt de la France l'intronisation de l'un de ses frères, ni pallier ce qu'elle avait d'odieux; aussi la popularité dont il avait joui à l'issue de la campagne de Prusse commençait-elle à s'affaiblir. Mais il n'en était pas moins flagorné par tous ceux qui lui devaient ou en attendaient quelques faveurs *. La foule de ses courtisans, mur impénétrable à la vérité, lui dérobait l'aspect des misères que l'état de guerre fait peser sur les familles, et les éloges de ces êtres vils étouffaient les cris du commerce, dont, en le ruinant, il osait se proclamer protecteur.

Au reste sa puissance, produit de l'élan national et révolutionnaire dont il sut habilement saisir et coordonner les élémens, était corrélative à la force de ses armées, ainsi que l'immensité de ses armemens l'était à l'esprit de conquête, identifié à ses intérêts comme à son instinct, à la sûreté

* Le général Foy s'exprime ainsi (*Guerre de la Péninsule*, tom. I, pag. 15) : « Le sénat apprit au peuple jusqu'à quelle profondeur d'abjection peut descendre une assemblée dont les membres ne sont liés entre eux, ni par le sentiment des devoirs envers la patrie, ni même par l'esprit de corps. » (*Note de l'éditeur.*)

et à la durée de son pouvoir comme à son orgueil *.

Quant à la soumission de l'Espagne, outre qu'elle lui semblait utile au succès de son système continental, elle avait déjà été rêvée par la cupidité de ce directoire exécutif, sous le règne duquel Burke nommait la domination des Bourbons méridionaux *un des fiefs du régicide.* Arrivé au consulat, Bonaparte conçut l'idée de cette soumission; empereur, il ne l'abandonna jamais; il ne cessa de la préparer, et le très indiscret Beurnonville pouvant trahir involontairement ses vues, Beauharnais, beau-frère de son épouse, fut chargé de les seconder. Beauharnais, vivement prononcé au commencement de la révolution française en faveur de la cause royale, s'était laissé séduire par la royauté nouvelle. Dévoué, mais honnête et doux, il pouvait servir l'ambition, non pas le crime; aussi adoptait-il avec zèle un projet d'alliance d'état et de famille qu'il croyait utile, sans se douter que ce projet couvrait de coupables combinaisons. On le remplaça par un instrument plus docile, cet adroit Laforest auquel la Prusse avait dû les malheurs qui pesaient encore sur elle.

* « Les Français, » dit le général Foy, « ne formaient « plus qu'un gros bataillon au commandement d'un seul « homme » (tom. I, pag. 16). (*Note de l'éditeur.*)

Nous avons précédemment indiqué le massacre de Madrid, étincelle qui incendia les Espagnes; disons ce qui amena cette sanglante catastrophe et la part que Murat et Laforest eurent à un événement aussi prodigieusement fécond en résultats. Mais commençons, pour le bien comprendre, par jeter un coup d'œil sur le caractère des habitans de ce royaume. Nous allons, à cet égard, faire usage d'une lettre écrite alors par un étranger résidant en ce pays.

« Votre Excellence désire connaître le caractère « du peuple espagnol; j'obéis à ses ordres, en re- « marquant combien il est difficile de saisir exacte- « ment les traits d'hommes qui offrent un cons- « tant mélange de la férocité africaine et de la « noblesse chevaleresque; qui touchent par leurs « souvenirs aux idées du moyen-âge; qui, plus « guerriers que militaires aujourd'hui, n'ont con- « servé de leur gloire passée que cette présomp- « tion que donne la force, sans la puissance que « la science perfectionnée a imprimée aux ar- « mées européennes; peuple chez lequel les arts « n'égalent point le génie, quoique ceux-là aient « depuis quelques années, fait de sensibles pro- « grès. Ces progrès sont dus principalement aux « sociétés patriotiques dont la Biscaye a donné le « premier exemple, suivi bientôt par Valence,

« Madrid et d'autres villes ou provinces. On en « compte déjà plus de quatre-vingts, et le nombre « s'en accroît chaque jour ; leur objet est de fa- « voriser le perfectionnement de l'agriculture, « de l'industrie et des arts, d'introduire des mé- « thodes utiles, de fonder des prix pour toutes les « inventions favorables au bien du pays, de pro- « curer enfin des secours à tous ceux qui le méri- « tent par leur zèle et leurs travaux. Le gouver- « nement, les grands, le clergé les aident et les « protégent, et leur espoir est de faire remonter la « patrie au rang dont elle est descendue. Il était « brillant jadis dans la carrière héroïque, la lit- « térature et les beaux-arts. Velasquez, Murillo, « Ribeira, ont par leurs chefs-d'œuvre égalé ce que « l'Italie offrait de plus remarquable. Mariana est, « sans contredit, le premier des historiens moder- « nes. L'imprimerie royale n'est pas surpassée par « l'Italien Bodoni, et les cartes topographiques de « Carlos l'emportent sur la plupart de celles des « autres nations européennes. L'Espagnol est en- « fin un peuple bien au-dessus de ce qu'on le croit, « mais bien inférieur à ce qu'il se croit lui-même. « Livré avec toute l'exaltation de l'amour à sa re- « ligion, il est aveuglément dévoué à ceux qui la « lui enseignent, et qui, dans les monastères prin- « cipalement, offrent l'élite de la population. Dans

« le catholicisme qu'il professe avec une crédulité « sans exemple, mais propre à élever son ame alors « même qu'elle abaisse son esprit par de minu- « tieuses pratiques, il se regarde comme la seule « nation strictement orthodoxe et ne voit que des « hérétiques, qu'il hait, parmi ses co-religion- « naires étrangers. Ce sentiment de répulsion, « pour ce qui n'est pas Espagnol, est profondé- « ment enraciné dans son ame; et il en résulte « chez ce peuple une fierté dédaigneuse qu'on re- « trouve jusque dans les mendians, très nom- « breux dans la Péninsule, et qui n'y contractent « cependant pas cette abjection généralement re- « marquable ailleurs. L'Espagnol est capable, non « de cet esprit public qui calcule, mais de ce pa- « triotisme qui dévoue soi et les siens, avec la vio- « lence qui caractérise cette vertu purement an- « tique et nécessairement barbare. Il est encore « ce qu'il fut jadis; car depuis que la faculté de « passer librement d'un Etat dans un autre avec « leurs familles et leur fortune, faculté accordée « aux sectateurs de la réformation évangélique par « la paix de Westphalie, eut fait incliner toutes les « nations européennes vers l'uniformité d'opinions « et de mœurs, cause destructive de la distinction « des nationalités, l'Espagne conserva seule sa phy- « sionomie originelle; elle est demeurée sembla-

« ble à elle seule ; elle y attache son orgueil et « son bonheur. Ceux qui méprisent l'Espagne sont « donc loin de la connaître ; ceux qui la plaignent « ne la jugent pas mieux. L'on n'est jamais pauvre « avec peu de besoins, et l'Espagnol est sobre ; « on ne souffre pas de son existence sociale « quand on en jouit avec vanité. Là on ne se « repaît point des mots, trompeurs en d'autres « contrées, de liberté et d'égalité ; l'une vit en « Espagne de la modération des désirs, l'autre « voit s'ouvrir devant elle une large voie, en « dépit des inégalités de rang et de fortune, car « on trouve là des commis à la table de leurs « chefs, des domestiques aussi libres que respec- « tueux devant leurs maîtres. Tous les états sont « réunis dans les mêmes loges au théâtre, et l'al- « cade déguenillé commande aux *grands* dans « son village. Ces alcades, chargés de la police, « sont nommés soit au sort, soit par l'équita- « ble conseil de Castille, par le conseil de la « province ou par le seigneur du lieu, sur trois « candidats présentés. L'Espagne jouit ainsi du « genre de liberté et d'égalité le plus solide, « celui qui résulte de l'absence d'ambition et de « la possession des franchises municipales. Enfin « les opinions modernes sur la nature des gou- « vernemens n'ont pas plus pénétré ici dans les

« masses populaires qu'en Italie et en Allema-
« gne. On n'en remarque quelques traces que
« dans les hautes classes sociales, et, ce qui
« étonne beaucoup le voyageur étranger, dans
« le clergé, surtout chez les moines qui en for-
« ment l'élite, et parmi lesquels sont choisis
« les évêques. Une ardente charité, une piété
« sincère s'unissent assez généralement chez
« ceux-ci à des opinions philosophiques de la
« plus haute portée. Enfin, ce qu'il faut expo-
« ser encore, pour donner une idée juste de
« la stabilité du peuple espagnol comme na-
« tion, et de l'union qui s'y voit entre les diffé-
« rentes classes de la société, c'est-à-dire de sa
« véritable et fondamentale constitution, c'est
« que, sur une population de dix millions quatre
« cent neuf mille huit cent soixante-dix-neuf in-
« dividus, il se trouve huit cent soixante-douze
« mille familles vouées à l'agriculture, dont trois
« cent soixante mille en qualité de propriétaires
« et cinq cent douze mille en qualité de fermiers;
« ce qui offre, comme intimement attachée au sol,
« plus de la moitié de la population générale, sans
« compter six mille deux cent seize moines riche-
« ment dotés, quarante-trois mille cent quarante-
« neuf moines mendians, ainsi que d'opulens
« évêchés dont les revenus sont réellement le pa-

« trimoine du pauvre. Cette population générale « est répartie, indépendamment des grandes ci- « tés, dans vingt-cinq mille quatre cent soixante- « trois villages, bourgs ou villes, dont douze « mille soixante-onze, sont indépendants de « toute suprématie féodale, et le reste partagé « entre neuf mille quatre cent soixante-six sei- « gneurs laïques et trois mille neuf cent vingt- « six chefs ecclésiastiques. Elle est soumise à « un clergé auquel la religion donne une in- « fluence très supérieure à celle qui résulte de « la soumission féodale, de la richesse des no- « bles, du pouvoir des alcades et de l'autorité « administrative. Sous ce régime, l'Espagnol se « sent libre, croyant n'obéir qu'à Dieu, ce qui « ennoblit son obéissance. Des formes religieuse- « ment conservées régissent le pays, depuis le « centre, où tout aboutit, jusqu'aux provinces « dont les priviléges s'opposent à toute innovation. « Aussi, quelque étendue que soit la puissance « d'un seul, elle est constamment balancée par « tant de droits ou d'usages consacrés, par tant « de formes respectées, que son action n'est « nullement oppressive, ni contestée. Enfin, « ce peuple, stationnaire et positif, soumis avec « fierté, indépendant avec respect et étranger « encore dans sa masse la plus nombreuse aux

« idées qui agitent l'Europe, idolâtrant son « culte, ses prêtres, ses rois et la patrie, es- « timant ses magistrats, si simples dans leurs « mœurs, si intègres dans des emplois faible- « ment retribués, peu jaloux d'une noblesse « qui ne pèse point sur lui, valeureux, irascible, « plein de confiance en lui-même, s'exagérant « sa force et haïssant l'étranger, est impossible à « subjuguer par les armes et à séduire par l'idée « du mieux ; car ce mieux, voulût-il y croire, il « le refuserait d'une main ennemie. J'ai dit à Votre « Excellence ce que je sais, ce que je pense ; les « événemens qui marchent lui en apprendront « sans doute davantage. »

Voilà ce peuple que Napoléon outrageait, en l'attaquant ou en le menaçant dans tout ce qu'il avait de plus cher, son indépendance et son orgueil, ses princes et ses prêtres.

De quelque prétexte que l'empereur des Français eût appuyé ses vues ambitieuses, l'instinct populaire fut promptement éveillé par l'invasion prétendue amicale des troupes françaises, la surprise des forteresses, le projet d'émigration du roi Charles et l'arrivée de Murat à Madrid. La demande qu'il fit et obtint de l'épée de François Ier, honorable trophée que Louis XIV lui-même avait respecté, ne fut qu'une inexplicable

inconséquence de la part de celui qui, ne voulant pas reconnaître le titre royal de Ferdinand VII, lui faisait une demande que celui-ci ne pouvait accorder qu'en qualité de roi; mais ce qui choqua bien plus encore, ce fut la délivrance du prince de la Paix, le départ du roi pour Burgos, et la nouvelle de son arrivée à Bayonne.

Napoléon, qui ne pouvait ignorer l'inquiétude générale du peuple, avait besoin que la capitale demeurât calme et donnât ainsi au reste du royaume l'exemple de la soumission; il craignait la fougue du grand-duc de Berg et ne se fiait plus à l'adresse de Beauharnais, dont la loyauté crédule avait été sur le point de démasquer des intrigues dès long-temps ourdies secrètement. Il donna donc à cet ambassadeur pour modérateur, le fin, souple et intelligent Laforest. Mais Murat, qui commandait la force militaire et voulait qu'elle primât tout, n'était pas facile à conduire, et tandis que Laforest rassurait les esprits, Murat s'étaya du nom de Charles IV, annonçant à la junte que ce prince seul était reconnu par Napoléon. La junte répondit que, dans ce cas, c'était au roi seul à lui donner des ordres, et que sans cela elle continuerait à agir au nom de Ferdinand VII. Le général en chef lui fit alors écrire par le vieux

monarque une lettre antidatée, comme il l'avait fait pour celle où il protesta contre son abdication; dans cette lettre Charles IV s'annonçait comme le seul légitime monarque et confirmait les nominations faites par son fils. Murat voulut aussi publier en son nom des proclamations que le gouvernement osa supprimer.

Déjà des émeutes avaient eu lieu à Tolède*; mais un émissaire du jeune roi, tout en annonçant à la junte les rigueurs de Napoléon, recommandait d'éviter les troubles; aussi se contentait-on de préparer en silence tout ce qui pouvait contribuer à une vive résistance à l'oppression. Murat, mieux instruit de ce qui s'était passé à Bayonne, ordonna le départ pour cette ville de l'infante reine d'Etrurie, et de l'infant don François de Paule. Maître absolu, dès le 1er mai, il avait fait préparer les voitures, le 2 au matin, et paraissait vouloir enlever de force ceux qu'on répugnait à voir ainsi s'éloigner. Nombre de montagnards étaient entrés dans Madrid les 29 et 30 avril. Murat de son côté en avait, le 1er mai, renforcé la garnison. Cependant, soit curiosité, soit inquiétude, une foule de femmes inondait les cours du palais; un aide-de-camp du général est

* Le 23 avril 1808.

insulté par elles; la garde les repousse; la populace irritée arrive à leur secours et égorge des soldats isolés; la troupe fait feu sur ce peuple, et si la junte s'était prononcée en sa faveur, si les trois à quatre mille hommes de troupes espagnoles l'avaient secondée, l'insurrection serait devenue des plus sérieuses, et Madrid aurait peut-être été livrée à une complète dévastation. Mais les magistrats cherchèrent à apaiser les troubles; Azanza et O'faril se jetèrent entre un peuple irrité et un ennemi furieux. Secondés par le général français Harispe, ils firent cesser le massacre, s'ils ne purent le prévenir, et sauvèrent nombre de victimes; beaucoup de Français même trouvèrent asile chez des Espagnols qui les avaient en horreur. Cependant sept cents périrent dans cette journée où cent cinquante autres furent blessés; la perte des Espagnols fut beaucoup plus considérable. Malgré le calme qui suivit cette insurrection, probablement spontanée, les ordonnances publiées par Murat et leurs résultats ne firent qu'accroître les haines; la première, qui prononçait la peine de mort contre tout Espagnol rencontré dans les rues et porteur d'un couteau en forme de stylet, coûta la vie à des personnes innocentes; la seconde qui obligeait les passans couverts de manteaux à les ouvrir sur la demande

de tout Français, blessait l'orgueil national; la troisième, en ordonnant de disperser à coups de fusil tout groupe de sept individus, même désarmés, sembla l'effet de la crainte et augmenta l'animosité. Mais ce qui exaspéra surtout un peuple fier, audacieux, vindicatif, ce fut le supplice des Espagnols arrêtés, parmi lesquels il s'en trouvait d'entièrement étrangers aux troubles et qu'on fusilla, sur les vives instances du général Grouchy; car on doit rendre à Murat la justice de dire qu'il leur eût accordé la vie. Il s'abusait cependant sur sa position, car il disait: « *Cette « journée donne l'Espagne à l'empereur,* » et c'était cette journée qui la lui ravissait irrévocablement.

Dès lors l'insurrection se manifesta de toutes parts. L'infant et l'infante étaient partis le 3 mai, et la junte, laissée par Ferdinand VII, était sans autorité depuis que Murat régnait militairement dans Madrid. Elle reçut enfin le décret du 5 avril qui lui transférait, avec le pouvoir suprême, le droit de commencer les hostilités et de convoquer les cortès; mais ce premier décret, apporté par un piéton qui fut obligé de faire un long détour, n'était parvenu à la junte qu'après celui du 6, venu par une voie plus rapide et qui ordonnait de reconnaître Charles IV. Ce second décret

ayant déjà été publié, la junte n'avait plus d'existence légale et ne pouvait user des pouvoirs que lui avait conférés le décret du 5. Devait-elle donc se mettre en opposition avec ce qu'elle venait de faire? devait-elle surtout se déclarer en insurrection sans s'être ménagé les moyens de la soutenir?

Incertain sur ce qu'il pouvait ou devait faire, ce corps, tout dévoué qu'il était à Ferdinand, n'en garda pas moins le silence sur un ordre trop tardivement arrivé et qui, parvenu plus tôt, n'aurait peut-être pas été exécutable. Le décret du 5 fut même livré aux flammes, pour ne point laisser subsister de traces d'un acte dont la connaissance eût pu accroître les dangers personnels de Ferdinand lui-même. Enfin les conseillers de la couronne, comparant la formidable puissance de Napoléon avec la faiblesse de la monarchie, pensèrent que toute lutte entamée contre lui resterait sans succès et que le triomphe même livrerait l'Espagne à la dévastation durant une guerre longue et sanglante : aussi la junte obéit-elle à l'ordre qu'elle reçut, en date du 25 mai, de se rendre à Bayonne, où un décret impérial convoquait pour le 15 juin les députés appelés à délibérer sur la forme du gouvernement à donner à l'Espagne.

A ces députés, formés en junte générale, Na-

poléon fit présenter une constitution qui n'était satisfaisante ni pour les amis des théories politiques modernes, ni pour ceux qui les réprouvent. On y établissait la séparation de la liste civile d'avec le trésor public, celle du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, l'indépendance de l'ordre judiciaire, la liberté individuelle et la liberté de la presse, placées, il est vrai, sous la surveillance de deux commissions sénatoriales ; enfin le pouvoir législatif aurait été confié à deux chambres, un sénat et un corps législatif, proprement dit, qui devait remplacer les cortès et qui eût été composé de cent soixante-douze membres, savoir : quarante personnes choisies par le roi dans la noblesse et le clergé ; trente représentans des principales villes ; quinze savans et quinze négocians, aussi nommés par le prince sur la présentation des corps municipaux et universitaires et des tribunaux de commerce ; enfin soixante-douze députés des provinces, les seuls qui fussent élus par leurs commettans.

Cette constitution, qui ne fut jamais mise en activité, avait pour objet de briser les habitudes du peuple espagnol ; elle fut discutée et jurée par la junte générale que présidait Azanza, nommé dès lors président du conseil des Indes, et qui, en cette dernière qualité, eut ordre de

notifier ces changemens aux provinces d'outre-mer. On fit en outre jouer à cette illégale assemblée la ridicule comédie de demander solennellement pour roi celui qu'on lui imposait, et Joseph, après en avoir reçu le serment de fidélité le 7 juillet, partit le 9, entouré de ceux que Ferdinand avait considérés comme de fidèles et zélés serviteurs, tels que Azanza, Cevallos, Urquijo, O'Faril et l'Infantado; le caractère de Joseph semblait les avoir séduits.

Joseph était un homme de bien ; dénué longtemps d'ambition, il avait été porté sans le vouloir sur un trône ; mais il s'y était accoutumé. A Naples il voulait le bien du peuple, et, entiché d'idées théoriques que la pratique du gouvernement n'avait pas vaincues, il croyait, d'après ses bienfaisantes inclinations, que tout ce qu'il considérait comme utile était exécutable; que la substitution d'un individu à un autre ne changeait rien à la nature et à l'exercice de l'autorité royale.

Quant à la plupart des Espagnols qui environnaient Joseph, ils se serraient autour de lui moins par amour, par nécessité ou par ambition d'honneurs et de fortune, que par l'inquiétude que leur causait l'état présent et l'avenir probable de leur patrie; ils eussent pré-

férés Ferdinand VII, mais sa délivrance semblait impossible; ils redoutaient le joug de Charles IV et de son exécrable épouse; et ces hommes sans énergie, après avoir été pour la plupart sans prévoyance, voyaient du moins dans l'intronisation de Joseph l'espoir de maintenir l'intégrité de leur pays ainsi que la nécessité où ce prince se trouverait de régner avec une équité et une douceur qui étaient d'ailleurs dans son caractère et dans son intérêt. Puis, quoiqu'une insurrection générale semblât menaçante, ces mêmes hommes, qui n'avaient pas le cœur assez haut placé, l'esprit assez étendu pour juger ce que peut un peuple neuf, livré à lui-même, exalté par un double devoir envers le trône et l'autel, ne voyaient d'une part que des hordes sans chefs, sans ordre, sans armes, tandis qu'ils voyaient de l'autre des troupes nombreuses, aguerries et bien commandées. Ceci n'est ni apologie ni blâme, nous ne faisons que narrer; la postérité jugera et prononcera.

Ces hommes si timidement calculateurs ne furent cependant pas sans inquiétude dès qu'ils virent poindre l'insurrection. Cadix, Séville, Badajoz, Valence en avaient été les sanglans théâtres. Blake et Cuesta résolvaient de fermer à Joseph et aux siens la route de Madrid; ils occupaient

avec leurs deux armées, venues de la Galice et de la Vieille-Castille, la position de Medina-del-Rio-Seco, en même temps que Saragosse, déjà insurgée, résistait aux forces françaises commandées par Lefèvre-Desnouettes, et Valence à l'attaque du maréchal Moncey. Mais des bandes sans organisation régulière ne purent tenir contre le corps de Bessières, et ce maréchal ouvrit à Joseph, le 14 juillet, par une victoire vivement disputée néanmoins, les portes de la capitale. Ce prince y fit son entrée le 21 du même mois, après une marche où il n'avait été salué que du cri : *Vive Ferdinand VII!* et fêté que par les sons du tocsin qui appelait aux armes contre lui, au sein d'une population malveillante et silencieuse, accompagné d'un petit nombre d'Espagnols; car le bruit des progrès de l'insurrection avait d'heure en heure diminué son cortége.

Des cent cinquante députés appelés à la junte et la plupart nommés par le grand-duc de Berg, quatre-vingt-six seulement s'étaient rendus à Bayonne, et tous s'échappèrent avant l'arrivée à Madrid du nouveau roi, qui ne trouva pas dans le conseil de Castille toute la soumission qu'il en attendait; ce corps lui refusa même le serment, tandis qu'on en prêtait un solennel à Ferdinand dans presque toute l'Espagne. Les juntes des

Asturies et de Séville en avaient donné l'exemple. En effet, quand on apprit en Andalousie la cession de la couronne d'Espagne à Napoléon, la consternation fut générale. On regardait bien cet acte comme nul; mais la nécessité pouvait en favoriser l'exécution. La position semblait éminemment critique. En guerre avec les Anglais, ceux-ci bloquaient les côtes, et particulièrement Cadix, uniquement à la vérité pour y favoriser la contrebande, quoiqu'ils eussent voulu joindre la possession de ce port à celui de Gibraltar. L'Espagne étant envahie par les armées françaises, déjà maîtresses des places du Nord, qui occupaient Madrid et inondaient les provinces, quel espoir avait-on de résister avec succès? Cependant le peuple, moins calculateur que ses magistrats, commençait à murmurer, à s'agiter, à menacer : les autorités cherchèrent à l'apaiser, mais on les remplaça par une assemblée composée des ennemis les plus déclarés de Napoléon, et qui prit le nom de *Junte suprême du gouvernement de l'Espagne et des Indes*. Elle fut très mal composée à son origine ; le comte de Tilly, qui en fut le promoteur et le chef, homme généralement déshonoré, fit exécuter ou toléra du moins d'horribles assassinats; cette junte donna pourtant un grand élan à l'insurrection en décla-

rant la guerre à la France et en adressant l'ordre de s'armer et de combattre aux généraux qui commandaient au camp de Saint-Roch, à Grenade, à Badajoz et à Cadix, avec injonction de reconnaître son autorité.

Le général Solano, marquis del Socorro, brave militaire, homme de bien, franc Espagnol et adoré des troupes, était gouverneur de Cadix et capitaine-général de l'Andalousie. Il avait quitté Setubal pour favoriser l'émigration de Charles IV, ne reconnaissant d'autre supérieur que le roi et ne pouvant concevoir qu'une seule ville, placée dans son gouvernement, eût, par l'organe d'une assemblée spontanément réunie et dont il méprisait la plupart des membres, usurpé le droit de se déclarer souveraine du royaume. Il réunit donc les généraux, au nombre de onze, et publia, conformément à leur avis, une proclamation rédigée par le général d'artillerie Morla, dans laquelle, en remontrant combien était hasardeuse une déclaration de guerre contre la France, on disait que « si cependant le peuple se décidait « à la faire, il faudrait enrôler, enrégimenter « et discipliner les hommes destinés à être sol- « dats et se préparer à de grands sacrifices; que « si le peuple prenait à la guerre une part ac- « tive, il en résulterait la plus funeste désorgani-

« sation sociale et que l'escadre anglaise pour-
« rait en profiter pour s'emparer de Cadix; que
« ces réflexions étaient adressées au peuple par
« *onze* généraux, pour qu'il prononçât sur ce
« qu'il était convenable de faire et n'accusât per-
« sonne de l'avoir trompé; que s'il persistait
« dans ses intentions belliqueuses, les généraux
« étaient prêts à prendre les armes et ne les dé-
« poseraient point, promesse qu'ils faisaient afin
« qu'on ne les accusât pas d'avoir émis leurs ob-
« servations par lâcheté ou par tout autre motif
« indigne de leur patriotisme, de leur honneur
« ou de leurs devoirs. »

Mais la plus vile portion de la population, excitée par des brouillons ambitieux, murmure contre Solano. On l'engage à fuir; il s'y refuse, en disant que ce serait une lâcheté et que les Anglais pourraient profiter de son départ pour surprendre la ville. Bientôt les prisons sont ouvertes, les détenus sont armés et le tumulte s'en accroît. Le gouverneur alors annonce, le 28 mai, du haut de son balcon, son intention de faire tout ce que désire le peuple, et l'on se retirait quand un moine voulut entrer chez Solano. On le refuse, il insiste; on le repousse, il appelle la populace; les portes sont brisées, le gouverneur s'évade; il est poursuivi, atteint, torturé, massacré. Morla

lui succède et apaise le tumulte en faisant attaquer la flotte française sous les ordres de Rosily, qui est obligé de se rendre le 14 juin. Cet amiral commandait cinq vaisseaux de ligne et une frégate * qui s'étaient réfugiés à Cadix après la défaite de Trafalgar. C'est ainsi que cette proie échappa aux Anglais, qui la convoitaient.

Le sort éprouvé par Solano fut aussi celui de plusieurs généraux suspects de timidité ou de trahison; car le peuple est aussi prompt et barbare dans ses vengeances que dans ses accusations. Les juntes établissaient ainsi leur pouvoir par la terreur, celle de Séville particulièrement; mais celles des autres provinces du royaume lui refusaient la suprématie qu'elle s'était attribuée; la junte des Asturies principalement, qui avait été la première à envoyer des députés près du gouvernement anglais pour solliciter son appui.

L'annonce de l'insurrection espagnole avait déjà produit dans la Grande-Bretagne la plus délirante ivresse, bien moins vive néanmoins chez les ministres, quoiqu'ils se félicitassent de cette attaque portée à la puissance française, et chez

* *Le Héros*, de 74; *le Pluton*, 74; *l'Argonaute*, 74; *l'Algésiras*, 74; *l'Annibal*, 74, la frégate *la Cornélie* et 4000 marins.

les négocians mêmes, quoiqu'ils vissent par-là mettre un terme à la prohibition de leurs marchandises, que dans les classes les plus désintéressées de la capitale et des provinces. Tous les hommes de bien, indignés long-temps de la soumission abjecte de l'Europe continentale, révoltés de l'attentat commis contre le Portugal et l'Espagne, et contemplant avec pitié le sort réservé à une nation inoffensive, manifestèrent tout l'enthousiasme que leur inspirait ce sublime élan populaire, et communiquèrent une irrésistible impulsion au cabinet. Le ministère alors calcula les avantages à espérer d'un événement que l'opinion générale avait considéré sous un plus noble aspect; il ne voulut exploiter cette guerre nouvelle qu'au profit du commerce et de la puissance nationale. Aussi l'arrivée des députés asturiens excita-t-elle dans la nation anglaise l'exaltation de l'espérance et de la joie; on voyait déjà le crime puni, l'humanité vengée, l'Europe affranchie d'un joug odieux; et ceux qui arrivaient en supplians furent reçus comme des libérateurs. Ils sollicitaient des secours, et on les regarda comme les sauveurs de l'Europe.

Le parlement d'Angleterre avait été ouvert, le 31 janvier 1808, par un discours remarquable où, après un exposé des projets de la France

relativement aux flottes de Portugal et de Danemarck, on faisait des reproches à la Russie relativement à son alliance avec le gouvernement français. L'adresse passa sans division; mais Ponsomby demanda que l'affaire du Danemarck fût considérée sous un triple rapport : 1° les dispositions du cabinet de Copenhague à l'égard de l'Angleterre; 2° la nature des relations de la Russie et de la France; 3° les moyens du gouvernement français pour faire départir le gouvernement danois de sa neutralité; c'était un acte d'opposition que la majorité ministérielle repoussa. Lord Sidmouth votait aussi dans la chambre haute pour que la flotte danoise fût entretenue avec soin, afin d'être rendue dans l'état où elle était au moment où elle avait été prise, et lord Falkstone voulait qu'on rendît les navires danois capturés avant la guerre. Ces attaques contre les ministres étaient l'expression réelle de l'opinion publique; mais l'intérêt du commerce absorbe tout autre sentiment dans un gouvernement tel que celui de la Grande-Bretagne. Les événemens de la Péninsule vinrent à l'appui de ce puissant intérêt national; aussi les ministres obtinrent-ils toutes leurs demandes d'hommes et d'argent, et l'arrivée des députés asturiens assura leur triomphe. Ils se hâtèrent de satisfaire,

même avec une prodigalité inconsidérée, aux vœux exprimés par les députés espagnols, qui, en demandant de l'or et des armes, prétendaient n'avoir pas besoin de troupes auxiliaires, tant ils se croyaient assez forts pour se défaire à eux seuls de leurs belliqueux ennemis.

Mais si la division de l'Espagne en un nombre considérable de métropoles, dont chacune devenait un centre de résistance à l'oppression, avait facilité la formation des juntes gouvernementales et des armées insurrectionnelles, cette même division nuisait à l'unité et au succès de la défense générale du royaume par des jalousies réciproques et par la divergence d'opinions sur les moyens d'opérer l'affranchissement de l'État. Puis toutes ces juntes, composées d'hommes nouveaux, fiers d'une autorité inespérée, prenaient l'ambitieuse qualification de *junte souveraine*, à l'exception de celles de Séville, de Valence et des Asturies, qui osaient se qualifier de *Junte suprême des Espagnes et des Indes.* Chacune voulait commander à toutes, nulle obéir à aucune; elles s'isolaient dans leurs vues, dans leurs actions, quoique le peuple, sans ambition, se dévouât sans réserve. Enfin, le seul sentiment constamment universel, c'était l'implacable haine des Espagnols pour tous les Français, à l'égard

desquels toute espèce de vengeance paraissait un droit.

Dans l'effroyable émulation d'atrocités où les deux peuples ennemis se signalèrent également, les Espagnols attribuèrent aux Français la priorité de ces attentats contre l'humanité, les Français en accusèrent les Espagnols. Il est probable que ceux-ci frappèrent les premiers coups, que les autres y répondirent avec la même fureur, et que ce furent ces représailles mutuelles qui changèrent la plus belle contrée de l'Europe en un théâtre d'horreurs; nous n'en retracerons pas ici les effrayans détails. Nous ne suivrons point non plus avec précision les opérations militaires dans lesquelles les généraux français développèrent des talens souvent admirables et les soldats un courage héroïque. Les Espagnols, de leur côté, y déployèrent une ardeur de vengeance que rien ne put éteindre, et une constance inaltérable dans une longue suite de défaites; car fréquemment battus, mais jamais découragés, les échecs qu'ils éprouvaient ne faisaient qu'irriter leur valeur échauffée par l'enthousiasme de la religion et du patriotisme : hommes, femmes, enfans, partageaient ce sentiment doublement excitateur. Éclairés partout, ils savaient le nombre des troupes ennemies, leurs positions, leurs mouvemens; ils se ré-

glaient en conséquence, et immolaient à l'instant les faux frères qu'avait faits la séduction ou la peur.

Il en résultait qu'une armée à peine de cent mille hommes, jetée sur le cratère espagnol, ne pouvait se diviser sans risquer d'éprouver d'énormes pertes, ni se tenir rassemblée sans laisser le champ libre aux insurrections qui la privaient de tous moyens de lever des contributions et de se procurer des subsistances.

Duhesme, appuyé sur les forteresses de Barcelonne et de Figuières, avait échoué contre la résistance seule des bourgeois, dans son attaque contre Gironne *. Le maréchal Moncey avait été repoussé devant Valence et forcé de se retirer, et Bessières, quoique vainqueur à Médina-del-Rio-Seco, n'en voyait pas moins renaître l'insurrection dans tous les lieux qu'il était obligé de quitter; le premier siége de Saragosse continuait avec fureur, mais sans succès, depuis la fin de mai, et si nous n'entrons pas ici dans les détails de cette héroïque défense, c'est pour embrasser plus tard et dans un seul récit historique tout ce qui a trait à la gloire de cette immortelle cité.

* Le 20 juin 1808.

Enfin, si les Espagnols étaient vaincus, rien ne pouvait dompter leur patriotique orgueil.

Mais de toutes les divisions françaises, celle dont le sort fut alors le plus funeste, ce fut celle que commandait le général Dupont, militaire distingué par ses talens et son audace; aussi ne saurait-on expliquer sa conduite, ses mouvemens incertains, sa catastrophe, que par les instructions contradictoires de Savary qui, chargé par Napoléon de l'ensemble des opérations stratégiques, se noyait dans des détails peu importans, donnait successivement ordre et contre-ordre et brouillait tout en voulant tout régler; plus homme de petite police que militaire à grandes vues, Savary ne put, faute d'une tête assez forte, remédier aux désastres qu'il avait causés.

La victoire de Rio-Seco avait persuadé aux entours espagnols du roi Joseph que sa cause n'éprouvait plus que de légers obstacles; aussi Azanza, ancien ministre à Berlin et à Saint-Pétersbourg, O'Faril, ami et collègue d'Azanza, Mazarredo, Urquijo même, cherchèrent-ils à y rallier les hommes les plus importans, et principalement les chefs des diverses armées; quelques-uns se soumirent, le plus grand nombre repoussa les offres les plus brillantes.

Castanos, plus avantageusement placé que d'au-

tres, puisqu'il était plus éloigné du siége de l'État ainsi que des armées françaises, à la tête d'un corps de troupes régulières et dévouées à leur pays, près de la junte de Séville qui pouvait le seconder, à portée de l'armée anglaise de Gibraltar qui lui promettait des secours ; Castanos se refusa aux ordres qu'il reçut et aux promesses qui lui furent faites. Ne pouvant l'effrayer ou le séduire, on résolut de marcher contre lui, et ce fut Dupont qui en fut chargé. Ce général, parti le 22 mai des environs de Madrid, arriva le 30 à Baylen, le 31 à Andujar, passa le Guadalquivir le 1^er^ juin en forçant la tête de pont d'Alcolea et s'empara de Cordoue, ville opulente qui devint le théâtre de tous les excès dont peuvent se rendre coupables une soldatesque effrénée et des généraux cupides. Un désordre sans exemple fut le fruit de ces horreurs qui ajoutèrent à la haine des Espagnols un ardent désir de vengeance. Dans cette moderne Capoue le pillage fut immense, le séjour prolongé de l'armée, qui n'obéissait plus, fut une faute inconcevable que l'annonce de secours promis ne justifiait pas et qui encourageait les insurgés.

Ces derniers seuls, par des démonstrations hostiles, forcèrent Dupont à marcher contre eux avec des troupes qui n'étaient entretenues par au-

cune discipline et qui se trouvaient encombrées de bagages, fruit des vols faits dans les caisses publiques, dans les églises et chez les particuliers. Dupont part le 16 juin, après dix jours d'une complète et inexcusable inaction, et se porte à Andujar, qu'il lui est enjoint de garder. Laissons-le, durant un mois, exécuter des mouvemens ruineux et sans objet, recevoir un secours amené par le général Vedel, diviser ses forces quand il devait les réunir, marcher sans but, se poster sans intelligence, attaquer sans ensemble, et capituler enfin le 21 juillet, quand il pouvait combattre avec espoir, soit de vaincre, soit d'effectuer sa retraite au-devant de laquelle arrivaient deux nouveaux bataillons déjà partis de Madrid. Cette inexplicable capitulation, dans laquelle furent comprises et les troupes qui n'étaient pas immédiatement sous les ordres du général en chef et celles même qui n'avaient pas rejoint encore les deux corps de l'armée, eut lieu le jour même où le roi Joseph entrait dans la capitale de l'Espagne, et elle rendit célèbre dans ce pays le nom de Baylen, où elle fut signée.

Si cette capitulation, qui faisait rendre à l'ennemi vingt-un mille hommes d'infanterie, deux mille quatre cents de cavalerie et quarante pièces de canon, fut véritablement honteuse ; l'opprobre s'en

accrut par l'obligation de forcer les soldats à laisser visiter leurs sacs, ce dont ils se vengèrent sur leurs généraux en indiquant les fourgons dont l'intacte conservation avait soigneusement été stipulée par l'article XI ainsi conçu : « Messieurs les officiers gé-« néraux conserveront chacun une voiture et un « fourgon ; messieurs les officiers supérieurs et « l'état-major une voiture seulement, sans être « soumis à aucun examen. » Mais ces honteux bagages furent enlevés aux spoliateurs de Cordoue, qui payèrent par de longues et indicibles souffrances les horreurs commises dans cette ville et la perfide politique de leur souverain.

Nous ne suivrons point cette malheureuse armée dans sa marche à travers des populations où l'attendaient tous les genres de dangers et d'outrages, où la fureur générale était souvent irritée par les autorités mêmes qui eussent dû la protéger, où quelques magistrats, plus humains, cherchaient parfois, mais avec une timidité presque toujours impuissante, soit à soulager ces maux, soit à sauver la vie à des prisonniers sans armes. Parmi ceux qui s'exposèrent à la haine publique pour se livrer à ces actes d'humanité, nous ne devons pas omettre le marquis d'Arrissan, le général Morla, qui eut à se disculper de n'avoir pas fait égorger le général Dupont, quelques prê-

tres, l'évêque de Palma, mais surtout le général Reding, frère du célèbre Aloys Reding et valeureux adversaire des Français à Baylen. Plusieurs de ces prisonniers, détenus sur des pontons, s'échappèrent héroïquement, en enlevant dans la baie de Cadix le bâtiment sur lequel ils étaient entassés, et les faibles restes de cette armée, relégués dans l'île stérile et déserte de Cabrera, avec d'autres prisonniers de guerre amenés de Catalogne, ne durent enfin leur délivrance qu'à la chute * de celui de l'aveugle ambition duquel ils avaient été, durant six années, les déplorables victimes.

La nouvelle de cette défaite, la première que les armes françaises eussent encore essuyée, arriva à Madrid dès le 24 juillet, par des relations particulières, car celles du gouvernement étaient totalement interrompues par l'insurrection devenue générale; on n'y voulut pas croire, et ce ne fut que du 27 au 28 juillet qu'on en eut la certitude. L'on conçut alors de vives craintes sur le sort de la capitale, où l'armée victorieuse pouvait arriver d'un moment à l'autre et où les officiers français commençaient à murmurer contre une guerre injuste. Savary, qui avait remplacé Mu-

* En 1814.

rat tombé malade, nommé roi de Naples et parti, ne possédait ni la capacité ni l'autorité nécessaires pour faire face à des événemens inattendus et d'une telle gravité; d'ailleurs, ni lui, ni l'empereur lui-même ne concevaient ce qu'était et ce que pouvait devenir ou exiger une guerre contre des peuples généralement insurgés; il perdit totalement la tête et ne jugea pas combien il lui restait de ressource avec les quatre-vingt-quatre mille hommes dont il pouvait encore disposer. Belliard ordonna la levée du siége de Saragosse, et l'on ne songea plus qu'à fuir, après dix jours seulement d'un règne dont il ne faut juger les actes ni sur les éloges de la presse officielle française, ni sur les satires espagnoles. Joseph, plus calme que ses généraux, plus accoutumé que ses courtisans à apprécier les dangers d'une révolution, pensa que le parti le plus sage était de se reployer sur les forces imposantes qui occupaient le Nord du royaume. Il y eut alors croisement de vues et d'intérêts dans son conseil; Azanza, O'Faril et Urquijo s'attachèrent à sa fortune et furent suivis de quelques autres qui redoutaient la fureur populaire déjà exercée sur d'innocentes victimes; Cevallos et Pinuela, ainsi que le duc de l'Infantado et un grand nombre d'autres, cherchèrent des prétextes pour demeurer à Madrid, y attendre

les événemens et se réunir aux insurgés, en dépit de leur serment à Joseph, qui leur laissa toute liberté à cet égard, ne leur fit même aucun reproche, et quitta la capitale le 1er août, couvert dans sa marche vers Burgos par le corps du maréchal Bessières, le seul des généraux français qui eût encore eu dans la Péninsule des succès réels.

On avait emmené ou enlevé toute l'artillerie, détruit les munitions de guerre, emporté tout ce qui était transportable; ce qui composait une masse lourde et confuse de bagages. Dans le désordre de cette fuite on avait pillé le palais et le trésor; la marche précipitée du roi fugitif était l'effet d'une terreur panique qui fût devenue funeste sans la valeur des puissantes escortes dont on était environné et la désertion générale des populations.

Joseph se fixa enfin avec sa suite à Vittoria, d'où il envoya l'ordre aux divisions françaises de se concentrer sur l'Elbe; et tandis qu'il sollicitait de l'empereur de nouvelles troupes, il crut pouvoir substituer des négociations à la guerre, et offrit à l'Espagne, comme prix de soumission à son sceptre déjà brisé, une alliance avec la France, sans coopération hostile contre les puissances européennes, et avec faculté de faire la paix avec l'Angleterre; ce qui, si la chose eût été possible,

aurait ruiné le système continental, objet de l'usurpation. Cette combinaison politique, à laquelle Napoléon était invité à accéder et qui replaçait les Espagnols sous le joug qu'ils espéraient briser, fut également repoussée de part et d'autre. C'était en effet un étrange niaiserie que d'avoir cru exécutable un semblable arrangement, au moment surtout où le succès de Baylen enflammait en Espagne tous les esprits, et où Napoléon, piqué au vif, n'eût jamais voulu faire reculer son orgueil devant des peuples que son aveuglement méprisait.

Bessières cependant chercha vainement à séduire le général Blake; d'autres tentatives de ce genre furent faites avec aussi peu de succès. Le conseil de gouvernement de la Galice n'en proclama que plus haut les droits légitimes de Ferdinand VII, et arma avec zèle. Dès le 14 juillet, jour de la bataille de Rio-Seco, il avait conclu, au nom de son souverain, un traité de paix et d'alliance avec la junte de Porto, agissant au nom du prince régent de Portugal; car une partie de ce royaume s'était déjà insurgée contre les Français; événement qui nous ramène naturellement ici à la situation politique et militaire de Junot et des troupes qu'il commandait.

L'insulte essuyée le 15 décembre 1807 par le

drapeau portugais avait irrité les esprits; ils le furent bien plus par l'annonce d'une contribution de cent millions, du rachat des propriétés et du séquestre des biens des absens. La fermentation s'accrut quand on vit Junot, qui visait au trône de Portugal comme Murat avait visé à la couronne d'Espagne, s'emparer en son nom d'une administration exercée jusque là par de dociles magistrats représentant le prince régent, et la composer de ses propres agens; quand on vit surtout qu'il chargeait d'exercer les spoliations et les confiscations l'un de ses plus proches parens et son ancien secrétaire de légation. Puis, si l'invasion sans résistance hostile de la part des habitans avait épargné le sang portugais, on ne vit pas sans indignation ce sang versé à Lisbonne et à Caldas pour rassurer sur des craintes encore imaginaires. Enfin l'ignominieuse dissolution de quelques régimens ramenait dans leurs foyers des soldats affamés de vengeance. En même temps on faisait passer en France six mille hommes d'infanterie et quatre corps de cavalerie, avec une foule d'officiers, choisis parmi les familles les plus considérables, tant pour s'en débarrasser que pour s'assurer de nombreux otages.

D'autres otages se composaient d'une députation forcée de se rendre près de l'empereur et

dont les membres étaient les principaux chefs de la noblesse, du clergé et de l'administration.

Junot avait dit dans sa proclamation du 1er février 1808 : « Le sort du Portugal est arrêté, son « bonheur futur assuré ; puisque Napoléon-le- « Grand le prend sous sa toute-puissante protec- « tion. L'empereur veut qu'il soit gouverné par « le général en chef de son armée. La tâche que « *mon maître* m'impose est difficile ; j'espère y « réussir. J'ordonne que des routes soient ou- « vertes, des canaux creusés pour faire fleurir « l'agriculture et l'industrie. Les finances, bien « administrées, assureront à chacun le prix de « son travail ; l'instruction se répandra dans cha- « que province ; la religion sera protégée et la « justice rendue avec équité. »

A la suite de ce document remarquable se trouvait l'accablante contribution de cent millions de francs, répartis sur trois millions cinq cent mille ames, ce qui eût exigé trente francs par tête sans distinction d'âge ni de sexe ; encore fallait-il en défalquer les soldats, les mendians, les nombreux récalcitrans des provinces ; aussi fut-on contraint, pour la compléter, d'enlever l'argenterie des églises, ce qui irrita un peuple religieux, et cette irritation s'accrut de la peine de mort portée contre les plaignans.

Un autre sujet de mécontentement fut donné à cette nation : une députation portugaise, forcée de se rendre à Bayonne, fut loin d'y être accueillie comme elle avait droit de l'espérer. En vain se courba-t-elle humblement devant l'arbitre de son sort; on ne lui pardonna point de vouloir être encore un peuple indépendant et de solliciter une constitution dont voici les bases : 1° Un roi de la famille impériale; 2° des institutions à l'instar de celles du duché de Varsovie ; 3° la religion catholique déclarée religion de l'État, sans préjudicier à la tolérance civile et religieuse; 4° l'égalité devant la loi ; 5° la division en départemens; 6° les colonies restant parties intégrantes du royaume; 7° un ministère de l'instruction publique ; 8° la liberté de la presse; 10° un pouvoir législatif composé de deux chambres ; 11° un ordre judiciaire indépendant ; 12° des fonctionnaires publics nationaux ; 13° la mise en circulation des biens de main-morte ; 14° les impôts également répartis; 15° la dette publique garantie; 16° le nombre des fonctionnaires réduit, mais en pensionnant jusqu'à réintégration ceux dont les emplois seraient supprimés. Toutes ces choses étaient plus faciles à placer dans un code qu'à mettre en pratique, au moment d'une lutte probable entre le despotisme et l'anarchie; elles déplurent. La pro-

clamation de Junot déplut également. « A quoi « bon, écrivait Napoléon, promettre ce qu'il « n'est pas en votre pouvoir de tenir? La sûreté de « l'armée doit passer avant tout. Désarmez les « Portugais, surveillez les Espagnols. » Ces ordres furent promptement exécutés.

Cependant, autant il avait été facile d'envahir un pays qui ne s'était pas défendu, autant il devenait difficile d'y vivre et de s'y maintenir. Le gouvernement avait précédemment pu faire face, non-seulement aux dépenses de la cour, de l'administration, de la marine et de l'armée, même aux contributions énormes si fréquemment payées à la France. Ses ressources à cet égard étaient dans le commerce avantageux que le pays faisait avec l'Angleterre et dans les riches produits de ses provinces d'outre-mer. Les colonies étaient maintenant séparées de la métropole; le commerce avait cessé et la misère succédait à l'opulence; les subsistances tirées de l'étranger n'arrivaient plus, ni pour les habitans, ni pour l'armée française, et l'on poussa l'ineptie, commandée par le cabinet des Tuileries, jusqu'à défendre l'exportation des vins de Porto, seule et dernière ressource du pays.

Les Français se consolaient de ces maux, dont ils allaient eux-même souffrir, en se livrant à des

concussions et pillages sans frein comme sans pudeur. Ce qu'il y avait de curieux alors, c'est que, au sein de tant de désordres, des intrigans politiques s'occupaient de la nomination d'un roi, pour un état impossible à conserver. Lagarde, chef d'une police tracassière, qui cependant ne savait rien de ce qu'elle eût dû savoir, Geouffre, Legoy et quelques autres affidés de Junot, secondés par le Portugais comte Da-Ega, cherchaient à se faire des partisans dans le clergé et les provinces, afin de couronner le général en chef. Un contre-parti, composé de négocians français et dans lequel figura C... N..., manifestait le désir d'avoir pour monarque un membre de la famille de Napoléon : les vrais Portugais craignaient également le triomphe de l'une ou de l'autre de ces niaises menées, auxquelles mirent bientôt fin des insurrections qui éclatèrent de toutes parts, et Junot ne recueillit de sa folle ambition que le vain titre de duc d'Abrantès, tout en le célébrant par la farce révolutionnaire de la destruction du château de ce nom, qu'il fit abattre comme œuvre et monument de féodalité.

Le prince régent avait, le 1^er^ mai 1808, publié une déclaration dont nous donnerons la substance, parce qu'à cette époque elle fut absolument inconnue en France, qu'elle ne pénétra pas

même à Lisbonne, et ne parvint que dans les provinces portugaises où elle encouragea l'insurrection. Il y était dit : « La cour de Portugal croit « devoir à sa dignité l'exposé de sa conduite, afin « que l'Europe, ses sujets et la postérité puissent « juger la pureté de ses principes. C'est par des « faits tracés avec modération qu'elle réveillera « l'attention de ceux qui désireraient n'être point « victimes d'une ambition démesurée. Ennemi « d'une révolution qui frappa un vertueux mo- « narque, le Portugal secourut l'Espagne comme « auxiliaire ; mais en 1793, un ministre français « fut accueilli et son gouvernement n'en avait pas « moins capturé des navires portugais sans décla- « ration de guerre. Il remplit les obligations im- « posées à Badajoz en 1801, paya de sacrifices « nouveaux sa neutralité en 1804, et la France « exigea pourtant une déclaration de guerre contre « l'Angleterre, dont le cabinet de Lisbonne n'a- « vait nullement à se plaindre, et qui ne récla- « mait pas même contre les secours donnés à « l'escadre sur laquelle Jérôme Bonaparte était « monté, tandis qu'il en refusait aux escadres « britanniques. D'ailleurs l'alliance du Portugal « avec l'Angleterre était utile à la France qui, « par cette voie, recevait des denrées coloniales « nécessaires à son industrie manufacturière et

« dont les désastres de sa marine l'eussent privée.
« L'on devait donc se flatter qu'une neutralité
« fondée sur de tels intérêts et sur des traités se-
« rait respectée ; mais M. de Talleyrand annonça
« en 1806 l'invasion du Portugal qui, rassuré par
« un ministre français, refusa les secours de son
« fidèle allié. Bientôt on fit au cabinet de Lis-
« bonne des propositions rigoureuses, et sans
« attendre sa réponse, on saisit les navires por-
« tugais et l'on commença les hostilités sans dé-
« claration préalable. Le prince régent ne pou-
« vant croire sérieusement à des exigences qui
« compromettaient son honneur, se résolut à
« transporter le siége de son gouvernement au
« Brésil pour épargner le sang de ses peuples et
« tromper les vues de l'ennemi, qui étaient de
« *s'emparer de sa personne et de celles de sa fa-*
« *mille pour partager ses états.* Il effectua son dé-
« part. Il expose maintenant ici les vues d'un
« gouvernement qui vise à dominer l'Europe et
« qui y parviendra *si les grandes puissances enfin*
« *réveillées ne font cause commune contre son insa-*
« *tiable ambition.* Son Altesse Royale a appris
« avec horreur la dévastation du Portugal, la
« persécution de ses fidèles serviteurs et le mépris
« pour ses droits qu'elle ne cèdera jamais ; elle
« demande dans quel code des nations on a puisé

« les principes d'actes semblables. Son Altesse « Royale termine cet exposé en déclarant rompue « toute communication avec la France; elle dé- « clare tous les traités antérieurement faits avec « cette puissance comme non avenus, et autorise « ses sujets à armer contre elle; elle ne conclura « la paix que de concert avec l'Angleterre, et ne « consentira en aucun cas à la cession du Portu- « gal, son plus ancien héritage. »

Le gouvernement britannique, après avoir contribué à sauver la famille royale, s'était contenté de protéger les ennemis de la France, sans oser encore hasarder une lutte entre ses troupes et les armées françaises; mais Junot devint pour lui un puissant adversaire par les excès auxquels ce général et les siens se portèrent. Tout présageait une explosion; les Algarves se mettent d'abord en mouvement, puis l'incendie gagne de proche en proche jusqu'à Porto. Une première insurrection est étouffée; une seconde plus sérieuse triomphe complètement. Le général français Quesnel y est arrêté par le général espagnol Bellesta; un gouvernement est établi au nom du prince régent; on lève des troupes, et des agens sont envoyés en Angleterre pour en solliciter des secours à titre d'allié. Ce que le ministre anglais ne pouvait faire pour l'Espagne qui lui demandait tout,

excepté des troupes, il crut devoir le faire pour le Portugal, et sir Arthur Wellesley, depuis duc de Wellington, partit d'Irlande pour cette expédition avec des instructions qu'une ignorance complète relativement à l'état de la Péninsule fit bientôt reconnaître inexécutables. Mais le cabinet de Londres, tout en employant sir Arthur, n'était pas dans l'intention de lui confier une opération aussi importante. Son audace dans l'Inde, celle qu'il avait manifestée dans l'affaire de Copenhague, faisaient craindre qu'il ne compromît le sort de ses troupes devant un ennemi qu'il était nécessaire d'attaquer avec prudence; sir Hew-Dalrymple, gouverneur de Gibraltar, devait le joindre avec un autre corps et prendre le commandement de l'armée, ayant sous lui sir Harry Burrard et sir John Moore, ce qui rejetait sir Arthur au quatrième rang.

Junot, devenu gouverneur général du Portugal le 2 février, disposait à Lisbonne de quinze mille hommes, sans compter les corps qui occupaient les différentes places formant la chaîne de postes par laquelle il les liait à sa base d'opération. Cette force était imposante, mais Junot avait aliéné tous les esprits sans en imposer à aucun, car il ne possédait ni ce caractère conciliant qui les ramène, ni cette constance de volonté qui les

subjugue, choses dont la réunion est nécessaire pour contenir, sans le choquer, un peuple mécontent et irascible.

Arraché cependant à sa voluptueuse paresse par la défection de Bellesta, Junot parvint à diviser, désarmer et emprisonner sur des pontons les soldats espagnols stationnés près de Lisbonne. Mais le mouvement général des populations, l'isolant bientôt, ne lui laissait plus que de vingt-sept à vingt-huit mille hommes sur les cinquante mille que la coopération des Espagnols avait mis sous ses ordres; et quoiqu'il fût sans cesse obligé de détacher des colonnes pour étouffer des insurrections partielles et journellement renaissantes, il n'en était pas moins résolu à conserver Lisbonne, préférablement à la mesure plus sage de se reployer sur Madrid, dont il n'imaginait pas l'évacuation possible, et il annonçait toujours la prochaine arrivée de Napoléon, pour qui il faisait préparer le palais de Quéluz.

Ces ruses tenaient les esprits en suspens, quoiqu'une fermentation sourde devînt journellement plus inquiétante et que la pénurie des subsistances produisît déjà quelques murmures. Cette pénurie était telle qu'on vit des malheureux mourir de faim, de riches négocians réduits à ne pourvoir que très difficilement aux

premiers besoins de la vie, et des employés de l'ancien gouvernement mendier leur pain à la porte des généraux et des administrateurs, qui nageaient dans l'abondance et le luxe.

Il faut ici rendre justice à Junot; si les maux éprouvés par le Portugal étaient les effets d'une invasion dont il se fit l'aveugle instrument, c'était l'œuvre de son maître plus que la sienne, et il chercha souvent à les alléger par les seuls moyens en son pouvoir, la discipline des troupes, l'ordre sans cesse renouvelé de respecter les personnes et les propriétés des habitans; mais sa bonne volonté devenait impuissante. La rapacité générale, qu'il avait perdu le droit de réprimer, fut poussée si loin que, sans l'insurrection espagnole qui coupait aux spoliateurs toute communication avec la France, et l'insurrection portugaise qui détacha de la capitale les plus riches cités, il ne serait resté en Portugal aucun effet transportable d'une certaine valeur.

A ces causes excitatrices d'une inévitable révolte contre un pouvoir odieux se joignaient l'exemple donné par l'Espagne et l'espoir d'être secouru par les Anglais. Déjà, comme nous l'avons dit, Porto se gouvernait au nom de son souverain légitime. Cette ville avait sollicité de l'Angleterre des armes et des équipemens pour

quarante mille hommes d'infanterie et huit mille de cavalerie; elle avait en outre demandé trois mille barils de poudre, un corps auxiliaire de six mille hommes seulement, et trois cent mille crusades, affirmant que ces secours suffiraient pour assurer l'indépendance du Portugal. Puis, si l'on sollicitait les secours du gouvernement anglais, on redoutait sa politique.

Enfin les Algarves, Tra-los-Montes, Beira, se déclarèrent. Quoique sans armes, sans munitions, sans argent, les nobles, les prêtres, les étudians, les paysans s'enrôlèrent de toutes parts, se vouant à la mort plutôt que de continuer à subir le joug de l'étranger, auquel, par respect pour les ordres du prince régent, ils s'étaient momentanément soumis. Ce qui rendait plus favorable la situation des insurgés, c'était de n'être plus entravés dans leurs vues par un prince timide, qui compromît leur cause par ses irrésolutions et les sacrifiât à de fallacieuses promesses. Tout enfin était mis en jeu pour exciter des esprits crédules et des cœurs inflammables; tout, jusqu'à de prétendus miracles, dont l'effet est si puissant sur des imaginations méridionales; car il ne faut jamais parler aux hommes que le langage propre à s'en faire entendre, et les peuples qui se croient libres sous un gouvernement mi-

litaire, habile à les immoler à son ambition, ont moins que tous les autres le droit de railler une superstition qui devient salutaire à l'indépendance d'un autre peuple et qui enfante le plus noble patriotisme.

L'évêque de Porto avait hautement sollicité les secours de l'Angleterre ; les habitans de Lisbonne les sollicitaient aussi, mais secrètement, en s'adressant à l'amiral Cotton, qui bloquait alors le Tage. Ils lui demandaient surtout des armes, des munitions, des vivres et même des troupes. On savait qu'après de longues hésitations, des projets tour à tour adoptés et suspendus, le cabinet de Saint-James s'était enfin décidé à secourir le Portugal; qu'à cet effet une expédition tenait déjà la mer. On l'attendait avec impatience; mais, quoiqu'on en fût instruit par des correspondances particulières et que l'avis en eût circulé parmi un grand nombre d'habitans de Lisbonne, l'adresse et la discrétion des conspirateurs furent telles que la police française n'eut aucune connaissance, ni de ces faits si importans au salut de l'armée, ni des relations continuelles qui s'étaient établies entre la ville et la station anglaise. Aussi Junot et les siens restaient-ils dans une fatale sécurité au moment où la mine était chargée sous leurs pas. Il avait bien

été tenu quelques propos sur l'idée d'un secours étranger, mais d'une manière si vague et depuis un si long temps, que l'autorité les avait pris pour des désirs plutôt que pour des espérances. Il en résulta que la première nouvelle du débarquement des Anglais fut d'abord rejetée comme absurde, et que l'on fut plusieurs jours avant de se convaincre de sa réalité, car toute correspondance était interrompue entre Lisbonne et le lieu où s'effectuait le débarquement.

En effet, sir Arthur Wellesley, à peine arrivé en vue des côtés de la Péninsule, s'était personnellement rendu à la Corogne pour s'instruire de l'état des choses; il y apprit à quel point le ministère britannique avait été abusé par des exagérations, traits caractéristiques du peuple espagnol. A ces premières déceptions s'en joignirent d'autres, lors de son arrivée à Porto. Voyant qu'il ne pouvait absolument compter que sur ses propres troupes, et rejetant les impraticables instructions données par lord Castlreagh, qui étaient de forcer l'entrée du Tage, malgré une ligne d'embossage soutenue de l'artillerie des forts et défendue par une armée plus forte que la sienne, il parut à l'embouchure du Mondego le 1^er^ août, jour où le roi Joseph évacuait Madrid, et y débarqua sous la protection du fort de Figuera, qu'un

intrépide étudiant de l'université de Coïmbre avait surpris.

Ce débarquement fut opéré en dépit des difficultés qu'y opposèrent les vents, les flots et la nature de la plage, et terminé le cinquième jour, où arriva un renfort de cinq mille hommes qui ne put être mis à terre avant le 8; toute l'armée, forte de treize mille hommes, se mit en marche le 9. Junot, instruit enfin, par la joie même des Portugais, de ces événemens auxquels avec plus de surveillance et d'activité il eût pu mettre obstacle, dut alors se suffire à lui-même. Dupont avait succombé en Andalousie, et Bessières, en dépit de ses premiers succès, s'était vu forcé à se reployer sur Burgos; Junot était ainsi privé de tout secours, en même temps que de toute communication avec sa base d'opération. L'on ne s'inquiéta cependant point de l'approche de l'ennemi, dans la persuasion où l'on était que les Anglais, invincibles sur mer, étaient incapables, avec des forces même supérieures, de résister sur terre à des troupes françaises accoutumées à la victoire et conduites par d'habiles chefs; confiance qui enfante parfois des miracles, qui peut aussi amener des désastres, effets d'une audace inconsidérée.

Enfin allait avoir lieu, pour la première fois depuis la révolution, une lutte entre deux nations belliqueuses qui n'y avaient encore préludé que par les deux combats de Canope et de Maïda ; c'est donc ici le lieu d'examiner les moyens hostiles des deux nations rivales.

Depuis que Gustave-Adolphe, Turenne, Eugène et Frédéric, ces incommensurables colosses du génie militaire moderne, firent de la guerre une véritable science, on avait vu naître parmi les Suédois, les Hollandais, les Autrichiens, les Prussiens, ainsi que chez les Français, des généraux dignes élèves de ces grands maîtres. La lutte soutenue depuis dix-sept ans fournissait à l'histoire, Napoléon mis à part, plusieurs généraux distingués dans les armées autrichiennes et françaises ; mais, si l'on excepte Marlborough, aucun général anglais, depuis deux siècles, ne s'était élevé au-dessus de la médiocrité. Cependant tous les élémens de l'héroïsme sont empreints dans le caractère anglais et fermentent au sein des armées britanniques. En effet, le soldat de cette nation, qu'il soit anglais, écossais ou irlandais, joint à l'intrépidité russe, au calme germanique, tout le mordant du soldat français ; si l'Anglais ne possède pas au même degré que celui-ci l'intelligent instinct de la guerre, cette audace enthousiaste qui

ne laisse plus de relâche aux vaincus, cette insouciante gaîté avec laquelle il supporte souffrances, fatigues, dénument de tout genre, sous un général revêtu de sa confiance et qui sait caresser ses vaniteuses passions, du moins ne se décourage-t-il point, ne murmure-t-il pas contre ses chefs, ne croit-il jamais à la trahison, ne lui voit-on pas perdre la tête au moment où il essuie une défaite.

En passant de ces traits caractéristiques de deux nations éminemment belliqueuses à leur organisation militaire, nous noterons que, si l'organisation française avait été portée au plus haut degré de perfection, l'armée se composait cependant de soldats mal vêtus, mal nourris, mal soignés dans les hôpitaux, quand toutefois il en existait pour les recevoir, et d'un physique qui, vu la grande dépense d'hommes, commençait à devenir plus faible de jour en jour. Quant à l'organisation de l'armée anglaise, très longtemps vicieuse, on la voyait tendre vers un meilleur ordre de choses, sous l'influence du duc d'York*, et depuis surtout que le territoire européen continental semblait devoir être le seul théâtre ouvert au choc des guerriers français et britanniques: une émulation de gloire y avait

*Il ne faut pas enlever à ce prince le seul mérite qu'il ait eu.

rendu aussi parfaite que possible la régularité et la précision dans les manœuvres ainsi que dans le commandement et l'exécution des feux; puis, à un intrépide sang-froid dans l'action, le soldat anglais joignait l'avantage d'être le mieux armé, le mieux nourri, le mieux approvisionné et soigné de tous ceux de l'Europe. Enfin le Français obéit conformément à sa propre pensée, l'Anglais avec une complète abnégation de la sienne; l'un juge ses chefs, l'autre leur est aveuglément soumis.

Un général doit étudier le caractère de ses troupes; car c'est de la nature de l'instrument que résulte l'emploi qu'on en peut faire. Ce mérite, aussi rare que précieux, sir Arthur le possédait au plus haut degré; aussi le vit-on sans cesse exécuter tout ce qui était possible et jamais tenter ce qui ne l'était point. Rectitude de pensée et d'action nécessaire surtout chez un général anglais, responsable devant une opinion sévère et jalouse, tant de ses opérations militaires que du salut possible de ceux qu'il commande; double chaîne dont sont affranchis les généraux français, toujours absous par le succès des sanglans sacrifices d'hommes qu'ils se permettent, de l'abandon de leurs blessés devenus inutiles à leur gloire, et d'autres monstruosités sur lesquelles la pensée ne se repose qu'avec un frémissement

d'horreur*. Il n'en était pas ainsi de sir Arthur Wellesley qui, avec autant de confiance que d'audace, avait préparé et pressé l'expédition du Portugal, exécutée avec lenteur et timidité par le gouvernement britannique. Son débarquement eut lieu au moment où Junot, qui aurait dû le prévoir et qui cependant ne s'y attendait point, avait divisé ses forces pour étouffer des insurrections multipliées; aussi ce dernier se hâta-t-il de réunir ce qui lui restait de troupes. Dans ces circonstances si critiques, il ne se manqua pas à lui-même et fut secondé avec autant d'activité et de talent par ses généraux que de vigueur par ses soldats.

Les paysans de l'Alentejo, réunis aux Espagnols, menaçaient de s'emparer de la rive gauche du Tage et des hauteurs d'Alméda, ce qui eût paralysé la défense de Lisbonne et compromis les

* Madame d'Abrantès (tom. XIII, pag. 44 de ses *Mémoires*) dit qu'étant allée voir passer les prisonniers espagnols, d'Astorga, elle entendit des coups de fusil, qu'elle en demanda la cause et qu'il fut répondu par le commandant de l'escorte : « Ce n'est rien; quelques-uns de ces co-
« quins font semblant de ne plus pouvoir marcher, *j'ai*
« *donné ordre qu'on mît tout en règle;* si on les écoutait,
« tous seraient boiteux. » Puis il dit clairement qu'on *fusillait ceux qui ne pouvaient pas marcher.*

bâtimens de guerre mouillés dans son port. Déjà l'armée anglaise, couverte de droite par sa flotte, marchait vers la Capitale; elle aurait pu, après avoir passé le Mondego, filer par Tomar et atteindre le Tage pour se joindre à l'insurrection de l'Alentejo, ou suivre la route de Leiria et d'Alcobaça pour menacer les positions de Cintra et Montachique qui couvraient Lisbonne. La nécessité de ne point s'éloigner de sa flotte, pour en tirer des vivres et faciliter l'arrivée des secours attendus, fit préférer ce dernier parti, et avec d'autant plus de raison que sir Arthur n'avait pu s'entendre avec le général portugais Bernardin Freire. Ne faisant aucun fond sur les masses portugaises et ne connaissant pas le terrain sur lequel il allait avoir à combattre, il ne marchait qu'avec lenteur, quoique généralement accueilli par les acclamations populaires; ce qui donna à Junot le temps de rassembler ses forces pour livrer une bataille qui, en cas de succès, le dégageait de son principal ennemi, et, en cas de défaite, lui laissait une retraite facile vers Lisbonne, que les insurgés hésitaient à insulter et dont les habitans attendaient prudemment leur salut de l'armée anglaise.

Le général Laborde, qui ne se méprit pas sur les intentions de sir Arthur, surveilla sa marche

dans la route directe qu'il suivait, se retira devant son avant-garde et prit position en arrière d'Obidos, pour laisser au général Loison, qui ravageait alors l'Alentejo, le temps de se joindre à lui. Il n'avait que cinq mille hommes, mais avantageusement postés à Roliça; son ennemi en conduisait treize mille cinq cents. Laborde n'hésita pourtant pas à l'attendre; attaqué de front par un adversaire qui aurait pu le tourner, il se défendit avec autant de vigueur que de talens et fit sa retraite en bon ordre devant un vainqueur qui ne put le suivre faute de cavalerie. Cette première action eut lieu le 17 août, jour où le général espagnol la Romana s'évadait du Danemarck avec la plus grande partie de son armée. L'héroïque résistance de Laborde eût été plus meurtrière encore pour les Anglais, si le général Loison, qui ne fit qu'en sept jours les dix-huit lieues de pays qu'il avait à franchir, fût dès le 16, comme il le pouvait, arrivé à sa position de Roliça; mais elle n'en donna pas moins à Junot le temps de réunir ses forces; celles de sir Arthur s'accrurent, après la bataille, de deux nouvelles divisions, qui portèrent son armée à plus de dix-huit mille hommes. Il apprit alors que le bâtiment monté par sir Harry Burrard était dans la rade de Maceira, se remit à son bord et lui soumit son in-

tention de prendre l'offensive, dont le succès lui semblait sûr, tandis que sir John Moore, qu'on attendait, se porterait sur Alméda, pour couper toute retraite à l'ennemi. Mais sir Harry, qui prenait sa timidité pour de la prudence, s'opposa à tout combat nouveau, quoique sir Arthur lui démontrât que s'il n'attaquait pas il serait prochainement attaqué, ce qui arriva en effet. Junot devait à sa position et à l'honneur français de tenter les hasards d'un combat où, du moins, il ne succomberait pas avec honte.

En quittant Lisbonne, Junot invitait les Portugais à la tranquillité dans une proclamation où il leur disait « que la prospérité et la gloire de « leur cité et du royaume étaient ce que désiraient les Français; que l'Espagne souhaitait « d'envahir le Portugal, l'Angleterre de détruire « leur port et leur marine et de causer la ruine « de Lisbonne. » Ces déclamations ne pouvaient produire aucun effet; mais Junot fit mieux en confiant la police de la capitale au général Travot, qui s'y était fait généralement estimer; puis les Portugais ne voulaient pas compromettre le sort d'une question qui allait être décidée par les armes; elle le fut le 21 août à Vimieiro, où Junot, ainsi que les siens, traînaient à leur suite une immense quantité de fourgons chargés des

plus précieuses dépouilles du Portugal, afin de pouvoir, en cas de défaite, capituler en conservant leurs bagages.

L'attaque fut vigoureuse, la défense intrépide, le combat acharné et sanglant. Junot y déploya la plus téméraire audace; Laborde, Bernier, Kellermann des talents distingués; l'armée entière une valeur héroïque; mais ces qualités, dignes d'admiration, échouaient devant la calme intrépidité anglaise et la froide intelligence de sir Arthur, dont l'armée, forte de plus de dix-huit mille hommes, mais presque sans cavalerie et n'ayant que dix-huit pièces de canon, était assaillie par les Français avec treize mille deux cent quatre-vingt-six hommes, dont une cavalerie nombreuse, et avec une puissante artillerie.

Le général anglais, vainqueur sur toute la ligne, avait déjà donné au général Fergusson l'ordre de marcher sur Torres-Vedras pour couper de Lisbonne l'armée française encombrée de bagages, tandis que l'armée anglaise en retarderait la marche en la suivant avec activité; mais sir Harry Burrard arrêta ce mouvement et empêcha les vainqueurs de profiter de leur victoire, dont les trophées furent treize pièces de canon, et, en prisonniers, un général et quelques centaines d'hommes. Sir Harry facilita ainsi une retraite

qui, commencée tumultuairement, se continua avec ordre et sécurité. Sir Arthur, obéissant à regret, dit alors à ses officiers en voilant son dépit d'une feinte légèreté : « Allons, messieurs, nous « n'avons plus rien à faire que de tirer des per- « drix rouges, très abondantes dans ce pays. »

Ainsi se termina, le 21 août, une campagne sur laquelle nous avons cru devoir donner plus de détails que sur les précédentes, parce qu'elle fut le début d'une lutte qui allait durer huit années consécutives, lutte dans laquelle les deux nations, en s'inspirant une estime mutuelle, devaient s'honorer elles-mêmes, chacune sentant que si, dans les combats qu'elle aurait à livrer, le triomphe pouvait s'embellir d'une auréole de gloire, la défaite aussi y serait exempte de honte.

Sir Harry avait à peine commis une seconde et impardonnable erreur que sir Hew-Dalrymple vint prendre le commandement en chef d'une armée pour laquelle il n'était plus temps de se porter sur les points qui couvraient Lisbonne et qui donnaient à Junot les moyens d'obtenir une favorable capitulation. Peut-être eût-il encore pu, avec une armée renforcée d'un tiers, le forcer à mettre bas les armes ; mais il eût fallu livrer des combats sanglans, perdre un temps précieux, retarder la délivrance du Portugal et ajourner

l'espoir de seconder les Espagnols. Ces considérations firent accueillir, de la part de Junot, une offre de capitulation qui prouvait son impuissance de résister à ses ennemis*. Sir Arthur ne s'y opposa point, vu la faute qu'on avait faite de ne pas poursuivre l'ennemi après sa défaite; sir Hew-Dalrymple en prit sur lui toute la responsabilité et elle fut signée le 30 août par Georges Murray et Kellermann, et ratifiée le lendemain.

Par cette convention, qui fit vivement blâmer à Londres les vainqueurs et à Paris les vaincus, vingt-sept à vingt-huit mille hommes devaient être transportés en France avec armes, bagages et artillerie**. Quant à la flotte russe qui, montée de dix mille marins, était demeurée simple spectatrice des opérations militaires, l'amiral Siniavin, par une capitulation particulière, la livra aux Anglais à titre de dépôt, à la condition qu'elle serait rendue à la Russie lors de la paix entre les deux puissances.

* Louis Bonaparte parle ainsi de la bataille de Vimieiro (*Documens sur la Hollande*, tom. II, pag. 302): « Une « armée anglaise débarqua en Portugal; Junot la bat- « tit, etc. »

** Voyez la pièce justificative E.

Pour donner ici les détails de l'évacuation de Lisbonne par les troupes françaises, nous ne pouvons rien faire de mieux que de copier la lettre suivante, adressée à un haut personnage par un témoin oculaire. « Rien ne prouve à quel point « les perturbations politiques amènent à leur suite « de funestes effets, changent la direction des « idées, exaltent les ambitions sur des droits ac- « quis par les services rendus, ou quelquefois ima- « ginaires, comme ce qui se passe maintenant ici. « Les Anglais, presque abandonnés des Portugais « armés et équipés par eux, avaient sans doute « seuls le droit de traiter avec un ennemi que « seuls ils avaient vaincu. Les populations rurales, « les habitans de la capitale, les accueillent avec « ivresse ; on les attendait comme des libéra- « teurs ; ils sont bénis par les soldats espagnols « dont ils brisent les fers. Eh bien ! à la lueur « même des feux de joie qui s'allument de toutes « parts, ne voit-on pas la junte de Porto, dans son « délire monarchiquement révolutionnaire, pré- « tendre, de sa propre autorité, représenter le « pays, gouverner l'Etat et transporter chez elle « le siége de l'administration ? Ne voit-on pas « nombre de Portugais, paisibles spectateurs de « la lutte, se plaindre amèrement de ceux qui les « rendent à la liberté et crier à la trahison parce

« qu'on a traité sans leur concours? Sir Hew-Dal-
« rymple a répondu à ces plaintes par l'observa-
« tion que sa convention était purement mili-
« taire ; qu'il n'existait point en Portugal de gou-
« vernement de droit, et même de fait, légale-
« ment autorisé à traiter ; par la demande enfin
« que lui adressait Castanos d'une prompte coo-
« pération, que rendrait impossible *tout retard*
« dans les négociations ; il a opposé aux ambi-
« tieuses prétentions de la junte de Porto les
« principes de la légitimité monarchique qui exi-
« geaient la réintégration de la régence nommée
« par le prince lors de son départ pour le Brésil. Il
« a étouffé ainsi de dangereuses semences d'anar-
« chie, et le bonheur général, les bénédictions
« du pauvre même l'ont emporté bientôt sur
« d'absurdes exigences. Mais les biens dont on
« jouit n'ont cependant pas été sans mélange, ni
« les murmures sans excuses ; car, à titre de ba-
« gages, nombre de Français ont profité de leur
« dernier séjour à Lisbonne pour y enlever tout
« ce qui tombait sous leur main ; nouveau pillage
« ajouté à plus de deux cents millions déjà enlevés
« au pays ; aussi la protection des forces anglaises
« les a-t-elle préservés des plus sanglans outrages.
« Ce qui a le plus contribué à irriter le peuple, c'est
« qu'un des caissons de l'armée s'étant brisé

« tandis qu'on le portait à bord, on a vu s'en « échapper des vases sacrés, et pour prévenir des « troubles le général anglais a établi une com- « mission tripartie française, anglaise et portu- « gaise, chargée de prononcer sur la légitimité « des réclamations faites par les habitans. Nombre « de spoliateurs se sont vus forcés à d'humiliantes, « mais incomplètes restitutions. Ce scandale n'a « pas atteint quelques hommes de bien, et no- « tamment l'intègre Hermann et le général Tra- « vot, à qui la tranquillité de Lisbonne avait été « confiée durant la bataille de Vimieiro. Cepen- « dant des méfiances étouffées sans être éteintes « fermentent encore sourdement à l'égard du « gouvernement britannique, et il faudra de nom- « breux et imminens services pour en faire totale- « ment disparaître jusqu'aux dernières traces. Au « reste, c'est un grand et fécond événement poli- « tique que cette lutte nouvelle et inattendue.

A peine Dumouriez eut-il connu les premiers événemens du Portugal que cet homme, qui jadis avait exploré ce pays en observateur politique et militaire, se hâta d'offrir ses services au cabinet de Saint-James. Presque septuagénaire, mais conservant encore tout le feu du jeune âge, il brûlait du désir de reparaître avec éclat sur la scène du monde. Ses démarches mul-

tipliées furent infructueuses à Londres, comme l'avaient été celles successivement faites par lui à Saint-Pétersbourg et à Berlin. Ses vues se dirigèrent alors vers l'Espagne qui refusa de l'accueillir personnellement, quoiqu'elle adoptât son plan de guerre, traduit en espagnol sous le titre de *Partidas de Guerillas*, et c'est d'après le conseil qu'il y donnait de préférer l'emploi des bandes de partisans au système des grandes armées et des batailles que l'Espagne obtint ses héroïques succès et que la France éprouva ses ruineux désastres. Cet intrigant n'était pas le seul que la junte avait eu à repousser. Des tentatives précédemment faites pour des princes de la maison de Bourbon échouèrent devant la prévoyante sagesse du gouvernement britannique. Un agent sicilien nommé Robertoni travailla à Séville pour faire décerner la régence au prince Léopold de Naples; Castanos parut favorable à ce projet, mais sir Hew-Dalrymple fit chasser l'émissaire et fut approuvé par son gouvernement. Plus tard le duc d'Orléans demanda à être transporté en Espagne pour y servir contre Napoléon la cause de sa famille *, et l'ambassadeur britan-

* Lettre de M. Drummond à sir Alexandre Bati, datée de Palerme, du 4 juillet 1808.

nique en Sicile écrivit le 24 juillet à sir Hew-Dalrymple que don Léopold et son cousin se présenteraient aux Espagnols *comme soldats* et accepteraient *telle situation qui serait jugée convenable à leur illustre rang.* Ils arrivèrent à Gibraltar le 9 août, environnés d'une cour nombreuse; mais Dalrymple, qui n'était pas encore parti pour son commandement de Portugal, prévoyant les embarras que causeraient les deux princes, dont l'un demanderait hautement la régence pour son père et dont l'autre la solliciterait secrètement pour lui-même, refusa de les laisser débarquer. Il lui semblait d'ailleurs aussi inconvenant que dangereux, de voir, au sein des dissentimens qui divisaient déjà les juntes provinciales, celle de Séville, qu'on ne voulait point reconnaître en qualité de junte suprême, s'arroger le droit de nommer seule un régent. Cependant, le capitaine de vaisseau qui avait amené les deux princes refusant de les reconduire en Sicile, le duc d'Orléans descendit à terre et ne fut reçu que comme hôte. Castlereagh, nullement engagé dans cette intrigue et n'agissant pas de concert avec Canning, donna au nom du roi son assentiment à la conduite de Dalrymple.

Le prince français ne s'en tint cependant point à cette démarche infructueuse. Le chevalier de

Broval, qui s'était noblement attaché à sa fortune de proscrit, se rendit à Séville, où il employa toutes les ressources de son esprit pour y faire des partisans à celui dont il avait autrefois été sous-gouverneur. Homme de bien, quoique réellement ambitieux sous un air de modestie désintéressée ; adroit et fin sous un voile de candeur; observateur éclairé, confiant avec mesure, fidèle à sa religion, ce qui, auprès des Espagnols, servait ses vues politiques ; soufflé, quant aux rapports militaires, par Dumouriez, qui espérait se reproduire sous les auspices d'un prince jeune et sans expérience, à la faction duquel il s'était voué dès l'origine de la révolution française ; Broval, qui avait été connu à Londres du ministre Canning et s'en était fait estimer, était secrètement autorisé et secondé par lui dans sa délicate mission ; chose inconnue au reste du cabinet.

Canning avait été conduit à cette intrigue par l'opinion qu'il s'était faite des affaires et des hommes de la Péninsule, où il voyait une nation dépourvue d'un ordre quelconque sur lequel on pût se reposer, et sans chef avec lequel il fût possible de traiter en toute sécurité. Il voulait donc donner à cette contrée un régent dont les opinions fussent plus favorables aux intérêts de l'Angleterre que ne le paraissaient ceux qui gouver-

naient alors ; il espérait bien affranchir les Espagnols de la domination française, mais en les plaçant sous celle du gouvernement britannique, et ne perdait pas de vue le projet de faire occuper Cadix par une garnison anglaise, ce que la junte de Séville n'avait jamais voulu permettre. Ainsi recommandé et soutenu, Broval approcha lentement, mais d'un pas sûr, du but vers lequel il tendait, et y fût victorieusement parvenu sans les obstacles que sir Arthur et les siens crurent devoir jeter devant une ambition que masquait le double intérêt de famille et de légitimité.

La cour de Palerme n'était pas la seule qui convoitât le pouvoir délaissé par Ferdinand VII. Tandis que celui-ci abdiquait à Bayonne, sa sœur, la princesse du Brésil, adressait, le 19 avril, aux provinces espagnoles d'outre-mer une déclaration qui portait : « Je me crois suffisamment au-« torisée et obligée à exercer les fonctions de la « famille d'Espagne existante en Europe, comme « leur plus proche représentante, envers ses fi-« dèles et bien-aimés sujets sur le continent de « l'Amérique. D'après ces principes, il m'a paru « très urgent de vous adresser un manifeste par « lequel je déclare nulle la cession que le roi don « Carlos IV, ainsi que tous les autres membres

« de la famille royale, ont faite en faveur de l'em-
« pereur ou chef des Français. »

Les vieilles prétentions de l'Autriche s'étant aussi réveillées, elle entretint des agens secrets à Séville *. L'archiduc Charles y comptait des partisans, séduits par l'espoir que cette puissance adopterait leur cause. Les autres puissances européennes, celles même qui étaient volontairement ou forcément alliées de la France, y entretenaient également des agens affidés pour être journellement instruites des événemens de la Péninsule, de l'esprit dont était animé le peuple espagnol, des talens de ses chefs civils et militaires, de leurs vues, de leurs moyens de résistance et de ce qu'on pouvait en augurer relativement aux intérêts et à la destinée future des puissances continentales. En Prusse on faisait des vœux mêlés de crainte et d'espoir en faveur de l'insurrection espagnole. Le cabinet russe, plus indifférent à cet

* L'Autriche envoya même alors secrètement en Espagne, comme agent militaire, le colonel Crossard, qui, dans ses Mémoires, a parlé fort longuement de sa mission, sans donner toutefois à cet égard beaucoup d'éclaircissemens politiques.

(*Note de l'éditeur.*)

égard, en raison de sa sécurité quels qu'en fussent les résultats, était plus frappé des défaites multipliées des insurgés que de leur inébranlable constance. Alexandre, ne voyant aucune armée se former sur un mode régulier, aucuns talens se manifester parmi les généraux, et l'anarchie régner dans les juntes comme dans les populations, demeurait dans l'expectative et y maintenait le cabinet prussien.

Napoléon, quoique rassuré sur la direction politique du Tzar par son habile, zélé et surveillant ambassadeur Caulaincourt, n'était pas sans quelques inquiétudes sur cette guerre d'Espagne, qui dévoila si hautement son caractère, guerre dont il n'avait nullement prévu l'explosion et les dangers. Deux places venaient de résister à de vives attaques dirigées contre elles; deux de ses armées avaient été forcées de capituler avec des insurgés qu'il méprisait, et les Anglais objets de sa haine. Il fallait, pour écraser la Péninsule, y porter des forces immenses, les retirer de l'Allemagne, risquer de voir au Nord les sociétés secrètes porter le peuple à imiter l'exemple donné par les Espagnols, et la Prusse chercher ainsi à s'affranchir des accablans tributs qui lui avaient été imposés. Puis, en dépit de ses protestations amicales, l'Autriche renforçait ses ar-

mées; les ministres de la cour de Vienne, et spécialement l'habile comte Metternich, lui inspiraient de la défiance. Le système continental, plaie qu'il s'était faite à lui-même, déjà ruiné dans la Péninsule, était violé dans le Nord où, malgré l'active surveillance des douanes françaises, les marchandises anglaises pénétraient et circulaient, tandis qu'en vertu de deux nouveaux arrêts du conseil le cabinet britannique ordonnait des représailles contre le Danemarck, la Toscane, Naples, Raguse, les îles Ioniennes, et défendait l'entrée de tout produit français, même des vins et eaux-de-vie, ce qui ruinait toute la France méridionale; enfin, une partie de l'Italie était en proie à des troupes de brigands.

Jamais la diplomatie européenne n'avait été plus active, agissant sous la double influence de l'espoir et de la crainte. Le cabinet de Saint-James mettait en jeu tous les fils de sa politique anti-française, mais ne faisait point, même en faveur de la Péninsule, tout ce que ses intérêts lui eussent commandé; les envois qu'il avait faits dans ce pays, en matériel de guerre et d'équipement, étaient cependant immenses *; il en annonçait de plus considérables encore, et notam-

* Voyez la pièce justificative F.

ment celui d'un corps de troupes qu'il fallait bien que la France se décidât enfin à considérer comme redoutable. Napoléon devait-il persister dans sa funeste invasion de l'Espagne, en retirant ses troupes du Nord, ou se maintenir en force dans le Nord en abandonnant ses prétentions sur l'Espagne? Il fallait, avant de se décider, être assuré des intentions de l'empereur de Russie, que Caulaincourt avait alarmé par une explication inopportune sur le sort de la Pologne. Bien que la paix de Tilsitt eût sanctionné d'avance les acquisitions faites ou à faire de part et d'autre, le Tzar n'avait pas vu sans inquiétude les discussions de Savary à l'égard de la Turquie, et il ne s'était pas dissimulé les vues secrètes de son allié, en laissant une grande masse de troupes sur ses frontières. L'empereur des Français demanda donc avec instance à celui de Russie une entrevue, et Erfurt fut désigné comme le lieu où ils se réuniraient.

Napoléon n'avait cessé d'inonder l'Allemagne de surveillans occultes, qui lui rendaient compte de tout ce qui pouvait l'y intéresser; l'un d'eux lui mandait de Dresde, le 8 juin 1808 : « Une chaîne « d'intrigans dangereux s'étend de Tœplitz à Vien- « ne et de Vienne à Londres. Ils sont en relation « avec M. Gentz et s'efforcent de semer la défiance « entre la France et l'Autriche; s'ils n'égarent

« pas la cour de Vienne, ils nourrissent du moins « les odieuses espérances de l'Angleterre et son « obstination insensée. » Napoléon s'était donc hâté, dans une circulaire aux princes confédérés, du 28 juillet 1808, de s'exprimer ainsi : « Les arme- « mens de l'Autriche vous sont connus; elle les nie, « ce qui prouve des intentions hostiles; elle répond « que je lui demande des provinces, ce qui est faux. « Protecteur de la Confédération du Rhin, je dois « veiller à sa sûreté; déjà j'ai fait marcher mes « troupes; je vous engage à faire préparer les « contingens des grands-ducs et du collége des « princes. » Il félicitait, le 7 septembre, le grand-duc de Bade de la rapidité avec laquelle il avait rassemblé le sien; et ce prince dans sa réponse disait : « Que les sacrifices auxquels il est tenu ont « *absorbé* les deux tiers de ses revenus; que les « impôts ont été augmentés, que le mécontente- « ment en est l'effet; que le crédit est nul, le « commerce et la circulation empêchés; qu'un « emprunt ne peut se faire; qu'il supplie Napoléon « de ne point employer son contingent contre « l'Espagne, le soldat y marchant avec répu- « gnance; que les troupes françaises, à leur der- « nier passage, ont maltraité toutes les provinces « et ont exigé plus que lorsqu'elles marchaient à « l'ennemi; que les États de la Confédération ne

« peuvent soutenir long-temps cet armement. » Mais le jour même où Napoléon recevait ces douloureuses plaintes, il invitait le grand-duc à se rendre à Erfurt. Sur quoi son Altesse Royale se confondait * en témoignages *de reconnaissance*, quoiqu'on eût gardé le silence sur ses justes réclamations. Telle était la timide soumission des princes confédérés.

Passons sur les détails préliminaires d'étiquette, relativement à cette entrevue d'Erfurt, où les deux empereurs arrivèrent le 27 septembre; ne nous occupons pas non plus des fêtes qui y eurent lieu durant leur séjour et notons les objets les plus importans traités dans cette réunion solennelle, où les princes allemands accoururent de toutes parts pour offrir leurs humbles hommages aux deux puissans monarques et principalement à Napoléon. C'étaient, outre les rois de Saxe, de Bavière et de Wurtemberg, soixante-onze autres princes ou seigneurs du premier ordre, et parmi les ministres des cours européennes, avec l'empereur Alexandre, Romanzoff, Tolstoï et Speranski, ames damnées de Napoléon; avec celui-ci, Caulaincourt, Champagny, Maret duc de Bassano,

* Lettre du 19 septembre.

Savary, Bourgoing. La Prusse y était représentée par le comte de Goltz et l'empereur d'Autriche par le baron de Vincent ; car l'empereur des Français en avait particulièrement exclus le comte Metternich, dont, bien plus qu'il ne se l'avouait, il redoutait la pénétration. L'empereur d'Autriche ne put ou ne voulut point se rendre à cette réunion ; il adressa, en date du 18 septembre, à l'empereur des Français, une lettre dans laquelle il l'assurait de ses *sentimens inviolables, si contraires aux fausses représentations répandues sur les institutions internes de la monarchie et qui avaient dû être éclaircies par le comte Metternich.* Cette déclaration officielle lui était apportée par ce même baron de Vincent, dont il avait su apprécier également les talens et la loyauté à Campo-Formio, à Paris, après le traité de Presbourg, et à Varsovie ; elle émanait d'un prince loyal et vertueux, ami de la paix et trop soigneux du bonheur de son peuple pour entamer une guerre nouvelle sans une extrême nécessité. Cependant il refusa d'y croire, et dans une audience donnée au baron de Vincent il fut animé d'une rage telle qu'il jeta et foula aux pieds son chapeau ; mais il échoua devant le sang-froid de celui qu'il voulait intimider, et crut ou feignit de croire ce qu'il

désirait, afin de gagner du temps, et il notifia donc au roi de Bavière, le 12 octobre, qu'il pouvait faire rentrer son contingent; mais il insinuait par son ministre à la cour de Vienne « que les corps « seraient renforcés et les troupes de la Confédéra- « tion remises en situation hostile toutes les fois que « l'Autriche ferait des armemens extraordinaires. »

Le roi de Prusse ne vint pas non plus à Erfurt, mais ses intérêts y avaient pour défenseur l'empereur Alexandre; et Napoléon, qui voulait amadouer son allié, se relâcha, à sa demande, de quelques-unes de ses prétentions. Ce n'était qu'un très léger allégement à des charges exorbitantes, mais une forme de paiement plus facile, qui consistait en cinquante millions de francs, reçus par Daru le 5 novembre, et soixante-dix millions de francs en lettres de change ou obligations garanties par les provinces, et qui devaient être échangées après six mois contre des mandats hypothécaires sur les domaines de la couronne. En vertu de cette convention, signée par le comte de Goltz, les caisses publiques du royaume furent remises aux mains des employés royaux.

Ce n'était encore là que le prélude des grandes affaires qui devaient être traitées entre les deux hommes les plus fins peut-être, et sans aucun

doute les plus puissans que l'époque actuelle aient vu lutter de politique et d'adresse. Il fut surtout question à Erfurt des affaires de Turquie, de Suède, de Pologne, d'Espagne et d'Autriche. Nous allons en parler successivement.

L'empereur Alexandre avait persisté dans la guerre contre la Turquie, en dépit des notes et insinuations du cabinet des Tuileries, mais sans succès marquans, ni sous le court et passager commandement du général Mayendorff, ni sous celui plus long du général Ouvaroff, dont l'ineptie ruina presque sans combats une brillante armée. Le Tzar cependant se flattait encore de la conquête entière de l'empire ottoman et cherchait à y faire consentir Napoléon, qui ne cessait de s'y refuser, comme le monarque russe se refusait de son côté à la réunion des Églises grecque et latine, que le souverain français eût ainsi placées toutes deux sous sa domination ; mais celui-ci ne s'opposait plus à l'occupation, non effectuée encore, des deux hospodarats, moyen de maintenir les Russes dans un état de lutte militaire favorable à sa propre puissance.

Quant à la guerre de Suède, commencée le 7 février 1808 par une armée russe qui envahit la Finlande, sous les ordres du général comte Buxhowden, le prétexte en avait été le refus de

Gustave-Adolphe d'accéder au système continental, qui eût ruiné son pays. Les intrigues du transfuge Sprengsporten ne purent ébranler la fidélité des Finlandais; mais l'amiral Cronstedt rendit Sweaborg, ce Gibraltar du Nord, qui n'avait point été régulièrement attaqué et dont la délivrance eût été assurée par la fonte des glaces, et il livra ainsi aux Russes une belle flottille et des munitions immenses; aussi se réfugia-t-il alors en Russie avec sa famille. Le feld-maréchal Kingspor, commandant en chef de l'armée suédoise, se retira donc contre des forces supérieures, mais avec vigueur et talent, et signa un armistice qu'Alexandre refusa de ratifier. Pour faire persister le Tzar dans cette détermination, afin de le voir simultanément occupé au nord et au midi de son empire, Napoléon convint avec lui d'un partage du royaume de Suède entre la Russie et le Danemarck. *La rivière de Motala, et la cime des montagnes qui de ses bords se dirigent vers la mer*, devaient former la ligne de démarcation des deux États; moyen de diviser, en les rapprochant ainsi, deux cabinets naturellement alliés. Alexandre, plus habile encore que son émule, se contenta de convoiter la seule Finlande et de travailler au détrônement du roi, mais non de la maison royale de Suède.

Le sort de la Pologne était un objet du plus grand intérêt pour la Russie, et Napoléon se prononça à cet égard de la manière la plus conforme aux vœux du Tzar, ce qui satisfaisait aussi l'Autriche dont on ne voulait pas éveiller l'inquiétude, et la Prusse dont les peuples étaient plus irrités qu'accablés de leurs désastres. Aussi Alexandre n'hésita-t-il pas à reconnaître les stipulations de Bayonne, l'intronisation de Joseph à Madrid et celle de Murat à Naples, ainsi que l'acquisition de l'Étrurie ; car, devant avoir principalement en vue les intérêts de son empire, depuis que ceux de l'Europe, qu'il avait défendus si héroïquement, avaient été comprimés par la désunion de ceux qui eussent dû s'armer en leur faveur, il lui était aussi utile de voir l'empereur des Français sérieusement engagé au Midi qu'il importait à celui-ci de rendre la Russie inhostile contre lui, en raison des deux guerres qu'elle avait à soutenir et aussi en raison de la promesse qu'il obtenait du Tzar, que, dans le cas où la France serait forcée de faire la guerre à l'Autriche, ce prince attaquerait de son côté cette puissance avec cinquante mille hommes.

Mais un dernier objet qui touchait Napoléon aussi vivement que ceux ci-devant exposés, était une alliance de famille; depuis long-temps il

projetait de répudier l'impératrice Joséphine. Il fut donc question de son mariage avec la grande-duchesse Catherine Paolowna, sœur chérie d'Alexandre, princesse aussi distinguée par son esprit et son caractère que par sa figure. Le Tzar ne s'y refusa pas ouvertement, mais en référa, non à la Tzarewna, dont la brûlante ambition eût peut-être accueilli cette demande, mais à l'impératrice-mère qui, dit-il à Napoléon, était exclusivement chargée de toutes les affaires de ce genre. Cette princesse repoussa la proposition, et pour qu'on ne la réitérât plus, elle se hâta de marier sa fille au prince d'Oldenbourg.

Le 12 octobre, les deux empereurs écrivirent au roi d'Angleterre pour l'inviter à la paix, *afin*, disaient-ils, *de faire cesser cet état d'agitation et de malheur où l'interruption du commerce maritime a placé les plus grands peuples, et affermir le bonheur de cette génération à la tête de laquelle la Providence nous a placés.* Dans sa lettre d'envoi au ministre anglais Canning, le comte Romanzoff assurait que *l'union des deux empereurs était à l'abri de tout changement et formée pour la paix comme pour la guerre;* que, quant aux bases de négociation, Leurs Majestés ne trouvaient pas d'inconvénient à adopter toutes celles proposées par l'Angleterre, savoir *l'uti possidetis*. Champagny

faisait dans la sienne la même proposition.

Canning répondit le 26 à Romanzoff, que S. M. Britannique ne pouvait répondre comme elle l'eût désiré à une communication particulière, d'après les formes dans lesquelles elle lui était parvenue, sans reconnaître en même temps des titres que le roi n'avait pas *reconnus;* qu'elle s'empresserait de communiquer à S. M. Suédoise *et au gouvernement de l'Espagne* les propositions qui lui étaient faites, persuadée que Sa Majesté Impériale ne saurait *être induite à sanctionner des usurpations dont le principe n'est pas moins injuste que l'exemple dangereux pour les souverains légitimes.* A cette dernière réflexion près, sa réponse à Champagny fut absolument la même. La note qui y était jointe portait que le roi *a toujours désiré une paix générale à des conditions compatibles avec la dignité de sa couronne, la fidélité à ses engagemens et la sûreté permanente de l'Europe; que la guerre dans laquelle Sa Majesté est engagée n'a été prolongée que parce que ses ennemis n'ont présenté aucuns moyens honorables et sûrs de la terminer;* que, d'après les engagemens personnels de Sa Majesté, les intérêts du Portugal et de la Sicile sont confiés à sa protection; qu'elle est liée au roi de Suède aussi bien *pour la paix que pour la guerre;* que, par rapport

à l'Espagne, elle *a contracté, à la face de l'univers, des engagemens non moins sacrés;* qu'elle est donc persuadée que, dans les ouvertures qui lui sont faites, de telles relations ont été *prises en considération.*

Romanzoff répliqua le 16 novembre, de Paris où il s'était rendu, que la France et la Russie admettraient *sans difficulté* le concours au congrès des *rois alliés* de Sa Majesté Britannique, mais non les *plénipotentiaires des insurgés espagnols;* que l'empereur de Russie était résolu *à ne pas séparer ses intérêts* de ceux de Napoléon.

Dans une contre-note de Champagny, en date du 18, dépourvue de toutes convenances, il suppose que le gouvernement anglais, a pris pour *faiblesse, ou besoin,* une démarche dictée par *l'esprit de paix et de modération.* Il s'étonne qu'on veuille admettre les *insurgés espagnols;* il demande ce qu'on eût pensé de la proposition d'admettre également les *insurgés d'Irlande*, avec qui *la France a aussi des rapports;* il dit que l'Angleterre serait dans une *étrange erreur* si elle avait l'idée *de lutter avec avantage sur le continent contre les armées françaises;* enfin il admet au nom de son maître les rois qui règnent au Brésil, en Suède, en Sicile, et consent à prendre pour base l'*uti possidetis.*

Dans ses deux notes officielles du 9 décembre, Georges Canning, en s'adressant au comte Romanzoff, exprime la surprise que Sa Majesté Impériale ait conçu l'idée d'une pacification générale ; en commençant par *l'abandon de la cause espagnole et de la monarchie légitime.* Le roi avait espéré que les ouvertures faites *par la Russie seraient une garantie contre la proposition d'une condition aussi injuste ;* il n'imaginait pas sur quel principe Sa Majesté Impériale a pu être contrainte à reconnaître le droit que la *France s'arroge de déposer et d'emprisonner des souverains ;* que si l'empereur de Russie a engagé son honneur et les ressources de son empire pour soutenir de tels principes, Sa Majesté Britannique ne pourra attribuer la prolongation des calamités de la guerre qu'au refus d'une paix honorable et juste.

Dans sa note à Champagny, Canning, s'abstenant de toute répouse à des expressions insultantes, se contentait de déclarer les regrets éprouvés par le roi de ne pas voir son désir de la paix se réaliser, sa ferme résolution de ne point abandonner *la cause espagnole*, et sa constante intention de ne jamais consentir à *une usurpation à laquelle on ne peut rien comparer dans l'histoire du monde.*

On fut assez généralement persuadé que la seule intention de l'empereur des Français était,

à cette époque, de manifester hautement son intime alliance avec l'empereur de Russie, et de faire, indirectement du moins, reconnaître son titre impérial par l'Angleterre, en accolant sa signature à celle du Tzar; mais les gens placés de manière à être parfaitement instruits du vœu de ces deux princes ne doutent pas qu'ils désiraient sincèrement la paix; Alexandre pour raviver le commerce languissant de son empire, Napoléon pour avoir la faculté d'écraser la Péninsule par terre et par mer, dès que les Anglais l'auraient abandonnée. Mais ce que celui-ci ne soupçonnait pas, c'est que le ministère britannique, quand même il aurait été plus facilement leurré par les concessions qu'on lui offrait, n'aurait pas eu le pouvoir de commettre une telle lâcheté en présence de l'opinion publique qui y eût vu la flétrissure de l'honneur national.

Les deux monarques s'étaient déjà séparés depuis deux mois quand cette négociation illusoire fut totalement rompue. Les courtisans sont habiles à lire dans les traits et quelquefois dans l'ame de leur maître; ils remarquèrent que si Alexandre et Napoléon avaient hautement manifesté à Erfurt la plus grande union et la plus sincère cordialité, en allant même de part et d'autre au-delà des convenances, tous deux, après s'être

quittés, parurent moins satisfaits des résultats de leur entrevue qu'ils ne l'avaient espéré.

Persuadés qu'une rupture entre les deux empereurs était, sinon prochaine, du moins inévitable, les éternels ennemis de la France tentèrent de former une alliance nouvelle entre l'Autriche, la Suède, la Prusse et la Russie; il en fut fait, à Paris même, quelques ouvertures au baron de Brokhausen, homme d'un caractère excellent, d'un esprit calme, de mœurs douces, et prudent jusqu'à la timidité, qui n'osa les accueillir. Napoléon se défiait pourtant du ministre prussien, car on conçoit toujours des soupçons sur le compte de ceux qu'on a impitoyablement opprimés. Quant au comte Tolstoï, il éluda toutes les propositions y relatives, et le comte Romanzoff les rejeta formellement; mais son maître, méfiant sans vouloir le paraître, entretenait déjà à Paris des agens dont nous aurons plus tard à reproduire les rapports secrets.

Tandis qu'avaient lieu ces intrigues plus ou moins voilées, et qu'un voyage à Pétersbourg par la famille royale prussienne était déjà décidé, quoique non encore annoncé, l'état des affaires des Français en Espagne empirait, en dépit de la lenteur que le gouvernement anglais, sous des ministres divisés dans leurs vues, mettait à secourir la Péninsule, et, écoutant les vaines cla-

meurs des bouillans Portugais, soumettait à une cour d'enquête la conduite des généraux libérateurs du Portugal, ce qui empêcha de saisir le moment le plus opportun pour donner un nouvel élan à l'insurrection espagnole.

Cependant le marquis de la Romana, ne voulant pas prêter un serment violateur de ses devoirs et qui répugnait à la loyauté de ses soldats, était parvenu, avec autant de fermeté que de prudence, à s'échapper du Holstein, ainsi que la plus grande partie de son corps, évasion favorisée par les Anglais qui rendaient ainsi à l'Espagne et des troupes réglées dont elle manquait, et le plus distingué de ses généraux. Les journaux français l'injurièrent, comme ayant contrevenu à un engagement sacré; cependant, sur l'ordre du général Bernadotte, il ne s'était soumis qu'à le prononcer ainsi : « Comme *individu* de « l'armée espagnole, et *uniquement* dans la con- « viction que la nation entière, légalement *repré- « sentée*, peut avoir, *en pleine liberté*, prêté un « serment semblable à celui qu'on exige de nous, « *et seulement dans ce cas*, nous jurons fidélité à « Joseph Napoléon. »

L'Espagne entière protestait alors contre les actes *illégaux* de Bayonne; l'exaltation populaire était dans toute sa force, mais non avec cet heu-

reux ensemble si nécessaire à la défense nationale ; l'anarchie régnait au sein de ce grand et noble mouvement. Le besoin de la faire cesser était généralement senti ; on différait néanmoins dans les moyens d'y parvenir. Les militaires voulaient un régent, les gens de loi voulaient confier le pouvoir au conseil de Castille ; des intrigans internes et externes militaient en faveur du premier de ces projets, le second était rejeté par des ambitieux subitement élevés au pouvoir. Cependant il fallait un centre de direction aux opérations militaires et gouvernementales, une autorité généralement reconnue, afin de pouvoir traiter avec l'étranger ; et la formation d'une junte centrale, composée de députés des juntes provinciales, fut le *mezzo-termine* auquel on s'arrêta.

Vingt-quatre délégués des juntes d'Aragon, des Asturies, de la Vieille-Castille, de la Catalogne, de Cordoue, de l'Estramadure, de Grenade, de Jaën, de Mayorque et îles adjacentes, de Murcie, de Séville, de Tolède et de Valence, se réunirent donc sous la présidence du vieux comte de Florida-Blanca, dont l'administration avait été l'une des gloires de l'Espagne ; à sa mort, qui malheureusement eut lieu bientôt, elle fut présidée par le comte d'Astorga, très digne de

lui succéder. Cette junte centrale, installée à Aranjuez le 19 septembre, avait des ministres pour les différentes branches du gouvernement. Elle fit jurer à ses membres, le 24, de défendre la religion, d'être fidèles à Ferdinand VII, à ses droits et *à sa souveraineté ;* de protéger les lois au péril de leur vie, de leur sûreté, de leurs propriétés; elle appela aux armes tous les Espagnols de seize ans à quarante-cinq, forma à la hâte quatre-vingt-dix mille hommes d'infanterie et neuf mille de cavalerie. Quant à la manière de les employer, elle prescrivait, conformément aux conseils donnés par Dumouriez, d'éviter tout engagement général, de faire partout une guerre de partisans, de nommer dans chaque province un général en chef qui dirigerait les mouvemens militaires. Elle nomma trois généraux supérieurs ayant chacun le titre de généralissime, pour 1° les provinces de l'Andalousie, Murcie et Basse-Estramadure; 2° la Galice, Haute-Estramadure, Vieille et Nouvelle-Castille et le royaume de Léon; 3° les royaumes de Valence, d'Aragon et la Catalogne; de plus, des généraux pour la Navarre, la Biscaye, les Asturies. Chaque gouvernement devait lever une armée; Madrid et la Manche devaient être confiées à une administration particulière. La situation et l'em-

ploi des généraux furent décidés et l'on déclara : 1° qu'il serait fait des proclamations; 2° que tout homme à talent serait invité à écrire sur les affaires publiques; 3° que les cortès seraient assemblés après la délivrance de l'Etat.

Ainsi constituée, la junte pouvait entretenir régulièrement avec les puissances étrangères des rapports qui n'avaient encore eu lieu que d'une manière imparfaite, quoique l'Angleterre eût dès le 4 juillet déclaré à la junte de Séville qu'elle cessait toutes hostilités contre l'Espagne; que déjà, le 20 mai, cette junte et celles du Portugal eussent eu entre elles des relations amicales.

Une proclamation du 14 novembre, adressée tant à la nation espagnole qu'à toutes les cours européennes, offrait un exposé simple et vrai des sacrifices sans nombre faits par l'Espagne depuis le traité de Bâle, pour se courber aux exigences de la France à qui elle avait prodigué flottes, troupes et trésors, quoique celle-ci ne satisfît à aucune des promesses qu'elle-même avait faites au cabinet de Madrid. Au contraire elle avait payé à l'Espagne le prix de tant de services en molestant son commerce, en l'entraînant dans des guerres injustes et ruineuses, en portant le trouble dans le sein du royaume, en envahissant ses

forteresses, en attirant son roi dans un guet-à-pens pour l'emprisonner et lui ravir sa couronne, en portant le ravage dans les provinces, le sacrilége dans les temples, l'outrage à la pudeur dans les familles; et elle déclarait ne vouloir entendre à aucune paix avec Napoléon avant que Ferdinand VII fût replacé sur son trône et que l'intégrité de l'Etat fût assurée. En conséquence de ces fermes déclarations, la junte envoya des agens diplomatiques dans toutes les cours; Cevallos se rendit à Londres où le gouvernement insurrectionnel d'Espagne était reconnu; elle en fit partir pour Vienne où ils ne furent accueillis que secrètement, pour Berlin où on ne les reçut point. Pétersbourg en vit arriver un des plus actifs, grace à la direction que lui imprima le duc de Serra-Capriola qui, quoique non reconnu en qualité de ministre de Naples depuis que le duc de Mondragone y représentait le roi Joseph, n'y jouissait pas moins d'une considération telle qu'il était devenu l'ame de la diplomatie anti-napoléonienne. Cet agent secret de l'Espagne était Zea-Bermudès, homme nouveau, ambitieux et médiocre. Venu en Russie en qualité de commis-voyageur de la maison de commerce tenue par Colombi, consul-général d'Espagne dans cet empire, il n'y fut accueilli que par le parti anti-

français. L'empereur ne reconnaissait publiquement encore que le général de Pardo, savant helléniste, homme de bien, bon Espagnol, mais voyant mal les intérêts de son pays auquel le reste de sa nombreuse famille sacrifiait alors rang, fortune et existence. Quoique traité hautement avec faveur, Pardo ne fit rien et n'eût pu rien faire pour les intérêts de son nouveau maître en face d'une opposition secrète, quoique timide, mais persévérante, qui s'était formée sous les auspices de l'impératrice-mère contre le vœu, plus ostensible déjà que réel, de l'empereur Alexandre, et malgré le système politique du grand-chancelier comte Romanzoff qui, sur la demande de Napoléon, se prêta facilement au remplacement à Paris du comte Pierre Tolstoï par le prince Alexandre Kourakin, alors en mission à Vienne, homme nul et désigné par l'empereur des Français en raison même de cette crédule et complète nullité.

Napoléon cependant, arrivé dans la capitale le 18 octobre et profitant des avantages que lui donnaient les craintes et la ruine de la Prusse, les lenteurs de l'Autriche, la profonde soumission des confédérés allemands, l'état de la Russie engagée dans une double guerre et la promesse récente de l'empereur Alexandre, se hâta de di-

riger vers l'Espagne une masse immense de troupes, retirées d'une partie du territoire germanique. Ce qui devait surtout favoriser ses opérations militaires, c'est que la junte, plus prodigue de paroles que d'action, était bien loin de manifester l'activité et les talens que sa situation commandait; c'est que ses troupes, qui avaient vaincu seules, se croyant désormais invincibles, se reposaient avec nonchalance sur leurs premiers lauriers, et que, dans leur aveugle présomption, ses généraux, se regardant comme indépendans les uns des autres, ne conservaient ni union entre eux ni ordre régulier dans leurs propres armées; c'est que les peuples, livrés à l'esprit de vengeance, regardaient tout conseil sage comme une trahison et se livraient sur tous les points à une barbarie sans frein; c'est enfin que l'Espagne était en proie à la rivalité des juntes provinciales, dont l'établissement de la junte centrale et l'envoi de ses commissaires n'avaient pu faire cesser les opérations et qui semaient de toutes parts bien plus encore les germes d'une guerre civile que ceux d'une défense combinée et commune. Ainsi tout annonçait une entière dissolution sociale produite par le choc des passions basses chez les chefs de

l'Etat en face du loyal élan et du dévouement pur des populations.

Joignons à tous ces élémens de faiblesse la plus inquiète méfiance, généralement répandue en Espagne, sur les vues de l'Angleterre au moment où cette puissance lui jetait à flots de l'or, des munitions, des secours de tous genres, mais s'y était discréditée en dévoilant de bonne heure le désir de tenir garnison à Cadix, port dont on soupçonnait qu'elle eût voulu s'emparer, ce qui lui aurait assujéti la Péninsule. Comment, dans cet état de choses, l'Espagne aurait-elle pu résister aux armées formidables qui s'amoncelaient déjà dans le nord de ce royaume et qu'allait diriger lui-même le premier général de cette époque, aveuglément obéi de ses subordonnés, sacrifiant sans ménagement ses soldats et profondément blessé alors dans son orgueil?

Après avoir levé cent soixante mille hommes sur les conscriptions des années antérieures, 1806, 1807, 1808, et par anticipation sur celles de 1809 et 1810*, indépendamment des quatre-vingt mille hommes que le sénatus-consulte du 21 janvier 1808 avait déjà mis à sa disposition; après avoir opposé Eugène Beauharnais à l'Au-

* Décret du 21 septembre 1808.

triche et Murat à la Sicile, Napoléon, tomba comme la foudre sur cette vaillante mais anarchique Espagne, avec plus de trois cent cinquante mille hommes et une immense artillerie*, auxquels la Péninsule, ne renfermant que de treize à quatorze millions d'ames et ayant à lutter contre un empire qui comptait plus de cinquante millions de sujets, ne pouvait opposer, abstraction faite des corps irréguliers de *guerillas*, qu'environ cent trente mille hommes de troupes mal organisées et quarante-huit mille Anglais.

Napoléon arriva à l'armée le 3 novembre. Nous ne ferons que noter ici ses prompts et complets triomphes, à Gamonal le 9, à Espinosa le 10, à Tudela le 23, sur les généraux La Romana, Castanos, Blake; le passage de Somo-Sierra, emporté le 30, malgré une vive résistance; son arrivée le 2 décembre devant Madrid, incapable de lui opposer la plus légère résistance, et sa réponse à toutes les notabilités de cette ville, qui vinrent lui demander humblement le retour du roi Joseph : « Je regarde comme une faveur de « la fortune d'être en état d'épargner cette ville. « J'ai conservé les ordres religieux, pourvu aux « besoins du clergé le plus utile, et aboli le tri-

* Voyez la pièce justificative G.

« bunal contre lequel réclamait l'Europe. La part « de vengeance est faite ; dix des criminels cour- « beront la tête devant elle ; pour les autres, « pardon absolu. J'ai supprimé les droits féo- « daux ; je repousserai de la Péninsule les armées « anglaises ; Saragosse, Valence, Séville seront « réduites. Ce qui est au-dessus de mon pouvoir, « c'est de constituer les Espagnols sous les ordres « du roi, s'ils continuent à être imbus des prin- « cipes que les ennemis du continent leur ont « donnés. *Les Bourbons ne peuvent plus jamais « régner en Espagne ;* aucune puissance ne peut « exister sur le continent si elle est influencée par « l'Angleterre. Je serai obligé de gouverner l'Es- « pagne. Je ne refuserai pas de résigner mes droits « de conquête au roi, lorsque trente mille de vos « citoyens jureront, non de bouche, mais de cœur, « de l'aimer et de le soutenir ; que les prêtres se « servent en sa faveur de la chaire et du confes- « sionnal ; que les négocians y fassent servir leurs « correspondances ; alors je placerai le roi sur le « trône. Vos descendans me béniront comme le « régénérateur de la nation. »

Tandis que Napoléon parlait de ce ton impérieux qui se fait obéir et qui était son ton habituel dans la victoire, son ministre Talleyrand, que l'on a généralement cru s'être opposé à l'invasion

de l'Espagne, lui écrivait pour l'en féliciter *, et dans le même temps, Joseph répandait de Burgos des proclamations en style libéral, séparant les intérêts de l'Espagne et ceux de la France, comme s'il pouvait rien faire, rien être sans celle-ci, et influer sur celle-là par de vaines paroles.

Cependant la junte centrale avait fui d'Aranjuez vers Tolède, Truxillo, Badajoz et s'était réfugiée à Séville. Napoléon commit alors l'énorme faute de ne pas faire enlever cette junte, que rien ne défendait. Deux ou trois cents hommes eussent suffi pour ce coup de main, qui eût enlevé

* Le prince de Talleyrand écrivait à l'empereur, le 8 décembre 1808 :

Sire,

Nous attendions aujourd'hui un bulletin sur l'affaire de Somo-Sierra, mais les nouvelles d'hier se sont tellement répandues que tout Paris les connaît et espère que Votre Majesté est à Madrid depuis plusieurs jours, et c'est là qu'elle ralliera tous les esprits par la perspective des bienfaits d'un noble et heureux règne. Les Espagnols dispersés, fatigués par des défaites, aliénés par des discordes, épouvantés par le spectacle de l'anarchie, doivent tendre de toutes parts à chercher un point de ralliement; et qui, mieux que Votre Majesté, sait diriger les dispositions naissantes d'un peuple, pour les faire servir au succès de ses vues! etc.

à l'Espagne un gouvernement central péniblement enfanté, et dont l'absence eût jeté les insurgés dans un inextricable désordre politique, accru de celui qui existait déjà dans l'armée. En effet, Castanos, après sa défaite de Tudela, se retirait en hâte; l'Infantado ne réunissait plus que quelques fugitifs découragés; des vingt mille soldats de La Romana, cinq mille seulement étaient armés. Sir John Moore, à la tête de l'armée anglaise, composée de moins de vingt-six mille hommes, dans sa marche rapide pour voler au secours des Espagnols, n'avait éprouvé de leur part que de la malveillance, n'y trouvant ni les corps nombreux qu'on lui avait annoncés, ni les approvisionnemens qu'on lui avait promis; ce général apprend successivement la défaite des généraux auxquels il devait se joindre et la reddition de Madrid, est contraint à se retirer, et le fait avec autant d'ordre et de talent que de fermeté, ce qui offre, dans ses opérations et celles du général Soult qui le poursuit, un des plus riches tableaux militaires de l'attaque et de la défense. Nous laissons aux gens du métier à suivre et à étudier cette courte campagne, terminée à la Corogne, où le général anglais, combattant pour couvrir l'embarquement de ses troupes, résista, du 16 au 19 janvier 1809, avec des forces à chaque

instant décroissantes, à celles de son rival, qui se renforçait d'heure en heure, et tomba sur le champ d'honneur, regretté des siens et estimé de ses ennemis.

Cependant Napoléon qui en moins de deux mois avait reconquis la plus grande partie de l'Espagne, et que rappelait en France l'annonce d'une guerre nouvelle contre l'Autriche, nomma Joseph son lieutenant et partit, inquiet sur le sort de l'Allemagne, dont il avait retiré cent mille hommes, et où les sociétés secrètes, fondées par le baron de Stein, s'organisaient de toutes parts, où les esprits fermentaient vivement dans la Westphalie et en Prusse même, quoique le roi eût sévèrement défendu aux employés civils et militaires d'en faire partie.

Quant à Napoléon, nous nous arrêterons ici sur un fait propre à dévoiler l'idée qu'il avait conçue et voulait qu'on eût de la nature de sa puissance impériale. Le corps législatif ayant félicité l'impératrice Joséphine sur les victoires de son époux, elle répondit : « Je suis très flattée « de ce témoignage d'estime du corps législatif, « qui *représente la nation.* » Mais Napoléon, choqué de cette réponse, fit publier dans la feuille officielle l'article suivant * : « Le premier repré-

* *Moniteur* du 15 décembre 1808.

« sentant de la nation c'est l'Empereur; après « l'empereur c'est le Sénat; après le sénat le « conseil d'État, et ensuite le corps législatif; « car s'il y avait un corps représentant la nation, « ce corps serait souverain. La Convention, et « même le corps législatif (qui lui a succédé) « ont été représentans l'un comme l'autre. Nos « malheurs sont venus en partie de cette exagé- « ration d'idées. Ce serait une prétention crimi- « nelle que de vouloir représenter la nation avant « l'empereur. Le corps législatif, improprement « appelé de ce nom, devrait être appelé conseil « législatif, puisqu'il n'a pas la faculté de faire « des lois. Dans l'ordre de toute hiérarchie cons- « titutionnelle, le premier représentant de la na- « tion est l'empereur, et ses ministres organes de « ses décisions; la seconde autorité représenta- « tive est le sénat, la troisième le conseil d'état, « qui a de véritables attributions législatives; le « conseil législatif a le quatrième rang. Tout ren- « trerait dans le désordre si d'autres idées cons- « titutionnelles venaient pervertir les idées de nos « constitutions monarchiques. »

Un des ministres prussiens les plus distingués disait en lisant ce passage du *Moniteur*: « Ce qu'il « y a de curieux à remarquer dans les affaires de « France, c'est la facilité avec laquelle les hom-

« mes se laissent bien plus entraîner par les mots « que par les choses. *La contre-révolution*, par « exemple, offrit long-temps aux imaginations « effrayées l'image de tous les maux, et elle vient « de s'opérer complètement, sans le plus léger « obstacle, sans que personne s'en aperçût; « sans que ceux qui la redoutaient sachent peut- « être aujourd'hui qu'elle est faite. » Passons maintenant aux affaires de Prusse, de Russie et de Suède, avant de tracer le tableau des événemens d'un ordre majeur dont l'Autriche, l'Italie et l'Espagne allaient devenir le théâtre.

1809.

Voyage du roi de Prusse à Saint-Pétersbourg. — Il s'engage à la neutralité. — Ordonnances fiscales relatives à la liquidation avec la France. — Irritation. — Désir de la guerre. — Affaires de Suède. — Gustave III. — Naissance de Gustave-Adolphe. — Son éducation. — Ses opinions. — Attaques par les Russes et les Danois. — Proclamations du comte Buxhowden. — Déclaration de guerre du Danemarck et de la Prusse. — Réponse du roi de Suède. — Alopœus. — Bodisco. — Kanikoff. — Conjuration. — Brown. — Le roi. — Perceval et Canning se refusent à protéger les conjurés. — Les troupes se révoltent. — Gustave est arrêté. — Pamphlet justificatif des conjurés. — La Suède traite avec la Russie, le Danemarck et la France. — Accède au système continental. — Se donne une nouvelle constitution. — Guerre des Russes en Turquie. — Le dernier des Ottomans. — Effet de cette révolution. — Autriche. — Stahremberg. — Rupture apparente de l'Autriche et de l'Angleterre. — Rapprochement de ces deux cabinets. — L'Autriche menacée de nouveau. — Armemens. — Négociations. — Le prince de Schwarzenberg. — Sa famille. — Son caractère. — Metternich. — Son caractère. — L'ambassadeur de France quitte Vienne. — Proclamation de l'archiduc Charles. — Son adresse aux volontaires de Vienne. — Manifeste de l'Autriche. — Réponse de Napoléon. —

Nouvelles proclamations de l'archiduc Charles. — Déclaration de guerre de l'Autriche. — Loi révolutionnaire contre les absens. — Napoléon expose incomplètement les négociations antérieures à la rupture. — Trahison du commissaire autrichien. — Les hostilités sont dénoncées en Autriche, — en Pologne, — en Italie. — Vicieuses dispositions de Berthier. — Armée de Napoléon. — Bataille des cinq jours. — Il arrive à Vienne et cette capitale est rendue. — Bataille d'Aspern ou d'Essling. — Marche des Russes. — Retraite des archiducs Ferdinand et Jean. — Négociation avec la Prusse. — Elle est sans résultat. — Insurrection de Schill. — Sa mort. — Autres insurrections étouffées. — Révolte du Tyrol. — Chasteler. — Schulmeister.

Jamais année n'avait été aussi fertile en événemens d'un ordre majeur que celle de 1808, dont nous venons de tracer l'esquisse politique et militaire ; l'année 1809 ne sera pas moins féconde en catastrophes éminemment remarquables, car elle présente en regard cette Angleterre, si active à susciter des ennemis à Napoléon, le détrônement du roi de Suède, le dernier des princes de race ottomane monté sur le trône de Constantinople, les nouveaux et brillans triomphes de Napoléon sur l'Autriche, qui ne sauve les débris d'un sceptre brisé que par les plus pénibles sacrifices personnels, le premier échec militaire éprouvé par le plus grand capitaine contem-

porain, l'usurpation de l'État pontifical, dont l'effet sera de relever en Espagne les esprits récemment abattus, et de prononcer l'arrêt de mort de trois à quatre cent mille Français; enfin la séparation des colonies espagnoles d'outre-mer, au profit de l'Angleterre seule, et l'accroissement de ces sociétés secrètes germaniques, propres bien plus à préparer et à seconder un mouvement libérateur de l'Europe qu'à le produire. Nous allons donc passer en revue ces divers objets, mais commençons par parler du voyage que le roi et la reine de Prusse firent à Saint-Pétersbourg au moment où Berlin attendait leur retour, et les appelait de tous ses vœux.

Ce voyage, entrepris à l'époque même où la cour de Vienne, se préparant à une guerre qu'elle regardait comme inévitable, pressentait à cet égard les intentions des différens cabinets, en même temps qu'elle ne restait pas étrangère à la fermentation générale des esprits, et qu'elle correspondait par les agens du ministre Stadion avec ceux de Stein; ce voyage, disons-nous, prenait aux yeux de tous une couleur politique dont à la vérité il n'était pas totalement exempt. Tel était alors l'abaissement de la monarchie du grand Frédéric, que Frédéric-Guillaume se crut obligé de notifier, le 17 décembre 1808, par ses ambas-

sadeurs accrédités près des diverses puissances, et principalement à Paris, que nulles interprétations malveillantes ne devaient être données à un voyage fait sur les vives instances de l'empereur Alexandre et uniquement visite d'amitié.

Le roi était donc parti pour Kœnigsberg, le 27 décembre 1808, accompagné de la reine, de son frère le prince Guillaume, de son neveu le prince Auguste, fils du prince Ferdinand, et d'une suite peu nombreuse. Arrivés le 6 janvier 1809 à Strelna, où Alexandre et Constantin les reçurent, et le 7 à Pétersbourg, ils y séjournèrent environnés d'hommages rendus à l'infortune, fêtés de la manière la plus brillante, et chargés de présens magnifiques. Là, Frédéric-Guillaume fut invité secrètement à demeurer dans une persévérante neutralité, que Caulaincourt exigeait au nom de son maître, et qui plaça bientôt le monarque prussien dans la position la plus pénible, puisqu'il ne pouvait se montrer fidèle à des engagemens qu'il devait taire qu'en se refusant à la belliqueuse ardeur d'un peuple humilié qu'il chérissait.

Alexandre reconduisit jusqu'à la frontière la famille royale prussienne, qui se rendit le 10 février à Kœnigsberg, où furent publiées des ordonnances relatives à la liquidation avec la France.

L'une de ces ordonnances invitait les capitalistes à fournir les fonds d'un emprunt d'un million d'écus à l'intérêt de six pour cent, avec prime et remboursement au bout de six années, et à cette époque les particuliers trouvaient difficilement de l'argent à dix pour cent. Une autre autorisait tous ceux qui étaient imposés à vingt thalers et au-dessus, et qui paieraient en argent en un seul terme, à en solder le quart en mandats sur le trésor, d'après leur valeur nominale; il y était encore promis de recevoir ces mandats en paiement des biens vendus, provenant du domaine de la couronne. Une troisième ordonnance prescrivait l'envoi à la monnaie des vaisselles d'or et d'argent, ou bijoux de toute espèce, qui seraient échangés contre des bons royaux; en cas de refus de la part des propriétaires de ces objets précieux de s'en dessaisir, on exigeait d'eux qu'ils payassent en argent un tiers de la valeur des premiers et un sixième de celle des autres; enfin un impôt de cinq thalers était mis sur les garnitures d'habits en or ou en argent, et le quart des métaux mis en œuvre devait être livré au fisc. Nous ne rapportons ici ces dispositions financières que comme preuve de la pénurie du trésor prussien et du peu de ressources qui restait à l'État pour subvenir aux énormes tributs imposés par Napo-

léon. Ces mesures achevèrent de manifester jusqu'à quel excès le pillage avait été porté par l'armée victorieuse et n'offrirent que des ressources faibles et ruineuses, car elles firent écouler vers l'étranger la plus grande partie des objets sur lesquels elles portaient. La Prusse parut donc totalement impuissante à se libérer, et l'opinion générale fut plus que jamais qu'il n'y avait, pour briser un joug insupportable, qu'à s'unir intimement avec l'Autriche.

Tandis que les esprits fermentaient à Berlin et que le roi faisait tous ses efforts pour les calmer, de grands événemens avaient lieu en Suède; mais pour en concevoir une idée juste, il faut remonter plus haut que l'époque où nous sommes parvenus.

Gustave III qui, en dépit de l'impitoyable nature, voulut avoir un héritier autre que son frère le duc de Sudermanie, mit, après la naissance de Gustave-Adolphe, tous ses soins à persuader le public des talens précoces du jeune prince. Il le traînait à sa suite, lors de ses visites aux diverses provinces de ses états; il affectait pour lui un amour prétendu paternel, et inculquait principalement dans son esprit l'horreur des révolutions démocratiques, sentiment réchauffé journellement par le baron d'Armfelt, l'homme le

plus en crédit alors à la cour de Suède. Cette horreur s'accrut encore de l'attentat d'Anckarstroem, dont l'irascible monarque apprit que le portrait était étalé à Paris sous le titre du *Brutus suédois*, et que Ribbing, complice de l'assassin, y était fêté sous le nom du *beau régicide*. Confondant la France entière avec le jacobinisme et Bonaparte avec Marat, ses affections purement légitimistes, et qui lui faisaient prendre l'intérêt de ses passions pour celui de son pays, en firent l'ennemi personnel de l'homme qui gouvernait la France. Il trouvait lâche à lui d'insulter les Bourbons exilés; il trouva plus lâche encore son atroce vengeance d'un cartel envoyé par le duc d'Enghien *, et qu'il avait lui-même signé comme té-

* Ce cartel rappelle aux éditeurs un fait qui n'est peut-être pas assez connu. Le prince de Condé, aïeul du duc d'Enghien, appelé en duel par le prince de Monaco, lui remit avant de se battre un paquet cacheté en le priant de ne l'ouvrir qu'après le combat; et son adversaire y trouva des lettres de change sur l'étranger pour deux mille louis, un passeport aussi pour l'étranger et l'avis qu'une voiture de voyage était préparée et attelée près de là pour le conduire hors du royaume dans le cas où il tuerait ou blesserait mortellement celui qui s'occupait si généreusement de sa sûreté. Le duc d'Enghien, son petit-fils, était, dans la maison royale, le dernier rejeton

moin, acte dont il pensa devenir la victime. Nous avons exposé la conduite politique et militaire de ce prince, le seul des potentats de cette époque qui, depuis Paul Ier, mais avec plus de constance que le Tzar, eût embrassé la cause du malheur et des principes monarchiques.

S'il eût été placé à la tête d'un Etat formidable, sa persévérance dans ses opinions, sa loyauté dans ses engagemens eussent peut-être jeté un grand lustre sur sa conduite d'homme et de roi. Chef d'une nation valeureuse, mais pauvre, peu unie et peu nombreuse, ces opinions et cette loyauté devinrent imprudentes et semblèrent ridicules; aussi ses vertus comme ses fautes le conduisirent-elles à sa perte.

Quand il fut simultanément attaqué par les Russes et les Danois, on le blâma de n'avoir mis en état de défense ni l'armée de Finlande ni l'armée de l'Ouest; mais il ne lui était jamais venu dans l'esprit qu'on pût lui faire la guerre sans provocation de sa part; car toute sa politique était bien plus puisée dans un cœur pur que dans une raison lumineuse. Aussi, abandonné à Tilsitt, il n'en demeura pas moins fidèle à son traité

de cette branche communément nommée *la branche de laurier*.

signé avec l'Angleterre le 23 juin 1807, et à celui qu'il avait conclu le 8 février 1808, après que l'expédition anglaise de Copenhague l'eut sauvé d'une invasion projetée en Scanie par des troupes françaises, danoises et espagnoles sous les ordres du général Bernadotte. Mais cette guerre nouvelle et inattendue était l'un des résultats du système continental; c'était du moins le prétexte dont on se couvrait quand Buxhowden, dans sa proclamation du 6 (18) février 1808, déclarait aux Finlandais que les Russes entraient chez eux pour les prendre sous leur protection. « C'est « avec le plus grand regret, disait-il, que mon « gracieux maître se trouve obligé d'ordonner « aux troupes que je commande d'entrer dans « votre pays... Sa Majesté Suédoise, bien loin de « se joindre aux efforts de Sa Majesté Impériale, « s'est unie à l'ennemi éternel de la paix géné- « rale. Bons habitans de la Finlande, ne craignez « rien; ce n'est pas en ennemis, c'est en amis que « nous entrons chez vous; c'est pour vous rendre « heureux. Ne souffrez pas qu'on vous arme « contre nous. On ne changera rien à vos cou- « tumes, à vos usages; on paiera tout au comp- « tant; on nourrira les pauvres. A partir de ce « jour la Finlande sera traitée comme une pro- « vince russe; elle conservera son culte, sa li-

« berté, ses priviléges; les impôts resteront les « mêmes. »

Cette proclamation ne parvint au roi que le 10 (22) février; le Danemarck lui déclara la guerre le 28, et la Prusse le 11 mars. Dans sa réponse au manifeste de la Russie, Gustave-Adolphe exposait qu'à l'époque où l'empereur Alexandre avait désiré secouer un joug oppressif et repousser des injures adressées à son peuple et à sa personne *, il s'était allié avec lui, et que ce prince avait déclaré « qu'il rejetterait toutes pro- « positions de paix incompatibles avec l'honneur « du nom russe et avec l'intérêt de ses alliés; « que cependant le roi n'avait été informé ni « de l'armistice, ni des négociations, ni de la « conclusion de la paix; qu'il avait secondé les « opérations de l'armée russe avec ses vaisseaux « de guerre; qu'il avait partagé avec elle ses mu- « nitions et magasins; qu'il avait rejeté les offres « faites par le gouvernement français, celles de « la Norwége, en 1806, celles de tout autre terri- « toire, le 27 mai 1807, offres soumises à la con- « dition de rompre avec la Russie. Que cepen- « dant, après de fallacieuses négociations, les « Russes entraient en Finlande en y jetant des

* Ordre du jour du 23 brumaire an XIV.

« proclamations insurrectionnelles et en invitant « à la trahison et à la révolte. »

L'ambassadeur de Russie Alopœus n'ayant, à cet égard, remis aucune notification, et le début de la guerre ne le faisant plus considérer que comme un simple particulier, il fut gardé à vue depuis le 2 mars. Ce qui contribua à prolonger cette mesure, c'est qu'un courrier russe, arrêté le 7, se trouva porteur de lettres pour lui, écrites par le comte Romanzoff sous la date du 5 (17) février, lettres dans lesquelles il lui était enjoint de déclarer à Sa Majesté Suédoise *qu'il dépendait encore du roi de conserver la bonne harmonie entre les deux Etats* (notons cependant que cette déclaration ne devait arriver à Stockholm qu'après l'entrée en Finlande des troupes russes). A cette petite ruse, digne du grand-chancelier, était joint l'ordre de sonder les opinions du baron d'Armfelt, de flatter son ambition, de lui représenter qu'il n'était pas Suédois, mais gentilhomme finlandais; qu'il avait reçu des bienfaits de la Russie; qu'il devait la servir. Au reste, le comte Romanzoff s'en rapportait à l'adresse de l'ambassadeur pour conduire cette négociation sans compromettre ni lui ni sa cour.

L'éclat donné à ces sourdes menées, les cris d'indignation du baron d'Armfelt, la publication

des papiers de l'envoyé russe, n'eurent pour réponse que l'ukase adressé au sénat de Saint-Pétersbourg le 20 mars, ukase dans lequel l'empereur Alexandre disait : « Nous réunissons pour « toujours à notre empire cette province (la Finlande) conquise par nos armes, et avons ordonné en conséquence de faire prêter aux habitans le serment de fidélité à notre trône. »

Dans cet ordre de prestation de serment, acte qui use les consciences et ne les soumet point, reconnaissons-nous bien ici le prince loyal qui devait plus tard se montrer si généreux ; ce prince qui, à l'occasion de l'occupation du Hanovre par la Prusse, disait à Frédéric-Guillaume : « *Un « pays ne peut être légitimement acquis sans le consentement formel de son possesseur.* » Mais les souverains de Prusse et de Russie avaient-ils été les libres guides de leur propre politique? Le Tzar, du moins, dans l'ukase prohibitif des marchandises anglaises, loin de les confisquer en ordonnait le renvoi, fidèle en cela au traité du 3 avril 1793.

Bientôt une expédition malheureuse eut lieu contre l'île de Gothland*. L'amiral Bodisko, chargé de s'en emparer, avait exposé en vain qu'il

* Les 4 et 16 mai 1808.

était facile de la prendre, mais impossible de s'y maintenir; l'expérience justifia ses prévisions. Napoléon l'avait exigé, l'on obéit; il exigea la punition de l'amiral et l'on obéit encore; car l'empereur Alexandre était momentanément soumis à un joug qui lui pesait et qu'il devait briser un jour avec une gloire épurée de tout ce que la politique lui commandait alors.

Un autre épisode de cette lutte maritime qu'il n'est pas hors de propos de rapporter ici, car il dévoile les vues ou espérances des cabinets forcés d'être ou de paraître mutuellement en guerre, c'est la sortie de la flotte de l'amiral Kanikoff et ses résultats. Cet homme, plus que médiocre, auquel on n'aurait pas dû confier un seul bâtiment, qui croyait, selon une superstition russe, aux jours noirs et blancs, ne voulut point attaquer avec des forces supérieures l'armée navale suédoise, remettant ses opérations au lendemain; mais les Anglais ayant joint les Suédois, il prit chasse devant cette réunion formidable, se réfugia au port Baltique et perdit la tête au point de ne faire aucun préparatif de défense; aussi sa flotte eût été totalement détruite si l'amiral anglais n'avait voulu ménager un ennemi dont il connaissait les intentions secrètes et espérait encore se faire un allié. La conduite du gouverne-

ment britannique, à l'égard de Siniavin, confirme suffisamment cette idée; car la politique n'eut jamais plus de secrets qu'à cette époque.

Le prince d'Augustembourg, beau-frère du prince royal de Danemarck et gendre de l'infortunée reine Mathilde princesse d'Angleterre, commandait alors une armée danoise et attaquait par la Norwége le royaume de Suède, simultanément envahi par les Russes; mais la Finlande une fois conquise, tant par les armées impériales que par les intrigues du général Sprengsporten, suédois rebelle, il ne convenait plus au Tzar, qui avait ainsi obtenu une frontière naturelle, utile et forte, de se prêter au partage de la Suède avec le Danemarck, tel qu'il avait été arrêté à Erfurth, sous l'influence dominatrice de Napoléon. La politique russe, suivant donc une autre voie plus favorable à ses propres intérêts, se fixa à l'idée d'une révolution qui, renversant le monarque suédois, amènerait une paix confirmatrice de sa nouvelle acquisition et forcerait le cabinet de Copenhague à se désister de ses prétentions.

Tout concourait à la réalisation d'un tel projet, la conquête même de la Finlande, car la rive occidentale du golfe de Bothnie possédant du minerai sans bois pour le mettre en œuvre, et celle orientale des bois sans minerai, les forges

étaient situées sur celle-ci, ce qui faisait la fortune de toutes deux ; mais l'une et l'autre se trouvaient à la fois ruinées par un changement de domination ; source de mécontentement ajoutée à celui qui se manifestait déjà de toutes parts. Alors on vit se développer dans l'administration et l'armée ces semences de troubles qui, sous couleur de patriotisme, avaient contrarié les vues libératrices de Gustave III et qui nuisaient à celles conservatrices de Gustave-Adolphe.

La plupart des Suédois suspectaient la légitimité du prince ; ils lui reprochaient en outre son union avec les cours de Pétersbourg et de Berlin, ses ennemis naturels par la possession de la Carélie et de la Poméranie, contre la France, l'ancienne alliée de la Suède ; ils avaient encore à cœur la perte de Stralsund et des provinces allemandes, conquêtes du grand Gustave-Adolphe; sa conduite outrageante à l'égard du roi de Prusse, quand il lui renvoya les insignes de son ordre porté par Napoléon ; son chevaleresque attachement à la cause des princes français exilés ; sa fidélité aux engagemens pris avec l'Angleterre le 23 juin, quoiqu'il fût alors abandonné déjà par la Prusse et la Russie ; la double guerre enfin à laquelle il était en butte, sans l'avoir prévue, sans s'y être préparé, sans être même secouru par les

Anglais, car les dix mille hommes amenés par sir John Moore avaient paru trop tard à la vue de ses côtes et s'en étaient éloignés à l'instant; en un mot, tout contre lui était plainte bien ou mal fondée. Il se forma donc contre le roi une conjuration fomentée par la politique étrangère et par l'activité personnelle de l'un de ces intrigans qui cherchent à sortir d'une obscurité dont ils sont humiliés, dussent-ils en percer les ténèbres à la lueur des incendies révolutionnaires.

Le premier projet des conjurés avait été d'assassiner le roi au moment où l'expédition française, préparée dans le Holstein et qui n'eut pas lieu, aurait atteint le rivage suédois; plus tard il ne fut question que de le déposer. L'intrigant ci-dessus indiqué, aussi actif, mais avec plus de succès dans la voie révolutionnaire que l'était Fauche-Borel dans la voie royaliste, avait à concilier les divers partis russes, français et purement suédois. Tous les moyens étaient bons aux deux premiers partis, pourvu qu'ils conduisissent au but; quant au troisième, il parut d'abord vouloir conserver le roi, en modelant le gouvernement sur le type de la constitution anglaise, sans songer que ce que le temps a fait et consacré, ce qui est en harmonie avec les élémens sociaux, ce qui est empreint dans les habitudes,

ne se transforme point avec facilité et succès en un ordre moral et politique tout différent. Cet intrigant, nommé Brown, saisi des vœux de ce tiers parti, se fit leur agent près du gouvernement anglais et écrivit à cet effet, le 15 avril 1808, à Spencer Perceval, chancelier de l'échiquier, tandis que les conjurés s'adressaient de leur côté à Napoléon, pour savoir de lui si la Suède pourrait espérer de demeurer indépendante, dans le cas où Gustave-Adolphe aurait été déposé. *Il est trop tard, répondit l'empereur des Français; ma parole est engagée avec le prince royal de Danemarck.* Et cette déclaration confirma les craintes déjà conçues relativement à un traité de partage sur la réalisation duquel néanmoins les conjurés les plus éclairés se rassuraient toujours en jugeant et en pénétrant les intérêts et les vues de la Russie, qui ne devait pas vouloir l'accroissement de la puissance danoise. Quant à Spencer Perceval, il avait consenti à s'entendre avec l'Anglais Brown, comme agent de la Suède, mais non comme agent de conjurés qui n'étaient pas d'accord entre eux.

Tous voulaient l'amélioration présente et future de l'État; quelques-uns cependant estimaient dans la personne du roi la pureté de ses intentions, son amour pour la justice, son opposition à toute rigueur féodale, ses soins pour le bon-

heur des paysans, la facile bonté avec laquelle il était accessible aux derniers de ses sujets, sa généreuse bienfaisance, et les heureux résultats de sa bienveillante conduite ; puis un reste de respect pour la majesté royale en refroidissait quelques autres sur des vues conspiratrices. Brown, chargé de plaider en faveur de la déposition du roi en s'appuyant sur deux bases principales, son incapacité et son illégitimité, représentait celle-ci comme facile à démontrer, celle-là comme patente, et s'avança jusqu'à promettre le trône suédois au duc de Glocester, après le duc de Sudermanie, à qui l'on ne pouvait songer à l'enlever. Mais M. Spencer Perceval déclara nettement que, s'il était question d'attenter à la vie du roi, il se croirait obligé de l'en prévenir; et les ministres anglais, Perceval et Canning, refusèrent enfin, le 11 novembre, toute adhésion à la conjuration qu'on leur proposait de seconder.

Leur détermination à cet égard ne parvint à Stockholm que dans les premiers jours de janvier 1809. Les conjurés ne songèrent plus dès lors qu'à agir indépendamment de toute protection étrangère ; mais il fallait que les défenseurs naturels du roi ne s'armassent point en sa faveur, que nul sujet fidèle et en crédit ne se rendît près de sa

personne, que le public enfin applaudît à leurs œuvres, et tout, sous ces rapports, les servit à souhait. Gustave-Adolphe avait mécontenté ses gardes en leur attribuant les désastres de la campagne de 1808 ; le baron d'Armfelt, le seul homme de tête qui demeurât attaché au roi, était calomnié relativement aux échecs éprouvés par l'armée de l'Ouest, et exilé comme s'étant plaint amèrement du peu de forces qui lui avaient été confiées. La campagne dernière avait coûté quatorze millions de rixdalers de banque, dont cinq et demi seulement furent fournis par l'Angleterre ; on estimait à vingt-six millions les frais de celle de 1809; et déjà le monarque, sourd aux représentations de ses ministres, avait ordonné le 5 janvier une contribution de guerre de cinq millions, surcharge dont le public était effrayé. Puis l'armée en général était mécontente ; aussi ce fut dans l'armée que l'on chercha à faire des partisans à ce complot qui devait précipiter du trône de Suède la maison de Holstein, descendant par les femmes de celle de Wasa. L'on commença donc par traiter d'une trève avec les Danois, et elle fut obtenue à la condition de faire adopter le prince d'Augustembourg, comme héritier présomptif du trône, par le duc de Sudermanie, déclaré roi, et qui n'était point étranger

à une conspiration parée du nom pompeux de patriotisme.

Tous les préparatifs du grand événement qui allait avoir lieu ayant été réglés, les régimens placés aux îles d'Aland et l'armée de l'Ouest marchèrent de concert vers Stockholm, ayant à leur tête les colonels Adersparre et Skioldebrand. Le roi voulut se porter au-devant des révoltés; mais cinq ou six des conjurés, conduits par le feld-maréchal Klingspor et le général Adlercrentz, arrêtèrent Gustave-Adolphe le 13 mars. Passons la plupart des détails connus de la chute du prince; cependant ce qu'on a su, ce qu'on aurait dû dire, c'est qu'au moment où un si petit nombre de conjurés lui demandaient son abdication, ses valets, armés de tout ce qui put leur tomber sous la main, volèrent à son secours; qu'il eût dit un mot et ses ennemis étaient massacrés, mais il approuva d'un geste l'ordre qui leur fut donné de se retirer et prononça ainsi tacitement son propre arrêt.

Pour justifier cette révolution, on publia semi-officiellement un pamphlet qu'il n'est-peut être pas sans intérêt d'extraire ici, et où l'on s'exprimait de cette manière: « Le but de tout gouver-« nement doit être le bonheur des gouvernés; « quand il met en danger l'existence de la Suède

« il ne répond plus au but de son institution. Dans « ces circonstances, le peuple n'a de choix que de « renoncer à la foi jurée, ou de cesser de pren- « dre intérêt au bien de son pays ; ce qui, dans le « cours ordinaire des choses, serait criminel de- « vient le devoir le plus sacré. Gustave-Adolphe « en offre l'exemple; mais ses erreurs n'étaient pas « connues du peuple, car la liberté de la presse « était anéantie; cependant, vers la fin de 1808, « l'opinion commença à changer. Les forces de « la nation étaient épuisées; les soldats haïrent « le roi ; les particuliers s'irritèrent de ses actes « d'injustice; des bruits coururent d'un partage « de la Suède ; les vrais patriotes crurent une « révolution nécessaire pour sauver l'État. Sans « examiner les divers projets proposés, il suffit « de noter ceux entrepris et presque effectués. « On résolut de commencer la révolution dans « la capitale et de la faire soutenir par l'armée ; « le 8 février fut désigné comme le jour où le roi « devait être arrêté, mais on jura de respecter « sa personne, de l'entourer de respect et de le « transporter dans la forteresse de Vaxholm; néan- « moins l'opposition d'un seul individu suspendit « le zèle de tous, d'autant que rien ne garantis- « sait l'assentiment général de la population. En- « fin, comme ce retard compromettait ceux en-

« gagés dans le parti, on s'assura de l'armée. Le « roi se trouvait à Haga; il se rendit dans la « capitale, fit fermer et garder les portes de son « palais, ordonna de lui procurer des traites sur « l'Angleterre; le baron Adlercrentz, le comte « Klingspor, le colonel Silversparre entrent chez « lui; il tire son épée, on la lui arrache; quel- « ques gardes et valets arrivent, on leur proteste « que le roi ne court aucun danger; on les prie « de ne rien entreprendre qui fît couler le sang « et mît en péril la vie du monarque; cette assu- « rance les apaise. »

Cependant Gustave parvint à s'évader, tomba, se blessa, mais fuit encore; il fut poursuivi, arrêté, placé sur une chaise, et posé, par un hasard aussi effrayant que suspect, en face du portrait de l'infortunée Marie-Antoinette. L'on invita le duc de Sudermanie à remplir les fonctions d'administrateur; il refusa, dit-on, puis se rendit aux instances des conjurés.

Telle fut cette révolution du 13 mars, anniversaire de l'assassinat de Gustave III... Le roi, conduit aussitôt à Drontingholm est ensuite transféré au palais de Gripsholm, et signe le 29 son abdication, après une conférence secrète avec sa mère, la reine douairière, Sophie-Madeleine, que l'on prétend lui avoir révélé le mystère de sa nais-

sance. Séparé de son épouse qui se réunit à sa famille, et de son fils que l'empereur Alexandre prend sous sa protection, il erre en Russie, en Allemagne, en Angleterre, en Italie, en Grèce, en Suisse, peu remarqué dans ses courses vagabondes. Il n'avait reçu de marques d'intérêt que de la part d'un autre prince exilé comme lui * et le reste de sa vie serait peu digne de souvenir sans un acte aussi noble qu'inexplicable que nous aurons à rapporter en son lieu.

Le duc de Sudermanie déclara, au moment de la déposition de Gustave-Adolphe, que, vu l'incapacité de Sa Majesté et comme le plus proche des membres de la famille royale en âge de régner, il prenait l'administration du royaume, et, dans une adresse au peuple suédois **, il récapitula les torts politiques de son neveu et les pertes souffertes par l'État pour n'avoir pas voulu accéder aux stipulations de la paix de Tilsitt. Il parla de la gravité des circonstances qui avaient amené la révolution et de la nécessité qui le portait à se charger du gouvernement.

L'occupation de la Finlande par les Russes et le traité prêt à signer entre le Tzar et le nouveau

* Voyez la pièce justificative H.

** Du 15 mars.

monarque ruinaient le projet du partage ; ce traité fut déterminé par la marche hardie de Barclay de Tolly sur les glaces du golfe de Bothnie ; car tandis que Gustave-Adolphe tombait du trône, l'armée russe, ayant terminé son périlleux passage, le 17 mars, était déjà parvenue à *Golby*, sur la route de Stockholm. Le régent négocia ; une convention fut signée et les Russes évacuèrent Uméa et se retirèrent à Vasa.

Alexandre fit complimenter le duc par Alopœus ; mais il s'éleva quelques difficultés avant d'arriver à la pacification parfaite des deux États, car le Tzar voulait que le jeune fils de Gustave-Adolphe fût reconnu roi, sous la régence de la reine sa mère. Cependant le régent fut proclamé en juillet, sous le nom de Charles XIII, et le 5-17 septembre la paix fut signée à Frédrickshamm. Par ce traité la Russie acquérait la Finlande, les îles d'Aland, Savolax, Kurile, la West-Bothnie jusqu'à Tornéo, et la Suède, accédant au système continental, s'engageait à faire la paix avec le Danemarck. Le prix auquel cette paix fut accordée à la Suède était déjà prévu ; le prince de Holstein Augustenbourg était nommé successeur à la couronne ; on le lui annonça. Le prince régent, devenu roi de Danemarck, y consentit, après avoir intrigué pour se faire élire

lui-même, et le Nord fut enfin pacifié, car Charles XIII conclut aussi la paix avec la France, le 6 janvier 1810.

La conquête de la Finlande était-elle exempte ou non de blâme? était-elle ou non justifiée par un puissant intérêt d'État, par des circonstances impérieuses? Nous ne déciderons pas cette question; car il n'est ni raisonnable ni juste de prononcer magistralement sur les actes politiques d'un cabinet sans avoir bien connu et préalablement considéré la position de celui qui le dirige.

Cette réflexion est applicable à l'empereur Alexandre comme elle le fut précédemment à Pitt et à Napoléon, c'est-à-dire aux trois hommes qui, dans notre âge, ont le plus puissamment influé sur le sort des nations. Certes Alexandre, depuis si généreux dans une occasion solennelle, ne fut point exempt d'ambition, et ici il cédait peut-être aussi à un sentiment d'une toute autre nature; car lors de la notification de son avénement à Gustave-Adolphe, celui-ci ne voulut pas recevoir l'envoyé du Tzar, accusé d'avoir pris part à l'assassinat de l'empereur Paul; c'était insulter à l'honneur d'un souverain, et peut-être cette vieille querelle ne fut-elle pas oubliée lors de la guerre de Suède.

Quant à Charles XIII, après que le serment eut été prêté, il fut question de rédiger une nouvelle constitution, car c'était principalement contre la royauté que la révolution avait été faite. Élevé par elle, le nouveau roi devait être gouverné par elle ; aussi telles furent les principales dispositions de ce gouvernement improvisé en cent quatorze articles. La couronne héréditaire, les États déterminant l'ordre de la succession, la personne du roi sacrée et irresponsable ; le conseil d'État composé des ministres de la justice et des affaires étrangères, de six conseillers, du chancelier et d'un secrétaire d'État, ayant voix quand on y agite ce qui regarde leurs départemens ; ces départemens au nombre de quatre, pour ce qui a trait à la guerre, aux mines, aux domaines et aux finances ; tous ces membres responsables de leurs avis que le roi doit leur demander pour faire la guerre. Des États s'assemblent tous les cinq ans, déclarant à leur ouverture le terme de leur session, se divisant en six comités, pour la constitution, les lois, la banque, les impôts, etc. ; et enfin *si le roi*, y disait-on, *est plus de deux ans hors du royaume, le conseil convoque la diète, et si le monarque n'adhère pas à cette mesure, les États disposeront de la couronne ;* il en sera de même si son état sanitaire le rend incapable de régir les affaires.

Choses admirables, sauf pourtant leur paisible, constante et même possible exécution. Les succès des armées russes avaient été utiles et rapides dans le Nord; il n'en était pas de même au midi, où l'Autriche ne laissa pas ignorer à la Porte les propositions faites par la France, d'un côté au cabinet de Vienne, de partager l'Empire Ottoman, de l'autre à la Russie, d'en envahir la plus grande partie; ce qui engagea les Turcs à conclure avec l'Angleterre, sous les auspices du monarque autrichien, un traité d'alliance qui fut signé par M. Adair, et à redoubler d'efforts pour assurer leur indépendance.

Ce n'était pas alors un événement sans importance politique que l'avénement au trône de Constantinople du dernier des princes de la race d'Othman, car à sa chute il n'aurait pu avoir pour successeur légitime qu'un prince de race tatare*, à l'intronisation de laquelle les Turcs eussent vivement répugné, tout en s'y soumettant. Il résultait de ces circonstances que les révolutions du sérail, si fréquentes dans cet empire, ne pourraient plus avoir lieu avec la même facilité que sous les prédécesseurs de Mahmoud; que celui-

* C'est par erreur qu'on dit et écrit *Tartare*; le mot est *tatar*.

ci, en essayant l'importante réforme qui, sous le conflit des intrigues de la France et de la Russie, fit tomber d'abord, puis égorger le vertueux Sélim, n'éprouverait pas d'aussi sanglans obstacles à son zèle restaurateur; qu'en raison de cette situation toute nouvelle et plus solide du sultan, la politique des puissances européennes devait changer de direction en traitant avec le divan. C'était la Russie principalement qu'intéressait cet événement si majeur et néanmoins si généralement inaperçu. Mahmoud pouvait opérer dans son empire ce que Pierre-le-Grand avait exécuté dans le sien; il pouvait, il devait même être conseillé, approuvé, secondé par les vœux et les intérêts des autres puissances européennes justement alarmées des progrès de la Russie, de ses accroissemens successifs et non interrompus, de l'immensité de ses moyens hostiles et de son avenir menaçant. Si cette dernière puissance avait éprouvé une si vive résistance dans son attaque contre les deux hospodarats, des erreurs militaires et administratives très réparables en étaient la cause; puis l'attachement du sultan à sa mère, la sultane Validé, qui, en cette qualité, jouissait du revenu des deux provinces, portait le gouvernement turc à se défendre avec la plus constante vigueur; aussi les armées russes n'avaient-

elles eu que des triomphes peu importans, sous des chefs médiocres, et ils n'auraient pu devenir décisifs qu'après avoir franchi cette chaîne du Balkan, appuyée par sa droite à la place de Varna et couverte par les places de Brahilow, Roudchouk, Schumla surtout, ainsi que par le Danube sans ponts, sans gués, aux bords couverts par de larges marécages, et presque impossible à traverser, si l'on n'était point favorisé par la coopération des Kosaques musulmans, révoltés contre leur maître et leurs co-religionnaires, Kosaques dont la flottille couvre et défend le cours du fleuve.

Le cabinet de Vienne, dont l'internonce, le baron de Sturmer, avait acquis un grand crédit à Constantinople, cherchait à y ruiner le parti français, après s'être étudié long-temps et par tous les moyens possibles de demeurer en paix avec la France. Car outre des condescendances personnelles, qui cependant coûtaient à son orgueil, son ambassadeur, le prince de Starhemberg, avait offert, dès le 18 août 1807, au cabinet de Saint-James, la médiation de sa cour pour conclure la paix avec Napoléon. Il renouvela cette offre le 20 novembre, et Canning lui répondit le 23 que Sa Majesté Britannique était toujours disposée à une pacification propre à garantir la *tranquillité et la sûreté* de l'Europe. Le premier janvier 1808,

Starhemberg proposa même au ministère anglais d'envoyer des *plénipotentiaires à Paris* et se dit *autorisé* par la France à leur fournir des *passeports*. Le ministre britannique, dans sa réponse du 8, dit *qu'il n'avait été donné aucun aperçu des bases sur lesquelles on se proposait de traiter cette négociation*, et le 12 Starhemberg annonça son rappel; rupture plus apparente que réelle, car il ne peut y en avoir de bien sérieuse entre deux puissances que leurs situations réciproques constituent alliées naturelles l'une de l'autre, et dont, plus que jamais, les intérêts présens et futurs sont les mêmes. Aussi les cabinets de Vienne et de Londres se rapprochèrent-ils bientôt, secrètement du moins; l'union renouvelée de l'Angleterre et de la Turquie fut le gage de ce rapprochement, et Napoléon s'en plaignit vivement.

L'empereur d'Autriche néanmoins était indubitablement sincère dans ses communications d'Erfurt; il devait en attendre une conduite plus équitable de la part de celui à qui il les adressait : il n'en fut rien. Le moindre mouvement de ses troupes était surveillé : lui-même fut menacé dans des notes d'un style acerbe et insultant, et sa longanimité s'en choqua, tant pour son propre honneur que pour celui de son gouvernement

et de son peuple. Voyant donc, d'une part, s'accroître la masse des troupes françaises ou alliées sur ses frontières occidentales et méridionales, de l'autre la plus grande partie des forces de Napoléon engagées en Espagne; voyant, en outre, sa ruine assurée dès que la soumission de la Péninsule, à laquelle on croyait généralement, aurait fourni à son ennemi les moyens de l'écraser, il pensa que le moment était favorable pour tenter avec un juste espoir de succès le rétablissement de son indépendance.

Après avoir commis l'énorme faute de ne point secourir en 1806 et 1807 la Prusse et la Russie, d'avoir négligé en 1808 d'opérer une prompte et utile diversion en faveur de la Péninsule, l'Autriche chercha d'abord en elle-même, puis dans ses relations diplomatiques, les moyens propres à secouer un joug pesant et qui pouvait s'appesantir encore. Sous ce premier rapport elle recélait dans son sein deux grandes maladies à guérir, l'état déplorable de ses finances et la désorganisation de son armée. Le remède au premier de ces maux se trouvait dans la généreuse assistance de l'Angleterre; quant à l'autre plaie, elle avait déjà commencé à la cicatriser; car, dès le 9 juin 1808, une patente impériale institua, sous le nom de landwehr, une milice destinée à

s'exercer au maniement des armes ; l'enthousiasme général des peuples la fit promptement s'élever de deux cent à trois cent mille hommes, et l'armée fut successivement portée à quatre cent mille; la cavalerie, l'artillerie, les transports avaient été remontés, toutes les troupes bien armées et bien équipées. Puis on chercha à exalter les esprits en Autriche, dans le reste de l'Allemagne et en Italie. On donnait l'espoir aux insurgés espagnols d'embrasser leur cause; on le leur prouva indirectement en ne reconnaissant pas pour roi d'Espagne Joseph Napoléon.

De plus on avait rejeté l'offre que Napoléon fit faire à Paris, par le comte Romanzoff, à l'ambassadeur autrichien, d'arrangemens qui uniraient la France, la Russie et l'Autriche dans les liens d'une triple garantie. Mais il ne s'agissait plus pour cette dernière puissance de promesses sans effets, même d'une tranquille possession de ce que le traité de Presbourg lui avait laissé ; elle se flattait, vu les circonstances présentes, de briser des chaînes honteuses, de récupérer ce qu'elle avait perdu, enfin de renforcer une frontière ouverte de toutes parts; garantie réelle, substituée à celle dont elle reconnaissait l'insuffisance.

Ce fut à Valladolid que Napoléon apprit posi-

tivement, par des lettres du roi de Bavière, que l'Autriche armait contre lui. Il s'enferma, avec le ministre Maret, deux fois vingt-quatre heures, expédia quatre-vingt-quatre estafettes, ordonna la levée complète des contingens de la Confédération du Rhin et se rendit à Paris pour achever, avec l'activité qui le caractérisait, ses préparatifs de guerre. L'Autriche ne s'endormait pas plus que lui ; ses agens cherchaient à agiter les esprits et l'on croyait généralement à Berlin, qu'à l'ouverture d'une nouvelle campagne, toutes les populations germaniques se livreraient à un élan libérateur. C'était bien l'espoir du cabinet de Vienne, dirigé par Stadion, mais ce n'était ni l'espoir, ni le désir même des princes autrichiens, qui redoutaient les résultats politiques des mouvemens imprimés aux masses. D'ailleurs l'Allemagne, quoique presque dégarnie de troupes françaises, n'était point assez éclairée sur ses intérêts, assez confiante en ses forces, assez remise de son effroi pour présenter au monde un tel spectacle. Puis les princes, se méfiant les uns des autres, avaient donné des gages à l'ennemi commun en lui envoyant leurs troupes, et il n'était pas probable que ces troupes voulussent, ou même qu'elles pussent imiter l'héroïque retraite de la Romana. Enfin l'Autriche avait échoué contre

la politique exspectante de la Prusse ; elle échoua devant la politique plus impénétrable de la Russie, que le prince de Schwarzenberg sollicita vainement d'accéder à une nouvelle ligue contre la France. Il ne pouvait douter qu'en dépit des promesses faites à Tilsitt et renouvelées à Erfurt, le Tzar ne couvât la pensée d'une lutte héroïque et libératrice du continent. De précieuses révélations lui étaient faites à cet égard par le baron de Stein, par le duc de Serra-Capriola et par quelques autres ministres anti-français. Mais il savait aussi qu'un retour vers ses souvenirs de 1806 et 1807 lui faisait redouter de se livrer à l'élan que son cœur nourrissait. Puis sa parole était engagée ; il tenait à n'y pas manquer, et la guerre qu'il soutenait l'épuisait d'hommes et d'argent. Lié ainsi d'intérêts et d'honneur, il avait obtenu de Frédéric-Guillaume une promesse de neutralité, ne voulant avoir ni à le seconder, ni à le combattre. Alexandre enfin voulait gagner du temps, l'employer avec sécurité à étendre son empire vers le midi et attendre le bénéfice des circonstances. D'ailleurs l'Autriche, qui l'abandonna après Austerlitz et ne le secourut point dans la dernière guerre, pouvait encore être contrainte à traiter sans lui, et il n'avait jamais vu les affaires de la Péninsule sous l'aspect qui frappait la cour de Vienne ;

il était confirmé dans ses opinions à cet égard par le résultat de la fin de la campagne de 1808, et les rapports de Pierre Politika, qui venait de traverser l'Espagne et la France après la capitulation à Lisbonne de l'amiral Siniavin, quelque favorables qu'ils fussent aux insurgés, ne purent le convaincre qu'ils résistassent à la plus formidable des puissances.

Schwarzenberg pressait cependant Alexandre avec constance et vivacité, et ce fut dans une dernière audience particulière, au moment de son départ, que, en enveloppant son discours de toutes ces formes de respect que les convenances imposent à un grand seigneur à l'égard d'un souverain, il lui fit entendre que si Sa Majesté Impériale ne se décidait pas à seconder l'Autriche et que celle-ci fût écrasée, la cour de Vienne n'aurait plus d'autre ressource que de s'unir *par tous les liens possibles* à la France, qu'elle savait positivement concevoir des vœux funestes à l'empire russe, ce à quoi le cabinet autrichien alors se verrait obligé de prendre part.

Le prince de Schwarzenberg, issu d'une famille prussienne, joignait à une figure imposante un beau et noble caractère. L'un de ses ancêtres, le comte Adam de Schwarzenberg, tourmenté long-temps comme catholique, mécontent et d'un esprit inquiet, était devenu infidèle à Fré-

déric-Guillaume, dit le Grand-Electeur*, son souverain légitime, pour servir les intérêts de l'empereur Ferdinand III. Arrêté, renfermé à Spandau, il y fut jugé et supplicié, mais secrètement, pour ne pas s'exposer à la vengeance du chef de l'empire qui le réclamait et auquel on dit qu'il était mort subitement. Son fils Jean-Adolphe, réfugié à Vienne, y fut élevé aux plus grands honneurs et à la plus haute fortune ; il dut à la faveur impériale l'immédiation, fut créé prince en 1670 et obtint des emplois importans; aussi sa famille s'attacha-t-elle sincèrement, de génération en génération, à la maison souveraine dont elle tenait tout son lustre.

Tandis que le négociateur autrichien n'éprouvait que des refus, ce dont le duc de Vicence donnait avis à son maître sans néanmoins pénétrer entièrement dans les vues secrètes de l'empereur Alexandre sous le charme entraînant duquel il était tombé, comme tant d'autres cédèrent à la fascination produite par Napoléon sur ceux qui l'entouraient; tandis que le spirituel, mais aveuglé Caulaincourt ne voyait ainsi que ce qu'on lui permettait de voir, M. de Metternich jouait à Paris le rôle le plus pénible et dont lui seul peut-être était

* 1641.

capable de se tirer avec dignité. Interpellé par Napoléon, dans une audience publique, il nia les intentions hostiles de sa cour, dont il justifia les armemens en raison de la nature des circonstances. La réplique de l'empereur devint plus vive que la première attaque; il accusa personnellement l'ambassadeur de semer le trouble autour de lui, d'avoir dans sa cour des liaisons qui lui déplaisaient; mais il avait à faire à un personnage dont l'aplomb égalait la perspicacité.

Metternich, homme d'état dans la plus vaste acception de ce titre, homme d'intelligence dans la juste appréciation des hommes et des choses, homme du monde par l'élégance de ses manières et le charme de ses discours, fort dans le cabinet, brillant dans un salon, adroit sans le paraître, sachant à propos ou parler ou se taire, habile à éluder une question indiscrète ou inattendue comme à provoquer des indiscrétions involontaires, prompt à réunir en un faisceau lumineux des notions imparfaites et diverses, sachant découvrir le faux dans ce qu'on lui dit, le vrai dans ce qu'on croit lui cacher; Metternich, très supérieur à la plupart des diplomates de son temps et à ceux surtout avec lesquels il avait à traiter, s'était honorablement fait connaître à Berlin, où il avait résidé, et où l'on avait su apprécier l'éten-

due de ses talens et la hauteur de son caractère. Représentant le plus loyal des souverains contemporains, sa supériorité politique déplut au cabinet des Tuileries qui, ne pouvant vaincre son habileté investigatrice, s'étudia à le calomnier. On épia ses démarches, on envenima ses moindres propos, on interpréta jusqu'à son silence ; aussi sa pénétrante sagacité et ses justes prévisions furent-elles taxées d'intrigue et de duplicité. On prêta des inconséquences à celui qui savait le mieux conserver sa dignité, et la colère devint souvent indiscrète devant celui à qui rien n'échappait, ni la légèreté des femmes, ni la jactance des hommes placés près du grand pouvoir, objet de son étude observatrice et calme.

Si nous nous sommes autant étendus ici sur le compte de l'ambassadeur Metternich, c'est vu la prodigieuse importance qu'il devait acquérir à l'époque où serait enfin décidé le sort de son pays et même celui de l'Europe entière.

Cependant l'Autriche, éclairée sur ses dangers par son habile ministre, pressait ses préparatifs de guerre, et Napoléon, craignant d'être prévenu par elle, se hâtait de rassembler et ses forces et celles de ses alliés. Rassuré sur les intentions de la Russie, il voulut la mettre à l'épreuve en réclamant d'elle sa coopération. Quelque secret

qu'il mît dans de telles relations, l'ambassadeur autrichien apprit tout, par des propos rompus qu'il savait rapprocher. Il y a plus; il parvint, par des causeries indirectement provoquées, par des propos inspirés plus que dictés par lui, à rendre de jour en jour Napoléon moins populaire parmi ceux qui étaient déjà disposés à blâmer la guerre d'Espagne; parmi les militaires mêmes qui, tout en servant avec héroïsme, n'en déblatéraient pas moins contre la cause pour laquelle on les faisait combattre. Il applaudissait à l'admiration généralement conçue en faveur d'un peuple révolté contre une invasion perfide; et si l'esprit révolutionnaire, qui ne faisait réellement que sommeiller, eût pu se réveiller; s'il n'avait été garrotté sous un joug de fer chargé de gloire, peut-être alors eût-il fait explosion. L'empereur des Français avait donc besoin pour lui d'un surcroît de lustre, et de nouveaux et brillans appâts à jeter à ceux qui le servaient.

Quoique Metternich résidât encore à Paris, l'ambassadeur de France Andréossi avait quitté Vienne le 28 février 1809, en y laissant M. Dodun comme chargé d'affaires. Le ministre de Russie ne quitta cette résidence que le 5 avril. Cependant, dès le mois précédent, il n'était plus douteux que la guerre allait prochainement com-

mencer ; car l'archiduc Charles, par une proclamation du 11 mars, avait invité *tous ceux qui n'étaient pas requis par la loi de se rendre à l'armée*, à se réunir en bataillons pour servir leur pays, *au-delà des limites des Etats héréditaires, dans le cas où ils seraient menacés par l'ennemi.* Dans son adresse aux volontaires de Vienne, il les félicitait de leur zèle et finissait ainsi : « Partout où l'hon-« neur et la patrie nous appelleront, là je vous « rencontrerai ; chacun de vous m'y retrouvera. » Toute la garnison de la capitale était déjà partie ; la milice de Bohême, la levée de Hongrie marchaient vers les frontières, et, dans son manifeste du 27 mars, le cabinet de Vienne exposait la ponctualité rigoureuse avec laquelle l'empereur d'Autriche satisfit aux stipulations de la paix de Presbourg, quelque douloureuses qu'elles fussent, tandis que celles qui tendaient à soulager l'Etat ne le furent qu'après de longues et périlleuses altercations. Il ajoutait encore, comme principaux griefs, que l'archiduc Ferdinand d'Autriche, électeur de Salzbourg, et l'archiduc Antoine, grand-maître de l'ordre teutonique, ne purent obtenir pleine jouissance des possessions et revenus stipulés en leur faveur, ni l'archiduc Ferdinand d'Este, landgrave de Brisgau, les in-

demnités promises ; que, quoiqu'une contribution de quarante millions eût eu pour objet d'éteindre toute réclamation sur les sujets autrichiens et de faire cesser toutes réquisitions, les exactions continuèrent ; que des objets appartenant à Sa Majesté dans les places cédées et qui montaient à vingt-quatre millions de florins, ne lui furent point payés, malgré ses fréquentes réclamations fondées sur des engagemens positifs ; que l'empereur aurait supporté toutes ces pertes en faveur de la paix, si la France n'avait point déconcerté ses plans pacifiques en exigeant, pour assurer sa communication militaire entre Venise et les provinces situées sur la côte orientale de l'Adriatique, un passage libre et à demeure par les États impériaux ; qu'aux observations faites à cet égard il ne fut répondu que par des menaces de guerre, réponse constante à toutes les réclamations de la cour de Vienne ; que les Russes s'étant emparés de Cattaro par suite des lenteurs de la France à l'occuper, l'effet de cette négligence fut imputé à l'Autriche, quoiqu'elle eût consenti alors au passage militaire demandé, ruiné son commerce en fermant ses ports aux Anglais et réuni ses troupes à l'armée française pour faire évacuer Cattaro ;

que cependant les possessions autrichiennes ne furent pas rendues ni le territoire de l'empire évacué; que les frontières d'Italie ne cessèrent point d'être menacées; que le Corps germanique fut dissous; que l'Allemagne passa sous la domination de l'empereur des Français; que l'Europe demeurant muette, l'empereur se sacrifia au bonheur et à la sécurité de ses peuples en déposant sa couronne impériale; que cette démarche n'amena pas la réalisation des clauses du traité; que cependant l'Autriche conserva sa neutralité, quoiqu'elle s'intéressât au sort de la Prusse; qu'elle offrit sa médiation et que l'on conclut la paix sans la consulter; que Sa Majesté n'apporta aucun obstacle aux changemens opérés à Naples et en Hollande, se soumit aux stipulations du traité de Tilsitt, et n'obtint pourtant qu'en octobre 1807 la remise de la forteresse de Braunau; qu'alors même ses possessions sur la rive droite de l'Isonzo ne lui furent pas restituées et demeurèrent entre les mains de l'ennemi, sauf une imparfaite indemnité; que, pour prix de cette légère restitution, l'empereur des Français exigea, sous peine de rupture, l'adoption du système continental, et que l'on y adhéra, quelque ruineux qu'il fût; que bientôt on fit à Sa Majesté des propositions relatives *à la dissolution et au partage*

d'un grand empire voisin *, iniquité d'autant plus choquante que celui qui conçut ce projet n'avait cessé de représenter la conservation de cet État comme la base première de son système politique, et que d'ailleurs l'acquisition du territoire offert eût été une acquisition trompeuse. Enfin, était-il dit dans ce manifeste, une nation magnanime se voit, pour prix de ses longs sacrifices, enlever son indépendance, ses lois, ses princes, ce qui ne lui laisse d'autre ressource qu'une résistance désespérée et glorieuse. Sa Majesté Impériale *en a ressenti une profonde douleur, et le sort de l'Espagne lui apprend qu'en abjurant sa propre dignité on ne fait que hâter sa ruine.* Une armée de deux cent mille hommes n'attend plus que le signal de l'attaque ; car le Portugal et l'Espagne soumis, tout principe de justice est méconnu. Des écrits officiels prouvent que l'Europe n'est pas assez vaste pour assouvir une turbulente ambition ; compter sur le maintien de la paix serait donc le comble de l'aveuglement. La crise approche ; l'unique moyen de l'éloigner, c'est de se mettre sur la défensive ; se contenter de cette mesure ne saurait être mal interprété. L'Autriche a le droit de veiller à sa conservation ;

* La Turquie.

cependant les simples précautions qu'elle est forcée de prendre sont taxées de mouvemens hostiles, tandis que dans une note on annonce que *l'armée française, tant en Allemagne qu'en Italie, sans y comprendre les troupes de la Confédération du Rhin, sont du double plus fortes qu'en* 1805, et dans une note subséquente * on déclare *que la guerre est inévitable si les mouvemens militaires qu'on remarque en Autriche ne prennent pas une marche rétrograde.* Dès le mois d'août 1808, les princes allemands reçurent ordre de lever des troupes. Ce fut alors qu'on demanda la reconnaissance du nouveau roi d'Espagne; cette demande fut éludée. A Erfurt Napoléon vanta, comme l'effet d'une excessive longanimité, d'avoir *jusqu'à ce temps épargné l'Autriche.* Après son retour d'Espagne **, il déchaîna contre elle une foule de pamphlétaires, fit rassembler les troupes des princes allemands placés sous son influence, concentra les siennes, et Sa Majesté Impériale, après s'être soumise sans se plaindre, après avoir cherché tous les moyens de conciliation, voit la France exiger qu'elle demeure sans défense. Le seul tort de l'Autriche est de vouloir conserver son indé-

* Du 30 juillet 1808.

** 1809.

pendance, et quand on la dépouille, quand on la menace et la prive de toute influence politique, l'empereur Napoléon dit encore : *Je ne demande rien à l'Autriche.* Cependant, tout ce qui l'entoure la provoque, elle est tenue en état de siége ; elle ne peut d'ailleurs voir avec indifférence compromis le sort des puissances voisines d'Allemagne et d'Italie auxquelles ses intérêts sont liés par tant de points de contact. Sa Majesté ne désire que l'indépendance des nations, le respect dû aux droits de tous, la religion des traités.

Ce manifeste n'était encore que comminatoire. Napoléon y fait répondre, dans le *Moniteur*, par l'énumération des pays conquis et rendus par lui, représentés comme les monumens généreux de sacrifices libres, puis il se récrie contre l'ingratitude ; mais il ne répond à aucuns des griefs relatifs à la non exécution des traités. Il revient sur l'affaire de Cattaro que nous avons précédemment exposée dans toute son exactitude ; il récrimine sur les vues ambitieuses de Joseph II à l'égard de la Bavière ; il dit qu'on ne peut compter sur *une puissance qui, si la bataille d'Iéna eût été douteuse, aurait fait cause commune contre la France,* et dont le *ministère qui la dirige est vendu à l'Angleterre.* Il passe légèrement sur la non restitution de la rive droite de l'Isonzo, mais se

plaint de la non reconnaissance du roi Joseph. Il est plus vrai cependant quand il affirme que l'Autriche a réellement projeté la guerre et préparé les moyens de la soutenir. Cependant il ne dit pas à quel point lui-même il l'a rendue nécessaire. En effet, elle était déjà décidée ; car, dix jours seulement après la publication du manifeste autrichien, l'archiduc Charles, dans une proclamation du 6 avril, s'exprimait ainsi : *La patrie nous demande sa délivrance et nous nous levons pour sa défense.*

La déclaration de guerre de l'Autriche, publiée le 12 avril, reproduisait les principes exposés dans le manifeste ; elle fut suivie d'une adresse du prince généralissime à la nation allemande, invitée à se réunir à lui pour assurer l'indépendance générale. Dans le même moment les princes confédérés publiaient la liste de leurs prétentions contre l'Autriche et y joignaient les plus lâches adulations pour l'empereur des Français, tandis que celui-ci renouvelait* les rigoureuses lois révolutionnaires contre tous Français armés ou non armés qui se trouvaient à l'étranger, sans distinction *d'amis ou d'ennemis*, ne leur accordant pour leur rentrée que le terme de trois mois, quel que

* Le 6 avril.

fût l'éloignement dont ils seraient de leur patrie, et cela, sous peine d'être traités, si on les saisissait, comme ayant porté les armes contre elle.

Dans une séance du sénat du 15 avril, Napoléon fait exposer par son ministre les négociations qui avaient précédé la rupture, mais il omet cependant la plus grande partie des notes passées par M. de Metternich; puis Champagny peint la situation critique de l'Autriche en face de Napoléon, occupant les forteresses de l'Oder, prenant à revers les frontières les plus reculées de la Bohême, de la Moravie et de la Hongrie même, tandis que l'armée saxonne prend en flanc la première, de Teschen à Égra, et que la Bavière menace la frontière méridionale de l'Autriche. C'était avouer publiquement ce dont la cour de Vienne se plaignait. Telles étaient les pièces du procès qui allait être jugé sur le champ de bataille, et si la résistance de l'Espagne avait facilité les armemens de l'Autriche, celle-ci allait au moins procurer quelque relâche aux insurgés espagnols.

Mais ce dont on s'aperçut dès le commencement de la guerre, et par conséquent beaucoup trop tard, c'est que le commissaire général de l'armée autrichienne, M. de Paffbender, gagné par l'ennemi, n'avait pas suffisamment pourvu

aux moyens de mouvoir et de nourrir les troupes, ce qui précédemment avait aussi causé les malheurs d'Ulm et d'Austerlitz. Il se suicida lors de la découverte de ses longues trahisons.

Cependant l'archiduc Charles avait, dès le 9 août, adressé au chef de l'armée française la lettre suivante : « d'après une déclaration de « l'empereur d'Autriche à l'empereur Napoléon, « je préviens monsieur le général en chef de l'ar- « mée française que j'ai ordre de me porter en « avant avec les troupes sous mes ordres et de « traiter en ennemi toutes celles qui feraient ré- « sistance. » Dans le même moment un corps autrichien, sous le commandement de l'archiduc Jean, marchait vers l'Italie, et un autre entrait dans le duché de Pologne sous les ordres de l'archiduc Ferdinand, qui devait tâcher de joindre et d'entraîner le roi de Prusse.

Napoléon avait été surpris par la rapidité de l'attaque, et Berthier, qui commandait alors son armée, plus homme de bureau qu'homme de guerre, dont le plus grand mérite était sa profonde soumission à son maître, avait compromis le sort d'une campagne qui devait être le plus beau fleuron de la couronne militaire de Napoléon ; car les troupes, étendues sur une ligne immense offraient un développement de vingt lieues

de la droite à la gauche ; et si l'archiduc Charles, profitant de la supériorité de ses forces et des avantages que procure l'offensive, avait séparé ses deux ailes, le grand capitaine lui-même eût difficilement réparé les désastres qui en devaient nécessairement résulter.

Mais Napoléon, favorisé par la lenteur autrichienne, arrive à temps. Il voit d'un coup d'œil d'aigle le mal et le remède, il peut compter sur la mobilité de ses corps, l'intelligence de ses généraux, le dévouement de tous ; il change rapidement la face des choses ; la bataille des cinq jours, suite des combats sanglans commencés à Thann le 19 et terminés à Ratisbonne le 23, lui ouvre la route de Vienne en rejetant l'archiduc au-delà du Danube, et il démontre ainsi, sur un théâtre immense où tous les mouvemens ont été calculés, toutes les opérations couronnées de succès, la supériorité de son génie sur celui d'un rival si supérieur lui-même à tous les autres généraux contemporains.

Nous ne détaillons pas les manœuvres exécutées de part et d'autre durant ces cinq jours ; le général Stutterheim en a tracé le tableau en militaire instruit comme en fidèle historien, et nous nous contenterons de dire qu'après les actions meurtrières d'Avensberg, d'Haussen et d'Inzlingen,

l'archiduc ayant rejoint sur la rive gauche du Danube le corps de Bellegarde, arriva le 3 mai à Budweitz où il espérait rallier son aile gauche que l'ennemi avait coupée, et que poursuivait Masséna en sacrifiant sans pitié ses soldats par des marches forcées et en se défaisant de ses propres blessés *, ce qui empêche le lieutenant général autrichien Hiller, retardé par de fréquens et sanglans combats, d'effectuer cette jonction.

Sauver Vienne était cependant impossible; Napoléon était arrivé le 9 mai devant cette ville et l'avait fait aussitôt bombarder, en recommandant d'épargner le palais où l'archiduchesse Marie-Louise était demeurée malade, ce qui ravit d'admiration cette jeune princesse, enthousiasmée dès lors, au grand scandale des Autrichiens, de la générosité et des soins de celui qui causait

* On aurait peine à croire le fait suivant s'il n'était attesté par un écrivain non suspect (Cadet-Gassicourt, dans son voyage en Autriche, page 70, en parlant de la prise d'Ebersberg par Masséna) : « *Il donna l'ordre terrible, « mais nécessaire, de jeter à la rivière tous les blessés qui « obstruaient le pont.* » Barbarie sans exemple encore dans les annales militaires! et, à la honte de l'humanité, on ose vanter des triomphes aussi coupables.

(*Note de l'éditeur.*)

tous les malheurs de sa famille et de son pays. Vienne capitula le 13 mai.

L'archiduc, qui n'avait pu la secourir et s'en faire un point d'appui, s'établit le 16 à Ebersdorff, où il fut rejoint par Hiller et les volontaires viennois qui avaient quitté la ville au moment de la capitulation. Instruit le 19 que l'armée, qui avait pris possession de la grande île de Lobau, y rassemblait ses forces et travaillait à jeter un pont sur le grand bras du Danube, le prince y fit une reconnaissance, le 20, et vit qu'on faisait établir aussi des ponts sur le petit bras, sous la protection de batteries de position ; il fit alors charger et repoussa quelques troupes ennemies qui avaient débouché sur des terrains bas ; mais il ne voulut pas s'opposer au passage, dans l'espoir d'écraser par une seule bataille l'armée ennemie qui, se trouvant acculée au fleuve, serait privée de tous moyens de retraite dès que ses ponts auraient été rompus par des brûlots et autres corps flottans, ce qui devait lui rouvrir les portes de Vienne. Il se contenta de prendre position le 21 entre Aspern et Enzersdorf, ayant Essling en avant de son aile gauche. Son armée, rangée sur deux lignes et divisée en cinq colonnes, était de cent trois bataillons et cent quarante-huit

escadrons, formant un total effectif de soixante-quinze mille hommes, avec dix-huit batteries de brigade, treize de position, onze d'artillerie à cheval; en tout deux cent-quatre-vingt-huit bouches à feu.

Napoléon, le même jour 21 mai, sut tirer avec sagacité parti de la nature du terrain pour effectuer et couvrir son passage du fleuve et la marche des renforts qu'il devait porter sur tel ou tel point. A la droite des Autrichiens, le village d'Aspern, occupé d'abord, plusieurs fois pris et repris, est définitivement enlevé, quoique défendu par un corps de douze mille hommes, tandis que le maréchal Lannes, pour en faciliter la défense, attaque le centre de l'armée autrichienne, en charge et rompt la cavalerie; mais il est repoussé par un feu fait avec intrépidité à dix pas de distance et tombe blessé à mort. La gauche, passant par Enzersdorf, s'était portée sur Essling, où un grand magasin de vivres avait été crénelé et où l'ennemi avait besoin de s'appuyer pour effectuer sa retraite.

La nuit mit fin à ce combat dans lequel, pour la première fois, Napoléon en personne avait été repoussé; aussi devait-il se hâter de réparer cet échec à son invincibilité qui était la principale base de son pouvoir; car dans la campagne contre les Russes il n'y avait eu réellement deux

fois qu'une vigoureuse résistance, luttes dont de part et d'autre on avait pu légitimement s'attribuer la gloire. Bien est-il vrai que dans cette première affaire qui devait être désignée par le nom d'Aspern, Napoléon n'avait point encore engagé toutes ses forces, dont une partie ne le rejoignit que durant ou même après le combat. Elles furent toutes réunies dans la nuit, et le lendemain 22 il recommença les attaques avec une impétuosité nouvelle et croissante, reprit et perdit Aspern, dont le cimetière fut démoli et l'église brûlée; ainsi pris et repris, ce village resta au pouvoir des Autrichiens victorieux sur ce point. Il en fut de même sur le reste de la ligne, où ils résistèrent héroïquement à de fréquentes et héroïques attaques, et où plus de deux cents bouches à feu de chaque côté faisaient tomber sur les deux armées un déluge de boulets et d'obus. Cependant les ponts étaient rompus sous le choc des brûlots et des corps flottans lancés à cet effet par les ordres de l'archiduc, qu'on vit, dans le fort du combat, saisir le drapeau du seul bataillon qui eût commencé à céder, action dont l'effet fut un enthousiasme qui acheva de décider le sort de la bataille; toutefois Essling tint vigoureusement, et l'on ne put en déloger Masséna, dont la retraite ne se fit que dans la nuit du 22 au 23; il avait

ainsi facilité celle de l'armée et cette action lui valut le titre de prince d'Essling, non-seulement pour le récompenser d'un aussi utile service, mais pour faire croire que les Français avaient été vainqueurs.

Napoléon n'attribua ce second échec, qu'il était d'ailleurs loin d'avouer, qu'à une crue inattendue du Danube, non à la vigueur de l'archiduc et à la rupture de ses ponts par des brûlots préparés à cet effet *. Au reste, on s'était battu de part et

* Ce qui prouve à quel point l'échec d'Essling troublait l'esprit de Napoléon, c'est le langage absurde et contradictoire dont il est l'objet dans les *Mémoires de Sainte-Hélène* (rédigés par Montholon, tom. II, pag. 13 et suivantes). Il y est dit : *Nous ne perdîmes pas la bataille d'Essling, nous la gagnâmes ; ce ne fut pas le prince Charles qui coupa nos ponts, ce fut le Danube qui en trois jours haussa de quatorze pieds.* Plus loin : *Le fleuve était grossi de quatre pieds ;* et enfin : *le Danube s'était élevé à vingt-huit pieds depuis trois jours.* Ainsi, en deux pages, voilà trois assertions diverses sur la crue du Danube. Mais s'il se fût élevé de vingt huit pieds, il aurait noyé l'armée sans qu'un seul homme eût pu s'en sauver. C'est donc un mensonge des plus maladroits. Un autre, c'est d'avoir donné cent mille hommes à l'archiduc qui n'en avait que soixante-quinze mille ; un troisième, de prêter à cette armée un développement de plus de trois lieues, quand d'*Aspern*, où sa droite était appuyée, à *Enzersdorf*, où s'appuyait sa gauche, il n'y a que trois

d'autre avec un tel acharnement que les Autrichiens ne recueillirent pour tous trophées que trois pièces de canon, sept caissons, dix-sept mille fusils, trois mille cuirasses. Les Français perdirent dans les deux journées deux généraux faits prisonniers, quatre tués et six blessés ; ils laissèrent sur le champ de bataille sept mille morts et les Autrichiens y relevèrent cinq mille blessés, mais un plus grand nombre avaient pu être transportés à Vienne et le Danube charriait une multitude de cadavres. De son côté l'armée autrichienne perdit quatre-vingt-sept officiers supérieurs et quatre mille cent quatre-vingt-dix-neuf officiers ou soldats tués; les blessés furent douze géné-

mille toises. Un quatrième, c'est que le village d'Essling fut *pris deux fois* par l'archiduc qui en *fut chassé cinq fois.* Nouvel et singulier problème d'arithmétique ! Il aime mieux devoir la rupture de ses ponts à une crue exagérée qu'à la combinaison de son ennemi, ce qui est cependant un fait patent. S'il eût été vainqueur, comme il le dit, il n'aurait pas été forcé de faire sa retraite et d'abandonner le champ de bataille. Au reste, tout dans cette incohérence d'idées et de mots n'a pour objet que de prouver assez généralement qu'il n'avait point été vaincu, calcul d'autant plus maladroit que, vu ses nombreuses victoires, ses talens supérieurs et reconnus, il avait plus que tous autres le droit d'avouer sans honte une défaite. (*Note de l'éditeur.*)

raux, six cent soixante-deux officiers et quinze mille six cent cinquante-un soldats; elle eut un général, huit officiers et huit cent vingt-neuf soldats faits prisonniers. Tel fut le résultat de cette bataille à laquelle les Autrichiens donnèrent le nom d'Aspern et les Français celui d'Essling.

Jusque là les Russes n'avaient en rien secondé les opérations de leur allié; car ce fut le 24 mai seulement, deux jours après cette affaire, que, sous les ordres du prince Galitzin, ils entrèrent à Varsovie, d'où le prince Joseph Poniatowski avait été déposté, le 20 avril, par l'archiduc Ferdinand, qui ensuite s'était avancé jusqu'à la vue de Thorn, mais qui se vit alors obligé à la retraite. L'archiduc Jean se retira aussi d'Italie, pour voler au secours du prince Charles, après avoir refoulé le vice-roi jusqu'à la Piave, comme l'archiduc Charles, après sa victoire de Caldiero, avait quitté cette contrée lors du désastre d'Ulm en 1805.

Mais le plus grand effet de la bataille d'Essling fut une négociation secrète qui eut lieu alors entre l'Autriche et la Prusse. Il est nécessaire d'en parler ici; car si elle ne produisit rien d'important, du moins révéla-t-elle les sentimens intimes de Frédéric-Guillaume et les motifs qui l'empêchèrent de s'y livrer.

Sur des ouvertures vagues du comte de Goltz et

sur d'autres plus précises du prince d'Orange, le colonel de Steigenstesch fut envoyé à Kœnigsberg, chargé de porter au roi une lettre de ce prince et de sonder le monarque sur l'idée et les avantages de concerter contre la France des opérations militaires; objet sur lequel le prince était vivement pressé par le général Blücher. A une lettre du roi, en date du 23 mai, l'empereur d'Autriche, répondant le 8 juin, disait que le porteur réglerait la proportion réciproque des troupes et arrêterait des arrangemens *aussi salutaires qu'indispensables pour l'intérêt des deux États*, conformément aux *ouvertures* faites par le comte de *Goltz* et à la connaissance qu'il avait acquise de la *conviction* où était Sa Majesté Prussienne de la nécessité d'une *réunion complète et énergique de volontés et d'efforts contre les envahissemens de l'empereur Napoléon.*

Le comte de Stadion écrivait aussi, en date du 9 juin, au baron de Wessenberg, ambassadeur près le cabinet Prussien : *Le sort de l'Autriche décidera en même temps de celui de la Prusse. Sa Majesté Prussienne se voit donc appelée à prendre part à la guerre.* Le ministre semblait considérer, d'après les dires du prince d'Orange et du comte de Goltz, les projets du roi comme arrêtés, mais leur exécution comme ne devant avoir

lieu qu'avec lenteur; il croyait cependant que ses ordres étaient déjà donnés, que ses déterminations n'étaient par conséquent pas douteuses, que l'effet n'en avait été retardé que par les premiers échecs de l'Autriche. Il était donc enjoint à l'ambassadeur de rassurer le gouvernement prussien et de hâter l'envoi des secours espérés. Dans le cas, disait-il, où le roi de Prusse ne voudrait pas conclure à ce sujet un traité en forme, on croit qu'il devrait être du moins convenu : 1° Que les deux cours contractantes reconnaîtraient que le principe de la guerre actuelle étant de nature à décider pour toujours de l'existence de leurs États respectifs, ils se promettent mutuellement l'emploi de toutes leurs forces; 2° qu'on en confierait la direction à l'archiduc généralissime; 3° qu'on s'engagerait à ne point traiter séparément de la paix; 4° que la paix aurait pour objet l'indépendance et la sûreté des États voisins; 5° que les engagemens à prendre avec d'autres États ne dérogeraient point à la présente convention. Mais le roi accueillit avec froideur le baron de Steigenstesch et répondit : *L'empereur demande du secours et finira peut-être par faire une paix séparée.* La bataille d'Aspern ne le rassurait pas; il reconnut cependant que son sort dépendait de celui de l'Autriche, il rappela qu'il avait voulu s'unir à elle

en 1805, et quelle en fut la suite, ajoutant, qu'il ne pouvait ni ne devait se compromettre avec la Russie, d'autant qu'il manquait de soldats, d'armes et de munitions ; qu'il était résolu à s'unir un jour à l'Autriche, mais qu'il n'était pas encore temps. *Portez un grand coup et je pourrai me décider*, poursuivit-il. — Enfin Sa Majesté faisait insinuer à l'officier étranger qu'en cas de succès il faudrait à la Prusse, non-seulement la Pologne prussienne, mais celle autrichienne, Anspach, Bareuth et une partie de la Saxe, outre les provinces cédées à diverses époques. Le ministre Scharnhorst opinait vivement en faveur de la guerre, représentant que les circonstances présentes étaient précieuses, qu'il était convenable de ne pas les laisser échapper. Il promettait au roi de lui assurer cent vingt mille hommes avec armes et munitions suffisantes, ainsi que des intelligences dans les forteresses, et notamment à Magdebourg, où il avait des agens secrets et dévoués. Mais d'Oubril, rentré en grace près de son maître et chargé d'affaires de Russie, demanda communication, de concert avec Clerambault, consul de France, des propositions faites par l'officier autrichien, à qui le roi fit intimer l'ordre d'abréger son séjour, mais avec promesse d'envoyer à l'armée autrichienne, comme

il l'avait fait précédemment, un officier prussien sans uniforme, qui examinerait l'état des choses pour lui en rendre compte.

Les prétentions exorbitantes de la Prusse étaient un moyen d'éluder les propositions qui lui étaient faites et masquaient mal les conventions du monarque avec l'empereur de Russie; mais elles ne faisaient pas perdre à l'Autriche toute espérance. Cependant Frédéric-Guillaume, tout en négociant en secret avec la cour de Vienne, ne voulait pas provoquer l'animadversion de celle des Tuileries; et, pour l'éviter, il faisait surveiller les membres du Tugenbund, très nombreux parmi les militaires et plus encore dans les diverses classes sociales, que la résistance héroïque des Espagnols exaltait et que le comte de Stadion cherchait à mettre en mouvement comme d'utiles auxiliaires de l'Autriche, bien que l'archiduc Charles répugnât à une coopération populaire qui fait trop souvent payer cher aux princes les services qu'elle leur rend. Le duc de Brunswick, le prince d'Orange, le landgrave de Hesse, secondaient les vœux du ministre autrichien. Le premier avait promis à la cour de Vienne d'opérer une diversion en Saxe, le second d'entraîner le roi de Prusse, et le troisième de fournir

secrètement des secours à ceux qui agiraient hautement.

La première tentative insurrectionnelle fut celle du colonel Dörnberg, qui projetait l'enlèvement de Jérôme, roi de Westphalie. Dénoncé par l'un de ses complices, il s'échappe ; ses papiers sont saisis, Schill est compromis et en eût été la victime s'il n'avait été averti à temps. Ce hardi partisan, Schill, dont nous avons déjà eu occasion de raconter les services durant la guerre de Prusse, était l'un des membres les plus zélés du Tugenbund et avait été récompensé de ses services par le commandement d'un corps dont son intrépidité le rendit l'idole. Arrivé à Berlin le 10 décembre 1808, il s'y lia intimement avec les chefs de l'ordre et l'électeur de Hesse ; concerta dès lors le plan de son aventureuse expédition; acheta en secret des armes et des munitions; se mit en rapport avec Katt, homme déterminé, issu de la même famille que l'ami si malheureux du grand Frédéric, et ensuite avec Dörnberg et les mécontens de Westphalie.

Schill, qui avait eu l'honneur de rentrer le premier dans la capitale dès qu'elle fut évacuée par les Français, y avait été accueilli par la joie délirante des habitans; il y jouissait de l'estime

générale et y faisait chaque jour des partisans à l'association libératrice. Ses vues étaient fixes, mais son ardeur à les suivre sans jactance. Pour en préparer le succès il conduisait chaque jour ses troupes hors de la ville, avec armes et bagages, sous prétexte d'une promenade militaire ; il leur donnait des fêtes, images des combats, et l'habitude qu'on avait de lui voir tenir cette conduite empêcha d'en pénétrer la cause ; c'était sa correspondance avec ceux qui voulaient assurer l'indépendance de la Prusse et de l'Allemagne.

Cependant, en dépit d'une extrême prudence, difficilement conciliable avec une brûlante ardeur, et qui avait fait fermer sur lui les yeux constamment inquiets des ministres de Russie, de France et de Westphalie, des plaintes furent enfin adressées contre Schill par le roi Jérôme, et Frédéric-Guillaume l'appela à Kœnigsberg pour y rendre compte de sa conduite. Promptement instruit par ses amis de cet ordre et des motifs qui le lui faisaient donner, il part le 29 avril à la tête de six cents hommes ; trois cents autres s'échappent et le rejoignent dans la nuit du 2 mai ; l'on eut même beaucoup de peine à arrêter l'élan du reste de la garnison, qui brûlait de se réunir à lui. Tout Berlin applaudissait à son héroïque démarche ; mais la cour en frémissait. Les généraux

Lestocq, Tauenzien et Scharnhorst, qui commandaient à Berlin, avaient donné leur démission. Ces hommes qui, avec Blücher et Kalkreuth, furent presque seuls les héros d'une époque de honteux désastres, étaient honorablement soupçonnés de vouloir raviver l'esprit public, afin de marcher par lui à la restauration de l'indépendance prussienne. Les deux premiers furent mis en jugement relativement à l'affaire de Schill, mais acquittés, moins d'intention que de fait, de cette noble et patriotique accusation. Lestocq reprit les fonctions de gouverneur civil et militaire de Berlin, Tauenzien rentra dans celle de commandant des troupes de la Marche de Brandebourg, et Scharnhorst resta au ministère de la guerre.

Ces persécutions étaient dues aux inquiétudes de Napoléon qui ne pouvait se persuader que Schill ne fût point secrètement protégé par Frédéric-Guillaume. Les mêmes soupçons s'élevèrent encore dans son esprit lors de la levée de bouclier du prince d'Oels, dont nous aurons plus tard à décrire la courte mais remarquable campagne.

Tandis que Schill, Dörnberg et Katt cherchaient à agiter l'Allemagne pour l'affranchir, le prince primat, faisant les fonctions de chef de la

police de Napoléon, publiait à Francfort* une proclamation par laquelle il était défendu *à tout habitant de cette ville de s'entretenir d'objets politiques dans les auberges et autres endroits publics.*

Quant à Schill, il était déjà devant Wittemberg quand l'envoyé westphalien arriva pour le dénoncer, non plus par de vagues soupçons, mais par des faits. Wittemberg renfermait un dépôt d'armes et d'argent et une nombreuse artillerie ; il espérait s'en emparer par surprise, mais le commandant lui refusa le passage. Trompé dans son attente, il leva des contributions dans le pays de Dessau, pilla le château de Katchen, détruisit à Halle les armoiries westphaliennes, perdit un temps précieux à ces opérations, nécessitées peut-être par le besoin d'entretenir sa troupe et de se l'attacher, mais qui jetaient sur sa cause un vernis propre à la discréditer. Il se dirigea enfin vers Magdebourg, qui n'avait pour garnison que deux compagnies de voltigeurs français, deux de westphaliens et une de pontonniers. Un coup de main eût pu le rendre maître de cette forteresse, où commandait le général français Michaud qui n'avait aucun secours à attendre ; car le royaume

* Le 15 juin 1809.

de Westphalie ne possédait pas alors deux mille hommes de troupes réglées, et tout le pays était disposé à l'insurrection. Schill aurait trouvé dans cette place cinq cents bouches à feu, cent vingt mille fusils, des munitions et des approvisionnemens immenses, et sa troupe se serait promptement élevée à trente ou quarante mille hommes; mais il ne lui fallait rien moins qu'un aussi brillant succès, car déjà il était proscrit par son gouvernement et dans l'impossibilité de maintenir une exacte discipline, qu'il n'avait même pas pu établir encore, ce qui faisait crier ceux dont il eût dû se faire des partisans. Nul ne se réunissait donc à lui. Intrépide, mais peu habile, loin de se présenter aux portes de Magdebourg, que les habitans déjà en rumeur lui eussent ouvertes, il se porta vers Wangleben et prit ses quartiers à Domitz, tandis que tout le Hartz et la Hesse l'attendaient pour s'insurger.

Cependant on était parvenu à rassembler des forces supérieures à celles de Schill qui n'eut bientôt qu'à songer à sa sûreté et à se ménager une retraite. Il chercha alors à gagner Stralsund pour passer dans l'île de Rugen; il fut poursuivi, mais avec mollesse, par les Hollandais et les Danois, réunis au nombre de sept mille hommes, sous les ordres du général Gratien. Celui-ci n'ar-

riva devant Stralsund que six jours après que Schill l'eut occupée et mise en état de défense autant que le rendait possible une forteresse presque démantelée et une vingtaine de mauvais canons; c'était sa seule ressource, faute d'avoir trouvé des moyens d'embarquement. La place fut vaillamment défendue le 31 mai; mais Schill ayant été tué, sa troupe se dispersa.

Ce qui rend cet événement remarquable, c'est qu'il faisait partie d'un vaste plan d'insurrection qui embrassait tout le nord de l'Allemagne. La Hesse s'agitait de toutes parts; vingt mille paysans avaient marché sur Cassel, quelques soldats s'étaient réunis à eux, des désordres avaient eu lieu sur d'autres points; mais tout cela fut fait sans ensemble. Schill, si brave, se montra incapable de combiner ces élémens pour les opposer avantageusement à la domination française, et sa mort étouffa pour un temps l'élan restaurateur de l'Allemagne, que le ministère anglais eut le tort de ne point seconder et auquel, sous une direction plus habile, celui du Tyrol pouvait prêter un grand poids dans la balance des intérêts européens.

Avant d'entrer dans les détails de l'héroïque insurrection du Tyrol, jetons un coup d'œil sur cette célèbre Vendée d'Allemagne, où la fidélité

est une religion et la religion un inaltérable sentiment. Les habitans du Tyrol et des sept provinces du Vorarlberg, soumis depuis des siècles à la maison d'Autriche, liés à leurs souverains par les services qu'ils leur rendirent et les priviléges qu'ils en obtinrent, se regardaient comme les enfans de ceux qui les traitaient en pères. Durant les dix-septième et dix-huitième siècles ils avaient constamment repoussé de leurs montagnes les Suédois, les Français et les Bavarois. Placés sous un climat rigoureux et sur un sol stérile, paisibles pasteurs, chasseurs infatigables, tireurs adroits, simples dans leurs mœurs, fiers d'une liberté réelle, et robustes autant que fiers, ils vivaient heureux au sein d'une pauvreté que la modération de leurs désirs laissait à peine sentir. La plupart d'entre eux n'avaient jamais vu un soldat, quand les guerres de la révolution française firent traverser leurs âpres contrées par des troupes nombreuses, auxquelles ils fournirent gratuitement des provisions; ce qui, pour la première fois, leur fit éprouver des besoins. Loin d'en murmurer, ils redoublèrent de zèle et formèrent ces chasseurs tyroliens si redoutables aux armées françaises.

La religieuse fidélité du Tyrol survécut à l'abandon même que la cour de Vienne fit de cette

province qui, en changeant de maître, se vit livrée à tous les genres de maux; car le nouveau roi de Bavière, non content d'enlever les caisses et d'exiger de lourds impôts, bouleversa la constitution à laquelle les Tyroliens étaient sincèrement attachés, abolit les couvens, objet de leur vénération, et vendit les biens ecclésiastiques depuis si long-temps la ressource de l'indigence et de l'infirmité. Il leur ôta enfin jusqu'au nom de leur province, trésor de souvenirs qui leur était cher, pour y substituer, par une puérile imitation, ceux des rivières et des torrens; ils s'en plaignirent, et l'on punit sévèrement jusques à leurs inoffensifs regrets.

Tyrannisés durant trois années, la guerre de 1809 leur parut le signal de l'affranchissement. Avant même que le baron Hormmayer et la diète de Brégentz les eussent appelés à la défense de ce qu'ils regardaient toujours comme leur patrie, en leur recommandant la justice et l'humanité que la pureté de leur cœur leur recommandait bien mieux encore, ils se levèrent tous en masse comme un seul homme, et battirent complètement, les 10 et 11 avril, un corps de vingt-sept mille hommes engagé dans leurs montagnes, lui prirent deux généraux, un grand nombre de soldats, des drapeaux; mais, ce qui leur était plus

utile encore, des armes et des munitions, dont pourtant ils n'avaient pas eu besoin pour vaincre.

Ce ne fut que deux jours après qu'un corps autrichien * entra dans le Tyrol aux acclamations universelles du peuple, criant *Vive notre bien-aimé souverain l'empereur François !* Napoléon, sentant alors tous les dangers que pouvait lui faire courir cette insurrection inattendue, déploya contre elle les plus grandes forces. Trente-neuf mille hommes furent dirigés sur le Tyrol; le général Lefèvre marchait de Salzbourg avec vingt-quatre mille hommes; Rusca, venant d'Italie, en conduisait huit mille, et sept mille s'y rendaient de la Souabe sous le général Marmont. Les Tyroliens eussent dû être promptement écrasés, cependant la lutte fut aussi longue que terrible. De ces trois corps d'armée, les deux plus faibles avaient été complètement battus et repoussés; le plus fort n'obtint ses premiers succès que par l'incendie, le meurtre et des cruautés de tous genres; on n'épargnait ni les vieillards, ni les femmes, ni les enfans, outragés, immolés sans pitié ni remords. Ces horreurs eurent un terme; une population de six à sept cent mille ames fournit assez de vengeurs pour écraser ses bourreaux.

*Le 13 avril.

Dix mille soldats autrichiens échappés aux désastres de leur armée se réfugièrent dans leurs montagnes; ils y furent nourris, vêtus et armés. Non contens d'avoir repoussé l'agression presque jusque sous les murs de Munich, après avoir pris Memmingen et Kempten, les Tyroliens pénètrent en Italie jusqu'aux portes de Vérone, parcourent la Carinthie et le territoire de Salzbourg, joignant toujours à un courage indomptable des mœurs douces et des principes d'équité; ne commettant ni cruauté ni dévastation, ni insultes même; traitant avec humanité des personnes sur lesquelles ils auraient eu à venger tant d'outrages; soignant les blessés ennemis comme les leurs. Le colonel bavarois de Wrede fut lui-même rappelé à la vie par un Tyrolien dont il avait égorgé la femme et l'enfant. Le marquis de Chasteler, quartier-maître général en 1799 des armées combinées russes et autrichiennes en Italie, était allé seconder dans le Tyrol une insurrection déjà commencée, et Napoléon, abjurant toute justice et même toute décence, avait publié le 5 mai, de son quartier-général de Ens, l'ordre du jour suivant, signé du maréchal Berthier: « D'après les ordres de l'empereur, le nommé Chasteler, soi-disant général au service d'Autriche, moteur de l'insurrection du Tyrol, et

« *auteur* des massacres commis sur les prisonniers « bavarois et français arrêtés et pris par les insur- « gés, *contre le droit des gens,* sera traduit à une « commission militaire aussitôt qu'il sera prison- « nier, et *passé par les armes* dans les vingt-quatre « heures qui suivront, *et ce, comme chef de bri-* « *gands.* » Tel est le texte exact de cet ordre d'assassinat, imprimé avec altération dans le *Moniteur* du 5 juillet *. Le prince Charles qui, dans les journées des 21 et 22 mai, avait fait prisonniers les deux généraux français Fouler et Durosnel, fit déclarer, le 25, que leurs têtes répondraient de celle du marquis de Chasteler, et Napoléon déclara de son côté, le 6 juin, que le prince de Collorédo, les comtes de Metternich, de Haddeck et de Pergen, répondraient de la sûreté des généraux Fouler et Durosnel, et que, quant à Chasteler, *s'il était arrêté, il serait traduit à une commission militaire.*

Napoléon avait été étonné que la proclamation par laquelle il excitait les Hongrois à la révolte n'eût produit aucun effet; il fut bien plus vive-

* Dans la version officielle insérée au *Moniteur,* il était dit : *Prévenu d'être l'auteur.....* passé par les armes *s'il y a lieu,* et les deux phrases *contre le droit des gens,* ainsi que *et ce, comme chef de brigands,* ne s'y trouvaient pas.

ment affecté de l'issue des journées des 21 et 22 mai; il redoutait l'effet qu'elles pourraient produire sur ses ennemis, sur ses amis mêmes; il soupçonnait une intention malveillante dans la lenteur de l'empereur Alexandre à entrer en scène*; mais il ne s'attendait pas à l'attaque que le souverain pontife romain allait diriger contre son chatouilleux orgueil, attaque dont l'annonce pénétra rapidement à Vienne et y fut généralement répandue, malgré l'active surveillance de son commissaire-général de police. C'était ce même Alsacien Schulmeister, dont l'espionnage** lui avait été si utile dans ses précédentes campagnes d'Allemagne et qui lui livra pour ainsi dire l'armée autrichienne à Ulm, en y retenant le général Mack par la confiance qu'il lui inspira et les fausses nouvelles à l'aide desquelles il parvint à l'abuser sur sa situation. Laissons donc Napoléon se préparer avec activité à réparer des échecs

* Le 24 mai.

** Cet homme gagna à ce métier quarante mille livres de rente, dont il faisait un emploi honorable, et qui contrastait avec la source infâme d'une fortune commencée par la contrebande; nul ne porta peut-être au plus haut point l'adresse, l'audace, le sang-froid, et, ce qui est plus rare, sa fidélité à celui auquel il était voué.

dont le souvenir lui pesait, et jetons un coup d'œil sur les affaires de Rome, car leurs effets devinrent infiniment plus importans que d'abord on ne l'avait imaginé.

Marche similaire en France de l'Église et de l'État. — Première négociation du premier consul avec Rome. — Le cardinal Consalvi. — Cacault. — Murat. — Concordat. — Caprara. — Bernier. — Pie VII appelé pour le couronnement — Vues de Napoléon sur le souverain pontificat. — Chicanes faites au pape. — Surprise d'Ancône et de Civita-Vecchia. — Exigences perpétuelles. — Menaces de s'emparer de l'État pontifical. — Défense aux évêques de sortir du royaume. — On entrave la rentrée de ses revenus. — On chasse ses officiers. — On exécute le décret de Berlin sans son avcu. — On insulte le culte. — L'archevêque de Séleucie. — Ce dont il est chargé pour le pape. — Réponse du pape. — Institutions canoniques. — Lettre de Beauharnais au pape. — Ruses et exigences. — Le pape cède. — L'on rompt avec lui. — Lettre de Napoléon. — Le vice-roi cherche des moyens de conciliation. — Envoi du cardinal de Bayanne. — Réunion au royaume d'Italie des provinces riveraines de l'Adriatique. — Occupation de Rome. — Lettre d'un sujet russe sur l'enlèvement du pape. — Voyage du pape. — Servile députation romaine. — Réponse de Napoléon. — L'Autriche se refuse à un mouvement populaire. — Préparatifs de Napoléon. — Incurie du prince Charles. — L'archiduc Jean. — Bataille des 5 et 6 juillet 1809. — Retraite des Autrichiens. — Armistice de Znaïm. — Le prince d'Oels. — Incertitude du cabinet autrichien. — L'armistice est ratifié. — Lenteurs des

négociations. — Leur cause. — Pertes maritimes de la France. — Castlereagh. — Canning. — Expédition de l'Escaut. — Nouvelle disgrace de Bernadotte. — Rome. — Murat. — La reine de Naples. — Les carbonari. — Expédition manquée sur la Sicile. — Mécontentement de Murat. — Germes de sa défection. — Le roi de Prusse. — Emplacement des troupes françaises en Espagne.

Nous n'avons précédemment passé qu'avec rapidité sur ce qui a trait aux relations entre la France et Rome; des objets d'une plus haute importance alors nous occupaient; mais les événemens du Portugal et de l'Espagne, leur prêtant ici une valeur politique très remarquable, nous sommes forcés d'y revenir, en les considérant de leur origine à la catastrophe de 1809.

Remarquons d'abord, et cette observation trouvera plus loin son application, qu'en France, sous l'empire de ce christianisme qui civilisa tout ce qu'il convertissait, l'église et l'Etat ont constamment suivi une marche similaire. Son histoire entière le prouve, de l'invasion des Barbares aux temps les plus modernes, depuis le baptême de Clovis jusqu'au moment où Henri IV fut contraint à adopter le culte du peuple sur lequel il voulait régner.

Dans ce pays, l'esprit religieux, fanatique sous la Ligue qui était aussi un fanatisme politique,

est grand et noble sous Louis XIV, jusqu'à ces jours d'erreur où une trop aveugle dévotion rend persécuteur un prince qui a rempli l'Europe de son nom*; il s'affaiblit sous son successeur, quand l'autorité laisse se propager des théories économiques protégées par les hautes classes sociales qu'elles devaient frapper, et l'on voit, en 1789, la démocratie presbytérale s'unir à la démocratie politique qui l'en punit de mort. Le culte cesse en même temps que toutes lois conservatrices; l'héroïsme religieux rivalise avec l'héroïsme militaire durant un régime de gloire, de sacrilége et de sang, auquel succède un gouvernement fangeux qui envoie mourir au loin ceux qu'il n'ose pas immoler par le glaive. Le culte antique fait place alors à des essais de sectes** vagues et faibles comme ce gouvernement; la Vendée seule demeure éminemment religieuse en combattant à la fois contre la république et contre l'impiété.

Bientôt on vit paraître Bonaparte, l'héritier nécessaire d'un pouvoir flétri. Il ne pouvait douter que l'oubli des principes religieux n'eussent principalement contribué à grossir ce torrent

* L'empereur Charles VI annonça son décès à la cour en disant : *Le Roi est mort.*

** Les théophilantropes, les constitutionnels, etc.

de forfaits dont la France avait été souillée. Il voyait la religion retrempée dans le sang des martyrs, versé par la philosophie moderne, fanatique de destruction; il voyait la mode, qui se mêle à tout, vanter cette religion que jadis elle avait décriée, l'église se diviser en constitutionnelle et non assermentée, se subdiviser en gallicane et ultramontaine, et l'esprit de parti cultiver ces semences de troubles. Dès son consulat, qui présageait et préparait le retour au lien monarchique, il voulut rattacher l'unité du sacerdoce à l'unité de l'administration publique, et fit un appel à l'autorité du souverain pontife romain Pie VII, successeur de celui qui, par la persécution dont il fut la victime, conquit l'intérêt et l'admiration des protestans eux-mêmes*.

Alors se trouvait sur le siége de Rome un souverain pontife qui avait paru, dans une de ses homélies, rapprocher les idées religieuses des principes modernes sur les gouvernemens**. Ce n'était cependant pas dans les principes antichrétiens de la philosophie moderne que le pieux évêque d'Imola puisait ses maximes politiques, mais dans un cœur droit et simple, dans une dé-

* Voyez la pièce justificative I.

** Voyez la pièce justificative K.

votion douce et nourrie de charité, dans un esprit modéré et conciliateur. Parlons donc ici tant de lui que du gouvernement de l'Etat romain.

Le gouvernement pontifical offre, aux yeux de ceux qui l'ont examiné avec soin et sans préjugés dans son essence, son organisation et ses résultats, le modèle le plus parfait d'une monarchie élective. Nul autre ne s'est constamment montré aussi sage, aussi éclairé, aussi paternel. Exempt, depuis dix siècles, non de ces troubles excités par des factions d'anti-papes, mais de ceux qui bouleversèrent tant d'Etats. Etranger à cet esprit d'envahissement territorial, propre à effrayer des puissances limitrophes, il était pourtant rongé par l'un de ces vices inhérens à toute souveraineté non héréditaire; c'était le désir du prince d'enrichir sa famille, et qu'à Rome on nommait le *népotisme*. Cet abus cessa lors de l'exaltation de Pie VII. Son frère était pauvre; il ne reçut de lui que cent cinquante écus par mois (750 francs). L'un de ses neveux, qu'il chérissait, ne fut pas mieux traité. Modeste, sobre, sans faste, il crut devoir consacrer tous ses revenus au bien public, fit cesser, par de grands sacrifices, l'émission des monnaies détériorées qui ruinaient la classe ouvrière, encouragea l'agriculture, l'industrie, le commerce, les beaux-arts, supprima les

priviléges onéreux, régularisa les impôts, dégagea de leurs décombres les monumens antiques, réforma par sa bulle, *Post diuturnas*, les abus introduits dans toutes les parties de l'administration, dans la jurisprudence et les arrêts des tribunaux. Uniquement occupé du bonheur de tous, jamais Rome n'avait eu un souverain plus promptement et plus justement adoré de ses sujets. Voilà l'homme avec lequel Napoléon se proposait de traiter. Alors aussi existait dans la ville pontificale un de ces hommes capables de penser avec justesse et d'agir avec succès; c'était le cardinal Consalvi. Doué d'une imagination brillante, qui ne nuisait en rien à la rectitude de l'esprit, il unissait aux formes aimables de la société une aptitude des plus judicieuses aux affaires, de l'adresse sans effort, de la finesse sans déloyauté, de la vigueur de caractère sans raideur intempestive. Zélé pour son maître, pour son pays, pour les droits du pontificat, séduisant dans ses discours, ferme dans ses principes, tel était le ministre avec qui l'ambassadeur de France Cacault eut à traiter, quand Napoléon, renonçant au système du directoire qui ordonnait à ses agens de désoler *la patience* des prêtres, et bravant la répugnance de ses entours habitués à ridiculiser un habit qui n'est pas le leur, ainsi que la rage des

bourreaux qui ne pardonnent jamais à leurs victimes, prévit presque seul toute la portée de l'œuvre qu'il méditait.

Consalvi sentit alors ce que sa situation avait de critique. Il fallait traiter avec la France sans mécontenter l'Autriche, la Russie et l'Angleterre, dont la première avait plutôt signé une trève qu'une véritable paix. De là des propositions, des observations, des lenteurs accompagnées de part et d'autre de formes amiables, essentiellement dans les goûts, le ton et les habitudes des deux négociateurs, formes strictement commandées d'ailleurs par le premier consul, qui dans cette affaire marchait vers un but encore inaperçu de tous.

Cependant, irrité bientôt de ne point emporter d'emblée ce qu'il désirait, Napoléon envoya son *ultimatum*, avec ordre de rompre s'il n'était point accepté, phrase plutôt comminatoire que décisive. Mais l'ambassadeur qui voulait, sans manquer à ses instructions, éviter une démarche dictée par une impérieuse impatience et propre à tromper les vœux réels de celui qu'il représentait; qui savait en outre que Murat, maître de Florence, brûlait du désir de s'emparer de Rome, embrassa un moyen intermédiaire*; ce fut d'en-

* En juin 1801.

gager le cardinal à se rendre promptement à Paris, et laissant à Rome un secrétaire d'ambassade, de voler lui-même près du beau-frère de Napoléon pour modérer son effervescence.

Mais Consalvi avait malheureusement écrit au chevalier Acton, premier ministre de Naples : *Je pars pour Paris, je sais que je vais au martyre.* Acton montra très imprudemment cette lettre à Alquier, ambassadeur de France, qui en rendit compte au premier consul; mais comme il en avait aussi donné avis à Murat, Cacault se hâta d'en faire son rapport à Napoléon, en accusant la pusillanimité du cardinal, appuyant sur la nécessité de traiter avec lui et sur l'avantage qu'on aurait de saisir cette occasion pour brouiller entre elles les deux cours de Naples et de Rome. Il insinuait que le cardinal, ainsi coupable, en deviendrait plus facile; mais aussi qu'il était fin, fier, habile, qu'il y aurait donc du danger à le trop humilier.

Napoléon et Consalvi avaient également une puissance de séduction presque irrésistible; après un peu de froideur d'une part et une extrême mesure de l'autre, ils luttèrent d'adresse et de charmes, se plurent réciproquement, sans qu'aucun d'eux abandonnât ses vues, et finirent par arrêter les articles du concordat de 1801, au-

quel les plénipotentiaires des deux puissances ne prirent guère d'autre part que d'y apposer leurs noms*.

Ce fut alors que Pie VII nomma, le 4 septembre 1801, le cardinal Caprara légat à *latere* près du premier consul. Ce cardinal, homme d'esprit, de savoir et de vertu, âgé déjà de 68 ans, après avoir été auditeur de Rote, tribunal dans lequel il acquit une haute réputation, était successivement devenu légat à Ravennes, nonce à Cologne, à Lucerne et à Vienne.

Le concordat étant un acte purement religieux, nous n'avons point à en détailler ici les articles; nous avons dit son objet, qui était de faire de l'église de France un corps uni et attaché à l'État, et de se concilier la cour de Rome, que des articles organiques ne tardèrent pas à aliéner. Elle avait eu déjà quelques motifs de défiance à concevoir à l'égard du premier consul, car la bulle pontificale de ratification du concordat, en date du 18 des calendes de septembre (14 août), fut falsifiée dans la traduction officiellement publiée en France **. Quant aux articles organiques

* Signé le 15 juillet.

** Ces falsifications sont sans nombre; la comparaison de l'original à sa traduction en fait foi. N'en citons ce-

ils étaient d'une conséquence plus grave, puisqu'ils avaient pour objet de faire croire qu'ils obtinrent, ainsi que le concordat, l'assentiment du souverain pontife, et cette intention est suffisamment prouvée, tant par la proclamation du gouvernement * que par un discours d'apparat,

pendant que quelques traits. *Quæ à nobis constituta concessaque sunt*, est ainsi rendu : *Ce qui a été respectivement convenu et arrêté.* Plus loin *concessiones* est supprimé; il en est de même de *omnia sacrificia.* Enfin, car il serait long et fastidieux de tout citer, tenons-nous-en à ce paragraphe : « Si quidem ille Dominus, qui dives est in mi-« sericordiâ, cogitat concilia pacis et non afflictionis, « illustrem virum, penes quem summo nunc gallicanæ « reipublicæ est administratio, eadem cupiditate finem « tot malis imponendi inflammavit, ut ejus ope in « abundantia pacis religione restituta bellicosissima illa « natio ad unum fidei centrum revocaretur. » Or, voici comme il est travesti : « Dieu, dont la miséricorde est « infinie et qui n'a pour son peuple que des sentimens de « père et *non des désirs de vengeance*, a fait naître dans le « cœur *généreux* de l'homme célèbre et *juste* qui exerce « aujourd'hui la magistrature suprême dans la république « française, le même désir de mettre un terme aux maux « qu'elle éprouve, afin que la religion, rétablie par son « secours, refleurît au milieu des douceurs de la paix, et « que cette nation belliqueuse revînt, *après ses triomphes*, « au centre unique de la foi. »

* Le 7 germinal.

de Muraire, président du tribunal de cassation. Consalvi se récria vivement contre ces articles qui ruinaient en partie son ouvrage. Il avait sainement jugé le caractère, les vues, l'ambition du premier consul, et chercha sans cesse à ne blesser ni les intérêts du gouvernement français ni les droits du Saint-Siége.

Cependant un motif de plus de division se présenta quand, en septembre 1802, Bonaparte proposa un concordat pour la république italienne. Il y avait ici complication entre les questions politiques et religieuses. Bernier, devenu d'aumônier chouan évêque d'Orléans, s'entremit dans cette affaire et le servit avec zèle près de Consalvi, qui cherchait toujours à maintenir la bonne harmonie entre son gouvernement et celui de France, et y était parvenu; aussi traitait-on de quelques difficultés relatives à l'exécution de ce concordat, quand, en mai 1804, Napoléon désira être couronné par le pape, comme quelques-uns des souverains français ses prédécesseurs l'avaient été. Consalvi s'écria alors : « *Oui, mais « il faut le venir demander à Rome.* » Pie VII répondit que ses prédécesseurs couronnèrent des rois et des empereurs qui accrurent la puissance temporelle du Saint-Siége, et que, si le nouveau monarque ne lui avait pas enlevé les trois

Légations, du moins ne les lui avait-il point rendues. Caprara n'osa pas produire officiellement cette réponse; mais elle fut connue, et le ministre des relations extérieures, dans une note au secrétaire d'état, récapitula tous les bienfaits répandus sur l'église par Napoléon. Consalvi répliqua, relativement au serment de respecter la liberté des cultes, que la tolérance devait s'appliquer aux personnes, non aux croyances, et que le pape ne pouvait, en qualité de défenseur de la religion catholique, consacrer celui qui regardait comme respectables les cultes qui lui sont opposés.

Nonobstant ces considérations, on insista, on menaça, et le souverain pontife partit pour Paris le 2 novembre 1804; mais Consalvi, qui avait épuisé en vain tous les prétextes de résistance à ce voyage, n'accompagna pas le Saint-Père, en l'absence duquel sa présence à Rome fut jugée nécessaire pour empêcher qu'il ne s'y élevât des troubles, ainsi qu'afin d'entretenir librement des relations, qu'on croyait plus que jamais utiles à resserrer avec les cabinets étrangers.

La conduite que tint alors le secrétaire d'État, et qui lui valut l'estime et l'attachement des Romains, n'entre point ici dans notre sujet. Quant au pape, il aurait pu insister sur la restitution de

ses provinces, qu'au reste, comme nous l'avons déjà dit, un homme tel que Napoléon eût toujours trouvé quelques prétextes de lui ravir de nouveau ; car quoiqu'il ne se fût pas permis cette juste réclamation, l'empereur des Français, comme on l'a déjà vu*, n'en persista pas moins dans ses exigences.

Le fait est que son pouvoir une fois consacré par une autorité religieuse qui en imposait aux catholiques, il voulait lui donner une extension sans bornes et lui imposer le sceau de la religion en soumettant à sa propre direction le souverain pontife romain; il voulait, dans cette intention éminemment personnelle, étendre le pouvoir spirituel du pape sur toute l'Europe, à l'abri du pouvoir politique que lui-même il y exerçait, et qu'il espérait accroître et consolider, comptant opérer en faveur du catholicisme et en molestant les consciences, ce que Paul avait imaginé obtenir par la séduction, dans un intérêt tout anti-français. Nous avons dit la proposition qu'il fit à Erfurt à l'empereur Alexandre pour la réunion des églises grecque et romaine, ainsi que les motifs de cette proposition ; il n'eût affranchi la Grèce qu'au même prix, et en chicanant le pape

* Tome IX, page 135.

sur son pouvoir temporel, en le plaçant au nombre de ses sujets, il eût exercé sur les hommes une double action, par la puissance réunie et de son glaive et de la tiare. Delà tant d'exigences pour arriver à un but voilé de vains prétextes qui n'abusèrent point la cour de Rome sur ses intentions réelles, que le Saint-Père ne négligea pas de faire connaître aux cabinets européens, même à ceux avec lesquels il n'était point en communion.

En récapitulant ces prétextes, nous voyons que, dès 1805, Napoléon exige du gouvernement romain : 1° un traité offensif et défensif entre lui, le royaume d'Italie et le royaume de Naples ; 2° la fermeture aux Anglais des ports pontificaux ; 3° l'occupation d'Ancône par une garnison française, ce à quoi le pape, qui était de retour à Rome le 16 mai 1805, répond que, père commun des fidèles, il ne peut s'armer contre ses enfans ni se liguer contre des puissances qui ne l'ont point offensé ; sa lettre, en date du 13 novembre, était affectueuse, mais pleine de dignité.

L'empereur des Français ne réplique que le 7 janvier 1806, après la paix de Presbourg, et ce ne fut qu'en menaçant le souverain pontife de lui enlever les provinces situées entre les Apennins et la mer Adriatique, et en demandant le

renvoi du cardinal Consalvi, qui, contraint à se retirer, n'en continue pas moins à communiquer secrètement avec son souverain, à le conseiller, à rédiger ses notes diplomatiques. Une nouvelle lettre du souverain pontife, du 29 janvier, était aussi affectueuse, mais plus ferme que la précédente; Napoléon y répondit encore le 13 février. Mais à celles qui suivirent il ne fit plus répondre que par ses ministres et par des articles du *Moniteur*; et c'est ainsi qu'après avoir paru vouloir relever la religion, il cherchait à en anéantir le chef.

Cependant, après la signature du traité de neutralité entre la France et Naples, et antérieurement à l'intronisation du roi Joseph, les troupes françaises, revenues de Naples, s'étaient déjà emparées par surprise de la forteresse d'Ancône, en octobre 1806, et le 10 juin une autre colonne française s'empara de Civita-Vecchia. Aux justes plaintes du souverain légitime il avait été répondu que la mauvaise organisation des troupes pontificales nécessitait cette occupation, pour s'assurer que ces places ne tomberaient point aux mains des Russes ou des Anglais, et que l'on ne s'en était emparé que comme protecteur du Saint-Siége.

Toute la correspondance diplomatique entre

Rome et les Tuileries se compose, dès cette époque, de prétendus griefs, d'assertions calomnieuses, de réponses absurdes, opposées à de très légitimes plaintes. « Chassez les Russes, les Anglais, « les Suédois, les Sardes, écrivait-on; fermez « vos ports à mes ennemis; ils sont les vôtres, « car je suis l'empereur et l'Italie m'appartient. »

Le Saint-Père opposait à tout ce qui lui était adressé dans les formes les plus acerbes, que, chargé d'un ministère de paix, il ne pouvait se mettre en hostilité contre ces puissances; que si quelques-uns de ses prédecesseurs en avaient agi différemment, cela ne pouvait lui servir de règle; que fermer ses ports aux ennemis de la France romprait toute communication entre son siége et les catholiques des autres Etats, ce dont il résulterait pour la religion de grands dommages; que cela livrerait en outre son territoire à des invasions, son commerce à des pertes ruineuses, et compromettrait la subsistance du peuple, assurée par la navigation seule. Ce à quoi Napoléon ne répondit que par ces mots : « *Je suis empereur de Rome.* »

Aussi le pape ayant demandé à ses sujets une subvention extraordinaire, pour subvenir aux dépenses tant du cordon sanitaire contre l'épidémie qui s'était manifestée à Livourne que de

celles occasionnées par les inondations du Tibre et le passage sur son territoire des troupes françaises, Napoléon s'en plaignit, comme si le souverain pontife n'eût été dans ses propres Etats que le ministre de l'empereur. Ainsi, quand il ne remboursait pas au gouvernement romain, comme il l'avait promis, les frais que lui-même il avait occasionnés, il se refusait, sans équité comme sans droit, aux seuls moyens qu'on eût d'y suppléer.

Une nouvelle querelle s'éleva lors de l'intronisation de Joseph à Naples. Rome réclama le droit antique d'investiture auquel les maisons de France et d'Autriche s'étaient soumises, et en réponse on lui intima l'ordre de reconnaître purement et simplement le nouveau roi, sans quoi l'on ne reconnaîtrait point la souveraineté temporelle des papes, créée par les empereurs français, et que par conséquent on pouvait détruire ; comme si un don fait était révocable de sa nature, une possession de dix siècles contestable, un élu populaire saisi des droits que l'hérédité même n'avait pas.

Pour gêner les relations de Rome avec les évêques, un décret du 7 juin 1806 avait défendu à ceux-ci de sortir du royaume sans la permission de l'empereur. Toutes ces chicanes, celles

avec l'État de Lucques et le royaume Lombard, n'avaient pour but que de fatiguer la cour de Rome et l'amener, par les craintes de pire, au terme vers lequel on tendait. Ces chicanes furent et plus multipliées et plus actives que jamais, dès que le ministre Alquier eut passé de la mission de Naples à celle de Rome. Dès lors on ne garda plus de mesure, et l'ambassadeur français annonça au pape l'intempestive occupation de Bénévent et de Ponte-Corvo, en lui disant dans sa note : « Sa Majesté ayant souvent remarqué que ces deux pays, enclavés dans le « royaume de Naples, étaient un sujet habituel « de difficultés entre cette cour et le Saint-Siége, « que Naples s'en était emparé dans plusieurs « guerres, que d'anciennes causes de mésintelligence pouvaient se reproduire, Sa Majesté, « occupée à pacifier l'Italie, n'a pas voulu en « laisser subsister. La cour de Rome, d'ailleurs, « retirait si peu d'avantage de ces possessions « séparées, l'éloignement y rendait son administration si faible et les revenus en étaient si « peu considérables, que le léger sacrifice qu'on « lui demande sera aisément réparé par les dédommagemens que Sa Majesté se propose de « lui offrir et qui seront beaucoup plus à la portée du Saint-Siége. »

Au lieu des dédommagemens annoncés on enleva partout l'autorité administrative et militaire aux agens pontificaux, et le général Lemarois, commandant dans les trois Marches, s'empara du commandement des troupes du souverain pontife, en chassa les officiers, les remplaça par des officiers français et fit verser dans sa caisse quelques portions des revenus publics. Ainsi, tandis que le souverain légitime des Etats pontificaux était forcément chargé des frais de subsistance, transports et hôpitaux des troupes françaises, qui, de 1805 à 1806 montèrent à plus de dix millions de francs, on lui enlevait les revenus sans lesquels il ne pouvait les solder; on le menaçait, on l'accusait d'intrigue contre les intérêts de la France; on maltraitait et emprisonnait ses agens civils et militaires, s'ils n'obéissaient pas aveuglément aux ordres tyranniques des généraux français.

Enfin l'usurpation complète des Etats du pape allait avoir lieu, quand la guerre de Prusse en suspendit, non l'exécution, car on continuait à y commander arbitrairement, mais la déclaration formelle. En effet, le vice-roi Beauharnais n'avait pas tardé à faire exécuter à Civita-Vecchia, à Porto-Danzo, à Terracine, à Ancône le décret de Berlin, et cela sans l'autorisation du pape. A

cet acte outrageant se joignaient des torts plus graves encore et volontairement injurieux; car une procession solennelle ayant eu lieu, l'adjudant-général Ramel affecta de la traverser avec une escorte de vingt-quatre dragons. Les esprits en furent irrités, et, dans le fait, on voulait une émeute comme prétexte de s'emparer de l'autorité.

Durant le même temps Napoléon dit à Berlin à l'archevêque de Séleucie, qu'il y appela : « Allez à « Rome, et rapportez au Saint-Père que je vous « ai défendu de rester plus long-temps à Dresde, « parce que je sais que vous entretenez corres- « pondance avec la Russie; que je suis très mé- « content des refus réitérés qu'il m'a faits, ainsi « que son collége, d'entrer dans mon système; « que je ne souffrirai plus qu'il ait un repré- « sentant à Saint-Pétersbourg; qu'il doit avoir « pour amis et pour ennemis les amis et les en- « nemis de la France, fermer ses ports, dans les « guerres à venir, à tous les bâtimens anglais, « et expulser tout individu de cette nation qui « réside dans ses Etats; qu'il doit remettre, en « cas de guerre, ses forteresses à mes troupes. « L'Italie entière m'appartient par droit de con- « quête; je succède aux droits de Charlemagne. « Le pape, en obéissant, conservera ses Etats et

« obtiendra le paiement de ce que je lui dois; « par un refus il perdra tout, et même ses Etats, « que je lui ôterai pour lui substituer un roi, un « sénateur. S'il me pousse à bout, *j'imiterai Char-* « *les-Quint qui retenait le pape prisonnier et fai-* « *sait prier pour sa délivrance.* Qu'il commence « par signer le traité que je désire; je ne lui « donne que jusqu'au 1^er^ février. »

A ce message, que lui apporta l'achevêque, Pie VII répondit par un refus en disant: « *Heu-* « *reux ceux qui souffrent des persécutions pour la* « *justice!* »

La conclusion et les stipulations du traité de Tilsitt mirent bientôt Napoléon en mesure d'exécuter son grand projet; mais voulant couvrir sa marche d'un voile d'équité, il en prit une détournée et entama une querelle dans laquelle il pût paraître avoir de son côté le droit et la raison; les institutions canoniques des évêques d'Italie lui en fournirent le prétexte.

Ces institutions canoniques avaient été suspendues, et le prince vice-roi eut ordre de faire écrire au cardinal secrétaire d'état, par le ministre des cultes, pour qu'elles fussent accordées aux prélats nommés par Sa Majesté. Le cardinal répondit que ces demandes devaient être faites par lettres séparées, conformement au concor-

dat. L'on s'y soumit ; mais il fut ajouté que l'institution ne pouvait être envoyée avant qu'il eût été statué sur des difficultés relatives à l'exécution du concordat. L'affaire des bulles n'avait donc été que l'occasion d'entrer dans la discussion des matières les plus importantes, et la cour de Rome la saisissait avec empressement.

Le vice-roi écrivit alors lui-même au Saint-Père, sinon avec l'extrême franchise dont il se targuait dans sa lettre, du moins avec respect et décence. Il y exposait la somme des bienfaits répandus par l'empereur sur la religion ; ses sentimens à l'égard du Saint-Père. Il disait que *les refus de l'épiscopat* par les cardinaux l'avaient autorisé *à croire que l'esprit de la cour de Rome lui était peu favorable*. En réponse à l'objection *que quelques articles du concordat n'ont pas été exécutés ou ont été faussement interprétés*, il demandait *si Sa Sainteté* pouvait *raisonnablement penser que le moment de discuter ces réclamations était arrivé ;* puis il s'étonnait que le secrétaire d'état élevât, à l'égard des Etats vénitiens, une question fondée sur la non-existence d'un concordat relativement à eux.

Il y avait du faux et de la ruse dans cette lettre où l'on se plaignait d'un refus d'institution qui n'avait pas eu lieu ; mais tout cela n'était que

chicane d'un côté, qu'arme conservatrice de l'autre; que déclamation vague de la part du vice-roi, pour faire croire aux peuples ce qui n'était pas et les préparer à désirer une suprématie impériale propre à les soustraire à des *déceptions* religieuses, par la non-intronisation des évêques.

Le pape, sentant le danger de sa position, accorda les bulles, mais en appelant à Rome les évêques pour leur consécration. Loin d'obtenir par cette condescendance aucun repos, il reçut du prince Eugène communication d'une lettre de Napoléon dont voici quelques fragmens: « La « cour de Rome est frappée de vertige.... la voix « des conseillers qui l'entourent l'emporte sur « celle de la raison et de son propre intérêt; elle « ouvrira les yeux quand il n'en sera plus temps. « Le pape n'est pas content d'être placé sous la « sauvegarde du plus puissant monarque de la « chrétienté. Que veut-il? que prétend-il? Met- « tre mes royaumes en interdit? Me prend-il pour « un Louis-le-Débonnaire? croit-il que ses excom- « munications feront tomber les armes des mains « de mes soldats? Que dirait-il si je séparais de la « catholicité la plus grande partie de l'Europe? « Que le pape y songe! qu'il ne me force pas à « faire adopter en France un culte plus raisonna-

« ble que celui dont il est le chef!.... Je ne veux « plus, *mon fils* *, que vous correspondiez avec « le pape; je ne veux pas que mes évêques d'I- « talie aillent à Rome. Je verrai, à mon arrivée à « Paris, le parti que j'aurai à prendre; je vous « le ferai connaître. *Il sera tel que le pape regret-* « *tera* de ne pas adhérer à des propositions qui « concilient ses intérêts et ceux de l'église. »

Le vice-roi et même le ministre de France proposèrent au Saint-Père d'aviser à des moyens d'accommodement. Pie VII choisit, pour cette mission, le cardinal de Litta; mais il ne fut pas agréé par Napoléon, qui demanda le cardinal de Bayanne, croyant pouvoir exercer plus d'empire sur un Français que sur un Italien, et ce fut alors qu'à Rome on décida d'envoyer le cardinal de Bayanne ** à Paris, mais sans succès; car il ne put d'abord passer Milan, où il reçut l'ordre de s'arrêter s'il n'était porteur de pouvoirs illimités. C'est ainsi que chaque condescendance provoquait des exigences nouvelles. Il reçut ces pouvoirs, se mit en route, et n'était point encore

* Il donnait dans ses lettres ce nom à Eugène depuis qu'il l'avait adopté.

** Ancien auditeur de Rote et frère du comte de Latier, gentilhomme lorrain, auteur pseudonyme d'un écrit estimable sur la peinture et imprimé sous le nom d'*Armand*.

arrivé à sa destination que déjà le général Lemarrois, en vertu d'un décret impérial du 1^er^ novembre 1807, s'était emparé des provinces situées sur l'Adriatique, et qu'un décret du 2 avril 1808 les réunissait irrévocablement au royaume d'Italie. Les motifs de ce décret étaient : 1° que le souverain temporel de Rome s'était refusé à faire la guerre aux Anglais et à s'unir avec les rois de Naples et d'Italie pour la défense de la Péninsule; 2° que les communications entre les deux royaumes étaient interrompues par l'État pontifical; 3° que la donation de Charlemagne avait été faite au profit de la chrétienté et non à l'avantage des ennemis de la religion ; 4° que l'ambassadeur de Rome à Paris avait demandé ses passeports le 20 mars; et cette dernière clause était mise au nombre des motifs qui, quatre mois auparavant, avaient fait usurper ces provinces.

Mais cette usurpation n'était que le prélude de celle de tout l'État pontifical. L'ambassadeur Alquier avait déjà annoncé au cardinal secrétaire d'état * qu'une colonne française de six mille hommes devait, *sans s'arrêter*, *traverser l'État romain*, et que *la réputation du général était garant de sa promesse*. Cependant ces troupes, entrées à Rome

* Lettre du 29 janvier 1808.

le 2 février, s'emparèrent de cette capitale, dont elles occupèrent tous les postes; on porta l'insulte jusqu'à braquer des canons sur le palais occupé par le pape. Ses plus fidèles employés civils furent arbitrairement enlevés; ses soldats incorporés de force dans les troupes françaises, sans en excepter même les sbires; enfin son autorité fut méconnue, sa personne outragée, sa courageuse patience tournée en dérision. Toutes ces choses indignèrent ses sujets, les étrangers même et jusqu'à des protestans; aussi allons-nous rapporter la lettre qu'un chrétien évangélique du Nord, et sujet russe, écrivait, en date du 8 juillet 1809, à l'un des plus hauts personnages de son pays.

« Je viens d'être témoin d'un des actes les plus « odieux, commis sur la personne d'un honorable « vieillard par une ambition qui ne respecte plus « rien; mais reprenons les choses de plus loin. « Depuis que le perfide ou servile Miollis s'était « emparé de Rome, sous prétexte d'y demander « passage, c'était lui qui y régnait, conjointement « avec un ambassadeur régicide; la confiance du « pape et l'étonnement du peuple ainsi trompés « ne permirent, dans le premier moment, d'y « opposer aucun obstacle. Les Romains, malgré « leur vive indignation, demeurèrent constam- « ment calmes et dévorèrent leur haine, pour

« obéir aux injonctions de celui qu'ils révéraient
« comme leur chef politique et religieux. Ce ver-
« tueux personnage s'était retiré au palais Qui-
« rinal et y passait jours et nuits en prières, assiégé
« à l'extérieur par ses ennemis et gardé dans l'in-
« térieur par quelques Suisses. Cet intérieur res-
« semblait bien plus à un tombeau qu'au pa-
« lais d'un souverain ; tout y était silencieux et
« mort ; on pouvait en dire autant de la ville en-
« tière, frappée de stupeur et devenue insensible
« aux fêtes qu'elle aime. Chose encore sans exem-
« ple ! plus de carnaval, plus de courses de che-
« vaux, plus de chants. Quel singulier peuple !
« depuis mille ans il conserve à la fois et des idées
« d'orgueilleuse indépendance et des sentimens
« de soumission monarchique, attaché comme
« il l'est, à celui qui le gouverne, par un double
« lien tissu dans la théocratie. Rien jusqu'ici n'a
« pu le rompre, ni des souverains indignes de lui,
« ni une administration vicieuse ; sans force
« répressive, sans police organisée, la police est
« parfaite dans cette vaste capitale. Par le clergé
« on y parvient à tout ; un prêtre vieux et souve-
« rain éveille les plus hautes ambitions que sa
« mort peut souvent et promptement satisfaire ;
« c'est un genre de démocratie nouveau, curieux
« et paisible. Mais retournons à cet événement

« qui, sans me surprendre, a vivement agité mon
« esprit et froissé mon cœur. C'est ici le cas de
« dire encore: quel singulier peuple! Il chérit son
« souverain, il l'adore presque, il le voit souffrir
« sans se plaindre et brûle de le venger. Il pour-
« rait facilement renouveler le sanglant spectacle
« des Vêpres siciliennes; la ville et les campagnes
« murmurent; une étincelle produirait un vaste
« incendie, en dépit de la minutieuse et impuis-
« sante surveillance militaire; eh bien! le pape,
« dans sa courageuse résignation, se refuse à un
« salut qui lui est journellement proposé et qui
« coûterait à l'humanité du sang et des larmes; à
« sa voix, la fidélité admire, se tait et demeure
« inoffensive. Dans la position où il est, tout autre
« que lui accepterait les offres brillantes qui lui
« sont faites; car il sait que ses États sont convoités
« et par Joachim Murat et par Napoléon, qu'il
« n'a aucun moyen de les défendre, que même
« il ne les possède plus; mais croyant son autorité
« temporelle nécessaire à son autorité spirituelle
« et se regardant comme uniquement le déposi-
« taire de la souveraineté pontificale, ce serait à
« ses yeux un double crime que de consacrer la
« violation de ses droits par une abdication. C'est
« au prix d'un palais à Avignon et d'une rente
« perpétuelle de six millions que cette abdication

« a, dit-on, été mise; mais le refus calme et positif « qu'il en a fait n'en a rendu son nom et sa per- « sonne que plus chers et plus sacrés à ses sujets, « que plus respectable à ceux qui ne le sont pas. « Moi-même, sans lui être religieusement soumis, « je ne puis arrêter sur lui ma pensée sans une « profonde admiration, sentiment que partagent « les gens de bien de toutes les religions. Ses « troupes avaient été incorporées aux divisions « militaires françaises, ses cardinaux expulsés de « Rome, toutes ses réclamations repoussées, les « injures qu'il souffrait notifiées aux ministres « étrangers; il proteste contre tous ces actes, « n'obtient justice ni pour lui, ni pour ceux qui « le servirent et qui deviennent victimes de leur « fidélité; il reçoit enfin le décret impérial du « 27 mai, qui réunissait l'État pontifical à l'em- « pire français et en donne l'administration à une « consulta *. Il proteste de nouveau, le 10 juin, « contre ce décret, déclare *de nulle valeur l'occu- « pation qui vient d'être faite* de ses États, rejette « *toute rente ou pension*, regardant comme un « *opprobre* de tirer sa *subsistance des mains de « l'usurpateur de ses biens*, s'abandonne *à la Pro- « vidence*, et implore *le Père suprême des lumières*,

* Voyez la pièce justificative L.

« *afin qu'il daigne changer les conseils pervers qui* « *dirigent ses persécuteurs.* Le même jour, 10 juin, « il déclare que *Napoléon et tous ses adhérens, fau-* « *teurs et conseillers, ont encouru l'excommunica-* « *tion, pour avoir, par son décret du 27 mai, ordonné* « *l'envahissement de la ville de Rome ;* et ces deux « actes, en dépit de la police française, sont ré- « pandus et même affichés* ; tous les ministres « étrangers les reçoivent, le peuple les lit tant « dans la ville que dans les campagnes. L'effet « qu'ils produisirent dans un siècle tel que le « nôtre a pu seul me donner une idée de leur « haute importance dans le moyen-âge. Les Fran- « çais n'étaient plus vus qu'avec horreur ; le géné- « ral, tout audacieux qu'il était, ne savait à quel « dessein s'arrêter devant un pontife qui, disait-il, « *mendiait le martyre ;* aussi prit-il de toutes parts « les plus sérieuses précautions militaires. Le mi- « nistre de Prusse était absent ; celui d'Autriche

* Il en fut fait quatre copies à la main, toutes les imprimeries étant sous la surveillance du gouvernement français, l'une placardée à Sainte-Marie-Majeure, l'autre à Saint-Jean-de-Latran, la troisième à Saint-Pierre, la quatrième jetée sous la porte du ministre de Bavière ; mais elles se multiplièrent bientôt. Ces copies, arrachées par ordre, furent envoyées, l'une à Murat, l'autre à Napoléon.

« reçut l'ordre de quitter Rome, s'y refusa et y « fut contraint par la force ; la Russie n'y en avait « plus depuis un an, et tous les autres apparte- « naient aux États soumis à la France. Depuis lors « tout ce qui entrait ou sortait du Quirinal était « soigneusement visité. Enfin, le 5 juillet, cinq « cents soldats arrivent de Naples; on leur fait « prêter serment d'obéir à tout ce qu'on leur « commandera; on braque des canons contre le « quartier de Transtevere ; on prépare des échelles « comme pour un assaut; la résidence du pape « est totalement cernée dans la nuit. Le pape, in- « struit du projet de son enlèvement, refuse en- « core les secours qui lui sont offerts, et par un « acte de sublime résignation, en date de la nuit « du 5 au 6 juillet, il déclare *tendre ses mains* « *sacerdotales à la force qui les lie;* il se contente « d'ordonner à ses *fidèles sujets* d'imiter les *fidèles* « *du premier siècle,* quand *saint Pierre* était *détenu* « *en prison.* Ce même jour, 6 juillet, des soldats « escaladent les murs de son jardin, désarment « ses Suisses, à qui il défend de résister, brisent « les portes, arrivent dans son appartement, et le « général Radet lui déclare qu'il pourra demeurer « à Rome s'il consent à abdiquer et à retirer sa « bulle d'excommunication. *Vous me mettriez* « *plutôt en pièces, que de me faire abjurer ce que j'ai*

« *fait :* telle fut sa réponse. Sur ce, il est enlevé, « placé dans une voiture fermée, et il part sans « qu'on puisse imaginer ni où il va, ni quel traite- « ment lui est réservé. Que dirai-je de plus? la cons- « ternation est générale ici et nous la partageons « tous. Si je suis entré dans un aussi long détail, « c'est que j'ai cru vous intéresser en vous disant « les longues infortunes d'un pontife vieux, in- « firme et respectable, sur qui une ambition « effrénée venge lâchement les blessures faites à « son irascible orgueil. »

En dépit de la surveillance active et sévère commissaire général de police Schulmeister, chargé alors de celle de Vienne, de cet espion plein d'adresse, d'audace et de sang-froid ; malgré aussi celle de ses nombreux agens, la bulle d'excommunication avait promptement été reçue, traduite et répandue dans la capitale de l'Autriche ; mais le sort du pape fut brusquement décidé, sans réfléchir aux suites qu'entraînerait cette haineuse résolution. C'était le même sentiment qu'avaient fait naître et le cartel de Sidney-Smith, dont Napoléon eût voulu s'emparer pour s'en venger, et celui du duc d'Enghien qu'il fit assassiner. Il ne sentit pas que le pape, enlevé et prisonnier, devenait contre lui beaucoup plus puissant qu'il ne l'était dans sa solitaire retraite

du Quirinal ; que l'Espagne et le Portugal, à qui la campagne dans laquelle il était engagé donnait déjà quelque relâche, s'indigneraient de cet acte barbare et le vengeraient sur les armées françaises, ce qui allait plus que jamais lui enlever tout espoir de régner sur la Péninsule ibérienne. Voilà ce qui rend cet événement digne de fixer les regards de la politique ; aussi, avant de terminer le tableau de la guerre d'Autriche, suivrons-nous le vénérable vieillard dans son pénible voyage, en marchant aussi rapidement qu'on le fit marcher lui-même *.

Parti de Rome à trois heures du matin, le sou-

* Quoique Napoléon ait été personnellement nommé dans les copies imprimées et répandues de la bulle d'excommunication lancée par Pie VII, et dans les publications faites en Allemagne, en Angleterre et en Russie ; quoique ce nom se trouve aussi dans les pièces mises sous les yeux de l'empereur des Français, avec l'intention peut-être de l'irriter contre le souverain pontife, il est cependant vrai que Napoléon n'est compris qu'implicitement dans cet acte, qui porte généralement, mais vaguement, sur *tous ceux* qui se sont rendus coupables de quelques attentats contre les immunités de l'Église et les droits, même temporels, du Saint-Siége ; ce qui est subsidiairement expliqué dans un acte postérieur (*Doutes au sujet de la bulle d'excommunication*).

(*Note de l'éditeur.*)

verain pontife disait à ses postillons, affligés de son sort : *courage, mes enfans, courage et patience!* Promptement entraîné jusqu'au-delà de ses frontières, ses vives souffrances obligèrent de le laisser séjourner vingt-quatre heures au premier village toscan où son escorte repoussa les populations qui venaient lui demander sa bénédiction. Partout où l'on était instruit de son passage, même désir et même empêchement. Arrivé près de Suse et accablé de fatigue, il dit à son conducteur : *Si vos ordres sont de me faire mourir, continuez la route; sinon je veux m'arrêter.* On franchit le Mont-Cenis où il passe deux jours dans l'hospice; il parvient à Grenoble le 21 juillet; la vénération qu'il inspire inquiète l'administration qui, le 1^er^ août, le fait conduire à Nice; mais le même sentiment s'y manifeste, et il est relégué à Savone où, le 27 septembre, on le loge chez le préfet, gardé par des gendarmes et ayant pour geôlier un frère du prince de Neufchâtel.

Pie VII refuse à Savone les cent mille francs par mois qui lui sont assignés, la maison que l'on y monte pour lui, et le luxe dont on veut l'entourer; il ne vit que de la charité publique, souffrant avec patience et priant avec foi pour ceux même qui le persécutent.

Nous dirons plus tard les démarches nom-

breuses faites près de lui pour vaincre sa persévérance; notons cependant que, tandis que le peuple de Rome gémissait de son absence et faisait des vœux pour son retour, qu'au moment où l'on chanta un *Te Deum* dans l'église de Saint-Louis des Français pour célébrer la réunion de Rome à l'empire, de sept mille prêtres, pas un seul ne consentit volontairement à y assister, et qu'on y en conduisit de force. Une députation composée de Braschi, Gabrielli, Spada, Bracciano, Falconieri, Mariscotti, Palombi et Tavaglini, vint déposer aux pieds de Napoléon les hommages de la ville éternelle, *digne*, lui disait-on, d'un *regard bienveillant de Votre Majesté Impériale, dans laquelle elle se plaît à trouver un souverain et un protecteur magnanime. Votre Majesté a rempli la terre du bruit de ses triomphes et de ses hautes vertus; le Tibre relève son front devant votre pouvoir tutélaire.* Napoléon, répondant au discours dont nous venons de rapporter quelques phrases, reproduisit les raisons qui lui faisaient occuper Rome. « Les empereurs mes prédécesseurs vous « avaient, leur dit-il, détachés du territoire de « l'empire, mais le bien de mes peuples n'admet « plus aucun morcellement. La France et l'Italie « tout entière doivent être dans le même système.

« D'ailleurs vous avez besoin d'une main puissante.
« J'éprouve une singulière satisfaction à être votre
« bienfaiteur. Votre Siége, le premier de la chré-
« tienté, continuera à l'être; votre évêque est le
« chef de l'église comme j'en suis l'empereur ; je
« rends à Dieu ce qui est à Dieu, et à César ce
« qui est à César. »

Napoléon, à cette époque, était enfin triomphant de la fière maison d'Autriche dont il venait d'abaisser doublement l'orgueil, car le jour même où il froissait tous les cœurs vraiment romains se parait pour lui d'une éclatante gloire.

Au moment où s'était terminée la bataille d'Essling, Napoléon était réellement sans ressource ; deux jours de combats lui avaient coûté neuf mille morts et vingt-deux mille blessés; mais l'archiduc Charles qui, au lieu d'attaquer Essling, dont la résistance se prolongeait, eût pu facilement tourner ce village et faire ainsi mettre bas les armes à des débris de corps acculés au fleuve, fit cesser le feu à 6 heures du soir et reploya ses troupes; le général Hiller voulait attaquer l'île de Lobau où Napoléon, sans retraite depuis la rupture des ponts et sans munitions avant l'arrivée des bateaux qui ne lui en apportèrent que dans la nuit, aurait été infailliblement perdu, car

il demeura durant six heures dans le plus grand embarras; mais le généralissime, satisfait de son triomphe de résistance qu'il eût ainsi rendu décisif, s'y refusa.

Cependant l'archiduc Jean, rappelé d'Italie où il avait battu, le 15 avril, le vice-roi (Beauharnais), rendait par sa retraite un corps considérable à l'armée française, et cet archiduc ayant éprouvé à Raab un léger échec, sa jonction avec le généralissime en fut retardée. D'un autre côté les opérations du général Kienmayer furent paralysées par la cour de Vienne elle-même; il avait, sur les frontières de Bohême, battu Junot, dispersé les Saxons, les Westphaliens, les Hollandais; il voulait insurger l'Allemagne qui y était disposée et qui eût été secondée par le prince d'Oels; mais le cabinet autrichien ne se prêta plus à cette conflagration que ses proclamations avaient cependant préparée, car ce cabinet sollicitait la coopération des souverains qui frissonnaient au seul nom de Napoléon, et non celle des peuples dont il redoutait les prétentions ultérieures et qui seuls cependant ne faisaient point d'aussi timides calculs. Voilà pourquoi les levées de boucliers de Katt, de Dörnberg et de Schill demeurèrent sans succès; il n'y eut que le Tyrol qui se montra ferme dans sa belliqueuse

fidélité. L'on y était convaincu que l'empereur François, ainsi qu'il l'avait promis, ne ferait pas la paix sans qu'on lui rendît cette héroïque province ; aussi ces braves montagnards avaient-ils fait perdre à la France ou à ses alliés vingt mille morts et autant de prisonniers, enlevé les convois, coupé toute communication entre l'Italie et les États héréditaires ; enfin la plus belle partie que l'Autriche eût encore jouée était compromise au moment où son gain paraissait sûr.

Cependant toute incomplète qu'eût été la bataille d'Essling, elle n'en détruisait pas moins dans les esprits l'impression produite par la bataille des cinq jours et la prise de Vienne. Un aide-de-camp du roi de Prusse avait été témoin de cette bataille, et était demeuré au quartier-général autrichien jusqu'au 27 mai. Les rapports de l'espionnage en avaient instruit Napoléon ; il sentait la nécessité de réparer un échec qui nuirait à l'idée de son invincibilité, afin qu'il n'entraînât point des inconvéniens plus graves encore, et il mettait tout en usage pour se préparer un éclatant succès. Nous ne retracerons pas la marche rapide imprimée à ses travaux préparatoires, mais nous nous étonnerons de l'incurie de l'archiduc Charles qui, quand il pouvait les troubler, parut les considérer sans en être ému.

Ce prince fut-il réellement digne de blâme? Trois choses sont ici de nature à être prises en sérieuse considération : 1° la désunion très marquée existant entre les deux archiducs Charles et Jean; elle n'était pas nouvelle et avait déjà compromis le sort de la monarchie autrichienne ; 2° les dissentimens qui régnaient dans le sein même de l'état-major du généralissime sur la manière de conduire cette guerre ; 3° les moyens militaires dont le prince avait à disposer. Jetons un coup d'œil sur ce dernier et important objet.

La statistique, science purement matérielle, se contente d'additionner la masse des choses et le nombre des hommes, sans égard à leur valeur morale respectivement considérée ; tort immense en politique, et principalement remarquable dans l'évaluation des moyens de triomphe offerts par deux armées mutuellement en lutte. En effet, dans telle circonstance donnée, une armée éminemment active, audacieuse, enthousiaste, et surtout très mobile, doit, avec une masse inférieure à celle de l'armée qu'elle attaque, frapper facilement celle-ci du fort au faible, en se multipliant par la rapidité de ses mouvemens, et l'emporter enfin sur l'immobile intrépidité. Il en résulte, comme nous l'avons déjà remarqué à l'égard des troupes anglaises, que la

manière de mettre en action des armées belligérantes varie en raison de la connaissance acquise de ce que sont réellement, tant au physique qu'au moral, et dans leur organisation militaire, les troupes que l'on commande et celles que l'on a à combattre. Cette idée, qu'il serait facile d'appuyer de mille preuves fournies par l'histoire de la guerre, n'avait pas échappé à l'archiduc Charles, qui s'était laissé attaquer à Essling, comme Kray à Vérone, et qui n'attaqua lui-même qu'après avoir repoussé son ennemi; dans une tout autre catégorie, Napoléon adopta un système très différent et en harmonie avec les instrumens dont il disposait.

Avant de battre enfin celui qui seul encore eut l'honneur de le vaincre, Napoléon, en se préparant à ce grand jour, désignait dans ses bulletins dans les termes les plus amers, comme ayant influé sur les décisions hostiles de l'Autriche, le comte de Stadion, l'ambassadeur russe Rozoumofski, Gentz, Pozzo di Borgo, Schlegel, Stein, le comte de Metternich, et il avait fait ramener ce dernier par une escorte de gendarmerie.

Tout en se livrant ainsi à son irascibilité, il marchait à son but sans s'en laisser détourner par les projets de ses ennemis que sa sagacité pénétrait. Trois principaux objets l'occupaient

alors : 1° fortifier l'île de Lobau et y construire de nouveaux ponts ; 2° diriger de nouvelles troupes vers le Lech, l'Elbe et le Mein, troupes confiées à Jérôme et à Junot ; 3° empêcher la jonction des corps autrichiens de la rive droite du Danube avec l'archiduc Charles, en faisant surveiller l'archiduc Jean par le prince Eugène; ce qui tenait en échec le général autrichien et couvrait tous les principaux points de défense, de communication, d'administration de Vienne jusqu'en Bavière.

Jamais on ne vit s'élever en présence de l'ennemi des travaux aussi remarquables que ceux de l'île de Lobau, monuments admirables du génie qui les conçut, du dévouement qui les exécuta et des indicibles progrès de l'art militaire.

L'archiduc Charles, inquiété par les mouvements de son adversaire, se trouvait menacé d'un passage sur quatre points différents. Cependant les grands ponts étaient rétablis le 20 juin; mais Napoléon attend la capitulation de Raab qui n'a lieu que le 23, et commence son mouvement le 30, en appelant à lui les divers corps venant de Komorn, de Gratz, de Lintz; il ne les réunit dans l'île de Lobau que les 3 et 4 juillet.

Le prince Charles qui crut être attaqué le 1^er^ au matin, avait mis en mouvement son armée reposée et renforcée depuis cinq semaines; il la fit rentrer dans son camp le 3 et ordonna le 4 à l'archiduc Jean de venir le joindre. Il avait, comme dans la précédente bataille, adopté le plan de ne point s'opposer au passage du fleuve, rassuré sur la force des positions qu'il occupait, mais il n'avait point dans son armée la suprême autorité qui ajoutait aux forces de son adversaire. Celui-ci était obéi avec un zèle aveugle, et le prince rencontrait près de lui tiédeur et même désobéissance. Sa cavalerie était faible, son artillerie négligée; depuis la dernière bataille il avait plusieurs fois offert sa démission; de là tant d'incertitude dans ses vues et ses opérations.

Esquissons le tableau de cette bataille de Wagram, si remarquable par les travaux qui la préparèrent, les forces immenses qui la livrèrent, les résultats politiques dont elle fut suivie, et prenons ici pour guide, non les bulletins exagérateurs de Napoléon, non ceux autrichiens qui, sans mentir, se contentent de taire tout ce qu'ils ne veulent pas avouer, système de réserve entre le romanesque des bulletins français et la véracité des relations anglaises, mais les faits recueillis par un témoin oculaire et impartial de cette

grande journée, où trois cent mille hommes et huit cents pièces d'artillerie exécutèrent, dans une plaine presque rase, des évolutions dont la précision ne perdit rien de l'immensité de l'échelle sur laquelle elles eurent lieu.

Sous la protection de cent neuf pièces de canon du plus fort calibre, le passage est exécuté le 4, sans nulle opposition de la part des Autrichiens, par une pluie abondante et froide. A la nuit la plus horrible succède le plus beau jour et une chaleur accablante. L'archiduc ne croyait être attaqué que le 6 et demeurait immobile devant la formidable armée qui le menaçait. Il avait posté la sienne sur des hauteurs, derrière le ruisseau de Reuss, embrassant Sussessbrunn par sa droite, Musiedel par sa gauche et Wagram vers son centre ; ce fut là qu'eut lieu dans la journée du 5 juillet le choc principal qui, cependant, se prolongea sur toute la ligne. Les Autrichiens maintinrent leurs positions et firent même un grand nombre de prisonniers : cette nouvelle promptement apportée à Berlin y répandit la plus vive allégresse ; car la nation prussienne était aussi hostile au gouvernement français que le cabinet lui demeurait soumis ; mais cette joie si exaltée cessa par la publication de la gazette du 10 juillet qui démentit des espérances

prématurément conçues. Elle apprit que, bien que les positions prises par l'archiduc eussent été vigoureusement défendues le 5, et que les divisions Macdonald et Oudinot, poursuivies au-delà du ruisseau de Reuss, se fussent abandonnées à une terreur panique, les Autrichiens n'en avaient pas su profiter, et que le généralissime n'en avait pas moins été débordé ; opération couverte par l'attaque vigoureuse exécutée sur le centre de sa position. En effet le prince s'était porté le 5 au soir sur les hauteurs de Wagram ; là son déploiement fut immense ; celui de Napoléon, parallèle au sien, embrassa trois lieues d'étendue, et tout se prépara pour la bataille du lendemain par la concentration des corps français vers le centre. L'archiduc, dans la journée du 5, n'avait employé qu'une partie de ses forces et attendait la jonction de l'archiduc Jean. Son armée était divisée en trois parties. Attaqué le 6 à quatre heures du matin, il affaiblit sa gauche pour renforcer son centre, qu'il croyait devoir être en butte à tous les efforts de l'ennemi, et compromit ainsi l'aile menacée par la droite des Français. Mais la gauche de ceux-ci ayant été écrasée au point que les quatre divisions de Masséna disparurent en quelque sorte, rien ne se fût, sur ce point, opposé aux succès des Autrichiens

s'ils n'eussent été arrêtés par les batteries de position de l'île de Lobau.

Néanmoins Napoléon, s'obstinant à attaquer le centre pour déposter ses ennemis du plateau de Wagram, foudroya ce centre, comme une forteresse assiégée, par une batterie de cent pièces de canon de gros calibre, ne le rompit cependant pas et ne put même faire aucun prisonnier, malgré la charge vigoureuse de sa cavalerie. Il dut alors à Macdonald et à Davoust les seuls succès qu'il obtint dans cette sanglante journée, et qui lui eussent probablement manqué si l'archiduc Jean avait, comme il le pouvait, hâté la marche des quinze mille hommes sous ses ordres et renforcé l'aile gauche du généralissime.

Cette seconde bataille n'avait donc point encore décidé la question militaire, mais l'archiduc abandonna le champ de bataille et se retira à l'approche de la nuit, sans avoir été réellement entamé et sans être poursuivi *. L'empereur des Français était d'autant moins satisfait des résultats de cette bataille que son adversaire pou-

* Ces faits, si différens du bulletin de Napoléon, sont textuellement avoués par le duc de Rovigo, tome IV, chap. 13 de ses *Mémoires*.

(Note de l'éditeur.)

vait, en s'appuyant sur la Bohême, rallier à lui de nouvelles troupes et recommencer peut-être avec fruit une lutte si coûteuse pour l'armée française. En effet, il avait perdu dans les journées des 5 et 6, selon les relevés faits par les Autrichiens, vingt-deux mille hommes tués, dont quatre mille cavaliers, sans compter une masse immense de blessés, et deux batailles ainsi gagnées eussent été l'équivalent d'une désastreuse défaite ; mais les Autrichiens avaient eux-mêmes perdu dans la seule affaire de Wagram quatre généraux, cent vingt officiers, cinq mille cinq cent sept soldats tués ; en blessés, treize généraux, six cent seize officiers et dix-sept mille quatre cent quatre-vingt-dix soldats, ce qui, outre quatre mille cent chevaux, donnait en hommes une perte totale de vingt-trois mille sept cent cinquante mis hors de combat. Mais ils se retiraient sans laisser ni canons ni prisonniers.

L'archiduc Charles était blâmable pour n'avoir pas combattu en détail les troupes qui lui étaient opposées à mesure qu'elles effectuaient leur passage, ou ne pas s'être éloigné davantage pour assurer, contre tout retard possible, sa jonction avec l'archiduc Jean ; mais surtout pour avoir dans les brûlantes journées des 5 et 6,

où le thermomètre monta à 26° de Réaumur, porté ses troupes dans une situation où elles étaient totalement privées d'eau. Cependant Napoléon ne put le suivre avec activité, quoiqu'il ne portât ses pertes* qu'à quinze cents tués et trois à quatre mille blessés. Mais un relevé fait officiellement dans les hôpitaux, après ces effroyables boucheries, élève le nombre des blessés encore dans les hôpitaux, depuis le commencement de cette campagne, et indépendamment des hommes morts ou guéris, au chiffre effrayant de trente-trois mille; ce que nous ne notons ici que pour démontrer le peu de bonne foi des bulletins français.

On continua donc à suivre pas à pas l'armée autrichienne, sans la presser de trop près, de peur d'une lutte nouvelle et incertaine. Quant à l'archiduc Charles, effrayé des pertes immenses qu'il avait faites, et touché des maux que l'humanité venait de souffrir, il fit demander un armistice, et Napoléon l'ayant accueilli avec joie, il fut signé à Znaïm, le 12 juillet. Cet armistice portait: (Art. 1) suspension d'armes; (Art. 2) établissement d'une ligne de démarcation entre les deux armées; (Art. 3) évacuation des cita-

* Vingt-cinquième bulletin.

delles de Brünn et de Gratz ; (Art. 4) celle du Tyrol par les troupes autrichiennes ; (Art. 5) évacuation des magasins ; (Art. 6) conservation des positions réciproques en Pologne ; (Art. 7) suspension d'armes d'un mois et dénonciation de reprise d'hostilités quinze jours d'avance. Quant aux art. 8 et 9, ils n'étaient que le développement de cette convention, qui ne donnait point encore positivement l'espoir de la paix. Tout cependant la rendait indispensable à l'Autriche, vu la coopération quoique un peu tardive de la Russie et l'incertitude du cabinet prussien, qui ne faisait que secrètement et timidement des vœux très sincères mais stériles en faveur de la puissance autrichienne ; néanmoins ce fut un grand pas fait dans la direction de sa politique, que ce désir nouveau du salut de l'Autriche. Quant à l'empereur Alexandre, il s'intéressait réellement au sort de l'empereur François II et de ses états : aussi s'empressa-t-il d'agir diplomatiquement en leur faveur.

L'archiduc Charles, dont on ne peut juger les vues militaires ultérieures, remit, aussitôt après la signature de l'armistice, le commandement de l'armée au prince de Lichtenstein, qui avait été chargé des premières ouvertures relatives à la suspension d'armes, comme il avait signé après Austerlitz l'armistice de Brünn et traité à Ulm

avec Napoléon; et le généralissime, dans un ordre du jour du 31 juillet, exprima le regret de se séparer d'une armée objet de sa confiance et de sa sincère estime, sentiments qu'il se flattait de lui avoir également inspirés.

On continuait cependant à faire des préparatifs de défense, quoique des plénipotentiaires fussent déjà munis de part et d'autre de pleins-pouvoirs pour traiter d'une pacification. C'était, pour la France, MM. Champagny et Duroc; pour l'Autriche, MM. de Metternich et de Nugent.

Avant de suivre les négociations, occupons-nous ici de deux faits très remarquables, l'un par son éclat, l'autre par les conséquences qu'il devait avoir beaucoup plus tard sur les destinées du vainqueur de Wagram; aussi allons-nous détailler ici ce qui a trait à la disgrace du maréchal Bernadotte, de ce personnage que Napoléon qualifiait *un homme obstacle*, et qui fut violent républicain jusqu'au jour où il put espérer de substituer une couronne au bonnet de jacobin.

La correspondance de ce général, tandis qu'il commandait dans la Vendée, est salie de ces expressions révolutionnaires qui pourtant avaient déjà passé de mode. Les noms de brigands, de scélérats, de coquins, de misérables y sont prodigués à ceux qu'il avait à surveiller. Il y injurie

les émigrés à une époque où depuis long-temps il n'existait plus d'émigration ; ce qui est d'autant plus curieux de sa part que, lors de sa ridicule échauffourée de Vienne, le premier qui, par devoir et sans hésiter, fut lui porter secours quand le peuple menaçait ses jours, ce fut un émigré*. Il disait, entre autres choses, dans cette dégoûtante correspondance : « *Il serait nécessaire « que les conseils de guerre eussent l'attribution « exclusive de juger ces ennemis éternels de tout « ordre social. La justice ordinaire a des formes trop « lentes* **... *On annonce comme chose certaine qu'un « prince du sang royal doit se mettre à la tête des « rebelles ; s'il y vient on lui fera une réception « peut-être incivile, mais au moins républicaine.* »

Napoléon, qui aurait pu se venger de la timide opposition de Bernadotte à l'acte qui fut le début de sa haute fortune, préféra le séduire et le fit successivement conseiller d'état, maréchal d'empire et prince de Ponte-Corvo. Mais qui pourrait vaincre la jalousie ambitieuse? Le maréchal s'était mistard en mouvement à la bataille du 5, et il était demeuré presque immobile avec le corps

* Le comte Auguste de S..., homme aussi recommandable par sa modération que par sa fidélité.

** Lettre à Napoléon du 13 floréal an IX.

saxon qu'il commandait. Cependant il publia le 7 juillet, en date de Léopoldstadt, un ordre du jour dans lequel il disait : « Saxons, dans la jour-« née du 5, sept à huit mille d'entre vous ont « percé le centre de l'armée ennemie, malgré les « efforts de quarante mille hommes soutenus par « soixante bouches à feu. Vous avez combattu « jusqu'à minuit et bivouaqué au milieu des « troupes autrichiennes. Le 6, à la pointe du « jour, vous avez recommencé le combat avec « la même persévérance, et, au milieu des ravages « de l'artillerie ennemie, vos colonnes vivantes « sont restées immobiles comme l'airain. » Cette gasconnade, qui eût fait croire que Bernadotte avait presque seul vaincu les Autrichiens, déplut à Napoléon qui, dans son ordre du jour du 9, démentit ces assertions et outragea l'honneur du prince de Ponte-Corvo, qu'il renvoya en France, en lui ôtant son commandement.

Bernadotte fit alors publier par ses partisans que son humanité seule avait été la cause de sa disgrace ; que la veille de la bataille de Wagram l'empereur ayant ordonné que personne ne quittât son poste durant le combat pour transporter les blessés à l'ambulance, il ne voulut pas se soumettre à une disposition aussi barbare ; qu'un corps voisin s'étant permis de dételer les voitures

saxonnes destinées aux victimes frappées par l'ennemi, pour en atteler des canons, il les fit reprendre, et que cela ne lui fut pas pardonné.

Ce qu'il y a de certain, c'est que les malheureux soldats tombés au champ d'honneur, et qu'eussent sauvés peut-être de prompts secours, demeurèrent plusieurs jours gisans sur ces plaines rases, sous un ciel ardent*; que trois jours après la bataille on mit en réquisition toutes les voitures de Vienne, non pour relever les blessés, mais pour ramasser les boulets, et qu'un grand nombre mourut, livrés au désespoir et vomissant des imprécations contre celui dont ils firent la gloire et qui les abandonnait à la mort la plus cruelle**. Au reste, rien dans les hôpitaux n'avait d'avance été préparé pour assurer des secours à ces blessés.

* Cadet Gassicourt, dans son Voyage en Autriche à la suite de la grande armée, dit (p. 259) qu'on n'avait *rien préparé pour les blessés*, qui, *trois jours après la bataille* (p. 260), *étaient encore sur la terre*. Il dit aussi que *les généraux* (p. 244) *frappaient les conscrits qui, succombant sous le poids de leurs armes et de la chaleur, se traînaient lentement.* (*Note de l'éditeur.*)

** Ce sont peut-être ces nombreux blessés, morts où ils avaient été frappés, qui ont élevé si haut le chiffre des tués français à la bataille de Wagram, et que nous avons rapporté ci-dessus.

Après avoir donné sur le compte de Bernadotte ces détails qui firent germer entre lui et Napoléon des semences de haine dont nous aurons plus tard à montrer les résultats, et tandis que les plénipotentiaires s'occupent des négociations relatives à la paix que l'ambition faisait désirer à l'une des parties belligérantes, et l'humanité à l'autre, jetons un coup d'œil sur ce qui se passait en Allemagne, en Angleterre et en Italie.

Le duc de Brunswick-Oels n'avait jamais abandonné l'idée de venger la mémoire de son illustre père, d'affranchir ses sujets d'une odieuse domination et de briser le joug qui pesait sur l'Allemagne. Ce prince, âgé alors de quarante ans, dont l'ame était forte, l'audace indomptable, la valeur calme, possédait une taille et une figure imposantes ; ses cheveux, sa barbe et ses sourcils avaient blanchi en vingt-quatre heures, lorsqu'il apprit les malheurs de son père. Nous avons dit son serment de le venger, exposons sa conduite au moment où il fut forcé d'y renoncer, quand lui seul peut-être eût été capable d'imprimer un élan libérateur aux populations germaniques, élan auquel l'Autriche se refusa, quoiqu'elle lui eût promis son aide en demandant sa valeureuse coopération.

La proclamation du prince d'Oels, datée de

son quartier-général de Zittau, le 21 mai, ne produisit pas l'effet qu'il en attendait. C'est en vain qu'elle invitait ses compatriotes à se lever en masse, à s'armer, à se joindre à lui, pour intercepter les secours envoyés à l'ennemi, couper ses communications, enlever ses transports, ruiner ses magasins; il ne leur demandait en outre que des vivres et des fourrages, leur promettant de ne commettre ni permettre aucun désordre. « Allemands, leur disait-il, voulez-vous com-« battre contre des Allemands? Vous dont les « pères et les mères, dont les sœurs et les épouses « ont été outragés par les Français, voulez-vous « verser votre sang pour ces étrangers? Ce sont « vos frères contre lesquels vous marchez et qui « sont venus pour briser vos fers, pour venger « la liberté de l'Allemagne! Levez-vous donc, « vous Hessois, Prussiens, Brunswickois, Hano-« vriens, vous tous qui portez le beau nom d'Al-« lemands. Réunissez-vous à nous pour effacer « la honte de l'Allemagne et punir ses oppres-« seurs. Venez délivrer notre patrie d'un joug « humiliant, sous lequel depuis si long-temps elle « gémit. Le jour de son affranchissement est ar-« rivé; pourrait-il s'en présenter un plus favo-« rable? »

C'était contre l'armée du roi Jérôme, compo-

sée de vingt mille hommes, que le prince d'Oels déclamait ainsi; c'était pour servir la cause commune de l'Allemagne, qu'à la voix de l'Autriche il était sorti de sa principauté, dans laquelle il s'était retiré depuis la paix de Tilsitt. C'était lui et les princes d'Orange et de Hesse qui avaient donné une direction politique au Tugenbund. Cette société avait originairement été formée à Kœnigsberg, par des gens paisibles qui n'avaient eu en vue que de raviver le patriotisme et les mœurs, dans un dévouement absolu au souverain légitime; puis des têtes plus ardentes la rendirent plus belliqueuse. Elle avait eu l'assentiment du roi, sous le titre d'*union morale et scientifique;* il la réprouva relativement à sa direction nouvelle et hostile, et quand surtout de belliqueux associés s'y laissèrent entraîner. Puis la Prusse sentit, comme l'Autriche, vers quel but cette société, sans même le savoir, pourrait ultérieurement marcher.

Certes le prince d'Oels était loin d'une telle prévision au moment où, s'armant contre la Confédération du Rhin qu'il eût voulu détruire, et contre les Français qu'il ne haïssait pas, dont même il aimait à parler la langue, il réunit pour attaquer Napoléon, objet d'horreur aux yeux

de ce prince, ses premiers soldats sur les frontières de la Silésie. C'était par les soins et aux frais de l'électeur de Hesse-Cassel que Frédéric-Guillaume, duc de Brunswick-Oels, était parvenu à former le corps de volontaires à la tête duquel il se trouvait; car, dès que le gouvernement prussien connut ses intentions, il fut forcé, sur la demande du gouvernement français, de paraître les réprouver en séquestrant en Silésie la principauté d'Oels, qui était le dernier fragment de ses anciens et riches domaines.

Ce corps de volontaires était vêtu de courts uniformes à revers bleu céleste, coiffé de schakos portant une tête de mort et deux os en sautoir, ce qui fit nommer ses soldats les *hussards de la mort*, tandis qu'il donnait lui-même à sa troupe le nom de *légion vengeresse;* les officiers n'étaient distingués des simples légionnaires que par une petite croix, afin qu'on pût les reconnaître au sein d'un tourbillon de feu et de poussière ; quant à lui, il ne portait qu'une capote brune et un bonnet de même couleur ; il vivait familièrement avec les siens, se nourrissait comme eux, couchait avec eux sur la terre et n'était remarquable enfin, parmi ces figures martiales, que par une physionomie qui l'était beaucoup plus encore, et

où brillait cette audace réfléchie qui inspire la confiance, confiance qui allait jusqu'au dévouement le plus absolu.

Les mécontens de Westphalie étaient de tous les peuples germaniques les plus disposés à favoriser les opérations du prince qui eurent lieu d'abord en Saxe, dont il occupa la capitale, et dont le roi fut forcé de se réfugier à Leipsick, puis à Francfort. Il était entré à Dresde le 11 juin, de concert avec le général autrichien Am-Eudes; il escarmoucha fréquemment contre le général saxon Thielmann; abandonné de ses alliés après l'armistice de Znaïm, il eût pu, en qualité de général autrichien, être compris dans la suspension d'armes signée le 12 juillet, mais il s'y refusa, et, se reployant sur sa propre énergie, il résolut de lutter seul contre sa périlleuse destinée.

Le prince d'Oels ne voulant cependant pas entraîner ceux qui s'étaient dévoués à lui dans une entreprise dont il n'était donné qu'à un caractère vigoureux, à des talens supérieurs, à un esprit lucide, élevé et tenace de présager l'heureuse issue, il la communiqua loyalement à ses troupes; il s'agissait de s'embarquer pour aller gagner les côtes de l'Allemagne septentrionale à cent cinquante lieues, allongées encore par les mouvemens militaires nécessaires à la sûreté de cette

longue et héroïque marche, de braver ainsi, d'écraser ou d'éviter des armées nombreuses ou de redoutables forteresses. Il permit donc à ses soldats de le quitter, s'ils étaient effrayés d'un projet aussi gigantesque, mais presque tous se dévouèrent à sa fortune. On admirait son courage, on chérissait sa personne, on ne doutait en rien qu'il ne réussît dans ce qu'il avait en vue.

Parti d'Égra dès qu'il eut appris l'ouverture des négociations entre les deux cabinets des Tuileries et de Vienne, le prince se porta, le 25 juillet, sur Leipsick avec ses *hussards noirs*, et y entra le lendemain. Sa petite armée se composait alors de douze cents hommes d'infanterie, sept cents cavaliers et six pièces de canon. C'était avec cela qu'il allait affronter les forces françaises, hollandaises et confédérées. De Leipsick il marcha à Halle, ne bivouaqua qu'à ses portes, pour empêcher les siens de tirer vengeance du gazetier de Leipsick qui les avait traités de brigands; mais il y grossit sa troupe de quelques paysans, et les équipa avec les dépouilles d'une compagnie de vétérans westphaliens. Ne pouvant tenir la campagne contre tous les corps envoyés contre lui, il longea les montagnes du Hartz, dont il pourrait tirer des vivres, où il se serait jeté, où il eût pu se défendre avec avantage s'il

avait été menacé par des forces trop imposantes que l'on rassemblait de toutes part contre lui. Occupé ainsi principalement de sa sûreté, l'idée d'un succès brillant flatta son imagination, et il ne la rejeta pas. Un régiment westphalien, commandé par le grand-maréchal du palais, baron de Willingrode, venait d'entrer à Halberstadt; cette place se trouvait sur sa route. Le prince d'Oels projette de surprendre la ville, d'enlever ce corps, de rendre ainsi sa marche plus sûre, de ranimer enfin par un éclatant fait d'armes ses soldats épuisés de fatigue; il se glisse donc, pour ainsi dire, à travers les collines boisées qui se prolongent jusqu'à Halberstadt, et arrive aux portes dont il s'empare; il y pénètre, sabre tout ce qui s'offre à lui, fait prisonnier le grand-maréchal, disperse les soldats, et enlève tout l'équipement de ce beau corps, qui avait coûté plus de deux cent mille écus. Après cette action, où il a deux chevaux tués sous lui, où il risque de perdre la vie dans une lutte corps à corps contre le lieutenant westphalien Peters, le prince repart et arrive le 31 à la porte de Brunswick.

Le commandant d'Halberstadt était un vieil émigré nommé d'Astorg, gisant dans son lit où il venait d'être taillé de la pierre; il n'avait pu s'opposer à ce coup de main, mais il fut puni

comme coupable, tandis que Willingrode, qui s'était fait prendre, et le colonel Meyronet qui ne se défendit pas, ne tombèrent point dans la disgrace du roi Jérôme.

Le prince d'Oels déclara, par des proclamations que ses soldats affichèrent, sa reprise de possession de l'héritage de ses pères; mais il demeura à son bivouac hors des murs, ne voulut pas, comme on l'y invitait, rentrer dans le palais ducal avant d'avoir vengé les outrages prodigués à l'auteur de ses jours. Il dit aux habitans qui accouraient en foule pour se repaître du plaisir de le voir : « Mes amis, « je ne suis encore qu'un fugitif; abandonnez- « moi à ma destinée; demeurez calmes, ne vous « compromettez pas; obéissez à ceux qui vous « gouvernent; nous nous reverrons dans des temps « plus prospères. »

En effet, jamais une extrême prudence ne leur avait peut être été plus raisonnablement prescrite qu'en ce moment; car le lendemain de l'arrivée du prince, le général Reubell parut à la tête d'un corps de six mille hommes, et tout Brunswick tremblait pour le sort de son souverain. Reubell, posté en avant de la porte de Lunébourg, avait ordre de lui couper toute retraite, tandis que le général Gratien, le même qui avait poursuivi Schill jusqu'à Stralsund, suivait le prince pas à pas, et allait

le prendre à dos. La *légion vengeresse*, diminuée par de fréquentes escarmouches et par les fatigues d'une longue route, ne consistait plus qu'en un millier d'hommes exténués, et se trouvait cernée par douze ou quinze mille hommes. La perte du prince paraissait donc inévitable, et l'on s'attendait à l'arrivée d'un parlementaire pour proposer une capitulation, quand à la pointe du jour, il s'élance avec audace contre le général Reubell, culbute du premier choc le sixième de ligne westphalien, le disperse, jette le désordre dans le reste de l'infanterie, éprouve plus de résistance de la part des cuirassiers et de la garde westphalienne, mais en triomphe, et le corps entier ne se rallie qu'à deux lieues du champ de bataille, laissant armes et bagages, dont les vainqueurs ne purent se charger; Reubell même eut peine à éviter d'être pris. Ce combat eut lieu près du village d'Oelper; il rendit libre la marche du prince qui, le 3 août, étonna Hanovre par son arrivée; car la rapidité de ses mouvemens et l'adresse de ses combinaisons militaires déroutèrent l'ennemi qui le croyait encore à Zell.

Le prince d'Oels ayant tout balayé devant lui, arriva sans obstacles à Nienbourg, passa le Weser, en rompit le pont, fit deux divisions de son corps, les dirigea l'une sur Oldenbourg, l'autre sur Bre-

men, et ce fut par une ruse de guerre qu'il effectua son projet d'embarquement. A cet effet, il demanda cinq cents bons nageurs, tous se présentèrent; il choisit ceux dont il avait besoin, leur ordonna de faire des vivres et des logemens pour tout son corps, en en exagérant la force, puis de repasser le Weser à la nage pour le rejoindre; ce qui fut ponctuellement exécuté.

Tandis qu'il trompait ainsi l'ennemi sur sa direction, le prince parvint à s'emparer dans l'Elsfleth et le Brake de tous les bâtimens en état de tenir la mer et, quoique contrarié par un temps horrible, il les approvisionna, les monta de matelots enlevés de force, vendit ses chevaux et ses équipemens qu'il ne pouvait embarquer, détruisit le reste pour ne laisser aucun trophée à ses ennemis, s'embarqua le 8 avec ce qui lui restait de ses fidèles et valeureux soldats; fut salué et recueilli par la station anglaise qui facilita sa navigation, et débarqua enfin à Grimsby, vingt-quatre jours seulement après qu'il se fut séparé des Autrichiens qui l'avaient abandonné.

Ainsi se termina la plus héroïque et la moins connue peut-être des combinaisons militaires conçues et exécutées dans ces temps si fertiles en héroïsme, et qui assure à jamais la gloire du prince d'Oels. Que n'eût-il donc pas fait s'il avait

été secondé par le cabinet britannique qui, à cette époque, sacrifiait des millions et une belle armée dans une expédition mal conçue, et confiée à un général sans talens. Nous voulons parler ici de l'expédition contre Flessingue. Mais avant de nous en occuper, reportons encore nos regards sur le cabinet autrichien.

Quoique Napoléon fût définitivement resté vainqueur à Wagram, en continuant son attaque, sans s'en laisser détourner par les désastres que sa gauche essuyait sous les ordres de Masséna, et qu'il eût dû ce triomphe à l'intelligente vigueur de Davoust et de Macdonald, il ne s'en était pas moins montré timide* après une victoire vivement disputée et qui lui eût peut-être échappé si l'archiduc Jean avait été moins lent à renforcer la gauche des Autrichiens, lenteur qui obligea le généralissime à reployer ses troupes avant qu'elles fussent engagées au point de rendre toute retraite périlleuse. Aussi la fit-il soutenir par sa droite victorieuse de la gauche.

Le gouvernement autrichien, d'après le rapport de l'archiduc, ne voyait encore, dans cette

* Laborde, dans son Précis, dit que l'empereur fut *lent, paresseux, insouciant, irréfléchi* dans cette mémorable bataille de Wagram.

sanglante journée qu'une partie remise*. L'archiduc Charles s'était retiré avec ordre et fermeté, et l'archiduc Jean pouvait, avec Chasteler, Giulay, et les corps de Hongrois, réunir en peu de jours plus de cinquante mille hommes; aussi l'empereur François hésita-t-il à ratifier l'armistice qui, cependant, n'était encore qu'une suspension d'armes. Il déclara qu'il se mettrait lui-même à la tête de ses troupes et continua ses préparatifs de guerre; il était d'ailleurs irrité des conditions de la convention de Znaïm; on lui inspira l'idée de ne pas la reconnaître et celle même de profiter de l'éloignement où les troupes françaises étaient du Danube pour reporter le théâtre de la guerre sur la rive droite de ce fleuve. Dans le fait l'anarchie régnait à la cour comme dans l'armée. Le cabinet se décida enfin le 18 à signer cette convention, sur les remontrances du prince de Lichtenstein qui l'avait conclue; mais en cédant ainsi à la nécessité, on n'en conservait pas moins des projets hostiles. L'archiduc Jean fut rappelé à Komorn; là se trouvaient Metternich, lord Bathurst et lord Walpole. On y proposa de recommencer la guerre, en s'avançant au milieu de l'Autriche avec toutes les forces réunies; mais il

* Voyez la pièce justificative M.

fut décidé que le prince Charles perdrait son commandement et que le souverain lui-même commanderait en personne. Cette dernière détermination, dont nous avons déjà vu l'effet par la démission du généralissime, était due au comte de Stadion qui, à toutes les époques, eut la principale part aux armemens de l'Autriche contre la France et qui dirigeait alors les affaires de l'Etat.

Dans le premier moment, Napoléon voyant le généralissime quitter une armée qui le chérissait et à la tête de laquelle il avait constamment fait éclater ses talens, sa bravoure et son dévouement, qu'il venait même de sauver du plus grand désastre et de conserver intacte à la défense de la patrie, crut fermement à une paix prochaine. Cependant, les conférences ne commencèrent que le 17 août dans la petite ville d'Altembourg, principalement entre Champagny et ce même Metternich, accusé deux mois auparavant dans les bulletins français d'avoir *produit par son hypocrisie et ses faux rapports cette guerre insensée.*

Ces lenteurs et celles qui les suivirent avaient pour cause les soins agitateurs de toutes les cours européennes pour faire ajourner ou rompre les négociations entre la France et l'Autriche.

La correspondance devenait des plus actives entre les cabinets, et surtout avec l'Angleterre dont les armemens allaient se diriger sur l'Escaut. Mais les puissances continentales, exposées au ressentiment de Napoléon, effrayées par le dernier coup qu'il venait de frapper et que les déclamations françaises faisaient paraître plus accablant qu'il ne l'était réellement, ajournaient sans cesse leurs résolutions. La cour de Berlin, plus exposée que toute autre au danger, plus maltraitée que le reste de l'Allemagne et qui avait un extrême besoin de se remettre de ses désastres, se vit même forcée de donner des explications sur ses camps de Brandebourg et de Silésie et de faire rentrer ses troupes dans leurs cantonnemens, aux cris désapprobateurs de l'armée, de la noblesse et de la Prusse entière. Cependant l'Autriche comptait toujours sur la Prusse et même sur la Russie, mais principalement sur le cabinet de Saint-James.

Ce cabinet s'était néanmoins toujours occupé de ses propres intérêts, cherchant à compenser ce que la France obtenait de puissance sur le continent par l'acquisition de colonies, de stations maritimes, de marchés commerciaux, de débouchés pour ses produits industriels; enfin par le monopole du commerce. Il profitait à cet

effet de l'état de guerre existant entre la France et les puissances européennes et cherchait à le prolonger autant que ses intérêts l'exigeaient. En suivant constamment cette direction politique le gouvernement anglais, après avoir occupé l'île d'Héligoland, qui lui soumettait l'embouchure de l'Elbe, le jour même où Junot entrait à Lisbonne, s'était emparé le 24 février 1809 de la Martinique. Il avait pris ou brûlé dans la rade de l'île d'Aix, les 11 et 12 août, une flotte française composée de onze vaisseaux de ligne et quatre frégates; il avait expulsé, le 7 juillet, les Français de Santo-Domingo, au nom de Ferdinand VII, et des établissemens du Sénégal, pour son propre compte; mais ses expéditions territoriales étaient loin d'obtenir le même succès. Le parlement ouvert le 19 janvier par un discours où l'on appuyait le rejet des négociatione avec la France et la Russie sur l'abandon proposé de la cause de l'Espagne qu'on était résolu à protéger tant que les Espagnols demeureraient fidèles à leur propre cause, avait adopté, sur la motion de lord Castlereagh, un nouvel emprunt et une augmentation des forces de l'armée; mais toute union avait cessé dans le cabinet, Canning conduisait aussi mal les relations étrangères que Castlereagh les affaires relatives à l'armée, et leur rivalité

amena plus tard un duel entre ces deux ministres.

Castlereagh n'était cependant pas un personnage sans mérite comme homme d'état. Employé depuis onze ans au service de sa patrie et secrétaire en chef du lord lieutenant d'Irlande durant la rébellion qu'étouffa lord Cornwallis, il parvint alors, par un mélange de calme, de douceur, de constance et de fermeté, à amener la réunion qui fut l'une des gloires de William Pitt. Il quitta l'administration avec ce ministre, lors de la question de l'émancipation des catholiques, acte qu'il regardait comme le début et le premier acheminement à la ruine de la constitution britannique. Quoique rentré aux affaires, sous lord Sidmouth, à la demande même du célèbre fils de lord Chatam, il devint, au retour de celui-ci, secrétaire d'état de la guerre et des colonies et conserva ces emplois après la mort de l'homme dont il avait embrassé la religion politique. Homme zélé, laborieux, actif, ce fut lui qui conçut l'heureuse expédition du Cap et celle de Copenhague, ce qui ruina les vues maritimes de Napoléon; ce fut encore lui qui assura à son pays les conquêtes ci-dessus citées et l'expulsion des Français du Portugal. Mais Canning lui reprochait de n'avoir pas sainement conçu la guerre de la Péninsule, que

lui-même il ne concevait pas mieux que son rival et que généralement on reprochait à tous deux de conduire politiquement et militairement, selon des vues également erronées. En effet, si Castlereagh, nullement militaire, avait donné aux généraux anglais des instructions inexécutables; s'il avait porté inutilement en Sicile et en Calabre des forces plus nécessaires à diriger sur l'Espagne; s'il avait négligé de soutenir au nord de l'Allemagne Schill d'abord, puis le prince d'Oels, Canning abandonna l'Autriche; ne sut ni profiter des inquiétudes que Napoléon commençait à donner au Tzar, ni déterminer le roi de Prusse à faire cause commune avec le cabinet autrichien; puis, en Espagne même, il se livrait à de médiocres intrigues propres à jeter le trouble là où il fallait tout réunir pour marcher franchement au but d'une pacification générale et solide. Mais ce qui acheva de décrier l'administration de Castlereagh dans le cabinet de Saint-James, ce fut l'expédition de l'Escaut, tache ministérielle que rien ne peut effacer.

Si, à cet égard, quelque chose est capable de l'excuser, c'est que les Anglais ont toujours regardé l'Escaut comme le rival de la Tamise; ils avaient donc préparé une formidable expédition pour s'emparer des bouches de ce fleuve; elle se

composait de trente-neuf vaisseaux de ligne, vingt-deux frégates, deux cents bâtimens de transport portant trente-huit mille hommes de débarquement. Ces forces se présentèrent le 29 juillet devant l'île de Walcheren, opérèrent leur descente le 30, surprirent les forts de Middelbourg, de Tewer de Batz, et attaquèrent le 31 l'île de Schoonoven. Elles bloquèrent le 1^er^ août la place de Flessingue, qui se rendit le 15 et fut livrée le 18 par le général Monnet, accusé à tort ou à raison de s'être laissé corrompre. Mais lord Chatam, qui commandait l'armée britannique, manqua le principal objet de l'expédition, la prise d'Anvers, alors sans défense, et qu'il eût pu enlever par surprise en s'y portant rapidement. Il laissa à l'ennemi le temps d'y faire marcher assez de troupes pour mettre à l'abri d'un coup de main cette importante cité, dont le salut fut alors dû principalement à l'activité de Fouché qui rassembla en hâte une grande masse de troupes portées déjà à trente-cinq mille hommes, quinze jours seulement après le débarquement des Anglais.

Louis Bonaparte s'était avancé avec son armée vers le point menacé par l'ennemi. Le prince de Ponte-Corvo, alors en pleine disgrace, se trouvait à Paris; au moment où le ministre combi-

nait les moyens de défendre un port dans lequel on avait construit un grand nombre de vaisseaux que l'Angleterre eût voulu prendre ou détruire, il offrit ses services le 3 août, et Fouché prit sur lui de les accepter. Napoléon, craignant autant les ennemis du dedans que ceux du dehors, ne vit dans ce choix que des intentions hostiles contre lui ; mais avant l'arrivée du général français le danger avait disparu.

On ne peut concevoir la conduite que tint alors lord Chatam. Le troisième jour après son débarquement au Sud-Beveland, il se trouvait à quatre lieues seulement, en ligne droite, de la ville d'Anvers ; mais, grace à son indécision, ses progrès s'arrêtèrent là, car il se contenta d'assiéger Flessingue, place qui fût nécessairement tombée en son pouvoir après la prise d'Anvers et qui d'ailleurs lui était inutile, puisqu'il était maître du Slou.

A la réception des nouvelles du 31, Napoléon avait dicté, le 6 août, une lettre très remarquable. Elle contenait, avec cette sagacité qui le caractérisait quand il était question de combinaisons militaires, l'indication de toutes les mesures qu'on devait avoir prises, de celles qui resteraient à exécuter encore ; enfin des instructions qui prévoyaient tout et ne laissaient rien d'utile à dé-

sirer. Plein de confiance dans la nation, en dépit des injustices des ministres, des intrigues des oligarques, des menées de l'étranger, il voulut qu'elle *fût appelée à la défense du territoire; qu'on enflammât surtout les départemens voisins du danger;* et il ordonna d'armer quarante mille gardes nationaux, au lieu de vingt mille seulement dont le conseil avait ordonné la levée. « J'espère, « ajoutait-il, que les Français ne se laisseront « pas insulter par vingt-cinq à trente mille An- « glais. »

Le 4 septembre, quand l'ennemi eut disparu, Bernadotte écrivait qu'à la dernière extrémité son intention aurait été de se faire sauter avec Anvers, les arsenaux, l'escadre et l'armée, afin de donner un grand exemple au monde. Cependant il était loin de montrer dans ses discours le même zèle et les mêmes sentimens. Il était frondeur, inquiet, hostile; ses propos étaient indiscrets, sa conduite inconséquente. Il avait donné suite à sa correspondance avec Paris; il s'entourait de tous les généraux disgraciés, négligés et mécontens; aussi Napoléon lui retira-t-il son commandement pour le donner à Bessière, qui, depuis le 27 août, se trouvait à Lille. Les griefs de Napoléon sont exposés dans une lettre de Clarke, du 27 septembre, où ce ministre de la

guerre reproche à Bernadotte sa correspondance avec Paris, en lui disant qu'il était contre son devoir de recevoir les bulletins qu'on lui envoyait et d'en encourager les auteurs. On lui signifiait l'ordre de quitter sans délai la capitale, soit pour aller aux eaux, soit pour retourner à l'armée. Le 29 il partit pour l'Allemagne, et le même jour Clarke envoya à sept généraux de l'armée d'Anvers l'ordre de se rendre dans leurs foyers. Le 1er octobre arriva une dépêche de Napoléon qui modifiait les mesures prises contre Bernadotte en lui confiant le commandement du corps de la Catalogne; mais il était déjà parti, le cœur gonflé de haine, comme celui de Napoléon l'était de défiance. Ne suivons pas ici Bernadotte et jetons un coup d'œil sur l'Italie.

A Rome l'intrigue ambitieuse ou cupide s'agitait, tandis que le peuple gémissait de la perte d'un gouvernement bienfaisant, doux, économique, auquel on n'avait jamais reproché que sa faiblesse; mais les agens français recueillaient presque seuls les fruits de l'usurpation. La misère de la classe indigente, non secourue comme jadis, contrastait avec l'opulence de ceux qui y commandaient. Miollis, par exemple, recevait quinze mille francs par mois de traitement, et dix mille francs aussi par mois comme président de la con-

sulta (trois cent mille francs) ; Lemarrois quinze mille francs comme commandant de la division et dix mille francs pour sa police (deux cent vingt-huit mille francs) ; les autres membres de la consulta trente-six mille francs par an et ils en sollicitaient quarante-huit mille, dans un pays où l'on vit à un prix moindre de moitié qu'en France ; mais on faisait sonner bien haut la suppression de la noblesse héréditaire, sauf à obtenir de Napoléon des titres nouveaux, l'abolition de l'inquisition, du droit d'asile et l'établissement d'une consulte chargée de la conservation des monumens anciens et modernes. L'on fit cependant des travaux utiles, et l'administration se perfectionna sous différens rapports ; néanmoins, si l'Italie eut à souffrir de la domination française, on peut affirmer qu'elle lui doit de sensibles améliorations.

Quant à Rome, elle avait à ses portes, dans la personne de Murat, un ennemi qui ne cessa de convoiter tout ou du moins partie de son territoire. Mécontent d'abord du simple titre de grand-duc de Berg, il ambitionna le trône d'Espagne et se trouva trop à l'étroit sur celui de Naples ; il sollicita la cession des provinces de l'Adriatique qui lui fut refusée, puis Rome où Napoléon voulut régner lui-même. Celui-ci l'ac-

cusa d'avoir, sans son aveu, fait enlever le pape ; mais s'il fut réellement capable d'en agir ainsi de son propre mouvement, Alquier, Miollis et Radet connaissaient assez leur maître pour savoir à quel point on était coupable à ses yeux en agissant sans avoir reçu de lui des ordres ; et ce que nous avons dit de sa conduite à l'égard du pontife romain ne laisse aucun doute qu'ils en avaient eu de positifs à cet égard.

Joachim Murat, bien que privé de talens politiques, avait réussi près du peuple napolitain, et dans les actes même de son gouvernement, beaucoup mieux que son prédécesseur Joseph. La bravoure impétueuse de ce nouveau roi, quoique dénuée de toute espèce de véritable mérite militaire, en imposait à ce peuple, à qui son costume théâtral et sa jactance, ridicules ailleurs comme type de caricature politique, offraient un spectacle dont la classe inférieure n'était nullement choquée. Puis il contribua à la pacification des provinces et remit de l'ordre dans l'administration, ce qui fut un bien réel pour la partie saine de la population. Ses ennemis politiques, et le duc de Serra-Capriola lui-même, avouaient le bien qu'il faisait à leur pays. Joseph, avec les meilleures intentions du monde et plein de connaissances théoriques, homme excellent, mais aveugle, croyait

avoir opéré le bien quand il l'avait ordonné; il passait continuellement de la rigueur à l'indulgence et parlait contre l'injustice et la cupidité que, sans qu'il s'en doutât, il laissait régner. L'esprit insurrectionnel des Calabres était une plaie qu'il ne sut point guérir.

Les Calabrois, trop décriés en raison des horreurs commises à Naples en 1799, sont vifs, audacieux, robustes, sobres, infatigables, amis sincères et irréconciliables ennemis; leur religion, quoique ignorante, est sans intolérance; car des Albanais, grecs de communion, vivent paisiblement parmi eux; et leur attachement au culte catholique, toute en pratique sans morale, leur prescrit la scrupuleuse observance de la messe et du jeûne, sans les faire s'abstenir du brigandage et du meurtre. Leurs passions, toujours énergiques, les avaient faits se dévouer à leur roi légitime, et ils le servirent avec une fureur implacable comme leurs haines de famille, bien différens à cet égard des religieux royalistes du Tyrol et de la Vendée. On a, et ce fut à tort, accusé la reine de Naples d'avoir favorisé les crimes que les Calabrois commirent durant tant d'années; cette princesse, qui avait tant de force et de fierté dans le caractère, les réprouva sans cesse; elle ne promit jamais aux brigands, pour prix de leurs ser-

vices, qu'une amnistie, à condition d'abandonner leur horrible métier; mais elle dut réunir contre les usurpateurs de son trône tout ce qui se présentait à elle de zélés défenseurs. Ceux-ci se composèrent bientôt, non-seulement des fidèles serviteurs du roi, mais des républicains que le gouvernement intrus avait excités à la révolte, puis qu'il se hâta d'abandonner et de sacrifier à sa propre sûreté. Conformément à leur caractère national, ces républicains immolèrent facilement à leur vengeance jusqu'à la haine qui les avait armés contre la royauté; assurés du pardon, ils sortirent des huttes de charbonniers où ils s'étaient cachés pour se soustraire au glaive des Français; de là le nom de *carbonari* qu'ils prirent en formant une société secrète, qui eut ses rites, ses loges, ses grades, ses réceptions hiérarchiques successives, des signes et des mots du guet, à l'instar des francs-maçons. Ils joignirent comme eux une bienfaisance publique à des combinaisons politiques cachées, et couvrirent leur révolte contre Joachim du titre de vengeurs de l'*agneau* (le roi Ferdinand) contre le *loup* (Murat). Leur premier chef fut Capo-Bianco.

Bientôt ces associés, qui devaient prendre plus tard une couleur très différente de celle qui les distinguait alors, se répandirent rapidement dans

les provinces et à Naples même. Le prince Moliterno, rentré dans le royaume et rallié à la cause qu'il avait précédemment combattue, s'y affilia, et réunissant ce qui restait encore des bandes du cardinal Ruffo, il sut, par la promesse d'un gouvernement libéral et monarchique, faire marcher sous la même bannière les royalistes et les républicains.

Cependant, en dépit de ses soins, de ceux des *carbonari* et de la portion la plus saine des Calabrois, le brigandage prenait un accroissement qui effrayait les gouvernans et les gouvernés. Murat chercha donc à y mettre un terme, et voulant à la fois décourager les royalistes et écraser les brigands, il publia d'une part: « Les Anglais ont « pris possession de la Sicile au nom du roi de « la Grande-Bretagne ; la cour de Palerme se re- « tirera à Londres où elle sera pensionnée par « l'Angleterre ; » et de l'autre il lança ce décret: « Sont condamnés irrévocablement tous les bri- « gands. Nulle autorité civile ou militaire n'aura « la faculté d'accorder des pardons ; les brigands « seront jugés dans les vingt-quatre heures et « punis de mort, qu'ils soient pris en armes « ou sans armes ; leur tête sera mise à prix. Tout « particulier qui en aura tué ou arrêté un aura, « dans le premier cas, vingt ducats, dans le se-

« cond vingt-cinq, et deux cents pour un chef de « bande : tous les parens des chefs de bande ou « brigands seront immédiatement arrêtés. »

Ce décret n'eût pas obtenu plus de succès que ceux rendus par Joseph, si Murat n'avait chargé de son exécution l'impitoyable général Manhès, qui décora bientôt la route de Reggio à Naples des têtes et des membres de ces hommes qu'il faisait fusiller par centaines, sans compter ceux qu'il laissa périr dans d'étroites et humides prisons, où les morts demeurèrent souvent plusieurs jours en putréfaction au milieu de ceux qui leur survivaient.

Mais ce qui occupait principalement le roi Joachim, c'était son expédition de Sicile ; elle fut doublement coûteuse au royaume, par les frais qu'elle occasionna et par les désordres du soldat, qui, dans la Calabre ultérieure, détruisit les riches plantations de mûriers et de vignes dont le pays tirait toute sa richesse ; elle fut d'ailleurs sans succès, car les premières troupes débarquées tombèrent sous les coups de la milice sicilienne, avant même l'arrivée des troupes anglaises envoyées de Messine à leur rencontre, et ce qui n'avait pas traversé le détroit retourna à Naples en pillant tout sur la route.

Au reste, il paraît que Napoléon n'avait pour

but, en ordonnant cette hasardeuse entreprise, que de faire débloquer Corfou, ce qui eut lieu, et de retenir en Sicile les Anglais qu'il ne voulait pas avoir à combattre en Espagne, où l'on eût pu les transporter; aussi rappela-t-il les troupes qu'il avait réunies à celles de Murat. Celui-ci, qui vit bientôt les forces britanniques enlever à sa vue les îles d'Ischia et de Procida, plus utiles au sévère blocus de Naples que celle de Capri, dont il les avait fait chasser par le général Lamarque, accusa tout le monde de ce double échec et se plaignit amèrement de l'empereur des Français, avec qui il eut une correspondance, présage d'une rupture plus ou moins prochaine; il soupçonnait d'ailleurs tous ses entours, son épouse même, et se défiait surtout des Français à son service.

Mais avant d'exposer les intrigues secrètes de Murat contre Napoléon, la haine que couvait aussi le maréchal Bernadotte, et la juste défiance qu'il inspirait à son frère Louis, voyons ce qui se passait en Espagne tandis qu'on chicanait à Altembourg sur les conditions de paix entre l'Autriche et la France. Remarquons seulement ici que le roi de Prusse, principalement occupé alors de ce qui intéressait, non-seulement la prospérité de ses États, mais la culture des sciences et des arts dans son royaume, fonda cette année la nouvelle

Académie universitaire de Berlin, en consacrant aux frais de cet établissement ses bijoux et ceux de sa famille.

Quant à cette Espagne dont nous avons à nous occuper, nous dirons, avant de passer au récit des événemens qui nous y rappellent, que, si l'on a généralement admiré les savantes dispositions conçues pour le placement des troupes françaises destinées à occuper la Péninsule et à en assurer la complète soumission, il est cependant à remarquer que ces dispositions mêmes suffisaient pour démontrer à quel point la situation des vainqueurs était périlleuse au sein d'une nation vaincue, à la vérité, mais non asservie. En effet, comme des forces immenses avaient été jugées nécessaires pour opérer cette soumission, comme leur placement avait paru devoir être tel qu'elles pussent surveiller tout et frapper rapidement sur tout, les trois cent mille hommes dont elles se composaient étaient répartis en neuf stations principales, pour maintenir dans l'obéissance la Manche, le Portugal, Saragosse, la vallée du Tage, la Galice, la Catalogne, la Navarre, Madrid et la communication de cette capitale avec la France. Toutes ces stations, entre lesquelles la réserve de cavalerie était partagée, avaient pour centre de direction la résidence royale et s'ap-

puyaient au Nord sur des places fortes. La correspondance indispensable de ces différens corps, soit de l'un d'eux avec les autres, soit de tous et de chacun avec Madrid et la France, n'avait lieu, vu l'état des esprits en Espagne, que sous la protection de postes fortifiés, ayant garnisons suffisantes, sans compter les détachemens intermédiaires destinés à protéger ou à escorter les convois ou ordonnances. Ces postes étaient donc au nombre de soixante-quatre, ce qui exigeait une grande quantité de troupes pour leur défense, sans compter celles employées en escortes et qui ne pouvaient être faibles sous peine de rompre toute communication entre les corps d'armée. Il y a plus; ces corps d'armée étaient continuellement contraints à diriger des colonnes mobiles sur divers points, afin d'y prévenir ou d'y étouffer des insurrections journellement renaissantes autour d'eux et que provoquaient des exactions militaires, effets et causes de ces perpétuelles insurrections. La guerre de la Péninsule employait donc la moitié des forces armées de la France pour faire régner Joseph, par le pillage et le meurtre, sur des contrées naturellement fertiles, mais que l'état de guerre vouait en partie à l'inculture et dont on ne pouvait conséquemment tirer que de faibles ressources. Certes! il était

facile de frapper ainsi du fort au faible. Cependant, si la combinaison militaire était lumineuse, son exécution devenait difficile, dans un pays surtout où l'ennemi se rencontrait partout, quoique nulle part on ne pût l'écraser; où, battu sur un point, il reparaissait subitement sur un autre souvent très éloigné. Il résultait de là qu'on ne pouvait ni trop se diviser sans danger, ni se tenir réunis sans laisser le champ libre à des ennemis acharnés; problème politique et militaire difficile à résoudre. Nous verrons, dans le chapitre suivant, les premiers résultats des moyens confiés par Napoléon à ses lieutenants, ainsi que de la direction qu'il leur prescrivait; de l'autorité enfin qu'ils s'attribuaient, en dépit des réclamations du roi Joseph, qui aurait voulu pacifier, à l'ombre de son sceptre, un peuple exalté, aux yeux duquel il ne pouvait exister de pacification honorable et même possible qu'en brisant ce sceptre usurpateur.

Angleterre. — Administration du duc de Portland. — Castlereagh. — Canning. — Scandale. — Affaire du duc d'Yorck. — Enquête sur les affaires du Portugal. — Nuisible aux affaires d'Espagne. — Attaque contre les ministres. — Tiédeur des Anglais à l'égard de la Péninsule. — Affaire des bouches de l'Escaut. — Succès de la marine anglaise. — Opérations militaires des Anglais. — Distinction entre les guérillas et les armées espagnoles. — Premier siége de Saragosse. — Sa situation. — Ses ressources. — Destitution du capitaine-général. — Nomination de Palafox. — Sa proclamation. — Ses préparatifs. — Défense opiniâtre. — Bombardement. — Héroïsme d'une femme. — Mortalité. — Les Français pénètrent dans la ville. — Refus de capituler. — Levée du siége. — Constitution et esprit de la junte centrale. — Sa tendance démocratique. — Sentimens monarchiques de Palafox. — Il se prépare contre une seconde attaque. — Il est investi. — Quarante-deux jours de bombardement. — On défend les maisons une à une. — Capitulation. — Elle est violée. — Le trésor de Notre-Dame del Pilar livré au maréchal Lannes. — Pillage. — Forte contribution. — Il y périt cinquante-quatre mille personnes. — Siége de Gironne. — Se rend après deux cent vingt jours. — Honneurs rendus à Saragosse et à Gironne. — Armées espagnoles. — Méfiance de la junte à l'égard de l'Angleterre. — Demande d'occuper Cadix. — Refus. — Craintes de Lisbonne. — Soult et Victor dirigés contre

cette capitale. — Arrivée de sir Arthur Wellesley. — Il marche contre Soult. — Porto pris et repris. — Retraite désastreuse de Soult. — Sir Arthur marche contre Victor. — Bataille de Talavera. — Retraite de l'armée anglaise. — Plaintes de la junte. — Succès des Anglais. — Défaite des Espagnols à Ocana. — Principaux chefs de guérillas. — Proclamation de la junte. — Propositions à l'empereur Alexandre. — Lenteur des négociateurs autrichiens à Altembourg. — Impatience de Napoléon. — Hoffer. — Projet d'assassinat. — Conclusion de la paix. — Ses stipulations. — Articles secrets. — Union exigée. — Récapitulation des événemens depuis la paix de Tilsitt.

Les affaires publiques en Angleterre avaient, sous certains rapports, présenté, depuis l'administration du duc de Portland, l'image d'un chaos déplorable de dissensions et d'erreurs. Les deux ministres les plus influens, vu les circonstances d'alors, sur la prospérité et l'honneur national, étaient non-seulement, comme nous l'avons dit, ostensiblement rivaux, mais ennemis secrets ; car Castlereagh contrariait par des ordres du conseil les menées diplomatiques de Canning, et celui-ci cherchait sous main à écarter l'élève de Pitt. Tous deux cependant marchaient également dans de fausses voies, l'un dirigeait les opérations de la guerre sans y rien connaître, l'autre les affaires étrangères qu'il était bien loin de considé-

rer sous leur véritable jour; ce qui enlevait au cabinet de Saint-James, soit au Midi, soit au Nord, le crédit que plus d'union et des notions plus saines lui eussent acquis tant sur la Péninsule que sur les princes et les ministres de ces Etats continentaux.

Quelques scandales se joignaient encore à de nombreuses aberrations militaires et politiques. L'enquête, par exemple, contre le duc d'Yorck, très médiocre général, mais excellent directeur des affaires relatives à l'armée, enlevait à celle-ci l'homme qui le premier et avec un plein succès en avait purgé les défectuosités les plus nuisibles. Quelques abus s'étaient introduits dans son administration; madame Clarke, sa coupable amie, en demeura seule chargée; l'honneur du prince n'en souffrit pas; mais ne voulant plus compromettre cet honneur, il abdiqua des emplois qui avaient été et pouvaient encore être utiles à sa patrie.

Un autre scandale éclata; ce fut le procès intenté contre les libérateurs du Portugal. Sir Arthur Wellesley aurait eu seul le droit de se plaindre; car la nécessité d'obéir aveuglément à un ordre supérieur, devoir que tous les militaires anglais de tous grades ne violent jamais, lui avait ravi l'honneur de compléter un triomphe dû à

son intrépide intelligence. Il ne le fit point, et l'on n'écouta que les vaines clameurs de quelques brouillons ambitieux. L'affaire fut terminée par un acquittement pur et simple, mais qui suspendit, au moment le plus opportun, des opérations vivement sollicitées, déjà conçues et propres à imprimer un victorieux élan au mouvement insurrectionnel de la Péninsule; ce qui y facilita, dans les derniers mois de 1808, la rapide invasion des armées françaises.

Les ministres furent vivement attaqués sur la manière dont ils conduisaient la guerre d'Espagne. On examina sévèrement leur marche administrative et celle qu'avait suivie comme général sir John Moore, tombé au champ d'honneur. Sa correspondance, déposée sur le bureau de la chambre, démontrait le peu de consistance du peuple espagnol, et ses dispositions malveillantes en raison de la demande refusée aux Anglais par la junte d'une occupation militaire de Cadix par des forces britanniques. Le zèle, si ardent d'abord pour la cause des insurgés, commença à se refroidir; car s'il avait été noble dans la nation, le gouvernement s'y était livré froidement et avec calcul, n'y voyant qu'un intérêt d'ambition et de cupidité.

Le même intérêt provoqua plus tard la funeste

échauffourée de l'Escaut. Cependant, en dépit de ce commencement de tiédeur, on demeura fidèle au système de Pitt, en protégeant la seule nation alors constamment en guerre avec la France ; on continua surtout à miner la puissance de celle-ci en ruinant sur tous les points les restes de la marine française, en envahissant les colonies que Napoléon conservait encore, en cherchant à s'assurer de toutes les stations maritimes utiles au commerce et à la puissance de l'Etat, ce qui était pour la Grande-Bretagne l'objet essentiel et même l'objet unique de la guerre.

Occupons-nous maintenant et des opérations militaires des Anglais en Espagne et de celles de leurs alliés, si héroïques quoique si mal dirigées par une junte sans prévoyance ou par des généraux totalement dépourvus de talens. Là est l'impérissable honneur des *partidas* et des *quadrillas*, corps vulgairement et improprement nommés *guerillas*, qui ne laissaient aucun relâche à l'ennemi victorieux de leurs armées dépourvues de discipline et d'une organisation régulière.

Il faut soigneusement distinguer parmi les Espagnols, si bons soldats mais si mauvais militaires, ceux qui, réunis en corps d'armée, et que le défaut d'organisation propre à faciliter leurs mouvemens utilement hostiles rendait inca-

pables de résister en pleine campagne à des troupes éminemment mobiles et habilement commandées, de ceux qui, animés d'une constante valeur et d'un invincible dévouement, ne cessaient, soit de harceler les troupes françaises dans leurs marches, soit de défendre héroïquement contre elles les places où ils étaient renfermés. La postérité n'oubliera donc jamais les héros de Figueras, de Tarragone, de Gironne et de Saragosse. Parlons de ces deux dernières villes; car quand les regards de l'homme rencontrent des faits aussi prodigieusement gigantesques, l'historien se rendrait coupable s'il ne les retraçait dans leurs principaux détails; le militaire le serait également en ne considérant point ce qu'un indomptable courage peut trouver en soi de ressources pour suppléer à ce que l'art lui refuse; l'homme politique, enfin, ne remplirait qu'une partie de ses devoirs, s'il n'observait dans de tels faits ce qu'au sein des grandes crises sociales il lui serait possible d'obtenir d'une exaltation qu'il aurait habilement inspirée et ce qu'il pourrait opérer à l'aide d'un peuple déterminé à vaincre ou à mourir. Cette grande leçon, l'Espagne la donnait alors à l'Europe soumise, qui la contemplait avec surprise et admiration; leçon magistrale et féconde, dont les nations européennes et

leurs chefs surent plus tard profiter avec succès.

Nous n'avons fait qu'indiquer précédemment le premier siége de Saragosse, nous réservant de parler à la fois des deux siéges qu'elle soutint en 1808 et 1809, événemens d'autant plus romanesques que cette ville était totalement dénuée des moyens ordinaires de défense.

Qui en effet eût pu croire capable de soutenir un siége cette Saragosse, peuplée à peine de soixante mille ames de tout âge et de tout sexe, sans fortifications ni fossés, située sur un territoire plat, dont toutes les rues aboutissent aux champs, ceinte sur la rive droite de l'Elbe d'un simple mur de clôture, sans hauteur ni épaisseur, sans terrassement ni plate-formes, parfois en terre et souvent suppléé par les murailles extérieures des maisons? Qui eût pu croire susceptible de défense, même contre une armée médiocre, cette ville communiquant par un seul pont avec un faubourg bâti sur la rive gauche du fleuve et qui lui-même n'a pas d'enceinte, dominée à quatre cents toises par des élévations d'où l'on plonge sur elle, n'ayant pour garnison que deux mille hommes dont vingt canonniers, avec seize mauvais canons de faible calibre qu'il fallut se hâter de mettre en état de service, avec un petit nombre de fusils de tous modèles, auxquels il

fut nécessaire d'ajouter l'emploi des piques, et avec vingt mille réaux seulement en caisse (cinq mille francs)? Qui eût jamais pu croire qu'avec de si faibles ressources Saragosse osât résister aux puissantes armées de Napoléon ?

Le capitaine-général Guilhermi crut toute résistance impossible, il s'empressa de faire sa soumission, mais il s'efforça vainement d'étouffer la vive effervescence des habitants ; mais il avait affaire à la population la plus fière, la plus robuste, la plus courageuse, la plus opiniâtre de toutes les Espagnes, et un homme digne d'elle se présenta pour la commander. Don Joseph Palafox, âgé de trente ans, s'était sous un déguisement échappé de Bayonne, chargé des premières instructions données par Ferdinand VII. Guilhermi veut l'éloigner; il est arrêté lui-même et remplacé par ce jeune militaire, le 24 mai 1808, qui, n'ayant aucun secours à attendre, ni de l'Aragon inondé de troupes françaises, ni des provinces dont ces mêmes troupes le séparaient, débute dans les hautes et périlleuses fonctions que le peuple lui confie, par cette proclamation : « Je déclare : « 1° que l'empereur des Français, tous les indi- « vidus de sa famille, tous les généraux et officiers « français sont personnellement responsables de « la sûreté du roi, de celle de son frère et de son

« oncle. 2° Que dans le cas où quelque violence « serait commise contre ces têtes précieuses, la « nation, afin que l'Espagne ne soit pas sans roi, « fera usage de son droit d'élection en faveur de « l'archiduc Charles, comme neveu de Charles III, « en cas que le prince de Sicile ou l'infant don « Pedro * et les autres héritiers ne puissent pas « exercer leurs droits. 3° Que si les troupes fran- « çaises commettent quelques vols, dévastations « et massacres, soit à Madrid, soit dans toute « autre ville, elles seront considérées comme « coupables de haute trahison, et il ne leur sera « point accordé de quartier. 4° Que tout ce qui « a été fait jusqu'à présent sera tenu pour illégal « et nul, comme extorqué par la violence. »

En déclarant ainsi, aux acclamations générales du peuple, une guerre à mort, malgré le peu de forces dont il pouvait disposer, Palafox s'empressa d'appeler sous ses drapeaux les officiers retirés, les soldats épars; il forma des corps de volontaires et organisa militairement les étudiants de l'université dont les cadres se remplirent avec rapidité.

Cependant huit mille hommes d'infanterie et neuf cents chevaux déjà dirigés contre lui dissipent un rassemblement de paysans; les habitants

* Depuis empereur du Brésil.

de Saragosse sortis pour marcher à leur rencontre sont battus le 11 juin, et ne peuvent empêcher l'ennemi de pénétrer dans une ville ouverte, mais les Français en petit nombre y sont massacrés. Ils s'y hasardent encore le lendemain et ont un semblable sort. Cependant douze à quinze cents soldats échappés de Madrid et quelques miliciens se sont réunis au capitaine général; il tente infructueusement une expédition, est rejeté dans la ville, perd Monte-Torrero, poste fortifié au dehors de ses murs, et se trouve investi. Alors on barricade les portes, ou plutôt l'extrémité des rues avec les meubles et toutes les fermetures intérieures ou extérieures des maisons. On creuse des fossés, on fait créneler les murailles, on ferme toutes les issues par des sacs à terre et à laine, on défend pied à pied les approches en détruisant tout ce qui peut favoriser les attaques de l'ennemi. Se battre tous les jours, à toutes les heures, est l'unique emploi des hommes; celui des femmes est de soigner les blessés et celui des enfants de porter aux combattants des munitions et des vivres. Les moines consolent les mourants, prêchent un patriotique courage, confectionnent des cartouches et bravent tous les dangers.

Le bombardement causait cependant d'hor-

ribles ravages, et sans entrer ici dans tous les miraculeux détails d'une attaque vigoureuse et d'une défense intrépide, nous dirons qu'une batterie placée en avant de Portillo et couverte seulement par des sacs à terre, après avoir été plusieurs fois prise et reprise, demeurait au pouvoir des Français par la mort de tous ses défenseurs, quand une femme du peuple s'élance sur une pièce déjà chargée, mais sans canonniers, y met le feu et ranime par cet acte de courage les habitants qui volent à son secours; ils sauvent la batterie et repoussent les colonnes successivement envoyées pour la reprendre. C'est ainsi que cette héroïne mérita de joindre à son nom d'*Augustine* celui de *Saragosse*.

Les vivres commençaient néanmoins à devenir rares et les munitions à manquer; il ne restait plus de médicamens pour les malades que la famine multipliait, ni d'asile pour les blessés, et ils étaient nombreux; les morts et les mourans encombraient les rues, faute de pouvoir être logés, soignés ou ensevelis, et le 4 août 1808 le bombardement redoubla avec une nouvelle fureur.

Les Français pénètrent enfin dans le Cosso, principale rue de la ville, et s'y maintiennent; ils somment le gouverneur qui, au mot *capitulation*,

répond par ceux-ci : *Guerre au couteau.* Le théâtre de cette inconcevable lutte se trouvait cependant alors dans le sein même de la place qu'il voulait défendre. Là chaque maison exigeait un siége, et du 4 au 14 août les Français n'en purent conquérir que cinq, qui leur coûtèrent six jours de combats meurtriers. Les munitions avaient pourtant manqué dès le 5. *Combattez avec vos couteaux!* leur criait alors l'indomptable gouverneur, lorsqu'enfin son frère, don François Palafox, amène trois mille hommes avec des provisions de bouche et de guerre.

L'on continue à se défendre avec la résolution, après la prise de la dernière maison, de se retirer dans le faubourg en en faisant sauter le pont. Hommes et femmes, enfants et vieillards applaudissent à cette détermination; mais le 14 août les Français se retirent, après deux mois d'un siége qui leur avait fait perdre un monde énorme.

Ce qu'il y eut d'admirable c'est que les habitants de Saragosse qui, pour la plupart, y perdirent non-seulement leur fortune, mais des êtres chers, n'élevèrent à cet égard aucuns murmures, tant leur noble et religieux patriotisme les plaçait au-dessus des afflictions humaines. La gloire de Saragosse ne devait pourtant pas être concen-

trée dans cette première et héroïque défense; des lauriers moins heureux allaient encore la couronner.

Un ferment républicain s'était introduit dans la junte centrale et s'y agitait sourdement; les membres dont elle était composée n'étaient que de simples députés des autres juntes, rassemblées uniquement dans un intérêt de défense et qui n'avaient ainsi pu donner à leurs délégués d'autres pouvoirs que ceux qu'elles possédaient elles-mêmes. Cette junte centrale débuta conséquemment dans l'exercice de ses fonctions par un serment de fidélité *au roi, à ses droits souverains et aux lois existantes;* mais elle sembla bientôt vouloir exercer une autorité suprême et indépendante qu'elle ne tenait ni ne pouvait tenir de ceux dont elle n'était que la représentation. Don Joseph Palafox y voyait avec indignation cette tendance politique, ce mépris de ses devoirs et de ses sermens; d'ailleurs, il estimait peu la plupart de ses membres, quoique son honorable frère en fît partie; il avait alors trop peu d'expérience pour sentir qu'une telle déviation dans les principes de la junte centrale était l'immanquable effet, au sein d'un mouvement populaire, du passage subit d'une existence privée à l'exercice d'une autorité sans bornes légales; mais

fidèle aux maximes dont il était imbu dès son enfance, il conservait strictement les formes monarchiques, quoiqu'il ne lui fût pas toujours possible de calmer une effervescence coupable dans ses actes. Aussi fut-il obligé de tolérer quelques désordres excités par l'esprit de vengeance contre des hommes soupçonnés, trop légèrement peut-être, de trahison envers le roi et la patrie.

Sir John Moore avait, par des raisons que nous avons notées, commencé son expédition beaucoup trop tard pour qu'elle devînt utile à la cause espagnole ; elle était d'ailleurs trop faible contre les armées commandées par Napoléon ; puis les défaites essuyées par les généraux de la junte le forcèrent à une prompte retraite. Mais cette expédition donna au capitaine général de l'Aragon le temps de se préparer à soutenir un nouveau siége. Les Français, en se retirant le 14 août, avaient jeté dans le canal des canons et des boulets qui en furent retirés, et il put réunir ainsi jusqu'à cent soixante bouches à feu. Il fit fabriquer des poudres, des sacs à terre et à laine ; il recueillit un grand nombre de fusils espagnols ou anglais, et jusqu'à des fusils de chasse, il forma des magasins de munitions et de vivres, organisa de nouveaux bataillons, les exerça, les aguerrit par des escarmouches contre les troupes françaises ; en-

fin il vit sa garnison renforcée par les débris de l'armée battue à Tudela. Ce fut dans cette position, plus avantageuse que celle où il s'était trouvé durant le premier siége, qu'il fut, le 20 décembre 1808, investi sur les deux rives de l'Elbe.

Le 30, Palafox reçut une sommation dans laquelle on lui faisait observer « que Saragosse était « cernée sur la rive droite, que l'investissement « venait d'être terminé sur la rive gauche, que « l'empereur marchait en force pour chasser les « Anglais et soumettre les provinces; que Ma- « drid avait capitulé, et qu'on lui proposait une « capitulation honorable. » Il y répondit : « Si « Madrid a capitulé, c'est qu'il a été vendu. Quant « au peuple et à la garnison de Saragosse, si leurs « fortifications sont renversées, ils s'enseveliront « sous leurs ruines. » Des sorties plus ou moins heureuses se succédèrent, et le bombardement, qui commença le 10 janvier 1809, dura sans relâche l'espace de quarante-deux jours. Les ravages qu'il causa produisirent une épidémie dont Palafox lui-même fut atteint et qui réduisit sa garnison de trente mille hommes à neuf mille.

Sauver la ville, en partie détruite et jonchée de cadavres sans sépulture, devenait impossible; on offrit donc de capituler; mais le maréchal Lannes s'y refusa avec une impitoyable et insul-

tante dureté. Le général Saint-Marc, successeur de Palafox que son état empêchait de continuer à remplir ses fonctions, défendit donc chaque maison, et il fallut s'en emparer une à une. Il en coûtait aux Français trois combats pour les approcher, les forcer et en occuper les étages supérieurs où les assiégés se défendaient encore. Parfois même ils les incendiaient quand ils étaient obligés de les abandonner; aussi les vainqueurs ne conquéraient-ils souvent que des décombres et des cendres.

Cependant un quart de la ville était enfin tombé en leur pouvoir et une grande partie du reste était déjà minée. Le peuple répugnait cependant à toute capitulation; il préférait la mort à la honte de se rendre. Une junte prit sur elle de sauver les débris de cette héroïque population et obtint, le 22 février, que la ville fût remise aux assiégeans, à la condition, simplement verbale, que la garnison obtiendrait les honneurs de la guerre, et que Palafox pourrait se retirer où bon lui semblerait, ce qui ne fut pas exécuté, malgré la parole d'honneur engagée du maréchal, à qui fut remis, dans l'espoir que la ville serait soustraite au pillage, l'immense et riche trésor de Notre-Dame del Pilar*; mais Saragosse, où, dans

* On peut lire dans les Mémoires de la duchesse d'A-

un siége de deux mois, il avait péri cinquante-quatre mille personnes, dont six mille seulement par les coups de l'ennemi, n'en fut pas moins en butte aux fureurs d'une soldatesque effrénée. Les femmes furent outragées, les prêtres insultés, des moines mis dans des sacs et jetés au fleuve; actes aussi impolitiques que barbares. Enfin, cette ville ruinée, presque détruite, fut encore frappée d'une forte contribution, et Palafox, contre la foi promise, fut conduit en France et précipité dans une prison d'état*.

C'est ainsi que les Français avaient commencé la campagne d'Espagne en 1809. Nous aurons à y voir les opérations militaires des Anglais; mais nous croyons devoir, préalablement, parler de

brantès le relevé des richesses immenses de ce trésor, et en quelles mains elles demeurèrent.

(*Note de l'éditeur.*)

* Voilà le général et la population que l'Anglais Napier a l'odieux courage de calomnier dans un écrit très recommandable d'ailleurs par l'impartialité avec laquelle il y parle des généraux français, mais où il prétend que la Grande-Bretagne seule a sauvé la Péninsule; comme si moins de cinquante mille hommes eussent pu y réussir sans l'héroïque résistance de ces Espagnols qu'il se plaît tant à déprécier, comme le firent constamment presque tous les généraux anglais.

Gironne, dont la glorieuse défense rivalisa avec celle de Saragosse.

Duhesme, comme nous l'avons dit, échoua contre ses faibles murs du 20 au 21 juin 1808; il attaqua de nouveau cette forteresse le 22 juillet, et fut encore forcé le 16 août d'en lever le siége. Mais Saint-Cyr, ayant réuni trente mille hommes, en commença un troisième siége le 6 mai 1809 La garnison de Gironne était de cinq mille sept cent vingt-trois hommes, dont cent huit cavaliers, six cent quarante-huit artilleurs et vingt-deux sapeurs; elle était armée de deux cents pièces de canon. Don Mariano Alvarez y commandait et défendit successivement les cinq forts qui couvraient cette place, ceinte seulement de murs fortifiés de quelques tours et de bastions. Des secours y pénétrèrent le 1^er^ juillet, les 3 et 17 août, et le 1^er^ septembre; elle reçut aussi un léger convoi le 26 septembre, jour où, avec plus d'audace, le général Blake eût pu en faire lever le siége, qui se termina le 11 décembre, après deux cent vingt jours d'attaques vigoureuses et vigoureusement repoussées.

La garnison de Gironne qui, avec les renforts qu'elle reçut, montait à neuf mille trois cent soixante-onze combattans, était, quand Augereau y entra, réduite à quatre mille deux cent qua-

rante-huit, au nombre desquels les hôpitaux renfermaient seize cents malades ou blessés*. La pénurie de subsistances avait été telle que le prix du pain était monté à plus de huit francs la livre et le reste à un taux proportionnellement plus considérable encore.

Les femmes de cette héroïque cité avaient rivalisé de courage et de zèle avec celles de Saragosse; formées en compagnies, on les vit sans cesse affronter la mort pour apporter des vivres et des munitions aux combattans, pour enlever, porter et soigner les blessés. Le brave gouverneur de la place avait su inspirer à la garnison et aux habitans de Gironne l'intrépide constance dont lui-même était animé. Rien ne put la vaincre ou l'attiédir: ni la timidité des généraux espagnols en mesure de faire lever le siége ; ni l'indifférente apathie de la junte de Valence qui eût pu lui porter secours; ni la faute que commirent les Anglais, en force dans la Méditerranée, de ne point agir contre les assiégeans, ni l'imbécile et lâche conduite de la junte centrale, à qui celle de Catalogne adressa de vives demandes et des plaintes énergiques. Blake, toujours employé quoique toujours battu, n'osa se compromettre en tentant,

* Voyez la pièce justificative N.

avec des forces supérieures, la délivrance d'une des places les plus importantes de l'Espagne, et O'Donnel seul commença alors à se montrer le digne rival de ses belliqueux adversaires. Augereau, qui vint recueillir devant Gironne les fruits des longs travaux de Gouvion-Saint-Cyr, eut souvent à souffrir des effets de la judicieuse audace d'O'Donnel, et son incapacité le fit remplacer lui-même par le maréchal Macdonald.

Cependant les armes françaises prospéraient sous les ordres du général Suchet, qui fit tomber successivement toutes les places espagnoles, en dépit de la valeur de ceux qui les défendaient.

La junte centrale qui, par un décret rendu au nom de Ferdinand VII le 9 mars 1809, avait, pour récompenser les défenseurs de Saragosse, déclaré qu'ils demeureraient exempts de tributs durant dix années, à partir du jour où la paix aurait été assurée, qu'il serait élevé un monument et frappé une médaille en leur honneur, anoblit tous les habitans de Gironne par un décret du 3 janvier 1810, et plus tard une décoration commémorative leur fut accordée. Quant à la défense de Tarragone, elle appartient à une époque postérieure. Si nous nous sommes arrêtés sur celles de Gironne et de Saragosse, c'est qu'elles enflammèrent les esprits et que la politique en profita

pour les maintenir dans cet état d'irritation. Aussi fut-ce dans cette vue que ceux qui gouvernaient l'Espagne eurent soin de publier et de répandre dans le peuple un catéchisme qui lui inspirait une haine à mort contre les Français *. C'est aussi parce que ces événemens héroïques sont uniques dans l'histoire moderne, et que l'Europe, qui les contemplait avec étonnement, voyait dans le sort de la Péninsule ce qui devait irrévocablement décider de son salut ou de sa perte.

Occupons-nous enfin, mais avec plus de rapidité, des expéditions militaires des Anglais.

La première avait affranchi le Portugal, qui dès lors ne devait plus retomber au pouvoir de la France; elle acquit dans ce royaume une grande popularité à sir Arthur Wellesley.

La seconde, moins heureuse et confiée à sir John Moore, qui ne pouvait, avec environ vingt-six mille hommes, lutter contre des forces qui s'élevaient à trois cent vingt mille, dont soixante mille de cavalerie, avait facilité du moins le rassemblement des débris des armées de Castanos, Blake et Belvidere, et dégagé le Midi en forçant l'ennemi à porter ses regards vers le Nord.

Une troisième se préparait, et elle devait être

* Voyez la pièce justificative O.

pour l'armée anglaise plus glorieuse qu'utile, et sans utilité comme sans gloire pour les armées régulières espagnoles. Ces armées espagnoles, levées à la hâte, commandées par des officiers inexpérimentés et privés souvent de la confiance de leurs soldats, incapables eux-mêmes, par leur ignorance et leur indiscipline des plus indispensables évolutions militaires, étaient telles, que chercher à les faire manœuvrer, c'eût été les livrer au plus affreux désordre et conséquemment aux coups des troupes régulières qui les eussent attaquées. Les chefs, d'ailleurs, aussi dépourvus d'expérience que les troupes, ne savaient ni les diriger, ni les poster habilement, et tandis que leurs ennemis se multipliaient par la rapidité des mouvemens, elles n'en pouvaient exécuter aucuns sans tomber dans un inextricable chaos. Comme elles avaient, néanmoins, une aussi grande confiance en elles-mêmes qu'elles en accordaient peu à leurs généraux, elles ne parlaient que de se battre, croyant toujours marcher à la victoire en accusant de lâcheté ceux de leurs chefs qui s'y refusaient. En outre, comme chaque combat amenait une défaite, elles s'en prenaient alors à ceux qui les avaient commandées, les taxaient de trahison, et se vengeaient quelquefois sur eux des résultats de leur propre imprudence.

La même jactance et la même impéritie se remarquaient dans les discours et les actes de la junte centrale, plus occupée de sa propre autorité que du salut public. On doit avouer néanmoins que sa conduite à l'égard de l'Angleterre pouvait sous certains rapports être excusée; sans doute il ne fallait pas se priver des secours que lui prodiguait le gouvernement britannique, mais sa demande d'occuper Cadix causait des soupçons dont il eût été difficile à la junte de se défendre; l'Angleterre n'avait pas même attendu l'issue de la négociation y relative pour envoyer les troupes destinées à y débarquer. Le général Georges Smith, qui les commandait, en demanda l'admission sous les auspices de M. Freire, ministre anglais près du gouvernement espagnol; ils se fondaient l'un et l'autre sur les dangers que pourrait courir cette place importante. Pour éluder cette demande, la junte, usant de ruse, y envoya promptement des corps de ses propres troupes et obligea les Anglais de débarquer au port Sainte-Marie, d'où ils repartirent pour Lisbonne.

Cet échec politique devint pour eux un grand avantage militaire; car dans cette capitale du Portugal, l'agitation des esprits menaçait des plus funestes troubles, et les Anglais n'avaient là

pour s'y opposer que cinq mille hommes, avec le corps portugais formé par les soins du général Beresford, qui fut élevé par la régence à la dignité de maréchal. Ce renfort, venu si à propos, lui donna les moyens de maintenir la tranquillité et d'en imposer aux agitateurs d'Oporto.

Les imaginations, effrayées des progrès que Soult avait faits au nord du royaume, purent aussi être calmées par l'arrivée de ce renfort; en effet, le maréchal duc de Dalmatie était, comme nous l'avons dit, entré à la Corogne dès le 19 janvier; peu après il avait pris le Ferrol, et venait de recevoir l'ordre d'envahir le Portugal en franchissant ses frontières du Nord, tandis que le général Victor avait ordre d'y pénétrer par celles du Midi; combinaison commandée par une volonté aveugle, mais positive, et qu'une aveugle obéissance cherchait à exécuter. Cependant, deux corps partis de deux points si éloignés l'un de l'autre, sans correspondance facile, peut-être même possible entre eux, qui ne pouvaient combiner leurs opérations et se réunir à jour fixe sous les murs de Lisbonne, ne devaient se flatter d'aucune chance de succès, à moins que leur marche n'eût pas éprouvé le plus léger obstacle ni la capitale opposé la moindre résistance.

Les Français comptaient donc sur l'absence

des troupes anglaises et sur la terreur dont les esprits étaient frappés, quand, le 22 avril, sir Arthur Wellesley arriva avec un renfort de dix mille hommes * et fut accueilli comme le sauveur de l'État; le rang de maréchal général lui fut déféré avec le titre de généralissime des troupes alliées. Il réunit ainsi une armée de vingt-six mille hommes dont quinze cents de cavalerie, et trente pièces de canon. C'est avec ces forces qu'il eut à résister à la double attaque des généraux Soult et Victor, disposant ensemble alors de cinquante-cinq mille hommes, et cent sept bouches à feu, c'est-à-dire, celui-ci de vingt-cinq mille hommes et quarante pièces de canon, et celui-là de trente mille hommes; l'ensemble de leurs forces s'éleva plus tard à cent mille.

Le premier de ces deux généraux semblait le plus menaçant, vu la position qu'il occupait, les places sur lesquelles il pouvait s'appuyer et les renforts qu'il lui était facile d'attirer à lui, mais surtout vu ses talens supérieurs et son indomptable audace. Il était d'autant plus nécessaire de marcher à sa rencontre que d'incontestables rapports prouvaient que son armée, jusque là vic-

* Les publications françaises disaient quarante mille, et Montalivet le répéta dans son exposé du 12 décembre.

torieuse, n'en était pas moins affaiblie dans son moral, tant par l'effet de la fatigue et du mécontentement des soldats que par la mésintelligence et l'indiscipline de leurs chefs, ainsi que par une conspiration républicaine ourdie dans le sein de cette armée et qui poussa les choses jusqu'à envoyer des émissaires secrets au général anglais. Au reste ces menées n'eurent aucune suite; mais nous devons, à leur sujet, faire remarquer ici que, soit dans le civil, soit dans le militaire, toutes les fois qu'un levain révolutionnaire fermenta, il eut pour principes et pour but un retour vers cette république qui, plus nominale que réelle, enfanta successivement le double despotisme de la hache ou du glaive, séparés l'un de l'autre par l'abjection directoriale. Cette réflexion est applicable à nombre de dissensions politiques sur lesquelles les royalistes français ne cessèrent jamais de s'abuser.

Sir Arthur était rassuré sur les dangers que courait la frontière méridionale par les obstacles que Victor rencontra en Espagne, après même la victoire de Medelin; il en eût été de même sur celle septentrionale, si la Romana eût mieux combiné ses opérations; mais il rompit du moins toute correspondance entre les deux armées d'invasion, tandis que les paysans, par

des observateurs intelligens, par des coureurs rapides et des feux allumés, indiquaient la position, la direction et les forces des troupes françaises.

Le plan de campagne des Français, vicieux dans son ensemble, l'était aussi dans ses détails, et Soult, reconnaissant l'impossibilité de passer le Minho à Tay, comme cela lui était prescrit, remonta jusqu'à Orensée et fut secondé dans ses premières opérations par les effets même de la haine qu'inspirait la domination française; car le peuple, toujours soupçonneux quand il est déchaîné et prompt dans les vengeances qu'il croit légitimes, prenant la prudence de son général Bernardin, frère d'Andrada, pour de la trahison, l'assassina au moment où il cherchait à retarder, sans se compromettre, la marche de son ennemi déjà maître de Chaves. Ce crime amena la dissolution de l'armée portugaise, et Soult, maître de Braga, s'avança sans obstacle sur la place de Porto qui, faiblement défendue, devint le théâtre d'un grand nombre de meurtres.

Là devait se terminer le cours des succès du duc de Dalmatie, dont on ne saurait trop louer la conduite à l'égard de son armée où il parvint à rétablir une exacte discipline, et des habitans qu'il ménagea autant que les circonstances purent le permettre; aussi le soupçonnait-on de

viser au trône de Portugal *. Ce qu'il y a de certain c'est que des intrigans, gens qui se rencontrent partout et principalement dans les temps de troubles, colportèrent une pétition ayant pour but de demander pour roi le maréchal Soult.

Mais les troupes françaises s'étaient portées sur Amarante, d'où les milices portugaises les repoussèrent, ce qui donna à sir Arthur Wellesley le temps d'organiser à Tomar son corps d'armée et de se porter avec vingt mille cinq cents hommes, par la route d'Oporto, sur le Vouga, dont les Français occupaient la rive droite, tandis que Beresford passait le Douro et atteignait Amarante.

Chaves avait déjà été repris derrière l'armée française; tout était soulevé autour de Porto, seul point qu'elle occupât; toute communication avec l'Espagne était coupée; les élèves de droit et de médecine et ceux de l'université de Coïmbre s'étaient armés, ainsi que tous les habitans des campagnes. Le duc de Dalmatie, pour ef-

* Napoléon, qui en fut convaincu, ne le pardonna jamais au maréchal Soult; il l'a peint à Sainte-Hélène comme un fort mauvais général, quoiqu'il n'eût cessé de l'employer avec succès.

(*Note de l'éditeur.*)

fectuer sa retraite sur Mirandella et traverser la province de Tras-os-Montès, attaque donc et enlève le 2 mai le pont d'Amarante, que le général Silveira défendait obstinément depuis deux mois; mais ayant tardé jusqu'au 10 à commencer sa retraite, il est surpris par sir Arthur dans la nuit du 11 au 12, et n'évite d'être pris qu'en s'échappant en toute hâte, abandonnant ses malades, toute son artillerie et ses équipages. Il se retire sur Braga, apprend que sir Arthur en approche, se dirige sur Salmonda en traversant les montagnes, et après les difficultés sans nombre offertes par la nature du pays, il arrive à Montalègre et de là à Orensée en Espagne, avec un petit nombre d'hommes exténués, ayant perdu armes et bagages, au point que l'infanterie ne conservait que ses baïonnettes et que la cavalerie ne ramenait que ses chevaux, pouvant répéter le noble propos de François 1er : *Tout est perdu, fors l'honneur.*

En effet, sans la prompte détermination du général français et la lenteur du maréchal Beresford, l'armée d'invasion eût probablement été contrainte à capituler; et si sa ruine ne fut pas achevée par le général anglais, c'est qu'il ne pouvait hasarder son faible corps contre l'immensité des forces françaises dont l'Espagne était

couverte; qu'il avait pour principal objet de défendre le Portugal, et qu'il devait marcher vers le Midi, où le général Victor n'aurait eu devant lui de troupes anglaises que le général Mackensie, incapable de lui résister s'il parvenait à entrer dans ce royaume.

L'en empêcher ou l'en repousser était l'unique but de sir Arthur; mais les Espagnols sollicitaient vivement son appui dans une opération militaire calculée sur une très grande échelle; ils avaient pour but de chasser le roi Joseph de Madrid. On savait, par une lettre interceptée du général Belliard à Sébastiani *, où il lui reprochait de n'avoir pas *exterminé la canaille*, que *l'opinion* de cette capitale ne *s'améliorait pas*, et on était sûr qu'un parti anti-français se lèverait à l'approche de *Venégas* d'une part, et des alliés de l'autre. Sir Arthur n'adoptait pas les plans gigantesques de la junte, et ne croyait pas très fermement aux fanfaronnades de ses généraux; il ne devait d'ailleurs se permettre de rien faire qui pût compromettre la sûreté du Portugal, d'autant que la réunion de Ney à Soult avait rendu celui-ci redoutable; que le général français, éminemment audacieux, pouvait se reporter sur

* Lettre du 10 avril 1809.

le *Minho* et menacer le nord d'un État que les Anglais voulaient principalement défendre. Leur général ne se prêtait donc qu'à regret à une invasion sur laquelle nous croyons devoir donner ici quelques détails, en raison des notions très fausses contenues dans les relations ou publications françaises.

Sir Arthur n'avait, le 25 juin, sous les armes, que vingt-deux mille trois cent soixante-trois hommes de toutes armes; il attendait des renforts, mais ils n'arrivaient point, tandis que les fatigues et la rareté des vivres, qu'on lui promettait et qu'on ne livrait pas, en dépit de ses demandes multipliées, accroissaient journellement dans son armée le nombre des malades; car les Anglais supportent tout, excepté la famine. Aussi, lors de son arrivée à Talavera, il ne put mettre en ligne que dix-neuf mille huit cent quarante-six hommes; car il jugea que les trente-cinq mille Espagnols et leur général seraient plutôt pour lui un embarras qu'un appui. C'est ce qui lui faisait mander à M. Freire, ministre anglais près de la junte * : « *Je déplore les circonstances qui me forcent à me retirer de l'Espagne. Le peuple anglais ne supportera pas l'idée de nous y voir rentrer lorsqu'il sera instruit du traitement que nous y avons reçu.* »

* Le 24 juillet.

Avant l'arrivée de sir Arthur en présence de l'armée française, le maréchal Victor n'avait plus que vingt-sept mille hommes à opposer à l'armée de Cuesta; mais Joseph l'ayant rejoint avec sa garde, et Jourdan avec les troupes qu'il commandait, ces forces, réunies sous les ordres du roi, montaient à cinquante mille hommes et quatre-vingt-dix bouches à feu. Jourdan, général toujours médiocre, mais devenu plus prudent en prenant des années, voulait que l'on se bornât à tenir les alliés en échec et que l'on attendît ainsi la coopération du maréchal Soult, qui devait se mettre en mouvement avec une armée de force égale à celle du roi Joseph, pour couper toute retraite aux Anglais.

Sir Arthur s'était porté à Talavera, que Victor avait été contraint de quitter, et s'était réuni aux Espagnols, dont l'avant-garde, renforcée d'une division anglaise, observait l'armée française. Celle-ci culbuta, le 25 juillet, à Alcabar, cette avant-garde, commandée par le général espagnol Zayaz, et Cuesta, effrayé de cet échec, se retira, ou plutôt s'enfuit en désordre vers Talavera où il prit poste à la droite de l'armée anglaise, qui occupait un tertre élevé, clef de la position des alliés.

Malgré l'ardeur du général Soult qui, après

avoir reposé, réorganisé et renforcé considérablement son armée, s'était avancé jusqu'à Zamora, où, le 27 juillet seulement, il reçut l'ordre de se porter sur Placentia; malgré le zèle du chef et des troupes, ce général trouva sa marche entravée par la tracassière indiscipline du maréchal Ney, car il n'y avait déjà plus de subordination dans les armées impériales dès que Napoléon ne les commandait pas en personne; mais on pouvait et devait l'attendre; ainsi le pensait Jourdan. On écouta préférablement l'impétuosité du maréchal Victor; il crut, avec raison, que si les Anglais pouvaient être dépostés, la victoire devenait certaine et que le Portugal serait nécessairement conquis. Il engagea l'affaire dès le 27 au soir et n'obtint aucun succès; il renouvela la lutte le lendemain avec la vigueur accoutumée du soldat français, et fut encore reçu avec cette intrépidité calme qui caractérise le soldat anglais.

Nous ne détaillerons pas cette sanglante bataille du 28, qui dura depuis le point du jour jusqu'à midi, et recommença avec une vigueur nouvelle de deux heures jusqu'à la nuit. Les Français y perdirent dix mille hommes, les Anglais plus de cinq mille, et les maréchaux profitèrent des ténèbres pour se retirer; aussi le

lendemain 29 leurs dernières arrière-gardes avaient-elles entièrement disparu. Les trophées de cette sanglante journée furent quinze pièces de canon, deux obusiers, cinq drapeaux; la perte en tués, blessés et égarés fut de cinq mille trois cent soixante-sept hommes de tous grades, selon les rapports officiels qu'en Angleterre on n'ose pas altérer *. Les Français n'en proclamèrent pas moins cette affaire comme une brillante victoire. Il est curieux de lire à cet égard, dans un ordre du jour du roi Joseph, sous la date du 9 août : « Le 28, attaqués dans une position jugée « inexpugnable, quatre-vingt mille hommes « n'ont pu lutter contre quarante-cinq mille « Français; les Anglais ont fui en désordre de « toutes parts »; de lire encore dans le rapport du maréchal Jourdan, du 30 juillet : « Après le « combat le plus opiniâtre l'armée ennemie a été « obligée d'abandonner le plateau de Talavera; « l'armée impériale a couché sur le champ de « bataille. » Cet absurde mensonge fut répété par tous les journaux espagnols et français **.

* Voyez la pièce justificative P.

** Naylies dit (*Mémoires sur la guerre d'Espagne*, p. 163) : « Notre perte fut plus considérable que celle des Anglais, et l'armée française repassa l'Alberche. » Azanza, mi-

Ce fut ce même jour 29 juillet qu'on apprit au quartier-général anglais, quoique d'une manière assez vague encore, la nouvelle, bientôt officiellement confirmée, de l'armistice de Znaïm. Les agens autrichiens l'avaient d'abord nié, puis ils cherchèrent à faire considérer cet armistice sous un point de vue favorable aux intérêts de l'Angleterre et de l'Espagne. « Un tel acte, di-« saient-ils, dont nous ignorons entièrement les « motifs, est si peu l'annonce d'un traité de paix, « que de part et d'autre l'on continue de se « préparer à la guerre. Il retient loin de la Pé-« ninsule une grande masse de troupes françaises « que la paix y ramènerait; il empêche même « de porter en Espagne des renforts dont l'armée « d'Allemagne a besoin. » Mais de tels propos ne pouvaient en imposer à sir Arthur, déjà dégoûté, avant la bataille de Talavera même, de l'expédition qu'il avait entreprise, et bien plus après

nistre du roi Joseph, en parlant de cette bataille dans ses Mémoires, pages 167 et 168, s'exprime ainsi : « El « resultado de esta batalla tan renida como indecisa no « produxo, à los exercitos combinados las ventajas que « debian ser consignentes, a causa del movimiento « de las troupas francesas que baxaron à Plasencia, y « amenazaron Cortarles su comunicacion con Por-« tugal. »

cette journée; car, en en rendant compte, il écrivait au marquis de Wellesley *, du lieu même où cinq jours auparavant il avait triomphé des forces françaises : « Dans la bataille de Talavera où, à très peu d'exception près, l'armée « espagnole ne fut pas engagée du tout, des « corps entiers jetèrent leurs armes et se sauvèrent en ma présence, quoiqu'ils ne fussent ni « attaqués ni menacés de l'être, mais seulement, « à ce que je crois, effrayés de leur propre feu. « Ces lâches, dans leur fuite, ont pillé les bagages de l'armée anglaise, qui se battait pour « leur cause. »

Toute la correspondance de ce général roule sur des plaintes injurieuses au gouvernement espagnol. Le peuple de la Péninsule se plaignait de son côté des pillages commis par les Anglais, chose assez habituelle dans leurs armées, mais que l'absence de tout secours pouvait alors expliquer. La haine n'en croissait qu'avec plus d'intensité entre deux alliés plus que jamais intéressés à s'unir, et elle sembla prendre un nouvel essor quand la retraite de l'armée anglaise fut irrévocablement décidée.

Cette retraite était cependant devenue indis-

* Lettre du 2 août.

pensable, car l'armée anglaise, qui n'avait reçu que le lendemain de la bataille le secours de huit mille hommes qu'elle attendait, manquait de tout par la malveillance de ses alliés. Elle comptait un grand nombre de tués, de blessés et de malades. Elle devait avant tout couvrir le Portugal, menacé par le maréchal Soult ; toute marche en avant devenait donc doublement ruineuse ; mais surtout avec ces Espagnols qui se battaient si mal. L'inepte Cuesta demandait cependant à sir Arthur (qui, pour prix de la victoire, allait obtenir de son gouvernement le titre de lord vicomte de Wellington, et de la junte la dignité de capitaine général, équivalente à celle de feld-maréchal), de lui confier la moitié de son armée, combinée avec moitié de celle des Espagnols, pour la diriger lui-même contre le roi Joseph en retraite, et de marcher contre Soult avec le reste de ces deux armées réunies. Sir Arthur se garda bien d'y consentir, et, ayant reçu du général espagnol la promesse de couvrir et défendre ses hôpitaux, il partit de Talavera le 3 août, quoique les Espagnols ne lui eussent fourni ni vivres ni transports, ce qui lui rendait plus que jamais nécessaire d'aller occuper la ligne du Tage et de se concentrer sur la frontière portugaise. La junte taxa cette retraite de trahison, en faisant courir

le bruit que cette conduite, selon elle si coupable, avait eu pour cause son refus de livrer à l'Angleterre la place de Cadix et l'île de Cuba.

Ainsi se termina la seconde des deux expéditions tentées en Espagne par les Anglais qui, à cette époque, n'aspiraient plus qu'à abandonner la Péninsule pour rentrer dans leurs foyers. Ce désir ne fut pas même étranger aux paisibles habitans de l'Angleterre; mais le gouvernement britannique, moins enthousiaste d'abord que le public, plus sage ensuite que lui, n'en continua pas moins à soutenir une cause intimement liée à la sienne, en dépit des correspondances du marquis de Wellesley, qui choquait l'irascible vanité des Espagnols en leur disant qu'ils ne pouvaient ni ne pourraient rien sans le secours des Anglais, oubliant ce que leur armée avait dû et devrait encore à une population dont le dévouement, sans calcul personnel, les instruisait des mouvemens de leurs ennemis qu'elle fatiguait et surveillait de toutes parts.

Quant à la conduite diplomatique du marquis de Wellesley, elle lui donna près de la junte, qui redoutait sa popularité, beaucoup moins de crédit que n'en avait obtenu Freire. Cependant, si les Anglais avaient échoué dans leur coûteuse expédition de l'Escaut; s'ils s'étaient vus forcés

d'évacuer Flessingue, en faisant sauter ses fortifications*, et en ne ramenant que la moitié à peine de l'armée employée à une opération si mal dirigée ; s'ils n'avaient envoyé dans la Péninsule que des forces trop peu considérables, ce qui faisait croire qu'ils avaient bien plus en vue la continuation de la guerre dans ces contrées que leur affranchissement, leurs succès maritimes avaient été aussi brillans qu'utiles ; car à la conquête des colonies françaises, dont nous avons déjà parlé, il faut ajouter que l'amiral Collingwood s'était emparé, les 1er et 2 octobre, de l'île de Zante et de celles adjacentes, ce qui plaçait nécessairement sous leur protection la république des Sept-Iles ; que son escadre atteignit, le 25, à l'embouchure du Rhône, trois vaisseaux de ligne qui furent détruits, et qu'il poursuivit le 30, dans la baie de Rose, un convoi portant des munitions à l'armée française d'Espagne.

Mais les Espagnols, abandonnés par leur allié, éprouvaient journellement de nouveaux désastres ; Soult après sa jonction, le 7 août, avec le duc de Bellune, battit de nouveau Cuesta le 8 ; Vénégas éprouva le même sort le 15, et le duc de Dalmatie ayant été nommé major-général de l'ar-

* Le 23 septembre.

mée, imprima, avec plus d'ensemble, une nouvelle activité à ses opérations. Vénégas fut remplacé par don Juan-Carlos Areizaga. Celui-ci était parvenu à rassembler une armée de cinquante mille hommes ; mais au lieu de se borner à défendre les défilés de la Sierra-Morena, ce qui eût couvert l'Andalousie et assuré le salut de la junte centrale, il osa marcher sur Madrid, fut attaqué le 19 novembre à Ocana, où ses troupes, postées sans intelligence ou plutôt posées là en désordre, se dispersèrent après une heure et demie de combat, laissant sur le champ de bataille cinquante des cinquante-trois pièces de canon qu'elles y avaient amenées, et elles ne durent leur salut qu'au pillage de leurs équipages, pillage qui empêcha les soldats français de poursuivre les fuyards. Sir Arthur avait désapprouvé le projet de cette expédition et annoncé d'avance la défaite du général espagnol; il ne reçut communication de l'ordre donné de combattre que le 18, veille du jour de la bataille d'Ocana*; aussi était-il demeuré sur les bords de la Guadiana pour couvrir le Portugal, protéger l'Estramadure et défendre l'Andalousie, si on lui livrait Ca-

* Lettre de lord Wellington à lord Liverpool, du 30 novembre 1809.

dix comme base d'opérations. C'était tout ce qu'il pouvait opérer avec une armée de vingt mille hommes, ce qui l'avait fait demeurer spectateur des funestes opérations d'Areizaga et de son échec.

Cet échec fut cependant bien loin de produire les effets qu'on en eût pu craindre, car les Espagnols commencèrent dès lors à abandonner en partie le système des grandes armées et des batailles, pour ne plus fonder l'espoir de leur indépendance que sur celui d'une guerre active de partisans. Ces intrépides partisans redoublèrent d'efforts pour ruiner les Français, vainqueurs de leurs grandes et impuissantes armées.

A la tête de ces corps agiles, intrépides, infatigables, l'on vit s'illustrer les deux Mina, Porlier, Longa, Julian-Sanchez, Rovera, Perena, Paladea, Sapia, Abril, le curé Merino, et Juan Martin, sous le nom de l'Empecinado (l'implacable); car chacun adoptait un nom caractéristique ou celui de sa profession, tel que *el cosinero, el medico, el pastor, el capucino.* Ce fut par ce dernier que fut fait prisonnier le brave Franceschi qui, dans son désespoir, s'écriait: *Quelle honte pour un général de hussards d'avoir été pris par un capucin!* Au reste, si la plupart de ces

chefs de bande furent d'une impitoyable barbarie, principalement *Mina* et *Juan Martin*, qui régnèrent despotiquement en Navarre, et qui se montrèrent ennemis aussi acharnés des nobles Espagnols, dans les rangs desquels ils n'étaient pas nés, qu'ils le furent des Français, Julian pourtant, ainsi que quelques autres, manifestèrent souvent de la générosité, et les noms de tous jaillirent de l'obscurité à la lueur des patriotiques incendies qu'ils allumèrent.

Cependant la retraite des Anglais avait ébranlé la fidélité de quelques hommes, partisans d'abord du roi Ferdinand VII et de la junte; la défaite d'Ocana en détacha un plus grand nombre de cette cause, et les deux Castilles, ainsi que la Manche parurent entièrement soumises. Beaucoup de nobles prêtèrent alors serment à Joseph, masquant leur infidélité du désir de voir cesser des dévastations nuisibles au sort de l'État. Les moines étaient dans une autre catégorie, car ils avaient tout à perdre au nouveau régime. Ce serait néanmoins connaître bien peu le cœur humain que de les considérer comme voilant uniquement un intérêt sordide du masque de la religion. L'ordre monastique en Espagne était, par son importance et ses lumières, l'élite de la population; ses vertus le faisaient

révérer du peuple, et s'il tenait à des richesses que le pauvre partageait, à des richesses qui accroissaient son lustre et sa puissance, n'oublions pas que le principe fondamental de nos affections disparaît souvent sous l'heureux élan qu'il produit; que l'habitude de cet élan généreux en fait un sentiment dominateur, et que la pensée du bien qu'on peut faire s'unit alors à la conservation des intérêts qui le rendent possible. Défendre de tels intérêts semblait donc pour les moines un devoir religieux, et ils étaient alors intimement liés au maintien de la nationalité espagnole, qui, pour un peuple fier, humilié par la conquête, devenait aussi une véritable religion. Trop éclairés pour ne pas apercevoir le piége qu'on leur tendait, les moines résistèrent donc à toutes les séductions employées pour les soumettre. Les momeries religieuses du roi Joseph ne leur parurent que de l'hypocrisie, tandis que sa bienfaisance, quoique réelle, n'était prise par le vulgaire que pour de la faiblesse. Ses généraux échouèrent aussi dans leurs tentatives à l'égard de certains chefs militaires, qui répondirent à leurs brillantes promesses, présentées sous couleur de l'intérêt de l'État, en les invitant eux-mêmes à changer de drapeaux ou à éloigner les leurs d'un sol qu'ils outrageaient.

Quant aux soldats prisonniers, ils paraissaient se soumettre, étaient rééquipés, réarmés, puis désertaient, ce qui fit donner à Joseph le titre de *pourvoyeur de ses ennemis.*

La junte, de son côté, cherchait à raviver l'esprit public par des proclamations, et celle qu'elle publia * au moment où elle venait d'apprendre et la défaite d'Ocana et la paix de l'Autriche, est trop remarquable et trop peu connue pour que nous n'en citions pas ici quelques fragmens: « Nos ennemis annoncent la paix de l'Allemagne, « ils nous menacent déjà de puissans renforts, « ils nous engagent à implorer la clémence du « vainqueur; outrage sans exemple que la pos- « térité refusera de croire! Ces barbares ne « rougissent pas de nous imputer les maux que « leur injuste agression a fait fondre sur nous! « ils nous rendent responsables de ceux que pro- « longera notre résistance! Depuis quand le « bourreau a-t-il le droit d'accuser sa victime? « Ont-ils oublié qui donna le signal des combats? « Croient-ils que des cœurs espagnols seront « infidèles à leurs devoirs parce qu'il leur man- « que des appuis? Si la fortune nous frappe, « redoublons d'efforts; plus les périls seront

* Le 21 novembre 1809.

« grands, plus grande sera la gloire ! Esclaves « du tyran, abjurez des sophismes qui ne sau- « raient nous séduire. Dites franchement que, « vous croyant les plus forts, vous voulez être les « plus injustes des hommes. Nous ne prendrons « ni l'oubli des devoirs pour sagesse, ni la lâche- « té pour prudence. Placés par vous entre l'igno- « minie et la mort, nous succomberons plutôt « que de nous soumettre. Pillages, meurtres, « dévastations, n'épargnez aucun crime ! Fati- « gués d'horreurs, quels fruits en retirez-vous ? « Les pages de notre histoire sont pures, nous ne « les souillerons point. L'esclave couronné qu'on « nous impose n'est pas digne de commander à « des hommes dont il n'obtiendra jamais que « haine et mépris. Braves Espagnols, voyez vos « maisons démolies, vos temples abattus, vos « campagnes désolées, vos familles errantes et « dissipées dans les montagnes ou précipitées « dans le tombeau. Pourriez-vous livrer la reli- « gion au sacrilége, la patrie à l'abjection, votre « roi..... ? A ce nom sacré rappelez-vous la trame « d'une perfidie sans exemple ! Ce roi gémit dans « les fers ; il vous implore, il compte sur vous. « Tout peuple qui veut fermement son indépen- « dance finit par la conquérir ; la victoire, trop « souvent un présent du sort, devient tôt ou tard

« le prix d'une inébranlable constance. La junte « ne vous cache pas vos dangers, mais elle vous « en dit le remède ; il est dans le concours de « tous, dans le sacrifice de tout intérêt privé. « Si les princes du Nord, oubliant et leurs droits « et leurs devoirs, se courbent en esclaves pour « retarder d'un moment leur inévitable destruc- « tion, que nous importe, si nous sommes déter- « minés à vaincre ou à périr ! Quand on nous « présenta un joug odieux, les consultâmes-nous « pour y résister ? Que l'intrigue agissant sur des « gouvernemens faibles, sur des cabinets cor- « rompus, fabrique des traités illusoires pour « qui les impose, honteux pour qui les subit ; « que les grands potentats sacrifient leurs peu- « ples, délaissent leurs alliés ; nous resterons « seuls debout au milieu des ruines européennes, « vengeurs, jusqu'au triomphe ou à la mort, de « l'indépendance et de la justice. » Une procla- mation plus remarquable encore est celle du 20 décembre ; car la junte y avoue franchement deux nouvelles défaites et n'en paraît pas moins compter sur la constance du peuple, à qui elle ne veut cacher en rien les dangers de la patrie. Malheureusement tout cela n'était que de vaines déclamations émanées d'une autorité déjà flétrie

dans l'opinion des peuples, comme nous aurons plus tard à en exposer la cause et les effets.

Privée de l'alliance de l'Autriche, qui lui avait promis cent mille fusils, et dont le ministre Genotte s'était déjà retiré à Gibraltar, l'Espagne perdait, par son départ, tout moyen d'entamer, sous les auspices du cabinet de Vienne, une négociation dans laquelle elle eût espéré s'assurer l'appui de l'empereur Alexandre, en lui proposant l'abandon des Florides et un établissement dans la Méditerranée. Cette question avait été agitée dans le conseil de la junte, mais non sans crainte de déplaire au gouvernement britannique, dont l'appui était plus utile à la Péninsule que celui de tous les autres cabinets européens. Don Francisco de Saavedra tenait fortement à cette idée et à celle de donner plus d'unité au gouvernement en y rappelant le duc d'Orléans. C'était le fruit de l'habile négociation du chevalier de Broval, retourné à Palerme pour en instruire son maître, tandis qu'un autre agent partait chargé de pouvoirs pour traiter avec la cour de Saint-Pétersbourg, conjointement avec le consul général espagnol don Antonio Colombi. Mais le départ de la légation autrichienne et le retour prochain du ministre espagnol Bardaxi d'Azzara nous ramènent naturel-

lement aux affaires d'Allemagne, que nous avions abandonnées après l'armistice de Znaïm.

MM. de Metternich et de Champagny, plénipotentiaires nommés par l'empereur François II et par Napoléon, étaient depuis le 17 août réunis à Altembourg, petite ville de Hongrie, distante de Vienne d'environ vingt-cinq lieues; mais les négociations n'avançaient point. Les lenteurs apportées à la conclusion de la paix provenaient des espérances conçues par le cabinet de Vienne que des événemens militaires, attendus avec impatience, pourraient lui fournir les moyens de traiter à des conditions avantageuses; il jetait à cet égard des regards inquiets sur la formidable expédition que les Anglais avaient dirigée vers les bouches de l'Escaut*, et sur les affaires d'Espagne, où sir Arthur Wellesley dit à un agent autrichien, après la bataille de Talavera, en parodiant un mot connu du grand Frédéric à un commissaire français, à l'issue de l'une de ses victoires: *Voilà une lettre de change que j'ai tirée sur la cour de Vienne.* Mais dans la guerre de 1740, la France acquitta la sienne à Fontenoy, et l'Autriche allait en laisser protester une à Schœnbrunn. Elle hésitait cependant

* Voyez la pièce justificative Q.

encore à se soumettre aux exigences de son ennemi, et était parfaitement secondée dans ses intentions dilatoires par l'habileté de celui qui négociait en son nom.

Quant à Napoléon, il recevait, tant de Paris que de la Péninsule, des rapports qui le troublaient. En France, c'étaient des intrigues plus ou moins sourdes, dont le but évident était d'altérer les sources de sa puissance. Il en soupçonnait les auteurs; il les savait assez adroits pour ne point se compromettre, et ne paraître que plus tard, afin de profiter du succès des trames qu'ils auraient secrètement ourdies; car diverses conjurations lui avaient fait connaître la tendance de certains esprits et la constante prudence des républicains calculateurs, plus dangereux cent fois que les révolutionnaires exaltés. Ce qui l'occupait encore, et non sans inquiétude, c'étaient les désordres dont les armées d'Espagne offraient le funeste exemple, c'était la discorde entre les généraux, déjà dégoûtés de la guerre, et leur insubordination là où il ne se trouvait point, tandis que le choix fait par Fouché du maréchal Bernadotte, son ennemi personnel, et qu'il avait cru devoir renvoyer de l'armée, lui donnait quelques soucis. Il se repentait de n'avoir point conduit à sa suite en Autriche Mortier, Soult, Ney,

et il dévoilait ses craintes en disant : *Il faudra se hâter de faire la paix à tout prix pour que mes ennemis ne profitent pas de ces mésintelligences.*

Enfin les troubles du Tyrol n'étaient pas entièrement apaisés. Les habitans de ces agrestes contrées s'étaient plaint, quoique avec respect, de la convention de Znaïm qui les livrait à leurs ennemis, et continuaient à se défendre sous la direction d'André Hoffer, simple aubergiste dans la vallée de Passeira. Cet homme, d'une vertu solide, pure et modeste, d'un caractère élevé, d'un esprit ferme, sans cupidité, sans ambition, sans vanité, était dévoué à son souverain comme à sa religion. Adoré de sa famille, respecté de tous les paysans tyroliens, il était devenu l'ame et l'arbitre de son pays. En vain cherchait-on à le flétrir par des pamphlets où on le représentait comme fanatique et nul ; ce n'en était pas moins une puissance. Napoléon ne pouvait ni déshonorer, ni séduire, ni intimider un tel homme. Certain donc de l'indestructible crédit dont il jouissait parmi les siens et de la difficulté de le soumettre, il fit offrir, tant à lui qu'à ses compatriotes, soit de rentrer sous les lois du roi de Bavière, soit d'être réunis au royaume d'Italie, leur promettant en outre d'augmenter leurs priviléges et de leur donner une organisation conforme à leurs

vœux, et les menaçant, en cas de refus, d'une guerre d'extermination. Cependant ils demeuraient encore fidèles au souverain qui allait les abandonner. Cet état de choses engageait néanmoins l'Autriche à chercher tous les moyens de gagner du temps, et Napoléon sentait chaque jour qu'il n'en avait point à perdre. En vain une correspondance s'était-elle établie entre les deux empereurs; Metternich, plus fin, plus adroit que Champagny, ne tarissait point en discussions oiseuses et en réponses évasives, qui, de protocoles en protocoles, consumaient les heures et les jours. Ces lenteurs causaient de vives inquiétudes à Napoléon qui, non content de régner arbitrairement dans une grande partie des Etats héréditaires, d'y faire subsister ses armées, d'y lever des tributs accablans, sentait que de Schœnbrunn il ne pouvait gouverner à la fois l'Allemagne, la France et l'Espagne. Il savait d'ailleurs, en dépit des officieux mensonges de ses courtisans, combien il était haï du peuple de Vienne.

En vain Napoléon avait-il cherché à entraîner dans la révolte les fidèles sujets du monarque autrichien en leur disant qu'ils avaient le droit de retirer leur confiance au souverain qui avait attiré sur eux tant de désastres; en vain fut-il un moment leurré par des intrigans qui lui firent con-

cevoir l'espérance de rencontrer dans la famille impériale des princes capables de se prêter, par ambition, à l'infâme spoliation des domaines de leur légitime souverain * ; il crut enfin, vers la mi-septembre, ne pouvoir se tirer des embarras où il se trouvait qu'en se préparant à recommencer la guerre. Le cabinet de Vienne le vit et s'en effraya ; car la situation militaire des armées françaises coupait entre elles les provinces occupées par les armées autrichiennes. On redoutait donc avec raison cette détermination de Napoléon ; mais ce prince en fut détourné par suite de l'entrevue qu'eut avec lui, le 22 septembre, le comte de Bubna, aide-de-camp de François II, qui lui protesta, au nom de son maître, que l'intention du gouvernement autrichien était de conclure et de signer promptement la paix. Pour garant de cette

* On a fait dire à Napoléon, dans les compilations de Sainte-Hélène, que deux princes autrichiens, frères de l'empereur, lui firent alors offrir de concourir à ses projets de démembrement de la monarchie autrichienne, s'il consentait à donner à chacun d'eux une couronne. Quoique cette assertion n'ait pas été démentie, nous sommes convaincus qu'elle n'est point fondée, ou que des propositions faites par les intrigans sans mission et sans aveu, dont il est ici question, ont seules pu y donner lieu.

(*Note de l'éditeur.*)

promesse il demanda que le comte de Metternich fût remplacé par le prince de Lichtenstein, et que le comte de Bubna lui fût adjoint. Champagny quitta donc Altembourg, et le 30, Napoléon eut une entrevue avec les nouveaux négociateurs, qui terminèrent rapidement une besogne si lentement élaborée d'abord.

L'empereur François II, toujours avare du sang de ses sujets, consentait à céder des provinces plutôt que de compromettre encore la vie des hommes; mais les plénipotentiaires reculaient devant la demande d'une contribution de cent millions, équivalente au subside de quatre millions sterling que l'Autriche avait reçus de l'Angleterre. L'empereur des Français était impatient de terminer les négociations. On lui prête, à cette occasion, le propos suivant, adressé à son ministre Champagny, dont il connaissait l'intégrité : « Vous avez stipulé cent millions d'indemnité « pour la France; toute cette somme entrera au « trésor, je le sais; du temps de Talleyrand nous « n'en aurions peut-être pas eu soixante, car il « y en aurait eu dix pour lui; mais il y a quinze « jours que tout serait fini. » Napoléon cependant persistait à exiger les cent millions et ne voulait en rien rabattre. De leur côté les plénipotentiaires n'offraient que cinquante millions, et cette

obstination réciproque semblait un obstacle invincible de part et d'autre; mais un événement inattendu vint opérer un rapprochement subit entre les parties contendantes. Le 15 octobre, un jeune fanatique, âgé de 18 à 20 ans, tenta plusieurs fois d'approcher de Napoléon, qui passait une revue à Schœnbrunn. Il fut repoussé d'abord, puis arrêté, fouillé; on le trouva muni d'un poignard; on lui demanda ce qu'il en voulait faire : « *Assassiner Napoléon*, » répondit-il avec un calme sans jactance, et il déclara que beaucoup d'autres étaient résolus à braver la mort pour se défaire de celui qu'ils regardaient comme le fléau de leur patrie. L'empereur des Français connaissait les sentimens du peuple germanique à son égard, et particulièrement ceux qui animaient les habitans de Vienne. Il savait, par le prince de Lichtenstein, que la proposition de lui ôter la vie avait fréquemment été faite au cabinet autrichien, qui l'avait rejetée avec horreur. Sans craindre la mort, il redoutait par intérêt, par ambition, par honneur peut-être, de tomber sous les coups d'un poignard vengeur. Ces considérations lui firent désirer de quitter promptement l'Autriche, et il chargea son ministre de hâter la conclusion de la paix. « *Partez à l'instant*, lui dit-il, « *rassemblez les négociateurs ; ils offrent cinquante*

« *millions, terminez pour soixante-quinze.* » Champagny en obtint quatre-vingt-cinq; car les plénipotentiaires devinrent faciles, dans la crainte, partagée par leur souverain, de paraître, par plus de lenteur, protéger un attentat qui les indignait. Tout fut donc terminé le 14 octobre. Napoléon ratifia le traité dès le lendemain, et le 17 il s'élança vers la France avec tant de rapidité qu'il se trouvait déjà à Fontainebleau quand on le croyait encore à Vienne.

Par le traité de Schœnbrunn, l'Autriche reconnaissait implicitement (art. II) tous les rois de la famille de Napoléon et explicitement (art. XV) tous les *changemens survenus ou qui pourraient survenir en Espagne, en Portugal et en Italie,* ainsi que le *système prohibitif* (art. XVI) à l'égard de l'Angleterre. François II cédait (art. III) aux princes de la confédération du Rhin Salzbourg, Berchtolsgaden, et partie de la Haute-Autriche; au royaume d'Italie le comté de Gorice, Montefalcone, Trieste, la Carniole, le cercle de Willach en Carinthie, six districts de la Croatie militaire et partie de la Croatie provinciale, Fiume et le littoral hongrois, l'Istrie autrichienne, Cartua et les îles en dépendant, le Thalweg de la Save et la seigneurie de Radzuns dans les Grisons; au roi de Saxe quelques enclaves de

la Bohême; au duché de Varsovie toute la Gallicie occidentale, un arrondissement autour de Cracovie et le cercle de Zamosc, ainsi que la propriété, devenue commune aux deux Etats, des salines de Wieliecza; à l'empereur de Russie un territoire peuplé de quatre cent mille ames, dans la Gallicie orientale. En outre, l'empereur d'Autriche renonçait, pour l'archiduc Antoine (art. IV), à la grande-maîtrise de l'ordre teutonique.

Pour prix de tant de pénibles sacrifices, Sa Majesté l'empereur des Français (art. X) s'engageait à faire accorder *un pardon plein et entier aux habitans du Tyrol*, qui ne pourraient *être recherchés ni dans leurs personnes, ni dans leurs biens.*

Les termes de l'évacuation, stipulés par l'article XII, furent définitivement réglés par une convention en dix-neuf articles, signée à Vienne le 26 octobre.

Après la signature et la ratification du traité et avant le départ de Napoléon, les magistrats de Vienne vinrent le supplier d'épargner les remparts de la ville; mais il rejeta leur prière et les fit en partie sauter. Tel fut l'adieu puéril et insultant qu'ils eurent de lui.

Cette paix, ruineuse pour l'Autriche, accor-

dait aux princes de la confédération du Rhin des accroissemens proportionnés tant aux dangers qu'ils avaient couru qu'aux pertes qu'ils avaient faites; la Saxe, la Pologne, la Russie, le royaume d'Italie s'y enrichirent; mais les provinces illyriennes, auxquelles la Dalmatie fut réunie, n'eurent point de destination connue, soit qu'il n'y en eût encore aucune d'arrêtée, soit qu'elles eussent été réservées comme leurre à présenter à l'Autriche ou comme dédommagement à offrir dans l'organisation générale, future et projetée, du corps politique de l'Europe.

Quant à cette paix, considérée dans ses articles patens, elle doit être examinée sous le triple aspect du dépouillement, de la ruine et de l'isolement de l'Autriche. 1° Le traité de Presbourg avait réduit la population des États autrichiens de vingt-quatre millions neuf cent mille ames à vingt-deux millions cent quatre-vingt-quinze mille trois cent quatre-vingts, et elle était depuis lors remontée à vingt-deux millions six cent mille. Le traité de Schœnbrunn la faisait retomber à moins de dix-neuf millions; car le cabinet de Vienne cédait en population à la Pologne un million cinq cent mille ames, à la Russie quatre cent mille, à la Confédération du Rhin quatre cent trente mille, à la France et à l'Italie

un million quatre cent mille, en tout trois millions sept cent trente mille, ce qui réduisait la population de la monarchie à dix-huit millions quatre cent soixante-cinq mille trois cent quatre-vingts sujets; 2° sous le rapport de sa ruine elle avait perdu les impôts et domaines des territoires cédés, les salines de Wieliecza, les mines d'argent, de plomb et de fer de Kourkie et d'Olkurz en Pologne, les carrières de marbre, les mines de plomb et de cuivre de la Carinthie; 3° son isolement était l'effet de sa rupture avec ses alliés les plus fidèles; et, dans cet état de choses, sa frontière, ouverte au midi et sans consistance au nord, la laissait entourée d'ennemis, privée de tout contact avec la mer, et exclue par conséquent de tout commerce. Voilà cette paix, plus désastreuse, moins durable aussi que celle de Presbourg, dont Napoléon parle en ces termes dans sa lettre à l'empereur de Russie, le 10 octobre, époque où, sans être signées, toutes les stipulations en étaient déjà convenues : « J'ai « donné à l'Autriche la paix la plus avantageuse « qu'elle pût espérer; elle ne perd que Salzbourg « et une bagatelle du côté de l'Inn; elle ne cède « que ce qui est indispensable à ma communica- « tion avec la Dalmatie. J'ai usé envers elle d'une « modération à laquelle elle n'avait aucun droit

« de s'attendre ; je me flatte que j'ai fait en cela « une chose agréable à Votre Majesté. »

Dans toute l'Europe cette paix était considérée sous un point de vue bien différent, et cependant on ne la connaissait pas encore tout entière; car, outre les articles publics, il en avait été signé de secrets. L'un d'eux portait que l'armée autrichienne devait éprouver une forte réduction; par l'article 5 l'Autriche devait payer cinquante-cinq millions avant l'évacuation de Vienne; et cette paix, tout en humiliant un gouvernement qu'elle ruinait, ne fermait cependant pas encore la porte à de tracassières exigences.

Le cabinet autrichien subit alors dans son personnel des changemens assez importans. Stadion fut remplacé par Metternich, qui avait été étranger à la conclusion du traité et s'était montré l'ennemi de la paix avant la rupture et pendant les négociations. Les ressentimens profonds de la haute aristocratie se tinrent renfermés, mais non pas éteints dans le fond des cœurs ; ils y fermentèrent et tout présageait qu'ils feraient plus tard explosion. La levée de boucliers de l'Autriche n'avait en effet été que l'essai manqué d'une réunion générale contre le dominateur de l'Europe; la conduite de la Russie, les menées sourdes de la Prusse, la haine des populations

germaniques en avertissaient Napoléon, qui cependant, et c'était là un des articles les plus secrets du traité, s'était assuré un précieux otage en exigeant la main de l'archiduchesse Marie-Louise, objet qui flattait également et ses intérêts et son orgueil. Il allait donc préparer les voies à cette union, que quelques cabinets prévirent, que d'autres ignorèrent, dont les hommes politiques de Vienne et de Berlin ne doutèrent pas, quoique l'empereur François II semblât vouloir la cacher; aussi ne fit-il l'aveu de cette condition secrète et impérative que bien plus tard et lors de sa rupture avec la France, en disant, dans son manifeste du 12 août 1813 : « Dans les conjonctures « critiques où l'État se trouvait, *la paix ne pou-* « *vait être obtenue* que par une résolution extra- « ordinaire; l'empereur le sentit; il prit cette « résolution. Sa Majesté donna pour la monar- « chie, pour l'intérêt le plus sacré de l'humanité, « pour écarter des maux incalculables, enfin « *pour gage* d'un meilleur ordre de choses, *Sa* « *Majesté livra* (*Ingeben*) *ce qui était le plus cher* « *à son cœur.* Ce fut dans ces sentimens élevés « au-dessus des *considérations ordinaires*, ce fut « en s'armant contre les fausses interprétations « du moment, que l'on *serra un nœud* qui, après « les désastres d'une lutte inégale, devait porter

« la partie forte à la justice*. » Par ce document officiel et irrécusable sont dévoilées les charlataneries qui précédèrent la demande en forme de la main de l'archiduchesse ; mais il fallait commencer par la rupture du mariage de Napoléon avec l'impératrice Joséphine.

Terminons ici en récapitulant avec rapidité tout ce qui s'était passé d'éminemment important depuis la paix de Tilsitt, époque de la plus brillante gloire comme de la plus haute fortune militaire et politique de Napoléon. Certes, ce colosse de puissance ambitieuse n'avait pas cessé d'être redoutable, et ses derniers coups furent terribles ; néanmoins, durant les vingt-sept mois qui venaient de s'écouler, deux de ses armées mirent bas les armes ; on le vit personnellement éprouver un premier échec ; ses troupes, plus nombreuses, devenaient de jour en jour d'un physique plus faible ; l'indiscipline se manifestait déjà parmi ses généraux, dégoûtés de la guerre et voulant jouir paisiblement des immenses fortunes qu'il leur avait faites. Il manqua les deux marines danoise

* Tout ce que Napoléon a dit, ou tout ce qu'on lui a fait dire dans les compilations de Sainte-Hélène sur les causes de son mariage, est en contradiction avec cette déclaration consignée dans le manifeste autrichien.

(*Note de l'éditeur.*)

et portugaise, enlevées, l'une par l'Angleterre, l'autre à l'aide de cette puissance, au profit de laquelle elles allaient agir. Son système continental ruinait ses alliés, dont les tributs lui étaient nécessaires, et non son ennemi, maître du commerce de l'univers par la destruction de ses forces navales. L'invasion de l'Espagne indignait, dans la France même, tous ceux qui conservaient un cœur honnête, et l'on ne pouvait présager l'issue d'une lutte qui donnait à la Grande-Bretagne une armée, des généraux, du lustre et des succès. La France perdait successivement et toutes ses colonies et tous les vaisseaux qu'elle mettait en mer; les possessions coloniales de l'Espagne tendaient évidemment à se séparer de leur métropole, nouvel échec pour la France, nouvelle source de trésors pour son ennemie. Napoléon avait irrité contre lui la puissante corporation du commerce européen intéressée à sa perte et aussi active qu'elle était devenue prépondérante, en raison des dettes dont, à l'exception de la Russie, pauvre d'ailleurs en capitaux, les divers États se trouvaient surchargés, et des moyens hostiles qu'elle pouvait seule leur prêter. Les alliés de Napoléon le haïssaient, le redoutaient, désiraient sa chute, ceux même qu'il avait favorisés et qui comptaient peu sur

la durée de sa bienveillance. Une mine se creusait donc sourdement sous les pas du monarque français ; une simple erreur politique, une seule campagne malheureuse pouvait suffire pour attirer sur lui les plus grands désastres et faire disparaître ce brillant météore dont l'indicible éclat fascinait encore tous les yeux. C'est ce que nous aurons à exposer dans le volume suivant, destiné à retracer des événemens d'un ordre majeur, et l'histoire secrète de la politique européenne, soumise en apparence à celui contre qui elle était réellement, mais encore timidement hostile ; immense révolution dans les idées, produit nécessaire des actes de Napoléon, et qui devait hâter le terme de la vie publique de cet homme extraordinaire, qui s'usait doublement par le despotisme et l'ambition ; catastrophe cependant aussi étonnante, aussi rapide, aussi inattendue, aussi merveilleuse et providentielle que l'avait été sa fortune.

FIN DU DIXIÈME VOLUME.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

A

Le royaume de Westphalie érigé en faveur de Jérôme Bonaparte se composait en grande partie des pays démembrés de la Prusse, et de la Hesse électorale en entier.

Les parties prussiennes étaient : l'Eichsfeld, le Hohnstein, le Hartz, Halberstadt, Quedlinbourg, Magdebourg, la Vieille-Marche, le cercle de la Saale, Hildesheim, Paderborn, Minden et Ravensberg.

Celles de l'Electorat : la Haute et Basse-Hesse, Herzfeld, Fritzlar, Ziegenhayn, Pless et Schmalkalden.

Ces diverses portions de territoires étaient unies entre elles par le duché de Brunswick, les comtés de Schauenbourg, Wernigerode, Osnabruck, Fulde.

Plus tard une partie du Hanovre y fut réunie.

B

Liste des vaisseaux et bâtiments danois remis, selon la capitulation de Copenhague, aux forces de Sa Majesté Britannique, le 7 septembre 1807.

Vaisseaux.	Canons.	Construits en
Le Christian VII de	96.	1808

Vaisseaux.	Canons.	Construits en
Le Neptune	84.	1789
Le Waldemaar	84.	1793
La Princesse-Sophia-Frédéricka	74.	1795
La Justice	74.	1777
L'Héritier-Présomptif-Frédéric	74.	1782
Le Prince-Héréditaire-Frédéric	74.	1784
Le Fussen	74.	1787
L'Oder	74.	1788
Les Trois-Couronnes	74.	1789
Le Skiole	74.	1792
La Princesse-Royale-Marie	74.	1791
Le Danemarck	74.	1794
La Norwège	74.	1800
La Princesse-Caroline	74.	1805
Le Detmatsken	64.	1780
Le Conquérant	64.	1795
Le Mars	64.	1784
Frégates.		
La Perle	44.	1804
La Ménagère	44.	1789
La Liberté	44.	1792
L'Iris	44.	1796
La Rota	44.	1801
La Vénus	44.	1805
La Naïade	36.	1796
Le Triton	28.	1790
Le Frédérickstein	28.	1800
Le Petit-Belt	24.	1801
Le Saint-Thomas	22.	1779
La Filla	24.	1802
L'Elbe	20.	1800
L'Eyder	20.	1802
Le Gluckstadt	20.	1804

Bricks.	Canons.	Construits en
Le Sarpe.	18.	1791
Le Glommen.	18.	1791
Le Ned-Elven.	18.	1792
Le Mercure.	12.	1806
Le Courrier.	14.	1801
Le Poisson-Volant.	. . . . .	1789

Chaloupes canonnières.

Onze portant deux canons sur l'avant.

Quatorze portant un canon sur l'avant et un sur l'arrière.

C

Liste envoyée à l'amirauté britannique des vaisseaux portugais sortis du Tage le 29 novembre 1807 et de ceux restés dans le port de Lisbonne.

Vaisseaux partis	Canons.
Le Prince-Royal.	84
La Reine-de-Portugal.	74
Le Comte-Henrique.	74
La Méduse.	74
Le Prince-de-Brésil.	74
L'Alphonse-d'Albuquerque.	64
Le Juan-de-Castro.	64
Le Martin-de-Freitas.	64
Frégates,	
La Minerve.	44
Le Golfino.	36
L'Uranie.	32
Inconnue.	

	Bricks.	Canons.
Le Volant		22
La Vengeance		20
Le Lièvre		22
	Schoner.	
Le Curieux		12

Total 16.

Bâtimens laissés.

La Marie-Première, *hors de service*	74
Le Saint-Sébastien, *dans le même état*	64
Le Vasco-de-Gama, *en réparation*	74
La Princesse-de-Beïra, *condamné*	64
Frégates.	
Le Phénix, *à réparer totalement*	48
L'Amazone, *de même*	44
La Perle, *irréparable*	40
Le Vency, *de même*	30

Total 8.

D

Etat des domaines d'Hanovre, distribués par Napoléon aux généraux et grands fonctionnaires de France.

1° Au maréchal Berthier prince de Neufchâtel, les bailliages de Blumenau, Coldengen, Nelburg, Nicklingen; revenu . . . . . 140,000 fr.

2° Au prince de Ponte-Corvo, Aerzen, Grohude, Luchem, Obsen, Polle 100,000

3° Au maréchal Mortier duc de Trévise, partie de Blumenau, Calemberg, Coldengen. . . . . 100,000 fr.
4° Au maréchal du palais Duroc duc de Frioul, partie de Ratzebourg et Steinhorts. 85,000
5° Au maréchal Ney duc d'Elchingen, Lauenbourg, partie de Ratzebourg. . 83,000
6° Au maréchal Augereau duc de Castiglione, Neuhaus, Bremois, Wischlafen ou Kedkingen. 80,000
7° Au maréchal Masséna duc de Rivoli, partie de Hoya et de Nienbourg . . 80,000
8° A M. de Caulincourt duc de Vicence, partie de Harbourg et de Winsen-sur-la-Lube.. 66,000
9° Au maréchal Davoust duc d'Auerstædt, partie de Hoya et de Nienbourg . . . 60,000
10° Au maréchal Soult duc de Dalmatie, partie de Hoya et Westen. 53,000
11° Au maréchal Lefèvre duc de Dantzig, Bergen, Celle, Winsen-sur-l'Aller.. . 50,000
12° Au prince Lebrun, Wilhemsbourg, autre partie de Harbourg et de Winsen-sur-la-Lube. 50,000
13° Au maréchal Lannes duc de Montebello. 50,000
14° Au maréchal Bessières. 50,000
15° Au général Sébastiani. 40,000
16° Au général Junot. 35,000
17° Au général Friand. 30,000
18° Au général Bisson. 30,000
19° Aux généraux Victor, Oudinot, Saint-Hilaire, Gardanne, Gazan, Caffarelli,

Dupas, Lassalle, Klein, Soulès, Dorsenne, Rapp, à chacun. . . . . 25,000 fr.

31° Aux généraux Hulin, Drouet, Compans, Gudin, Verdier, Bonnier, Lacoste, Morand, Loison, Vattier, Saint-Sulpice, Durosnel, au comte Daru, intendant-général, à chacun. 25,000

44° Au maréchal Marmont duc de Raguse; au comte Maret, ministre et secrétaire-d'état; au comte Fouché, ministre de la police; au comte Decrès, ministre de la marine; au comte Regnier, grand juge; au comte Mollien, ministre du trésor; au comte Gaudin, ministre des finances; au comte de Champagny, ministre des relations extérieures; au général Lemarrois; au général Clarke, ministre directeur de la guerre; au comte Cretet, ministre de l'intérieur; au général comte Bertrand; au maréchal Moncey duc de Conegliano; au maréchal Pérignon; au maréchal Serrurier; au général Marchant; au comte Ségur, grand-maître des cérémonies; au général Dupont, à chacun 20,000

63° Au général Mouton, au général Belliard, au général Savary, au général Lauriston, à chacun. 15,000

67° Au général Becker. 12,000

68° Au comte Regnault de Saint-Jean-d'Angely, ministre d'état; à M. Defermon; à M. Lacuée; au général Grouchy; au général Nansouty; au comte Bigot de

Préameneu, ministre des cultes, à chacun.	10,000 fr.
Total des parties prenantes. . 73 individus.	
Total des rentes accordées.	2,323,000 f.

E

Etat de situation de l'armée de Junot lors de son embarquement.

Infanterie.	Officiers.	273	16,133
	Soldats.	15,860	
Cavalerie.	Officiers.	48	1,770
	Soldats.	1,722	
Artillerie.	Officiers.	21	1,036
	Soldats.	1,015	
Détachés.	Officiers.	51	2,136
	Soldats.	2,085	
Malades.	Officiers.	46	3,522
	Soldats.	3,476	
Prisonniers.	Officiers.	20	915
	Soldats.	895	
Génie.		14	14
Coupables.		13	13
Total.			25,539

De plus en matériel d'artillerie :

10 Pièces de 8.
16 de 4.
4 Obusiers.
} 30 bouches à feu.

F

Etat des secours envoyés dans la Péninsule en argent, armes et equipemens, jusqu'au commencement de 1809, *par l'Angleterre.*

En argent	76,000,000	de francs.
Pièces de canon	98	
Gargousses et boulets	31,000	
Obusiers	38	
Charges des obusiers	7,200	
Caronades	80	
Charges	4,000	
Fusils	200,177	
Carabines	220	
Sabres	61,300	
Piques	79,000	
Cartouches	23,477,000	
Balles de plomb	6,000,000	
Barils de poudre	15,400	
Gibernes	240,000	
Accoutremens d'infanterie	39,000	
Tentes	40,000	
Équipages de campagne	10,000	
Aunes de toile	113,000	
Id. de drap	125,000	
Id. de cotonnade	82,000	
Pièces de drap	4,000	
Pièces de serge	6,400	
Manteaux	50,000	
Habits complets	92,000	
Chemises	35,000	
Pièces de toile de coton	22,000	

Paires de souliers.....	96,000
Semelles de souliers.....	15,000
Cantines.....	50,000
Havresacs.....	34,000
Chapeaux et bonnets.....	16,000
Pièces de toile à draps.....	760

G

Armées françaises en Espagne.

D'après les états de situation signés par le prince de Neufchâtel, l'armée sous les ordres du roi Joseph était, le 1er octobre 1808, y compris les garnisons des forteresses:

Infanterie.....	110,660 hommes.	
Cavalerie.....		19,312 hommes.
Une seconde armée disponible, montait à :		
Infanterie.....	132,517	
Cavalerie.....		34.782
Total des deux armées.....	243,177	54,094
Ou de toutes armes, sans l'artillerie.....	297,271 hommes.	
Le 25 octobre ces forces étaient portées à.....	335,223 d'infant.	
	60,728 chevaux.	
Total.....	395,951 hommes.	

Quant aux forces anglaises envoyées dans la Péninsule en 1808, elles ne montaient guère qu'à,

Infanterie	39,850 hommes.
Cavalerie	4,277
Artillerie	2,592
Total	46,719

L'exagération des rapports espagnols rend difficile la juste appréciation de leur développement militaire. Ils portent leur armée, en octobre 1808, à deux cent trois mille hommes, dont quatre-vingt mille paysans armés, sur leur première ligne de défense, et trente-quatre mille quatre cents sur la seconde; total deux cent trente-sept mille quatre cent trois hommes. Cependant il est certain qu'après en avoir défalqué les paysans, les Espagnols ne mirent pas en campagne plus de 103,150 h.

Et en y joignant en troupes anglaises. .	46,719
Plus deux régimens envoyés à Lisbonne.	1,622
c'était un total de.	151,491 h.

dont plus des deux tiers étaient à peine organisés, et qui allaient avoir à lutter contre trois cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent cinquante-un hommes conduits par Napoléon.

H

Lettre du prétendant (Louis XVIII) au roi de Suède.

Monsieur mon frère et cousin,

Accablé de douleur, transporté d'indignation à la nouvelle de l'attentat qui ravit à la fois à Votre Majesté sa li-

berté, l'exercice de sa puissance, et jusqu'à la douceur de voir la reine son épouse et ses enfans, j'ai cependant quelque temps été soutenu par l'espoir que, parmi les descendans des compagnons d'armes de Gustave-Adolphe et de Charles XII, il s'en trouverait qui, vengeant la majesté royale outragée, remettraient le sceptre aux mains qui seules ont le droit de le porter. Trompé dans mon attente, je cherchais avec avidité le moyen de pouvoir exprimer à Votre Majesté les sentimens dont mon ame est remplie. J'apprends qu'on peut encore lui écrire, et je me hâte de profiter de cette liberté ; si ce n'est une consolation pour Votre Majesté, ce sera une satisfaction pour moi-même. Je déclare donc que les sentimens d'amitié, de reconnaissance, d'estime, d'admiration, qui m'attachaient à la personne de Gustave IV, loin d'être altérés par ses malheurs, en ont reçu une nouvelle force; que je n'ai jamais plus cruellement senti le poids de ma propre infortune que dans cette circonstance, où elle me réduit à des vœux ardens sans aucune puissance ; que je ne perds pas cependant l'espérance de voir la divine Providence, à laquelle Votre Majesté a eu recours dès le premier instant, venir à son aide et à celle de sa famille, bien certain, par la connaissance du caractère de Votre Majesté, *qu'alors le pouvoir de pardonner sera le principal des attributs de la couronne dont elle voudra faire usage;* enfin, qu'en attendant ces heureux jours, je proteste, comme roi, contre la violence faite à la personne sacrée de Gustave IV, non-seulement en raison des sentimens que je viens d'exprimer, mais aussi parce que cette violence est une nouvelle application de principes destructifs de toute autorité et subversifs de tout ordre social.

Que Dieu veille sur Votre Majesté! C'est la prière de l'amitié la plus vraie, de l'intérêt le plus vif, enfin de

tous les sentimens avec lesquels je suis, Monsieur mon frère et cousin, de Votre Majesté, le bon frère et cousin.

A Hartwell-Buckinghamshire.

Ce 24 avril 1809.

Signé LOUIS.

I

Voici comment s'exprime le calviniste Mallet-du-Pan, citoyen de Genève, dans son *Mercure britannique* du 28 mai 1799.

« De toutes les injustices barbares qui forment l'histoire « de la république française, je ne sais s'il en est une qui « soulève autant l'indignation que la froide et systémati- « que atrocité du Directoire envers le souverain pontife. « Jamais traitement ne mérita mieux le nom d'assassinat; « il y aurait eu moins d'inhumanité à livrer la tête blan- « chie de Pie VI au fer d'un bourreau, qu'à profaner avec « étude la sainteté de son caractère, qu'à l'abreuver in- « tentionnellement d'affronts et de douleurs, qu'à le traî- « ner, de son palais ravagé, dans la captivité sur une terre « étrangère, qu'à promener son agonie de prisons en pri- « sons, en lui laissant la vie pour en éprouver toutes les « souffrances.

« Et sur qui les directeurs exercent-ils une si exécrable « violence? Sur un octogénaire aux portes de l'éternité; sur « un pontife dont la modération, la douceur, la piété tran-

« quille et sincère avaient mérité l'hommage même des « communions séparées de l'église de Rome; sur un sou- « verain sans Etats, sans puissance, sans défenseur, auquel « ils ont vendu la paix pour corrompre, sous le masque de « l'amitié, la fidélité de son peuple; qu'ils ont attaqué « sans guerre, opprimé sans opposition, pillé, détrôné, « emprisonné sans qu'il en coûtât un cheveu à leur armée. « Qu'avaient-ils à redouter de sa caducité! Quelle sûreté, « quel avantage pouvaient-ils tirer d'une cruauté aussi gra- « tuite? Comment pouvait leur nuire ce pape moribond, « dont la mort ou l'absence n'influent aucunement ni sur « le sort de ses Etats, ni sur celui de l'église? Est-ce un « otage dont ils entendaient s'assurer, ou bien le fanatisme « de la philosophie avait-il dicté d'ajouter, au nombre des « martyrs qu'il s'est immolé, le chef d'une religion dont « il poursuit l'anéantissement? »

K

Voici quelques fragmens de cette homélie que Pie VII, alors évêque d'Imola, adressa au peuple de son diocèse le jour de Noël 1797.

« La forme du gouvernement démocratique n'est point « en opposition avec les maximes que je viens d'exposer sur « l'obéissance due aux puissances et autorités constituées; « elle est inspirée par le droit naturel et recommandée « par la religion : *Qui resistit potestati, Dei ordinationi re-* « *sistit.* Cette forme de gouvernement ne répugne pas à « l'Évangile; elle exige au contraire ces vertus sublimes « qui ne s'acquièrent qu'à l'école de Jésus-Christ. Si vous

« les pratiquez *religieusement*, elles seront le gage de votre « bonheur, de votre gloire et de la splendeur de notre ré- « publique.... La vertu, dont les devoirs nous sont indi- « qués par les lumières naturelles, et complètement ma- « nifestés *par l'enseignement de l'Évangile*, est seule capable « de perfectionner l'homme, de le conduire au bonheur « suprême; seule, elle doit être l'inébranlable fondement « de notre démocratie. Avec *les vertus* morales, nous ne « serons que des êtres imparfaits; nous serons des êtres « accomplis avec les vertus théologiques.... Les vertus « morales, qui consistent dans l'amour de l'ordre, nous « rendront bons démocrates, mais de cette démocratie « pure, qui travaille sans relâche à la félicité commune, « et qui, abjurant les haines, la perfidie, l'ambition, est « aussi attentive à respecter les droits d'autrui, qu'à rem- « plir ses propres devoirs.... Une entière égalité de force « naturelle et intellectuelle, de richesses, de propriétés, de « vertus, n'exista et n'existera jamais.... elle bouleverse- « rait tout dans l'ordre physique et moral.

« L'Évangile de Jésus-Christ est le seul code de lois « capable de perfectionner les hommes, même dans l'or- « dre social, et de régulariser l'exercice de cette égalité « sage et raisonnable qui, assurant notre félicité dans ce « monde, nous promet une félicité plus grande dans l'é- « ternité. L'histoire de la philosophie montre le vide « qu'elle laisse à cet égard; l'Évangile montre qu'il comble « ce vide.

« Une vertu commune suffirait peut-être pour garantir « la prospérité durable des autres formes de gouverne- « ment. La nôtre (le gouvernement démocratique) exige « davantage. Efforcez-vous d'atteindre à toute la hauteur « de la vertu, et vous serez de vrais démocrates; accom- « plissez fidèlement les préceptes évangéliques, et vous « serez la joie de la république.... Soyez tous chrétiens,

« ne déviez jamais du sentier de la vertu et de l'Évangile, « et vous serez d'excellens démocrates. »

L

DÉCRETS.

PREMIER DÉCRET.

De notre camp impérial de Vienne, le 17 mai 1809.

Napoléon, empereur des Français, etc.

Considérant que lorsque Charlemagne, empereur des Français, et notre auguste prédécesseur, fit don aux évêques de Rome de diverses contrées, il les leur céda à titre de fief, pour assurer le repos de ses sujets et sans que Rome ait cessé pour cela d'être une partie de son empire;

Considérant que, depuis ce temps, l'union des deux pouvoirs spirituel et temporel a été, comme elle est encore aujourd'hui, la source de continuelles discordes; que les souverains pontifes ne se sont que trop souvent servis de l'influence de l'un pour soutenir les prétentions de l'autre, et que, par cette raison, les affaires spirituelles, qui de leur nature sont immuables, se trouvent confondues avec les affaires temporelles, qui changent suivant les circonstances et la politique des temps;

Considérant enfin que tout ce que nous avons proposé pour concilier la sûreté de nos armées, la tranquillité et le bien-être de nos peuples, la dignité et l'intégrité de notre empire, avec les prétentions temporelles des souverains pontifes, a été proposé en vain;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. I^er^. Les États du pape sont réunis à l'empire français.

II. La ville de Rome, premier siége du christianisme et si célèbre par les souvenirs qu'elle rappelle et les monumens qu'elle conserve, est déclarée *ville impériale et libre.* Son gouvernement et son administration seront réglés par un décret spécial.

III. Les monumens de la grandeur romaine seront conservés et maintenus aux dépens de notre trésor.

IV. La dette publique est déclarée dette de l'empire.

V. Les revenus actuels du pape seront portés jusqu'à deux millions de francs, libres de toutes charges et redevances.

VI. Les propriétés et palais du Saint-Père ne seront soumis à aucune imposition, juridiction, visite, et jouiront en outre d'immunités spéciales.

VII. Une consulte extraordinaire prendra, le 1^er^ juin prochain, possession en notre nom des États du pape, et fera en sorte que le gouvernement constitutionnel y soit en vigueur le 1^er^ janvier 1810.

Signé NAPOLÉON.

Par l'empereur,

Le ministre secrétaire d'état,

Hugues MARET.

SECOND DÉCRET.

De notre camp impérial de Vienne, le 17 mai 1809.

Napoléon, empereur des Français, etc.

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. Ier. La consulte extraordinaire créée par notre décret d'aujourd'hui pour les États romains sera organisée et composée de la manière suivante :

Le général de division Miollis, gouverneur général, *président.*

M. Saliceti, ministre du royaume de Naples.

MM. De Gerando, Jannet et del Pozzo, M. Debalbe, auditeur au conseil d'État, *secrétaire.*

II. La consulte extraordinaire est chargée de prendre, en notre nom, possession des États du pape et de faire les opérations préparatoires à l'administration du pays, de manière que le passage de l'état actuel au régime constitutionnel se fasse sans aucune secousse, et qu'il soit pourvu à tous les intérêts.

III. Des mesures seront prises, dans le plus court délai, pour l'exécution des articles III, IV, V et VI de notre décret de ce jour.

IV. La consulte extraordinaire correspondra avec notre ministre des finances.

V. Notre ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé NAPOLÉON.

Par l'empereur,

Le ministre secrétaire d'état,

Hugues MARET.

M

Bulletin autrichien de la bataille de Wagram les 5 *et* 6 *juillet* 1809.

Le 4 juillet l'ennemi avait complété le nouveau pont

qui, de l'île de Lobau, traversait une branche du Danube. Il fut favorisé dans cette opération par la nature du terrain et par une immense quantité d'artillerie. L'armée impériale et royale était rangée sur la hauteur qui est derrière le ruisseau Russ, étendant son aile droite au-delà de Sussessbrunn et Kagran, et sa gauche au-delà de Markgrafen-Neusiedel; le centre était posté près de Wagram. L'ennemi ayant passé sur la rive gauche du Danube dans la nuit du 4 au 5, il en parut de grand matin des masses immenses qui se développaient dans la plaine. Peu avant midi il attaqua sur tous les points de la ligne l'armée impériale et royale; mais ses principaux efforts se dirigèrent vers le centre, qu'il paraissait avoir l'intention de forcer. Ses attaques, quoique continuellement répétées avec la plus grande impétuosité et soutenues par une immense artillerie du plus gros calibre, échouèrent toutes ce jour-là. Le feu ne cessa qu'à dix heures du soir. L'armée impériale et royale avait dans cette journée maintenu toutes ses positions et fait un nombre considérable de prisonniers, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de soldats saxons, badois, wurtembergeois, italiens et portugais.

Le 6, à quatre heures du matin, l'ennemi renouvela ses attaques avec des masses encore plus considérables et une plus grande impétuosité que la veille; néanmoins ses efforts contre le centre et l'aile droite non-seulement n'eurent pas de succès, mais même l'aile droite remporta de tels avantages, que l'on avait droit de s'attendre à la victoire la plus complète, lorsque l'ennemi, amenant de nouvelles divisions, enfonça, par sa supériorité de nombre, l'aile gauche près de Markgrafen-Neusiedel, et réussit, après un engagement opiniâtre, à la forcer à la retraite. Une des ailes de l'armée impériale et royale étant ainsi exposée, Son Altesse impériale et

royale l'Archiduc et généralissime a ordonné la retraite par le chemin de Stammersdorf et du Bisamberg. En conséquence, l'armée occupe une nouvelle position qui couvre la communication avec la Bohême. Cette retraite s'est effectuée dans le meilleur ordre et sans éprouver aucune perte matérielle.

L'ennemi a considérablement souffert à l'aile droite et au centre. On lui a fait six mille prisonniers, dont trois généraux; on lui a pris également douze pièces de canon, et il a été à tous égards si affaibli dans les deux journées, qu'il n'a pas tenté depuis de poursuivre davantage l'armée impériale et royale. Le général Lassalle est au nombre de ses morts.

L'armée impériale et royale a aussi une grande perte à déplorer; elle a perdu dans le général Nordmann un officier d'un grand mérite. Les généraux Pierre Veczay, d'Aspres et Wuckassovich sont sans espoir de guérison; les généraux prince de Hesse-Hombourg, de Stutterheim et Paar sont grièvement blessés; Son Altesse Impériale le généralissime lui-même et le prince de Lichtenstein ont reçu des coups de fusil; mais leurs blessures sont légères et n'auront pas de suites dangereuses. Il ne reste plus qu'à observer que l'armée entière a donné de nouveau en cette occasion de telles preuves de courage et de persévérance que notre perspective future ne doit inspirer aucune crainte.

N

Tableau des forces et de la garnison de Gironne durant le siége de cette ville, commencé le 6 *mai et terminé le* 6 *décembre* 1809.

Corps.	Bataillons.	Au 6 mai. Hommes.	Au 11 décembre. Hommes.	
Régiment d'infanterie d'Ultonia.	3	800	250	Infanterie.
Régiment de Bourbon	3	1,300	360	Infanterie.
Infanterie légère, 2e régim. de Barcelone .	1	1,125	278	Infanterie.
1er Bataillon de miquelets de Gironne. . .	1	1,120	380	Infanterie.
1er Bataillon de miquelets de Vich. . . .	1	600	250	Infanterie.
1er Escadron de cavalerie de S. Narcisse. .	»	108	50	Caval.
Artillerie.	»	278	140	Artillerie.
Miquelets du 2e bataillon de Gironne incorporés dans l'artillerie.	»	240	100	Artillerie.
Moines incorporés dans l'artillerie. . . .	»	130	90	Artillerie.
Détachement de sapeurs.	»	22	10	Sap.
Total de la garnison. . . .		5,723	1,908	

Renforts qui entrèrent dans la place les 1er *juillet*, 3 *et* 17 *août, et* 1er *septembre.*

Corps.	Leurs forces à leur entrée. Hommes.	Au 11 décembre. Hommes.
Du 2e bataillon de miquelets de Gironne incorporés dans l'artillerie. . . .	100	50
Détachement du régiment de Santa-		

	Hommes.	Hommes.
Fé, incorporé dans l'artillerie	20	10
Bataillon de Miquelets de Cervera. .	500	320
Une partie du 1er bataillon de miquelets de Vich..	300	200
Détachement d'un bataillon des volontaires de Tarragone.	60	40
Régiment d'infanterie de Baza. . . .	1,368	1,024
Compagnie de grenadiers du régiment d'Illibérie.	100	56
1er Bataillon de miquelets de Talaru.	500	200
2e Bataillon de miquelets de Talaru.	400	190
2e Bataillon de miquelets de Vich. .	300	100
Total des renforts. . .	3,648	2,190
Première garnison. . .	5,723	1,908
Total général.	9,371	4,098

N. B. Sur ces 4,098 hommes, 1,600 étaient retenus dans les hôpitaux. Sortis valides sur les 9,371, seulement 2,492 des défenseurs de Gironne.

O

Catéchisme civil et petit abrégé des obligations de tout Espagnol, de la connaissance pratique de sa liberté, et explication de son ennemi, très utile dans les circonstances actuelles, mis en forme de dialogue (exactement traduit sur l'original espagnol).

CHAPITRE PREMIER.

Demande. Dites-moi, mon enfant, qui êtes-vous?
Réponse. Espagnol.

D. Que veut dire Espagnol?

R. Homme de bien.

D. Combien a-t-il d'obligations à remplir et quelles sont-elles?

R. Trois: Être chrétien, catholique, apostolique et romain; défendre sa patrie, sa religion, ses lois, et mourir plutôt que de se laisser vaincre.

D. Qui est votre roi?

R. Ferdinand VII.

D. Comment doit-il être obéi?

R. Avec l'amour que ses vertus et ses malheurs lui ont mérité.

D. Quel est l'ennemi de notre bonheur?

R. L'empereur des Français.

D. Quel est cet homme?

R. Un nouveau souverain infiniment méchant et ambitieux, le principe de tous les maux, le destructeur de tout bien; enfin, c'est un composé de vices et de méchanceté.

D. Combien a-t-il de natures?

R. Deux : l'une diabolique, l'autre inhumaine.

D. Combien y a-t-il d'empereurs?

R. Il y en a un en trois personnes fausses.

D. Quelles sont-elles?

R. Napoléon, Murat et Godoy.

D. L'une est-elle plus méchante que l'autre?

R. Non, mon révérend, puisqu'elles sont égales.

D. De qui procède Napoléon?

R. De l'enfer et du péché.

D. Et Murat?

R. De Napoléon.

D. Et Godoy?

R. De l'intrigue des deux autres.

D. Quels sont les attributs du premier?

R. L'orgueil, la méchanceté et le despotisme.

D. Et du second?

R. La rapine, l'infamie et la cruauté.

D. Et du troisième?

R. La trahison, la débauche et l'ignorance.

CHAPITRE II.

D. Que sont les Français?

R. D'anciens chrétiens et de nouveaux hérétiques.

D. Qui les a ainsi perdus?

R. La fausse philosophie et la dépravation de leurs mœurs.

D. A quoi les Français servent-ils à ce despote?

R. Les uns à augmenter son orgueil, les autres servent d'instrumens à son iniquité, et le reste à exterminer le genre humain.

D. Ce règne d'iniquités doit-il finir bientôt?

R. Suivant les sentimens des plus sages politiques, il touche à sa ruine.

D. D'où présagez-vous cela?

R. Des dispositions de notre sage mère-patrie.

D. Quelle est notre patrie?

R. La réunion ou l'assemblage d'un grand peuple régi par un roi et gouverné par les mêmes lois.

D. Nos intérêts sont-ils ceux de tout le peuple?

R. Oui, signor, par l'obligation naturelle où nous nous trouvons tous de nous protéger, de nous entre-aider et de nous défendre réciproquement.

D. De quelle peine l'Espagnol qui manque à ses justes devoirs est-il passible?

R. Des peines infamantes: de la peine de mort comme traître et de celle de mort civile comme manquant aux lois.

D. Qu'appelez-vous mort naturelle?

R. La privation de la vie.

D. Et mort civile?

R. La perte de ses biens, et la privation des avantages et des honneurs que la patrie accorde à ses braves et généreux citoyens.

CHAPITRE III.

D. Qui est venu en Espagne?

R. La seconde personne de la trinité endiablée.

D. Quels sont ses principaux offices?

R. Ceux de tromper, voler, assassiner et opprimer.

D. Quelle doctrine nous enseigne-t-elle?

R. L'infidélité, la corruption des mœurs et l'irréligion.

D. Qu'est-ce qui peut nous délivrer d'un tel envoyé?

R. L'union, la constance et les armes.

D. Est-ce pécher que de tuer des Français?

R. Non, signor, c'est au contraire bien mériter de la patrie si, par ce moyen, on la délivre des insultes, du vol et des tromperies.

CHAPITRE IV.

D. Quelle doit être la politique et la conduite des Espagnols?

R. D'observer les maximes de Jésus-Christ et de l'Évangile.

D. Quelles sont celles de notre adversaire?

R. Celles de Machiavel.

D. Sur quoi se fondent-elles?

R. Sur l'égoïsme et l'amour-propre.

D. Quel est leur but?

R. De rapporter tout à son avantage et au préjudice de ses semblables.

D. Comment met-il ses principes en usage ?

R. En présentant les crimes et les délits pour des vertus.

CHAPITRE V.

D. Qu'est-ce que la valeur?

R. Une constance, une force d'esprit qui cherche avec prudence et de sang-froid l'occasion de la victoire.

D. Faut-il de la subordination pour triompher?

R. Elle est tellement nécessaire que la victoire commence par elle.

D. A qui devons-nous soumission et obéissance?

R. A toute espèce de chefs et de supérieurs.

D. Quel est, aux yeux de la patrie, le meilleur et le plus estimable de ses enfans?

R. Celui, quel qu'il soit, qui la secourt avec le plus d'honneur, de courage et de désintéressement.

D. Que doit-on penser de ceux qui ambitionnent les dignités, les rangs, les honneurs que méritent les vertus, avant de les avoir pratiquées?

R. Que ce sont des ignorans qui ne savent pas obéir, et qui, pour l'ordinaire, nuisent au bien de l'État.

D. Quelle idée devons-nous avoir en allant au combat?

R. Nous ne devons engisager que le salut de la patrie, la défense de l'État, celle de nos frères, et la gloire immortelle de la nation.

D. Qui est dans l'obligation de prendre les armes?

R. Ce sont ceux qui ont été choisis par le gouvernement comme les plus propres à faire la guerre et les moins utiles à la population.

D. Quelles sont les obligations des autres citoyens?

R Contribuer avec générosité de leurs biens pour la défense de la patrie et prouver par là leur dévouement et leur patriotisme.

D. Et celui qui n'a rien, que doit-il faire?

R. Prier Dieu pour la prospérité de nos armes, s'occuper des ouvrages auxquels son état le destine, et contribuer, par son industrie, au bonheur et à la félicité générale.

D. De qui devons-nous attendre ces bienfaits?

R. De Dieu notre Seigneur, de notre justice, des talens et de la loyauté de nos généraux et de nos officiers, de notre valeur et de notre docilité.

CHAPITRE VI.

D. Quels moyens nos ennemis ont-ils employés pour nous tromper?

R. La supercherie, la trahison, la bassesse et la perfidie.

D. Est-ce par de semblables moyens qu'on peut obtenir une couronne qui appartient à un autre?

R. Non, signor, au contraire, ces tyrans se sont rendus indignes de notre condescendance, et nous devons résister de toutes nos forces à un roi qui veut commencer son règne par des moyens aussi injustes et aussi abominables.

D. Quel bonheur devons-nous chercher?

R. Celui qu'ils ne peuvent nous donner.

D. Quel est-il?

R. La sûreté de nos droits, le libre exercice de notre sainte religion, le rétablissement d'un gouvernement conforme aux mœurs actuelles de l'Espagne et à nos relations avec l'Europe.

D. Maintenant nous n'avons donc pas ce gouvernement?

R. Si, signor, mais désorganisé par l'indolence des autorités supérieures qui nous ont gouvernés.

D. Qui doit le rétablir?

R. L'Espagne, à qui seule appartient ce droit exclusif, avec inhibition de tout étranger.

D. Qui autorise ce droit, ces dispositions?

R. Ferdinand VII, que Dieu veuille rendre à notre amour qui sera éternel.

Ainsi soit-il.

P

Liste des Anglais tués, blessés et égarés dans les deux batailles de Talavera.

État-Major.	14
3e Dragon-des-Gardes.	2
4e Dragon.	12
14e Dragons-Légers.	16
16e Dragons-Légers.	14
23e Dragons-Légers.	207
1er Dragons-Légers, Légions germaniques. . .	42
Artillerie royale britannique.	34
Artillerie royale germanique.	34
Ingénieurs royaux.	2
Corps royal d'État-Major.	2
1er Bataillon des gardes de Coldstream. . . .	297
3e Bataillon des Gardes.	322
3e Régiment d'infanterie.	142

2e Bataillon du 7e.	65
2e Bataillon du 24e.	355
2e Bataillon du 29e.	186
1er Bataillon du 48e.	176
2e Bataillon du 48e.	71
2e Bataillon du 53e.	39
5e Bataillon du 60e.	77
1er Bataillon du 61e.	272
2e Bataillon du 63e.	128
2e Bataillon du 83e.	288
2e Bataillon du 87e.	253
1er Bataillon du 88e.	140
1er Bataillon du 97e.	52
1er De détachemens.	274
2e Bataillon *dito*.	21
1er Bataillon de ligne, légion germanique.	305
1er et 2e Bataillons légers, *dito*.	79
2e Bataillon de ligne. *dito*.	390
5e *dito*. *dito*.	300
7e *dito*. *dito*.	256
2e Bataillon d'infanterie. 31e.	249
1er Bataillon. *dito*. 40e.	58
1er Bataillon. 45e.	193
TOTAL.	5367

Q

Liste des bâtimens de guerre employés à la grande expédition des bouches de l'Escaut.

Trente-neuf vaisseaux de ligne.

San-Domingo. . . . 74 canons. Amiral sir J. Strachan.

Blake.	74	canons.	Amiral lord Gardner.
Monarch.	74	»	Amiral Otway.
Superb.	74	»	Amiral Keates.
Aboukir.	74	»	Parker.
César.	80	»	Richardson.
Impétueux.	80	»	Lawford.
Achille	74	»	Sir R. King.
Ajax	74	»	Otway.
Alfred.	74	»	Watson.
Audacious.	74	»	Campbell.
Belleisle.	74	»	Cockburne.
Bellona.	74	»	Douglas.
Centaur	74	»	Sir W. Webley.
Courageux	74	»	Plampin.
Denmark..	74	»	Bissett.
Eagle.	74	»	Rowley.
Gange..	74	»	Halkett.
Hero.	74	»	Bowen.
Illustrious.	74	»	Broughton.
Marlborough . . .	74	»	Phillimore.
Namur.	74	»	Jones.
Orion.	74	»	Sir A. Dickson.
Powerful	74	»	Johnson.
Princess Caroline. .	74	»	Pater.
Princess of Orange.	74	»	Bauman.
Repulse.	74	»	Legge.
Resolution.	74	»	Ward.
Revenge.	74	»	Paget.
Royal Oak..	74	»	Lord A. Beauclerk.
Sceptre.	74	»	Bingham.
Theseus.	74	»	—
Valiant.	74	»	Shortland.
Venerable.	74	»	Sir H. Popham.
Victorious.	74	»	Hamond.

York.	74	canons.	Barton.
Leyden.	64	»	Usker.
Adamant.	50	»	Sykes
Isis.	50	»	Lossack.

Vingt-huit frégates.

Ulysses.	44	»	Lake.
Imperieuse.	40	»	Garth.
Lavinia.	40	»	Lord W. Stuart.
Active.	38	»	Gordon.
Clyde.	38	»	Owen.
Fisgard.	38	»	Bolton.
Hussar	38	»	Lloyd.
Pearlen	38	»	Thomson.
Rota.	38	»	Somerville.
Salcette.	38	»	Bathurst.
Statira.	38	»	Boys.
Aigle.	36	»	Wolf.
Amethyst.	36	»	Seymour.
Dryad.	36	»	Gallway.
Euryalus	36	»	Dundas.
Nymphen.	36	»	Maxwell.
Phœbe.	36	»	Stackpole.
San-Fiorenzo. . . .	36	»	Matson.
Thalia.	36	»	Vashon.
Terpsichore	36	»	—
Bucephalus	32	»	Pelly.
Circe	32	»	Collier.
Druid..	32	»	Sir W. Bolton.
Héroïne.	32	»	Christian.
Pallas.	32	»	Dobble.
Unicorn.	32	»	Hardyman.
Aimable	32	»	—
Camilla.	24	»	—

Deux flûtes, le Weymouth et le Serapis, de 44 canons; 84 corvettes, gun-brigs, bombardes, cutters, goëlettes, etc.

Total, 153 voiles de guerre.

Etat des forces de terre embarquées dans l'expédition sous les ordres du lord comte de Chatam.

Cavalerie.	2,600	hommes.
Artillerie.	3,000	
État-major.	100	
Équipages.	149	
Gardes.	2,878	
Infanterie de ligne.	30,000	
Détachement de R. V.. . . .	30	
Total.	38,757	

La division sous les ordres du marquis d'Huntley, forte de six régimens, savoir : les 6^e^, 30^e^, 91^e^, 9^e^, 38^e^ et 42^e^, formant un total de quatre mille neuf cent quatre-vingt-deux hommes, à quoi il faut ajouter les soldats de marine et les matelots qui seront employés à terre; total cinquante mille hommes, en y comprenant plus de six mille hommes des équipages.

FIN DU DIXIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE DIXIÈME VOLUME.

(Page 1.)

Situation politique de Napoléon. — Sa popularité. — Armée anglaise. — Effet militaire du système continental. La Prusse y accède ainsi que la Russie. — La Suède s'y refuse. — Suppression du tribunat. — Royaume de Westphalie. — Jérôme. — Mécontentement du tzar. — Intrigue anglaise. — Louis Bonaparte. — Ses résistances. — Son esprit de justice. — Mécontente Napoléon. — Arrêt de représailles des Anglais. — Malaise de l'Italie. — Voyage de Napoléon. — Changemens dans le gouvernement lombard. — Décret de Milan. — Fausse politique. — Position de la Russie. — Sa politique. — Savary. — Notes et contre-notes anglaises et russes. — Lord Gower. — Budberg. — Soltikoff. — Romanzoff. — Danemarck. — Refus constant de communiquer les articles secrets. — Rupture. — Affaire de Copenhague. — Turquie. — Chicanes de Savary. — Entrevue avec Romanzoff. — Réflexions sur ce ministre. — La France, la Prusse et la Russie. — Souffrance des Etats germaniques. — Ses effets. — Caractère allemand. — Tugenbund. — Sa constitution.

(Page 77.)

Système continental. — Projets contre la Péninsule. —

Intrigues de Godoï. — Il désavoue ses proclamations. — — Combinaison contre l'Espagne. — Conduite de Talleyrand. — Ruses de Napoléon. — Le prince de la Paix. — Le prince des Asturies. — Charles IV. — Ferdinand. — Son épouse. — Mort de cette princesse. — Traité de Fontainebleau. — Ses stipulations. — Conventions accessoires. — Expédition de Portugal. — Lannes refuse. — Junot accepte. — Son caractère. — Ses instructions. — Notification faite au Portugal. — Secours offerts par l'Angleterre. — On les refuse. — On veut négocier. — Situation critique. — Le prince régent. — Son caractère. — Marche de Junot. — Ses proclamations. — Sa marche. — Incurie du régent. — Barreto. — Refus de l'entendre. — Départ du prince régent pour le Brésil. — Regrets du peuple. — Arrivée de Junot. — Sa fureur de manquer sa proie. — Escadre russe. — Effet de l'émigration du prince régent. — Elle sauve les colonies et favorise l'Angleterre. — La flotte part. — Forces de Junot. — Arrivée de ses troupes. — Il remplace le drapeau portugais par le drapeau français. — Consternation. — Ordres sévères. — Contribution de cent millions. — Séquestre des biens des absens. — Affaires de l'Espagne. — Prison du prince des Asturies. — Vues de Napoléon. — Révolution d'Aranjuez. — Voyage du roi à Bayonne. — Lettre de Napoléon infidèlement publiée. — Intrigue de Bayonne. — Scène atroce. — Abdication de Ferdinand. — Cession de Charles IV. — Junte. — Intronisation de Joseph. — Ferdinand conduit à Valançay. — Justification de Ferdinand VII. — Création d'une nouvelle noblesse. — Armée française et anglaise. — Les Espagnols.

(Page 164.)

Situation politique de Napoléon. — Lettre sur le caractère des Espagnols. — Massacre de Madrid. — Embarras de la junte. — Son départ pour Bayonne. — Junte dans cette ville. — Constitution. — Affaire de Rio-Seco. — Désertion des députés de la junte de Bayonne. — Le conseil de Castille élude le serment. — Junte de Séville. — Assassinat de Solano. — Prise de l'escadre française par les Espagnols. — Massacre de plusieurs généraux. — Junte des Asturies. — Ses envoyés en Angleterre. — Rivalité des juntes. — Insurrection générale. — Capitulation de Baylen. — Evacuation de Madrid. — Négociation de Joseph. — Alliance de la Galice et du Portugal. — Proclamation de Junot. — Envoi en France de troupes portugaises et d'une députation. — Contribution demandée. — Impossibilité de la payer. — Intrigues pour la couronne. — Déclaration du prince régent. — Timidité de l'Angleterre. — Expédition anglaise. — Forces de Junot. — Comparaison des troupes anglaises et françaises. — Affaire de Rolica. — Bataille de Vimiero. — Capitulation dite de Cintra. — Capitulation de la flotte russe. — Dumouriez. — La princesse du Brésil. — L'Autriche. — La Prusse. — La Russie. — Méfiance du tzar. — Appel aux confédérés. — Plaintes de Bade. — Entrevue d'Erfurt. — Objets traités. — Lettre au roi d'Angleterre. — Négociation sans effet. — Projet d'union contre la France. — Rejeté par la Prusse et la Russie. — Retraite de la Romana. — Anarchie en Espagne. — Junte centrale. — Pardo. — Napoléon reprend Madrid. — Négociation de Jo-

seph. — Fuite de la junte centrale. — Retraite de sir John Moore. — Sa mort.

(Page 266.)

Voyage du roi de Prusse à Saint-Pétersbourg. — Il s'engage à la neutralité. — Ordonnances fiscales relatives à la liquidation avec la France. — Irritation. — Désir de la guerre. — Affaires de Suède. — Gustave III. — Naissance de Gustave-Adolphe. — Son éducation. — Ses opinions. — Attaques par les Russes et les Danois. — Proclamations du comte Buxhowden. — Déclaration de guerre du Danemarck et de la Prusse. — Réponse du roi de Suède. — Alopœus. — Bodisco. — Kanikoff. — Conjuration. — Brown. — Le roi. — Perceval et Canning se refusent à protéger les conjurés. — Les troupes se révoltent. — Gustave est arrêté. — Pamphlet justificatif des conjurés. — La Suède traite avec la Russie, le Danemarck et la France. — Accède au système continental. — Se donne une nouvelle constitution. — Guerre des Russes en Turquie. — Le dernier des Ottomans. — Effet de cette révolution. — Autriche. — Stahremberg. — Rupture apparente de l'Autriche et de l'Angleterre. — Rapprochement de ces deux cabinets. — L'Autriche menacée de nouveau. — Armemens. — Négociations. — Le prince de Schwarzenberg. — Sa famille. — Son caractère. — Metternich. — Son caractère. — L'ambassadeur de France quitte Vienne. — Proclamation de l'archiduc Charles. — Son adresse aux volontaires de Vienne. — Manifeste de l'Autriche. — Réponse de Napoléon. — Nouvelles proclamations de l'archiduc Charles. —

Déclaration de guerre de l'Autriche. — Loi révolutionnaire contre les absens. — Napoléon expose incomplètement les négociations antérieures à la rupture. — Trahison du commissaire autrichien. — Les hostilités sont dénoncées en Autriche, — en Pologne, — en Italie. — Vicieuses dispositions de Berthier. — Armée de Napoléon. — Bataille des cinq jours. — Il arrive à Vienne et cette capitale est rendue. — Bataille d'Aspern ou d'Essling. — Marche des Russes. — Retraite des archiducs Ferdinand et Jean. — Négociation avec la Prusse. — Elle est sans résultat. — Insurrection de Schill. — Sa mort. — Autres insurrections étouffées. — Révolte du Tyrol. — Chasteler. — Schulmeister.

(Page 539.)

Marche similaire, en France, de l'Église et de l'État. — Première négociation du premier consul avec Rome. — Le cardinal Consalvi. — Cacault. — Murat. — Concordat. — Caprara. — Bernier. — Pie VII appelé pour le couronnement — Vues de Napoléon sur le souverain pontificat. — Chicanes faites au pape. — Surprise d'Ancône et de Civita-Vecchia. — Exigences perpétuelles. — Menaces de s'emparer de l'État pontifical. — Défense aux évêques de sortir du royaume. — On entrave la rentrée de ses revenus. — On chasse ses officiers. — On exécute le décret de Berlin sans son aveu. — On insulte le culte. — L'archevêque de Séleucie. — Ce dont il est chargé pour le pape. — Réponse du pape. — Institutions canoniques. — Lettre de Beauharnais au pape. — Ruses et exigences. — Le pape cède. — L'on rompt avec lui. — Lettre de Napo-

léon. — Le vice-roi cherche des moyens de conciliation. — Envoi du cardinal de Bayanne. — Réunion au royaume d'Italie des provinces riveraines de l'Adriatique. — Occupation de Rome. — Lettre d'un sujet russe sur l'enlèvement du pape. — Voyage du pape. — Servile députation romaine. — Réponse de Napoléon. — L'Autriche se refuse à un mouvement populaire. — Préparatifs de Napoléon. — Incurie du prince Charles. — L'archiduc Jean. — Bataille des 5 et 6 juillet 1809. — Retraite des Autrichiens. — Armistice de Znaïm. — Le prince d'Oels. — Incertitude du cabinet autrichien. — L'armistice est ratifié. — Lenteurs des négociations. — Leur cause. — Pertes maritimes de la France. — Castlereagh. — Canning. — Expédition de l'Escaut. — Nouvelle disgrace de Bernadotte. — Rome. — Murat. — La reine de Naples. — Les carbonari. — Expédition manquée sur la Sicile. — Mécontentement de Murat. — Germes de sa défection. — Le roi de Prusse. — Emplacement des troupes françaises en Espagne.

(Page 422.)

Angleterre. — Administration du duc de Portland. — Castlereagh. — Canning. — Scandale. — Affaire du duc d'Yorck. — Enquête sur les affaires du Portugal. — Nuisible aux affaires d'Espagne. — Attaque contre les ministres. — Tiédeur des Anglais à l'égard de la Péninsule. — Affaire des bouches de l'Escaut. — Succès de la marine anglaise. — Opérations militaires des Anglais. — Distinction entre les guérillas et les armées espagnoles. — Premier siége de Saragosse. — Sa situation. — Ses ressources. — Destitution du capitaine-général. — Nomination de Palafox. — Sa proclamation.

— Ses préparatifs. — Défense opiniâtre. — Bombardement. — Héroïsme d'une femme. — Mortalité. — Les Français pénètrent dans la ville. — Refus de capituler. — Levée du siége. — Constitution et esprit de la junte centrale. — Sa tendance démocratique. — Sentimens monarchiques de Palafox. — Il se prépare contre une seconde attaque. — Il est investi. — Quarante-deux jours de bombardement. — On défend les maisons une à une. — Capitulation. — Elle est violée. — Le trésor de Notre-Dame del Pilar livré au maréchal Lannes. — Pillage. — Forte contribution. — Il y périt cinquante-quatre mille personnes. — Siége de Gironne. — Se rend après deux cent vingt jours. — Honneurs rendus à Saragosse et à Gironne. — Armées espagnoles. — Méfiance de la junte à l'égard de l'Angleterre. — Demande d'occuper Cadix. — Refus. — Craintes de Lisbonne. — Soult et Victor dirigés contre cette capitale. — Arrivée de sir Arthur Wellesley. — Il marche contre Soult. — Porto pris et repris. — Retraite désastreuse de Soult. — Sir Arthur marche contre Victor. — Bataille de Talavera. — Retraite de l'armée anglaise. — Plaintes de la junte. — Succès des Anglais. — Défaite des Espagnols à Ocana. — Principaux chefs de guérillas. — Proclamation de la junte. — Propositions à l'empereur Alexandre. — Lenteur des négociateurs autrichiens à Altembourg. — Impatience de Napoléon. — Hoffer. — Projet d'assassinat. — Conclusion de la paix. — Ses stipulations. — Articles secrets. — Union exigée. — Récapitulation des événemens depuis la paix de Tilsitt.

FIN DE LA TABLE DU DIXIÈME VOLUME.

This book is **DUE** on the last date stamped below

Form L-9–15*m*-7,'31

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 227 567 5

DC
145 Allonville -
A44m Mémoires
v.10 tirés des
papiers d'un
homme d'état.

DC
145
A44m
v.10

LIFORNIA
LES
Y